Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/leconflitdesid00guyguoft

LE CONFLIT DES IDÉES

DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

(TROIS VISAGES DE LA FRANCE)

DU MÊME AUTEUR

Le procès de la Démocratie (Bibliothèque du « Mouvement social contemporain », Armand Colin, éditeur).

La philosophie nationaliste (Collection « les Etudes contemporaines », Bernard Grasset, éditeur).

La philosophie syndicaliste (Collection « les Etudes contemporaines », Bernard Grasset, éditeur).

Après quatre ans (juin 1918), « Union pour la vérité », 21, rue Visconti.

HF
G9887c

GEORGES GUY-GRAND

LE CONFLIT DES IDÉES DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

(TROIS VISAGES DE LA FRANCE)



474637
6.5.48

PARIS
MARCEL RIVIÈRE, ÉDITEUR
31, RUE JACOB, 31

MCMXXI

A CEUX

QUI SONT MORTS POUR DÉFENDRE

AVEC NOTRE SOL

ET NOTRE HONNEUR

LA MISSION SPIRITUELLE DE LA FRANCE

DANS LE MONDE.

AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent ont été écrites en partie avant la guerre, en partie pendant la guerre même et quelques mois après la signature de la paix. Elles voudraient fixer à grands traits trois moments de notre pays, trois visages de la France à des périodes encore vivantes et qui ne s'effaceront pas, au moins pour quelques-uns, de sitôt de notre souvenir. Et ce spectacle qu'a présenté la France à la veille, dans le cours et au lendemain de la catastrophe, on voudrait qu'il fût instructif, qu'il orientât la pensée et la volonté pour les tâches d'aujourd'hui.

Quelques-uns s'étonneront peut-être de la différence de ton entre les deux premières parties de ce livre. Les teintes plutôt sombres de la « France divisée » ne laissent pas présager le magnifique sursaut d'énergie de la « France unie ». C'est qu'en effet certains aspects de notre pays, il y a six ans, ne faisaient guère prévoir sa résistance dans l'épreuve. Et ce sont ces aspects qui sont ici presque exclusivement examinés. Dans la première partie de ces pages l'élite et la bourgeoisie, et surtout la société parisienne qui donnait le ton, ne sont étudiées que dans leurs mœurs politiques et leurs conceptions sociales; et la vérité oblige à dire, même maintenant, que ces mœurs et ces conceptions étaient peu satisfaisantes. Elles sont aussi étudiées dans leurs croyances, dans leurs « mystiques », qui étaient celles de classes gâtées par le trop grand con-

fort, le luxe, le scepticisme, la facilité papillotante de la vie urbaine. Elles sont étudiées enfin dans leur littérature, ou plutôt dans les courants littéraires qui les agitaient ou s'efforçaient de les rénover, et qui participaient eux-mêmes à leur faiblesse. Mais cela ne forme qu'une partie, une très petite partie de l'immense et complexe vie sociale, et il n'a jamais été plus inexact de répéter sans nuances que « la littérature est l'expression de la société ». De la société mondaine, oui, cette littérature était peut-être l'expression — encore ne faut-il pas l'affirmer absolument; mais le « monde » n'est pas tout le monde, et il y a autre chose dans le ciel et sur la terre que des boulevards, des boudoirs, des couloirs, des cénacles et des chapelles. Pendant que l'attention des ennemis, des étrangers, des Français même s'hypnotisait sur le point lumineux, mais d'une lumière tout artificielle, qui malgré l'opinion de quelques observateurs plus perspicaces (1) *passait pour être seul notre pays, la vraie force, la substance solide du peuple de France était ailleurs, dans les réserves insoupçonnées des classes laborieuses. Elle est ici indiquée, mise à sa place, comme le fond consistant du tableau au premier plan duquel scintillaient les courants éclatants et factices; mais elle n'attirait pas l'attention parce qu'elle était grise comme l'honnêteté. Or, c'est cette substance de la France véritable qui s'est soudain révélée aux yeux de l'ennemi stupéfait, et même de quelques neutres bienveillants ou de Français tout étonnés d'un tel réveil.*

Puis disons toute notre pensée. A bien aller au fond des choses, la différence entre la France d'avant la guerre et la France de l'invasion n'a pas été aussi

(1) Voir surtout Barrett Wendell: *la France d'aujourd'hui.*

absolue qu'on a cru pouvoir le dire, non seulement parce que la France pacifique était dans son ensemble plus saine qu'on ne croyait, mais aussi parce que les signes de faiblesse sur lesquels on a cru devoir insister n'ont pas, même dans la guerre, entièrement disparu. Nous étions plus forts que nous ne pensions; prenons garde de méconnaître que sur beaucoup de points nous étions réellement faibles, plus faibles qu'on n'a tendance à le croire après le succès. « En 1914, a pu dire M. Lavisse, l'état de notre pays inquiétait les patriotes réfléchis... J'en ai connu qui désespéraient » (1). Il n'y a pas à désespérer, mais il ne faut pas non plus s'abuser. Nous avons eu les vertus de la guerre, reste à savoir si nous aurons celles de la paix. Quelques-unes sont les mêmes, mais d'autres sont plus ingrates et moins brillantes. Depuis que les hostilités ont pris fin, et même quand elles duraient encore, on a constaté la réapparition de pratiques et de mœurs dont on avait pu croire un instant qu'elles étaient abolies. Par delà le miracle de la « France unie » nous retrouvons chaque jour davantage les inquiétudes de la « France divisée ». Ne les exagérons pas. Ne commettons pas non plus l'erreur mortelle de les tenir pour négligeables.

Langage bien austère, reprendront quelques-uns, qui trouveront peut-être certaines de ces pages trop amères. Mais une mâle sévérité est plus chargée de vraie tendresse qu'une molle complaisance. Le choix des milieux observés ne prêtait guère aux réflexions indulgentes, mais nos rudesses n'entament pas notre confiance dans les destinées de la France éternelle. Pendant la guerre même, des économistes n'ont pas cru devoir dissimuler l'infériorité très réelle de notre in-

(1) *Revue de Paris*, 1er juin 1919.

dustrie et la routine de nos méthodes; des sociologues n'ont cessé d'attirer l'attention sur les conséquences inéluctables de notre dépopulation; d'autres ont insisté sur l'alcoolisme. Dans une sphère différente ces pages voudraient pareillement dévoiler quelques faiblesses et susciter un effort fécond. Ce n'est qu'en connaissant bien nos plaies, en en sondant la profondeur et l'étendue, qu'on aura chance de les guérir.

Après les grandes catastrophes, tout citoyen, rentrant en soi-même, éprouve le besoin de procéder, d'un regard dépouillé et frais, à la revision des questions pour lui vitales. Le fait y oblige, il contraint à porter un jugement direct, purifié des petites complaisances ou des menues paresses qui souvent amollissent la pensée. Il oblige aussi à s'oublier soi-même, à ne pas se prendre pour le centre du monde: qu'importent les égotismes mièvres devant l'immensité des choses qui les dépassent ! Une seule chose est digne: aller toujours jusqu'au fond de sa pensée, avec une sincérité éclairée et tragique.

On trouvera ici, en toute modestie, l'examen de conscience d'un citoyen français.

Juin 1920.

P. S. — *Ces pages étaient prêtes à être publiées il y a plusieurs mois. La publication en a été retardée par la crise de la librairie. On les laisse telles quelles, les événements n'ayant fait que confirmer les indications données dans la dernière partie. Un court post-scriptum achève la mise au point.*

LIVRE PREMIER

AVANT LA GUERRE

(La France divisée)

INTRODUCTION

Où en étions-nous à la veille de cette guerre? Nous étions, dans presque tous les domaines, le peuple de tous les contrastes. On l'avait bien souvent remarqué, cela était toujours vrai. Peuple le plus démocratique du monde, en ce sens qu'en nul pays on n'a poussé aussi loin, jusqu'aux révolutions sanglantes, jusqu'aux rébellions sourdes et constantes, l'amour de la liberté; peuple le plus attaché aux principes, le plus jaloux de sa souveraineté; et pourtant peuple le plus facile à tromper, le plus sensible aux prestiges de la gloire éclatante, le plus exposé aux manœuvres des puissances occultes, bref le plus berné des souverains. Peuple solide, le plus laborieux et le plus sain dans ses classes moyennes et paysannes, dans les profondes

réserves de ses provinces comme dans la bourgeoisie modeste qui s'ingéniait dans les grandes villes; peuple où se conservaient, comme les étrangers clairvoyants le reconnaissaient, les plus vieilles vertus de famille, le travail des hommes et l'honnêteté des femmes; où les enfants étaient surveillés et choyés comme ils ne l'étaient nulle part ailleurs; et d'autre part peuple timide, resserré dans ses habitudes, craintif devant l'avenir au point de ne plus vouloir courir les risques essentiels, où la sobriété devenait vite l'épargne improductive, où l'amour de la famille s'absorbait trop dans celui du fils unique, où le fonctionnarisme, avec sa sécurité et ses aises, tendait à devenir l'aspiration dominante. Peuple au demeurant droit et paisible, sobre et réglé dans le rythme quotidien de sa vie, bien assis dans ses soubassements; mais dont on ne voyait, d'un coup d'œil rapide, que la mobilité et les agitations de surface, le luxe ou les excès des classes désorbitées, les excentricités des boulevards ou des lieux de plaisir, les fantaisies d'art ou de mode des cosmopolites qui menaçaient de gâter sérieusement le goût traditionnel, tout ce qui passait pour « bien parisien » et n'était nullement français. « Peuple antithétique », disait Péguy; qui l'était dans sa politique, dans ses goûts, dans ses mœurs, et de qui l'on pouvait dire que rien n'était vrai sans que le contraire le parût en même temps.

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE ; LES PARTIS

Nous étions en démocratie. Ou plutôt nous nous croyions en démocratie. La république démocratique était devenue le régime politique normal de notre pays. Pour l'établir on avait dressé des échafauds, élevé des barricades, enduré l'exil ou la déportation. On y avait réussi. Le principe n'en était plus contesté, sauf par une école de théoriciens qui travaillaient âprement à le discréditer, sans trouver dans le grand public une très large audience. Mais il s'en fallait que ce principe, qui avait fait naître tant et de si nobles espoirs, eût engendré une réalité adéquate. La démocratie est le plus fier, mais aussi le plus difficile de tous les régimes, parce qu'il exige le plus de l'homme. La remarque de Montesquieu est toujours vraie: une démocratie ne peut être une réalité que par la « vertu », c'est-à-dire le patriotisme, l'attachement de tous les citoyens à la chose publique. Si cet attachement vient à manquer, si les citoyens, par ignorance, indifférence ou veulerie, se désintéressent des affaires de la cité, le régime n'est plus qu'un mensonge et se transforme en son contraire: la démocratie devient collection d'oligarchies. Dans l'atonie de l'opinion, qui ne permet pas que se dégagent des fins politiques arrêtées et nettes, véritable expression de la volonté générale, les intérêts particuliers se donnent libre car-

rière, avec d'autant plus d'impudence qu'aucun pouvoir ni politique ni spirituel n'est là pour les contenir. Et, comme il est naturel, ce sont les plus forts qui l'emportent, et qui écrasent impitoyablement les plus faibles. La démocratie n'est plus qu'un masque qui recouvre la lutte des oligarchies.

Ainsi en était-il de la démocratie française. Elle donnait le spectacle des luttes intérieures les plus acharnées, parfois des convulsions les plus tristes. Luttes d'intérêts et de partis, de classes et d'opinions, de clans et de coteries. En principe le souverain était le peuple, et ce peuple souffrait, se plaignait, parfois se cabrait, sans parvenir à faire entendre une pensée unanime et nette, que son manque de capacité politique ou économique ne lui permettait pas de concevoir. En fait, dans la défaillance du souverain, c'étaient les partis qui interprétaient sa volonté supposée, qui la lui prêtaient ou qui la lui soufflaient, et la politique était le champ clos où se rencontraient et se heurtaient les partis. Les partis eux-mêmes, bien qu'ils fussent théoriquement des organisations d'opinions, ouvertes en principe à toutes les conditions et à toutes les classes, en fait défendaient les intérêts de classes différentes, aux limites assez indécises et fuyantes, mais aux noyaux assez distincts pour faire apparaître les oppositions d'intérêts. Et par-dessus les partis, les dominant tous parce qu'elle les alimentait presque tous, souriant de leurs vains bavardages tant qu'ils ne touchaient pas à ses intérêts essentiels, travaillait la plus formidable et la mieux organisée des puissances de fait, le véritable maître du régime: la finance.

La finance, généralement cosmopolite, et en France peut-être un peu plus qu'ailleurs, tel était, par un singulier renversement, qui n'était paradoxal qu'en apparence, le véritable souverain de la démocratie fran-

çaise. Sa puissance était d'autant plus absolue qu'elle était faite de l'accumulation d'une multitude de petites épargnes savamment drainées, des épargnes de la nation la plus économe du monde, ce qui permettait à ses avocats de soutenir sans rire que la finance était démocratique... Quoi qu'il en soit de cet aimable jeu de mots, la finance exerçait sur les affaires publiques une tutelle incontestée. Elle commandait tous les rouages de la politique, de l'extérieure comme de l'intérieure, et manœuvrait de façon à empêcher qu'on dressât contre elle aucun frein; les seuls obstacles qui auraient pu la contenir, les pouvoirs publics et la presse, étaient en effet surveillés, dirigés, entretenus par elle, et les rares éléments réfractaires à sa séduction étaient misérablement impuissants. La féodalité ou l'oligarchie financière, comme on disait, était si bien devenue la conductrice de la machine que les classes prolétariennes, en qui n'était pas morte la revendication révolutionnaire, ne distinguaient plus entre la république « bourgeoise » et la république tout court, et que la démocratie, pour elles, s'appelait ploutocratie.

*
* *

Ce pouvoir de fait de la finance était supérieur aux partis politiques; ils étaient presque tous, en quelque mesure, ses tributaires. Mais beaucoup ne l'avouaient pas, ou n'en étaient pas fiers; ils subissaient cette tutelle plutôt qu'ils ne l'encensaient. Quelques-uns cependant prenaient ouvertement sa défense, s'attachaient à montrer son rôle bienfaisant dans l'économie de la nation. C'étaient les partis proprement conservateurs, quelle que fût leur étiquette officielle. Par

conservateur d'ailleurs il ne faut pas entendre ce qu'on avait autrefois appelé de ce nom. Il ne s'agissait plus des anciens partis monarchistes, de la vieille aristocratie foncière, catholique et légitimiste, qui vivait des revenus de ses terres et perpétuait en plein XIX[e] siècle les dédains de ses pères pour la vile bourgeoisie et la roture. Cette noblesse de vieille race n'était plus qu'un souvenir; elle avait succombé au double assaut de l'industrialisme et des mœurs bourgeoises ou démocratiques; ses derniers représentants s'isolaient, avec un superbe orgueil, d'une société où ils ne retrouvaient rien de ce qu'ils avaient aimé, où triomphait tout ce qu'ils avaient méprisé. A moins que plus habiles, et touchés de l'air du siècle, ils n'eussent pris leur parti de cette transformation et ne s'y fussent commodément adaptés. De riches mariages, des dividendes appréciables récompensaient alors cette volonté de fusion de l'ancienne noblesse royaliste dans la grande bourgeoisie républicaine. C'était le parti généralement adopté. Le vingtième siècle avait vu l'étroite union, par mariage, des derniers représentants de l'authentique aristocratie avec les héritières des rois du sucre ou du fer, des potentats de l'industrie tant français qu'américains. Cela mesurait les progrès du « monde moderne », accusait la marche accomplie en un siècle. A la fin du XVIII[e] siècle les deux ordres nobles et privilégiés, le clergé et la noblesse, faisaient bloc contre la bourgeoisie de négoce et de roture; à la fin du XIX[e], après la révolution industrielle, la grande bourgeoisie et la noblesse n'étaient qu'un bloc, dressé contre les classes moyennes et le prolétariat.

C'était donc à la bourgeoisie que s'appliquait exactement l'épithète de conservatrice. Elle ne discutait pas le régime qui assurait sa puissance, elle en profi-

tait. Depuis plus d'un siècle les deux révolutions, la politique et l'industrielle, lui avaient donné le pouvoir; elle avait façonné le pouvoir à son image, l'avait pétri dans le sens de ses intérêts; elle entendait le garder. En ce sens il n'y avait certainement pas de meilleurs républicains que les partis politiques représentant la grande bourgeoisie, les progressistes et les libéraux; ils avaient tout intérêt à conserver la république, mais à condition qu'elle fût sage et qu'elle conservât à son tour la bourgeoisie. Il fallait donc bien s'entendre. La démocratie, qui est essentiellement une tendance vers un contrôle toujours plus actif et plus libre du peuple sur le gouvernement, pour eux s'était arrêtée. Elle était fixée historiquement, définitivement. Elle portait des dates immuables: 1789, 1830, 1875. Elle était devenue synonyme de régime parlementaire et de libéralisme économique, et il n'y avait pas à en attendre autre chose. De même que les profiteurs de la révolution de juillet avaient cru la révolution terminée parce qu'ils étaient arrivés aux affaires, les bénéficiaires de la troisième république estimaient que tout allait bien parce qu'ils étaient en possession, par eux-mêmes ou leur clientèle, de toutes les puissances du régime. Puissances connues et publiques : les Chambres législatives, les grands services publics, l'Etat; puissances occultes et d'autant plus redoutables: les salles de rédaction, les conseils d'administration. Qu'on ne parlât donc pas de faire de grandes réformes, qui eussent modifié la structure du régime parlementaire ou de l'économie capitaliste, ou qui eussent seulement troublé la richesse acquise: c'eût été alors, de tous les organes de la bourgeoisie possédante, un feu roulant contre la « démagogie ».

Cet abâtardissement des classes conservatrices, cette sujétion de l'ancienne France au pouvoir de fait de la

finance d'une part, et d'autre part au libéralisme au moins formel de la bourgeoisie ralliée au régime, il y avait cependant des politiques qui ne l'acceptaient pas, qui se dressaient crûment contre le régime, qui se faisaient gloire d'être nettement, non pas des conservateurs, mais d'authentiques *réactionnaires*. Il s'agit, on l'a deviné, non pas des monarchistes de bonne compagnie et corrompus par l' « or juif », qui faisaient dans les journaux mondains une opposition gourmée et désabusée, mais des royalistes décidés à tout, intempérants et intempestifs, qui se groupaient fidèlement autour de Charles Maurras et de l'*Action Française*. C'est dans les bureaux du journal royaliste que s'élaborait, en doctrine et en acte, l'opposition la plus restreinte, mais la plus nette et la plus impitoyable, à la démocratie.

Maurras ou le Politique: c'est ainsi qu'on l'eût autrefois surnommé. Il était la France du passé. Il ne l'était pas intégralement, car il lui manquait la ferveur chrétienne, cette foi mystique qui avait fait du moyen âge une si glorieuse période. Ce Grec de la belle époque avait horreur du christianisme, une horreur aussi résolue que celle de son maître Anatole France; mais à sa différence il n'en admirait que plus éperdument la politique catholique, qui avait su rendre inoffensif et bienfaisant un tel poison. De la France du passé il ne voyait que la structure, les institutions, les hommes, et il les voyait plus volontiers à travers sa propre construction doctrinale que dans la réalité de l'histoire vraie. Mais cette construction existait, elle était cohérente. Maurras possédait ce qui faisait si cruellement défaut autour de lui: une pensée nette, un système politique auquel il rapportait toutes ses inventions, et la netteté de sa pensée lui valait l'admiration un peu déréglée d'un nombre croissant de jeunes hommes, heureux de

trouver enfin, dans l'incertitude où ils se sentaient ballottés, un port où s'abriter.

Que valait ce système? On a tenté ailleurs de le chercher en détail. N'en notons ici que la force spécieuse et la faiblesse réelle. Sa vision critique était d'une acuité tragique. Maurras voyait la désagrégation du régime. Il voyait la France déchirée, l'individu isolé, désencadré, perdu dans des courants hostiles; et dans cette dispersion et cette perte des forces la domination des groupes plus cohérents, des « quatre Etats anti-français: juifs, protestants, maçons, métèques »; et les dominant tous, la puissance du groupe le plus fort, de celui qui nous apparaissait tout à l'heure comme le maître du régime et qui asservissait jusqu'à l'intelligence: la finance. Quelle était la cause de cette décadence? Maurras répondait: la démocratie. Quel était le remède, l'unique remède? Maurras prononçait: le rétablissement d'un pouvoir fort: la royauté. Seul un souverain unique, au droit incontesté, au pouvoir soustrait par l'hérédité à l'intrigue élective, pouvait briser le pouvoir occulte de l'argent, imposer silence aux factions, rétablir l'harmonie des classes, la paix sociale, et lancer de nouveau la nation ainsi guérie sur la route glorieuse de ses anciennes destinées... Telle était l'unique voie de salut, il fallait s'y engager ou périr.

En conséquence, chaque matin, dans son journal, infatigable et impitoyable, coupant d'odieuses injures, de polémiques d'une violence froide, les raisonnements serrés de sa dialectique, Maurras faisait le procès du régime, de l'élection politique, des partis, du parlementarisme « fourrier de l'étranger », et sommait la France de choisir entre sa disparition comme grande puissance et le rétablissement de la monarchie véritable, c'est-à-dire absolue. Tentative étonnante et très digne de respect — ce respect qu'il obligeait parfois à

lui refuser — mais dont il est impossible de ne pas sentir, même à un simple examen, chanceler les postulats. Car pour affirmer que dans notre société de comptoirs et de banques, où les souverains eux-mêmes sont les actionnaires ou les commis-voyageurs des grandes entreprises industrielles, le « sang » peut triompher de l'or; pour construire sur un postulat que la réalité dément si cruellement, il faut une puissance d'illusion peu commune. C'est par d'autres barrières, par l'organisation encore à naître de tous les producteurs, qu'il faudra refréner le pouvoir de la finance.

Et pour croire que le peuple français, qui a fait trois révolutions pour conquérir le droit politique, va s'en dépouiller et le rendre à la famille qu'il a chassée de son sol; pour croire que ce peuple, qui n'est pas dans la pratique activement républicain, mais qui se sent devenir furieux dès qu'on touche à ce droit dont il n'use pas, va bénévolement répudier sa foi ; pour croire que les luttes entre les classes, toutes nourries elles aussi d'idéologie révolutionnaire, vont s'apaiser par une abdication docile des classes prolétariennes entre les mains des classes dirigeantes ou d'une noblesse reconstituée sous la houlette du souverain; pour croire, en un mot, que le peuple révolutionnaire français va subitement cesser d'être lui et remonter toute son histoire, il faut une capacité d'aveuglement systématique ou un défaut d'intuition qui stupéfie. Il manquait à Maurras ce qui ne faisait pas défaut à l'intuitif Barrès, d'être accordé avec la sensibilité populaire; ce bourgeois d'antique tradition, de vieilles mœurs policées, qui n'écoutait que son système, n'avait pas le sens de notre peuple. Ce « réaliste » ne voulait pas voir toute la réalité, pas plus que ce logicien ne voyait toute la logique. La revanche de l'une et de l'autre marquait les limites de son action.

N'insistons pas davantage sur la critique de la doctrine, elle a été faite ailleurs (1). Mettons cependant encore en relief un point important. Hors des milieux où s'exerçait le prestige de Maurras on refusait en général de discuter ses doctrines: attitude imprudente, d'un point de vue purement spéculatif, car ces doctrines étaient la quintessence d'une tradition enseignée par quelques-uns des plus grands écrivains politiques; mais attitude qui se comprenait quand on songeait à la violence et à l'étroitesse du polémiste. Il ne fallait pas demander à Maurras la plus élémentaire justice, ce mot signifiant ici la compréhension sympathique de l'adversaire. Tout ce qui n'entrait pas dans sa propre conception des choses était à priori imbécile ou criminel (2). Un Français républicain et démocrate peut aimer l'ancienne France, sa structure et sa foi; il peut les aimer comme on aime les choses anciennes, et l'adhésion donnée à une nouvelle tradition n'empêche pas d'honorer les grands artisans de la France du passé. Mais il ne fallait pas exiger de Maurras la réciprocité. Pour cet admirateur de la France royaliste et catholique tout ce qui touchait de près ou de loin à la Révolution était néfaste; il fallait le détruire par tous les moyens. De là un feu roulant d'injures contre les philosophes et les politiques de la démocratie, depuis le « misérable » Rousseau jusqu'au « métèque » Gambetta et à la « fille » Jaurès, en passant par « l'anarchiste » Michelet et les pauvres « quarante-huitards » (ou « quarante-huiteux »). Ah! ce n'était pas à ce royaliste qu'il fallait demander le sentiment ou seulement le respect de la mystique républicaine!

---

(1) *La Philosophie nationaliste*, B. Grasset, édit. Aujourd'hui encore nous n'aurions rien à retrancher à ce petit livre.

(2) L'auteur de cet essai a personnellement été traité avec courtoisie par M. Maurras; ce n'est donc pas le ressentiment qui le fait parler.

Il n'était jamais las de la déshonorer, de la fouler aux pieds, de la déchiqueter furieusement. Et c'était certes son droit, mais c'était par là même s'interdire toute conversation profitable. Quand deux adversaires ne se respectent pas (ce qui est la condition d'une discussion honnête) il n'y a plus pour les départager que le mépris ou les coups.

* * *

Ce régime ainsi discuté, ne lui restait-il pas des défenseurs et des fidèles? L'espèce était-elle disparue, dans le pays, de ce qu'on appelait autrefois les « vieux républicains »? De ces républicains véritables, candides, honnêtes, qui avaient fondé la république et croyaient à son idéal; de ces vieux démocrates qui n'avaient pas oublié leur ancien programme il restait encore quelques-uns. On les trouvait dans les rangs extrêmes du parti radical; un Camille Pelletan, un Ferdinand Buisson les représentaient assez bien. Mais ils étaient rares, un peu archaïques, jusqu'à faire dans leur propre parti l'effet de fossiles. On vénérait ces hommes comme des ancêtres, on les entourait d'un respect un peu gouailleur, on ne les écoutait pas. Comment pouvait-on suivre des chefs manifestement si peu dans le train, si peu « adaptés » aux exigences de la société industrialisée du vingtième siècle? Ils n'étaient d'ailleurs pas toujours d'accord; s'ils étaient également inaccessibles à la corruption des puissances d'argent, le libéralisme foncier des uns heurtait parfois le jacobinisme des autres, et particulièrement l'anticléricalisme, cette vieille passion nécessaire et courte en quoi avait fini par se résumer tout le programme du parti. Bref ils étaient sans action. Et quand par hasard ils arrivaient au pouvoir, ils fonçaient avec

tant de naïveté, tant de maladresse contre les « féodalités » protectrices du régime que celles-ci, plus solides et plus constantes qu'eux, savaient les ensevelir sous des légendes d'odieux et de ridicule d'où ils sortaient irrémédiablement compromis.

Plus habiles que ces patriarches, plus souples, moins scrupuleuses, plus « réalistes », les troupes du parti radical avaient su mieux composer avec les nécessités politiques. Elles prenaient l'Etat tel qu'il était, avec ses traditions régaliennes et sa hiérarchie autoritaire, contre quoi venaient déferler les vagues des anciennes poussées révolutionnaires, qui les minaient. Elles n'aspiraient pas à le bouleverser; tout au plus voulaient-elles en renouveler l'air, ou plus exactement le personnel; mais en même temps elles prétendaient incarner les volontés démocratiques des classes moyennes, de ce peuple artisan et paysan qui leur donnait à chaque élection des majorités fidèles. De là deux tendances, toutes deux très compréhensibles, qui partageaient le parti, qui partageaient parfois les mêmes hommes. Dans l'opposition le vieil esprit de liberté, de désentravement, première aspiration et volonté foncière des vieux républicains, se retrouvait intact chez les purs radicaux; il se traduisait par des critiques acerbes, un véritable jeu de massacre contre les hommes politiques au pouvoir et les administrations routinières. Et quand ils arrivaient au gouvernement ils maintenaient âprement le mécanisme et les usages de cet Etat autoritaire contre lequel ils n'avaient pas la veille assez de sarcasmes. Les libertaires presque anarchistes se révélaient jacobins, et ils étaient obligés de réprimer d'autant plus durement les rébellions contre l'ordre établi qu'ils semblaient les avoir dans une certaine mesure provoquées. D'où une explosion de colère chez les amis et les dupes.

De cette politique très constante sous ses apparences

d'incohérence, toute en soubresauts, raide et claire, étroitement fidèle à d'anciennes idéologies jacobines et libertaires et fermée aux aspirations des nouvelles classes sociales; de cette politique qui retardait, qui en était restée au programme d'une génération dépassée, où même la bonne volonté révolutionnaire ne soupçonnait pas assez les possibilités de transformations dont étaient susceptibles les premiers mécanismes démocratiques, et le désir d'organisation politique et industrielle qui agitait le prolétariat; de cette politique brillante, critique, foncièrement inorganique à moins qu'elle ne fût conservatrice, qui convenait à une élite bourgeoise et à un peuple de petits artisans, il n'y avait pas de représentant plus étincelant qu'un Georges Clemenceau, homme du dix-huitième siècle qui faisait briller au vingtième l'éternelle jeunesse de l'esprit français; mais c'était un chef sans soldats. L'excès même de ses qualités et de ses défauts le condamnait à rester seul, à grouper autour de lui des admirateurs plus que des partisans, et à dissoudre par son intempérance critique ou sa manie d'autorité non seulement les institutions vieillies, mais les institutions qui s'ébauchaient. Sa destinée était de détruire sans cesse, sans jamais rien fonder, et quand il avait démoli la politique des autres, semblable à Harpagon qui voulait se pendre lui-même après avoir pendu le genre humain, il démolissait la sienne propre (1).

Un pareil homme irradiait et inquiétait; on redoutait sa griffe au moins autant qu'on admirait sa verve; dans son voisinage la paisible routine politicienne ne se sentait pas à l'aise. Ce qui restait de discipline dans le parti radical s'était groupé autour d'un chef de

(1) Ces lignes étaient écrites en 1914. On verra dans la dernière partie ce qu'il convient d'y ajouter aujourd'hui.

moindre relief, d'esprit assurément moins vaste et moins éclatant, mais qui déroutait moins, avec qui on se sentait plus de niveau, et qui savait si bien suivre ses troupes! L'esprit de la liberté n'étincelait pas chez un Emile Combes; des deux tendances du parti il n'incarnait que l'esprit jacobin, et il ne l'incarnait pas avec génie. Mais il l'incarnait avec honnêteté, prudence et simplicité; il suivait tout droit sa voie étroite et unie, élaguée de toutes les complications gênantes, questions sociales, politique extérieure, qui auraient pu en troubler la netteté, et n'aboutissant qu'à un seul point, l'alpha et l'omega de la politique radicale: la lutte contre l'Eglise! Rien qui convînt mieux à des politiques où se trouvaient en si grand nombre des cléricaux retournés, qui n'avaient fait que changer d'Eglise, et transportaient dans la défense de l'Etat toutes les méthodes par lesquelles autrefois s'était défendue l'Eglise, non sans qu'ils en eussent d'abord fait remarquer l'autoritarisme et « l'obscurantisme ». Et l'on ne veut pas dire que cette défense de l'Etat laïque, réserve faite des méhodes, ne fût pas une œuvre nécessaire. Mais la loi Waldeck-Rousseau liquidée, les Eglises séparées de l'Etat, les questions sociales avaient reparu, plus pressantes. Parmi les radicaux il s'était fait un départ. Les uns, plus sensibles à l'évolution sociale et restés plus près du peuple, n'hésitaient pas à chercher plus à gauche de nouvelles ébauches de transformations économiques; les autres, plus nombreux, s'en tenaient étroitement à la structure traditionnelle de l'Etat. Et tandis que les premiers, les radicaux-socialistes, étaient attirés par l'extrême-gauche, sans aller jusqu'à s'y fondre, les seconds, les radicaux-conservateurs, se repliaient en bon ordre, par étapes savantes, sur le centre — ni réaction ni révolution. Bien qu'il y eût encore des groupes radicaux, la politique radicale historique n'était plus qu'un souvenir. Elle était

morte avec la loi de Séparation, comme meurt de mort naturelle un être vivant qui a fait son temps et accompli sa fonction.

*
* *

La lutte contre les puissances oppressives, défaillante chez ceux qui l'avaient d'abord incarnée, s'était ainsi réfugiée dans le parti socialiste, dont elle permettait de comprendre le succès et la vie. A la différence des partis « bourgeois », qui, nés de la société moderne, ne cherchaient pas à en troubler l'économie, et se contentaient d'améliorations de détail, le parti socialiste apportait une doctrine neuve, une doctrine adaptée aux conditions nouvelles de l'industrie et visant cependant à les bouleverser, une doctrine capable de régénérer. Elle n'était d'ailleurs pas très fixée. Bien que le génie des premiers socialistes « scientifiques », un Marx, un Proudhon, eût procédé à une analyse sévère de la société capitaliste et de ses lois, la doctrine, pour agir sur les masses, restait encore « mythique », ou plutôt « utopique », malgré ses prétentions à la science et le dédain dont elle couvrait superbement la pensée moins ambitieuse des premiers socialistes français. Abolition du salariat, socialisation des moyens de production et d'échange, droit au produit intégral du travail, lutte des classes, telles étaient les formules, nébuleuses et pourtant chargées de sens, pleines de demi-erreurs, de demi-vérités et de justes anticipations, qu'agitaient les folliculaires et les orateurs de carrefour. Mais nées de la grande industrie elles ne valaient que pour elle; elles ne s'appliquaient ni à la foule des artisans, ni aux paysans petits propriétaires qui restaient l'immense majorité des électeurs. Ces éléments réfractaires, il

fallait les gagner. D'où un double mouvement qui avait caractérisé la crise du socialisme français.

D'une part, pour atteindre la grande masse du pays, ou pour ne pas perdre le contact avec des éléments qu'elle sentait favorables, la doctrine avait dû s'assouplir, se faire moins hermétique, moins dogmatique. Elle avait dû aussi s'adapter davantage aux traditions du peuple français, aux exigences de son histoire, toute pleine de luttes politiques, à sa sensibilité, qui aime ces luttes politiques et ne conçoit les luttes économiques que sous leur aspect. Elle avait dû ainsi « sortir » tout le démocratisme qui était en elle, qui ne peut pas ne pas être dans le socialisme français; elle avait uni à la « conquête des pouvoirs publics », de l' « Etat bourgeois », articles du vieux programme, le souci de défendre cet Etat, qui représentait malgré tout sur le pouvoir absolu un progrès chèrement acquis, contre les essais de réaction, de reprise ou d'accaparement des partis conservateurs. Le parti socialiste n'avait donc pas mené une action purement économique; il avait dû participer à la défense et à l'action républicaine tout à l'avant-garde des partis « bourgeois », et il l'avait fait en oubliant parfois, dans l'ardeur de la lutte, jusqu'à la raison d'être de la République.

Mais d'autre part, comme cet élargissement du socialisme semblait atténuer jusqu'à l'oubli son programme initial, il s'était produit, par un inévitable contre-coup, un resserrement et une réaction. Les doctrinaires du parti avaient maintenu ou relevé le dogme. Disciples fidèles de Karl Marx et gardant jalousement son orthodoxie, superbement dédaigneux de l'idéologie démocratique, de son réformisme timide qui ne faisait que fortifier l'Etat capitaliste au lieu de le ruiner, de son anticléricalisme suranné et autres fadaises bonnes tout au plus à « berner le prolétariat »

et à lui faire oublier l'essentiel, ils rétrécissaient volontairement le champ du socialisme, l'élaguaient de toutes les diversions propres à l'affaiblir, et concentraient toute son activité, toute sa force révolutionnaire sur le seul but qu'ils lui assignaient: s'emparer de l'Etat pour renverser d'un coup le régime capitaliste et instaurer le socialisme. La sombre ardeur prophétique d'un Jules Guesde, sa probité, sa tranchante logique d'ascète animait ce rêve d'illuminés. Si Clemenceau faisait songer à Voltaire et parfois à Diderot, Guesde nous ramenait à Calvin. Mais le temps n'était plus aux visions prophétiques. Pour agir sur l'Etat bourgeois, pour exercer une influence politique, il avait fallu composer. Réformistes et révolutionnaires, démocrates et intransigeants, frères ennemis de la veille, étaient revenus se grouper dans le giron de l' « Unité », mais ils n'en avaient pas moins conservé leurs préférences avouées et leurs tendances d'esprit spéciales. Les plus modérés ou les plus sensibles aux séductions de l'Etat bourgeois, un Millerand, un Briand, un Viviani, avaient préféré partir plutôt que d'accepter la férule; et ainsi le parti gardait une certaine rigidité, une discipline dont, au milieu de la décomposition des autres partis, il se montrait fier. Mais si révolutionnaire qu'il fût dans son but, tout en restant si opportuniste dans sa tactique, il n'en était pas moins un parti d'Etat; il représentait, comme les autres partis, aux yeux des éléments les plus révolutionnaires du prolétariat, les forces de contrainte et de répression qu'ils sentaient peser sur eux, et ces éléments ne lui accordaient pas leur confiance.

En face de ces différents partis politiques, conservateurs, libéraux, radicaux, socialistes, qui tous à quelque degré représentaient l'Etat, ses traditions et ses contraintes, il restait donc des éléments absolument

réfractaires, des éléments qui refusaient de s'agréger à l'Etat, de se soumettre à ses disciplines. C'étaient les syndicalistes révolutionnaires. Ceux-ci, recrutés presque exclusivement parmi les ouvriers de la grande industrie, ou quelques ouvriers agricoles du Midi, ne s'étaient pas laissé prendre aux accommodements du parti socialiste. Dégagés de tout souci électoral, dont leurs maîtres anarchistes leur avaient appris à se moquer; ayant oublié le prix de la liberté politique, que d'ailleurs la contrainte étatique ou patronale leur masquait; sentant mal la solidarité nationale, même celle qui les liait à d'autres prolétaires aussi dépourvus qu'eux; ne voyant, en un mot, que les intérêts immédiats de leur classe et de leur milieu, ils affirmaient âprement le dogme que les socialistes plus ou moins embourgeoisés semblaient abandonner, la lutte des classes, et préconisaient pour le faire triompher le moyen le plus radicalement révolutionnaire, le plus significatif d'une scission complète avec l'Etat bourgeois, la grève générale. Ainsi était né le syndicalisme révolutionnaire, dont M. Georges Sorel avait été le théoricien solitaire et inentendu, et la Confédération générale du Travail l'organisme agissant et bruyant. Mouvement exclusivement prolétarien, sur lequel les « politiciens » et les « intellectuels » ne mordaient pas, car ses conducteurs, avertis par l'expérience, se préservaient avec un soin jaloux de toute « compromission » et dénonçaient impitoyablement toutes les tentatives de corruption qui auraient pu vider la classe ouvrière de ses meilleures énergies.

Il est vrai que la Confédération du Travail était loin de grouper l'ensemble des producteurs français, encore si rebelles à l'organisation, ou même l'ensemble des syndiqués. Les effectifs et les caisses des syndicats français faisaient piteuse figure à côté de ceux des organisations étrangères; mais de cette infériorité nu-

mérique les syndicalistes français n'étaient pas loin de se faire gloire, car ils l'attribuaient à leur esprit révolutionnaire et ne cessaient d'exalter l'action des minorités. Il est vrai encore qu'à côté des syndicalistes révolutionnaires il y avait, sans parler des syndicats chrétiens ou des « jaunes », des syndicalistes réformistes, qui se proposaient d'insérer l'action ouvrière dans le grand courant de la politique démocratique, et qui, par conséquent, tout en distinguant avec soin l'action ouvrière de l'action socialiste, ne considéraient pas celle-ci comme une ennemie. Entre les deux courants c'étaient des luttes constantes, qui paralysaient le mouvement syndical. Quant aux socialistes, de qui les réformistes étaient les alliés naturels, ils étaient moins sensibles à ces affinités qu'ils ne s'en laissaient imposer par les violences des révolutionnaires, dont les rebuffades ne les rebutaient pas.

Et c'était, à le bien prendre, un mouvement gros de promesses que ce syndicalisme révolutionnaire, car la volonté de dire *non* à l'Etat bourgeois lui imposait l'obligation de créer par lui-même, de tirer de son propre fonds des institutions nouvelles, spécifiquement prolétariennes, syndicats, bourses du travail, cellules de la future organisation socialiste. Quelque part d'utopie qu'il y eût dans un tel rêve, il méritait le respect. Mais il était mêlé de trop d'éléments troubles, enfantins ou criminels. Il était surtout, malgré ses prétentions constructives, presque exclusivement destructeur. Il accumulait les critiques souvent justes, mettait dans une âpre lumière le pouvoir de la finance; mais pour faire échec à ce pouvoir il n'avait foi ni dans la barrière d'un pouvoir fort (il se gaussait des royalistes), ni dans celle d'un régime parlementaire et de l'opinion organisée (il était antidémocrate), ni même dans celle des syndicats et des organisations révolutionnaires, dont il ne pouvait pas ne pas voir la fai-

blesse. Il montrait donc les tares et n'indiquait aucun remède, la grève générale révolutionnaire n'étant qu'un mythe sans vertu positive d'organisation (1). C'était une attitude de désespérés.

Aussi les hommes qui avaient la responsabilité du pouvoir ne voyaient-ils dans le syndicalisme révolutionnaire qu'un mouvement terriblement dangereux par sa force de négation, qui ne pouvait réjouir que les mystiques de la destruction. Anticapitaliste, antiétatiste, antiparlementaire, il était encore trop souvent antipatriote, car la patrie n'était pour lui que le masque hypocrite dont la ploutocratie souveraine recouvrait sa domination. Les syndicalistes révolutionnaires menaient donc une lutte acharnée contre l'Etat démocratique bourgeois, assimilé sans nuances au pires des régimes; et ils étaient d'autant plus durement traqués par les maîtres du pouvoir que ceux-ci étaient bien souvent leurs amis de la veille, et que le syndicalisme, s'étendant du monde purement industriel au monde administratif, s'attaquait à la constitution même de l'Etat, à ses survivances régaliennes qu'une analyse impitoyable découvrait et que les hommes d'Etat de la bourgeoisie, ne se sentant pas la force de les condamner, se résignaient à défendre. Entre les gouvernants et une partie des gouvernés un fossé se creusait toujours plus profond; ou si l'on veut une image plus connue et inverse, la fameuse barricade s'élevait toujours plus haute.

(1) Voir sur la doctrine sorellienne notre *Philosophie syndicaliste* (B. Grasset, éditeur).

CHAPITRE II

JAURÈS, OU LE CONCILIATEUR

Dans les dissensions et les luttes politiques qui menaçaient ainsi, à la veille de la guerre, de couper en deux la nation; entre l'égoïsme des classes possédantes, qui se refusaient aux justes sacrifices, et l'insolidarité prolétarienne qui créait un farouche îlot de révolte dans l'indispensable entr'aide qui constitue la vie d'un peuple, un homme se rencontra qui employa sa vie à éviter la brisure, qui voulut agréger définitivement le prolétariat à la société, et qui aima d'un égal amour la liberté politique et la liberté économique, le socialisme et la démocratie. Toute l'œuvre politique de Jaurès fut une œuvre de conciliation, non simplement dialectique et superficielle, mais vivante, réelle, largement et profondément synthétique, entre toutes les forces dont l'équilibre constitue la vie des nations.

* * *

On peut, maintenant qu'il est mort, et si tragiquement, parler avec quelque équité de Jean Jaurès. Maintenant, comme hier, disons d'abord ce que nous n'aimions pas en lui. Sa bonté, ou plutôt sa faiblesse — car la bonté poussée jusqu'à la faiblesse est coupable — lui faisait absoudre trop facilement des com-

plaisances ou des excès dont une âme droite est justement révoltée, et qu'un homme politique doit publiquement condamner, même si dans le fond de sa conscience il comprend en psychologue la genèse de sentiments qu'il estime socialement dangereux. Défenseur du droit, qui était toute sa doctrine, Jaurès n'avait pas, pour défendre le droit, la netteté d'accent, la franchise coupante d'attitude, la dure et cinglante dialectique d'un Proudhon, par exemple, ou, partiellement, d'un Clemenceau. Il se hâtait trop de faire des concessions dans l'espoir de désarmer un adversaire qui, loin de le payer de retour, se glorifiait des avances bénévolement consenties. Tactique au premier abord habile, jeu de force généreuse, qui maintenait l'unité et l'accord apparent de pensée, mais au détriment de la clarté et parfois de la probité intellectuelle.

N'en prenons pour exemple, en politique extérieure, que la plus grave de ses faiblesses, celle que nous avons failli payer de notre existence nationale. Jaurès, annonciateur et artisan d'un droit économique nouveau, devait mettre au premier plan de sa pensée la nécessaire condition de ce droit économique, la paix internationale. Cette paix ne pouvait être obtenue que par le rapprochement durable des deux nations séculairement ennemies, et qui l'étaient, depuis un demi-siècle, avec plus d'âpreté que jamais. Jaurès devait vouloir le rapprochement franco-allemand; et ce rapprochement eût été légitime, eût été un très grand bonheur pour le monde, s'il se fût accompli sur les bases du droit. Mais pour faciliter, pour hâter ce rapprochement, Jaurès négligea trop d'en assurer les bases ; il sacrifia au fait, au maintien d'un état de choses contraire au droit, et à l'espoir d'un avenir qui n'avait de beauté que par le droit lui-même, ce droit qu'il fallait faire triompher. Il humilia trop souvent, par une condescendance excessive, non seule-

ment la vanité — ce qui serait peu — mais le droit national, la dignité française, la moelle même de l'idée juridique. Son amour excessif de la paix l'empêchait de voir que ses interlocuteurs ne parlaient pas le même langage que lui, n'étaient pas nourris des mêmes traditions, et son optimisme presque absolu le détournait de croire au danger. Il est mort assez tard pour voir venir la dernière épreuve, le démenti définitif à ses espoirs, la revanche de sa propre doctrine sur les erreurs de fait qu'il avait, par sa trop grande confiance, accumulées, et qui, bien loin de la servir, en avaient compromis la réalisation.

Même faiblesse parfois trop indulgente, même longanimité dans sa politique intérieure. Jaurès défendait devant l'Etat bourgeois la classe ouvrière; on y va insister, c'est pour cela qu'il est grand. Mais défendre avec passion une cause que l'on croit juste n'oblige pas à couvrir, oblige même à mettre au grand jour les défaillances des partisans de cette cause. Dans leur haine de l'Etat bourgeois les syndicalistes révolutionnaires allaient jusqu'à nier, non seulement les formes particulières d'un régime politique, mais les bases de toute société organisée. Antipatriotisme, anarchisme, mépris de toute espèce de sentiment national, florissaient dans leurs rangs. Ces doctrines subversives, Jaurès avait trop le sens de l'organisation pour les approuver; il les combattait même en de longs articles et en de longs discours; mais il jetait en somme sur ces écarts de jeunesse les regards indulgents d'une mère sur les fredaines de son fils — ces fredaines qui détruisent la famille comme les autres détruisaient la patrie — et lui, le travailleur robuste, le bœuf de labour, l'homme des efforts puissants et des tâches surhumaines, qui craignait de ne jamais assez se prodiguer et rêvait pour la France une organisation militaire où chacun eût à fournir le maximum d'activité

défensive, il n'hésitait pas à donner la main à des compagnons qui n'avaient d'autre idéal, en ce qui touchait l'obligation militaire, que le moindre effort, qui ne prenaient de sa doctrine que la partie négative, la lutte contre l'armée de caserne, et ne se gênaient pas, quand on abordait les obligations positives, pour dire qu'ils n'en voulaient pas et pour traiter le citoyen Jaurès de militariste! Ici encore la faiblesse touchait de près à l'abdication.

Voilà ce qu'il faut dire, ce qu'on ne peut pas ne pas dire. Et aussi la faiblesse qui poussa ce défenseur du droit, l'auteur des *Preuves,* à tolérer, à couvrir, quand il jouit d'une influence quasi officielle, des procédés de gouvernement semblables à ceux qu'il avait si véhémentement et si justement stigmatisés. Et ses roueries, ses finasseries, son habileté consommée à manier les ficelles de la « politique parlementaire », qu'il s'agît de la Chambre, des couloirs, d'une commission ou d'un congrès; sa dextérité à faire voter *in extremis* les « nègres blancs », les motions de transaction qui sauvaient tout en ne précisant rien; sa manie de conciliation somptueuse et parfois purement verbale, où les antagonismes s'émoussaient dans les effets oratoires, en sortaient noyés, roulés, méconnaissables, où de la hauteur et de la sévérité du droit à peu près rien ne demeurait dans la politique de réalisation; son éclectisme enfin, pour tout résumer: je veux dire, faute d'un meilleur mot, cette disposition d'esprit et de cœur, et d'abord de tempérament, qui, ayant fait concevoir à ce Latin la généreuse pensée de marier, dans ce qu'elles ont de meilleur, la pensée allemande et la pensée française, le poussait, par une courtoisie téméraire, à mettre l'accent sur la première plus que sur la nôtre, à louer un Marx plutôt qu'un Proudhon, à humilier notre sentiment français du droit devant l'idéologie germanique de la force... Reconnaissons tout

cela, et comprenons l'antipathie qu'éprouvaient, pour cette doctrine ou cette « manière », les amoureux des contours nets et des logiques tranchantes, les purs représentants du génie logique de notre race, un Clemenceau, un Guesde, un Griffuelhes, un Maurras — qu'eût éprouvée sans doute un Proudhon — ou les mystiques comme Péguy.

*
* *

Mais avec tout cela, malgré tout cela, l'admiration demeure, et l'emporte. On sentira davantage, à mesure que les jours s'écouleront, combien cet homme fut grand. Pour la première fois dans notre histoire politique un homme d'Etat s'est rencontré qui est parti du plus haut pour descendre au plus profond, qui a joint les legs les plus nobles du passé, la culture la plus étendue, la plus fine et la plus forte, les meilleures traditions de l'Etat historique, aux aspirations les plus révolutionnaires. Et cela sans rupture, sans perdre le contact. Etre un « homme d'ordre », un « homme de gouvernement », on peut dire que c'est facile: il suffit de réprimer, avec une implacable sévérité, toutes les tentatives de transformation de la société qu'on a mission de garder. On a coupé les ponts avec les « éléments de désordre », avec son passé si on en a un; on ne vit plus que dans son milieu de luxe et de domination; on est à l'aise. Etre révolutionnaire, rien que révolutionnaire, c'est facile aussi, d'une facilité parallèle. On a définitivement renoncé à l'Etat, à ses pompes et à ses œuvres, à ses séductions et à ses sinécures; on le nie avec tranquillité; on a accepté pour soi la misère et le mépris des honnêtes gens; on est décidément de l'autre côté de la « barricade »; on est à l'aise. Mais être *à la fois* un révolutionnaire et un homme d'ordre; ne rien vouloir

laisser perdre, ni de ce qui est acquis depuis longtemps, et qui est précieux, ni de ce que l'on pressent pour demain, et qui sera plus juste, cela est plus difficile. Cela demande et une ampleur d'esprit capable de tout embrasser, et aussi — il faut le reconnaître — une habileté manœuvrière qui tient parfois du maquignonnage.

Jaurès a été cet homme-là. Il aura été le premier « agent de liaison » entre le pouvoir d'en haut et la force d'en bas, entre l'Etat qui meurt et l'Etat qui se forme, entre la démocratie bourgeoise et le syndicalisme prolétarien. Chef de parti, rompu aux tactiques de l'opportunisme, il avait toutes les qualités d'un homme de gouvernement: à l'exercice direct du pouvoir il a préféré cependant l'action sur les foules, la communion constante avec le peuple, et avec le peuple organisé dans ses institutions les plus neuves et les plus révolutionnaires, la Confédération générale du Travail. Sans doute il y trouvait l'emploi de son génie, mais c'est un renoncement qui n'est pas négligeable. Et devant ce peuple révolutionnaire, antiparlementaire, antibourgeois, antidémocrate, ce grand bourgeois s'est constamment présenté comme un défenseur de l'Etat, du parlement, de la démocratie, de ces conquêtes politiques dont il sentait l'insuffisance, mais dont il savait le prix. Aux uns, qui, sans malice spéciale — les simples suggestions du pouvoir suffisaient — n'étaient que trop tentés de l'oublier, la mission de Jaurès fut de rappeler qu'il y a un prolétariat, une classe encore campée, suivant l'expression de Comte, dans la société moderne; une classe qui a conçu une nouvelle économie de la production et qui travaille, par des institutions neuves, à la réaliser; une classe qui ne demande à l'Etat que le droit au bien-être, à la liberté et à l'organisation, et dont les erreurs, les outrances, parfois les crimes, ne doivent pas faire

oublier qu'elle porte en elle le régime économique et peut-être politique de demain. Et aux autres, à ce prolétariat dressé contre la société bourgeoise, le révolutionnaire de tout à l'heure demandait de ne pas briser la continuité historique, de ne pas poursuivre le rêve chimérique de croire qu'on peut, d'un simple geste de révolte, d'une simple métaphore, d'une simple image, jeter bas une vieille société façonnée par les siècles et assise sur ses traditions, et faire surgir du néant une société neuve, avec ses institutions, ses mœurs et ses lois. Pratiquer avec application un évolutionnisme révolutionnaire, réaliser en ce sens la formule comtiste ordre et progrès, ne rejeter aucun bienfait, ne s'effrayer d'aucune audace, telle fut la politique de ce conciliateur.

Par là il incarnait, plus complètement peut-être qu'on ne l'avait fait jusqu'à lui, l'idée même de la révolution, le génie français. Un Gambetta, un Mirabeau, à qui il faisait songer inévitablement, si populaires qu'ils eussent été, et si justement, s'étaient arrêtés à la surface; aristocrates ou bourgeois d'éducation ils étaient restés aristocrates ou bourgeois de pensée et d'action. Ils n'avaient pas cru au rôle propre de la classe ouvrière, ils n'avaient pas entrevu la civilisation révolutionnaire, cet ordre économique et politique nouveau qui s'installerait dans la cité quand la classe ouvrière aurait atteint sa double capacité. Ils concevaient pour les producteurs une éternelle subordination et une éternelle tutelle. Un Jaurès, lui, allait jusqu'au fond. Il descendait jusqu'aux premières ébauches d'organisation de ce prolétariat méprisé qu'il sentait gros, jusque dans ses aberrations, de nouvelles formes politiques et sociales dont il voulait préparer la naissance. Il en respectait, sans vouloir faire pression sur lui, en se gardant bien de prendre à son égard des allures de dictateur, le développement pro-

pre et l'autonomie. Sans doute il ne voyait pas que lui. Il savait que la classe ouvrière n'est pas seule dans la cité et que le travail des siècles n'est pas vain. Il ne niait pas d'un coup, ce qui eût été plus facile, l'Etat bourgeois. Il ne dressait pas, pour le vain plaisir de belles attitudes, des antagonismes absolus où il ne croyait pas qu'en effet il y eût antagonisme absolu. Les oppositions ne sont irréductibles que lorsqu'elles sont théologiques; dans l'ordre social, entre classes comme entre peuples, la guerre n'est fatale que si une classe ou un peuple refuse de se soumettre au droit. Tout l'effort de Jaurès tendait à faire comprendre, à faire accepter par la bourgeoisie le nouveau droit prolétarien, comme à faire accepter par le prolétariat ce qu'il y a d'universel et de durable dans le droit bourgeois. Il demandait à l'une de se préparer à abdiquer, quand elle aurait trouvé un successeur digne d'elle, et d'être assez magnanime pour former ce successeur. Il demandait à l'autre de se préparer à régner, quand il aurait la maturité, mais sans rien laisser perdre du glorieux héritage d'une classe qui a été si grande dans l'histoire...

*
* *

A-t-il été entendu? Il ne semble pas qu'il l'ait été beaucoup de la bourgeoisie, d'autant plus acharnée à défendre ses privilèges qu'elle les sentait moins justifiés, et par suite plus menacés. C'est beaucoup demander que d'attendre d'une classe une abdication même en beauté; les nuits du 4 août ne se répètent pas, et dans ce cas la guerre sociale pourrait bien être inévitable. (Le même raisonnement vaut d'ailleurs pour les peuples.) Mais la classe ouvrière ne s'y est pas trompée; elle a reconnu l'effort de Jaurès et lui a rendu justice. Elle lui a donné plus que la justice; elle

l'aimait. Les sarcasmes que les militants ne lui ménageaient pas de son vivant se sont évanouis à sa mort. « Ami Jaurès, tu pars... », disait M. Jouhaux à ses obsèques, presque avec tendresse; et ce tutoiement fraternel ou filial, venant du secrétaire de la Confédération du Travail parlant au nom de la classe ouvrière, était l'hommage le plus touchant qu'on pût jeter sur ce cercueil. Il était le signe de l'adoption, de l'entrée dans la famille, de l'incorporation de l'homme de l'autre classe à la classe prolétarienne. « Le plus grand des nôtres », insistait M. Jouhaux, et il ajoutait: « On a pu croire que nous avions été les adversaires de Jaurès. Ah! comme on s'est trompé! »

Et c'était vrai. Même dans leurs polémiques avec l'homme politique on sentait dans la contradiction des militants ouvriers une sorte de confiance. Tant d'autres les avaient exploités, ou trahis, ou simplement abandonnés! De celui-là du moins ils se sentaient sûrs. Ils savaient que tout en étant différent, en étant sur un plan supérieur, en un sens il restait des leurs; il les comprenait et les servait. « Il a rendu, disait encore M. Jouhaux, à la classe ouvrière, cet hommage immense de croire à sa mission rénovatrice », mission que l'orateur exprimait ensuite gauchement en l'appelant simplement « l'activité », mais on ne dogmatise pas sur une tombe. Et Jouhaux montrait que la croyance à cette mission était la source de l'indulgence — que nous apprécions parfois plus sévèrement — de Jaurès envers la classe ouvrière. « Jamais de mots durs à l'égard des prolétaires. Il enveloppait ses conseils, ses avertissements du meilleur de lui-même... pour ne pas froisser ceux qu'il savait ardemment épris de leur indépendance. » Et que cette politique de conciliation dans la dignité eût porté ses fruits, Jouhaux encore l'attestait. « Jaurès était parvenu, par la justesse et la limpidité de son esprit, à adoucir les heurts

entre nos deux doctrines... Il était entre nos deux fractions le lien qui permettait de faire aboutir les vastes espérances du monde ouvrier. »

Tel était le politique. Ne l'ayant pas connu, ne disons rien de l'homme. Cela vaut mieux peut-être, seul ce qui est d'expérience universelle a du prix. Il faut croire cependant qu'il y avait dans ce nom comme un rayonnement, une magie spéciale, qui dépassait de beaucoup le cercle des préoccupations proprement politiques, pour que, malgré la gravité tragique de l'heure, la mort de Jaurès ait produit une telle impression. Il suffit de se rappeler et l'émoi de la foule et les larmes obscures de toutes ces petites gens qui, des témoins l'ont constaté, pleuraient dans toute la France en apprenant le crime, et le recueillement du peuple à ses obsèques, pour se convaincre que, dans l'esprit des prolétaires, si méfiants pour les politiciens ou les bourgeois, il y avait une reconnaissance immense pour celui-là du moins, le plus grand, le plus cultivé, le plus probe, qui leur était resté fidèle et leur avait donné sa vie. Qu'après cela on persiste à ne voir en lui que le « maquignon », on en a tout loisir. Peut-être cependant est-il plus équitable de voir en Jean Jaurès un type particulièrement représentatif des plus beaux dons et des plus belles aspirations de notre race, dans sa force, sa grâce, sa lumière, sa générosité, et, malgré ses défaillances, son sentiment juridique.

*
* *

Il disparaissait au seuil d'une catastrophe, de la grande catastrophe qu'il s'était toute sa vie efforcé de prévenir. Il en était la première victime, démentant ainsi l'accusation de lâcheté qu'on n'avait pas manqué de porter contre lui. Et ses ennemis continuaient à dire qu'il en était la première cause, car il avait con-

tribué, affirmaient-ils, par ses ardentes campagnes antimilitaristes, à désarmer notre pays, et par suite à tenter l'agresseur. Accusation qui, prise au pied de la lettre, était inique, car Jaurès était certainement le plus grand patriote qu'eût connu la France depuis Gambetta, mais accusation qui ne laissait pas de contenir, malgré l'apparence, une part de vérité indirecte.

Qu'on ne s'offense pas d'une telle constatation. La pensée de Jaurès n'était pas douteuse. Il avait proposé, dans l'*Armée nouvelle,* tout un système de défense dont on peut croire qu'il sera celui de l'avenir. Ce système a sans doute ses faiblesses techniques, mais l'expérience l'a en grande partie justifié ; on s'aperçoit chaque jour davantage de la part d'intuition prophétique que renferme ce livre admirable. Mais l'important, dans les matières où sont impliquées les actions des hommes, n'est pas toujours de savoir ce que les choses sont, il est souvent de savoir *ce qu'on croit qu'elles sont.* Or, il est certain que les ennemis de la France, pas plus que les adversaires de Jaurès, ne croyaient à l'efficacité protectrice de son système de défense; ils étaient persuadés que plus on tenterait de le réaliser, plus notre pays s'en trouverait affaibli. L'attitude du propre parti de Jaurès n'était pas non plus, il faut bien le dire, de nature à les faire revenir de ces préventions; car si les chefs, conscients de leur responsabilité, suivaient l'auteur de l'*Armée nouvelle,* les propagandistes du parti ne faisaient valoir du système que ce qui était propre à diminuer l'effort, et passaient sous silence les obligations parfois dures qui étaient la contre-partie de la réduction du temps de caserne. Jaurès avait été à peu près seul, dans son parti, à voter contre la réduction des périodes d'instruction: une telle attitude n'était pas de nature à bien faire prendre au sérieux la « nation armée ». D'ailleurs, l'application des mesures transitoires destinées

à passer d'un système à l'autre était peut-être plus dangereuse que l'application intégrale du système, et c'est sur ces mesures transitoires qu'on se disputait. Qu'une démocratie sait se défendre, la France allait le prouver. Qu'on ne la crût pas apte à le faire, c'était une tentation de l'attaquer. La tentation n'a pas manqué.

Cette surprise n'était pas la première. Nous avions déjà appris, à nos dépens, ce que peut coûter l'idéalisme d'un peuple et d'un parti, quand il est par trop désaccordé avec les réalités ambiantes. La disparition tragique de Jaurès, au seuil de la guerre, marquait la seconde éclipse d'une magnifique espérance. Une fois déjà la construction d'une Allemagne de rêve, la méconnaissance de l'Allemagne réelle, l'erreur dans l'estimation des forces réelles des partis et des hommes, avaient entraîné de grands esprits, un Renan, un Taine, un Michelet, à des enthousiasmes brûlants dont le réveil avait été glacé. Une fois déjà l'amour trop vif de la paix, la haine excessive de la force avaient conduit le parti républicain, un Gambetta, un Ferry, à rêver prématurément la suppression des armées permanentes. Une fois déjà enfin, depuis la Révolution qui en avait jeté la semence, les rêves de fraternité universelle, de justice internationale, de collaboration dans la paix des peuples libérés, s'étaient heurtés à la résistance d'un peuple *qui n'était pas au niveau*. Le réveil avait été rude. Le splendide idéalisme des hommes de 48, et de ces ardents démocrates de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, s'était trouvé avoir favorisé la formation d'une nation de proie, qui avait infligé une rude leçon à cet idéalisme et lui avait fait comprendre ce qu'est le contact de la réalité. La leçon pourtant n'avait pas suffi, l'expérience n'avait pas été jugée décisive. Le génie français, d'abord tout chancelant de sa blessure, avait repris son vol. Il avait

recommencé à planer largement par-dessus les patries, si haut qu'il n'en distinguait plus les particularités ou les tares, et Jaurès avait continué somptueusement la tradition des grands révolutionnaires, des Michelet et des Gambetta, la grande tradition nationale et humaine. Cette folle générosité, prise pour de la faiblesse, avait permis de préparer une nouvelle agression, qui venait de fondre sur la nation coupable de trop aimer l'idéal. Cette expérience, plus effroyable encore que la première, serait-elle plus probante? engagerait-elle enfin les démocrates et les socialistes à prendre les sûretés qu'ils avaient jusque-là si imprudemment dédaignées ? Comment ne pas se poser anxieusement cette question?

Mais aussi, en même temps qu'on la posait, comment ne pas en sentir le côté dangereux? Une réaction allait s'imposer, la nation dûment mise en garde allait se resserrer, se contracter sur elle-même, et donner à sa conservation tous les soins qu'elle avait jusqu'alors prodigués à s'oublier elle-même. Mais la réaction ne serait-elle pas trop forte? ne risquerait-elle pas de faire oublier ce qui était, depuis plus de cent ans, la grandeur et le rayonnement du génie français? D'un idéalisme imprudent et d'un excès de générosité n'allait-elle pas tomber à un nationalisme étroit et sans scrupules, à un réalisme racorni? N'allait-elle pas, pour lutter contre la Prusse, se prussianiser à son tour dans sa pensée et dans son cœur? Quelle diminution, alors, de vie spirituelle, et quel rétrécissement d'horizon! Le renforcement nécessaire de l'égoïsme national allait-il entraîner l'éclipse de l'idéal, la France des droits de l'homme et du droit des peuples allait-elle redevenir la France de Napoléon ou devenir la Prusse de Bismarck? Questions non moins angoissantes, pour un patriote français décidé à rester humain. On voyait venir de durs jours. Et ces tristes

pensées accompagnaient dans la mort celui dont le robuste optimisme avait tout fait pour les conjurer, sans autre résultat immédiat que de les précipiter.

*
* *

Et en même temps que toute la France allait être victime de cette équivoque, la pensée même de Jaurès allait subir le sort de toutes les pensées synthétiques. Les tendances qu'elle s'efforçait de concilier, n'étant plus disciplinées par sa forte unité, ont repris chacune sa force exclusive et se sont affirmées sans contrepoids. Indépendance nationale et lutte des classes, patrie et internationalisme, Etat historique et négation prolétarienne de l'Etat bourgeois, ces termes antithétiques, dont Jaurès s'était efforcé toute sa vie de faire la synthèse, se sont de nouveau dissociés, et les tenants de chaque tendance se sont également couverts de son autorité. Jaurès aurait-il participé jusqu'au bout à l'œuvre de défense nationale, malgré les compromissions passagères que cette participation forcément impliquait? Les amis, les disciples, les proches de Jaurès, ceux qui l'ont le mieux connu, déclarent n'en pas douter, et l'on peut tenir pour certain que leur interprétation est la bonne. Quand on a écrit sur la patrie, sur la tradition nationale, sur le génie français, quelques-unes des pages de l'*Armée nouvelle*, on est prêt à les défendre, non comme de vaines abstractions, mais comme des réalités substantielles (1). Mais les socialistes de l'ancienne « minorité », les partisans de l'internationalisme à tout prix ne manquent pas non plus de se réclamer de lui, et à leur tour ils citent des textes.

(1) Cf. Lévy-Bruhl: *Quelques pages sur Jean Jaurès*, p. 72 et suiv.

Il n'est pas difficile, en effet, de trouver chez un socialiste des pages où l'accent est mis sur l'esprit international et le besoin de paix, mais c'est laisser dans l'ombre celles où le même socialiste insiste sur les conditions positives de cet idéal.

Ainsi la thèse et l'antithèse ont également tiré à elles le conciliateur, qui n'était vraiment lui que dans la synthèse. Il est vraisemblable que, cette synthèse, il eût tenté de la réaliser là comme ailleurs. Il eût dépensé des trésors d'énergie, de souplesse, de bonne humeur à essayer de maintenir, d'une part l'union du socialisme avec la nation, d'autre part l'unité des deux tendances de plus en plus divergentes du socialisme. On peut d'ailleurs douter que, malgré son autorité, il eût maintenu longtemps une unité réelle, et qu'il eût mieux réussi que ses disciples à mettre tout le monde d'accord. Après le premier hommage rendu au génie, les uns auraient recommencé à le traiter d'Allemand, et les autres — comme ils font de Vandervelde ou d'Albert Thomas — de renégat du socialisme, d' « exterministe » ou d' « impérialiste » ! Tel est le sort commun de toute pensée trop riche et trop complexe, jusqu'à en paraître contradictoire. Il faut la voir dans son ensemble, mais l'intérêt ou le parti pris ne rendent pas cette vue facile, et l'on préfère discuter indéfiniment sans s'entendre. Tel est peut-être aussi, ajouteront quelques-uns, le châtiment de la faiblesse de caractère, qui ne sait pas assez nettement prendre parti. Mais faut-il, pour ne pas donner lieu à ces divergences d'interprétation, mutiler sa pensée et atrophier son intelligence?

Ces considérations motivent peut-être le jugement qu'il convient de porter sur Jaurès. On ne peut se défendre, en songeant à cet homme, d'un double mouvement d'admiration et de regret. Admiration pour cette clairvoyance *à l'intérieur*, cette générosité d'es-

prit, cette lumineuse puissance de synthèse; regret, parfois presque colère, pour cette cécité presque absolue à l'égard de l'Allemagne; cécité que l'on craint volontaire, car il était impossible que cette intelligence ne vît pas clair au dehors comme elle voyait clair chez nous; mais bercée par son rêve de réconciliation à tout prix, elle ne *voulait* pas estimer à leur prix les difficultés et s'irritait contre les clairvoyants. Entre ces deux mouvements l'avenir prononcera; mais un Français du temps de la guerre, aussi ardemment épris de justice entre les peuples que de justice entre les classes, n'en peut pas connaître d'autres.

CHAPITRE III

LES MŒURS

Tels étaient les partis, l'armature politique de notre pays, et telles étaient les luttes entre les partis. C'est ce que l'on apercevait tout de suite. Comme il arrive de tous les mouvements dont les remous profonds sont invisibles, on ne voyait d'abord de notre démocratie que l'écume. Et cette écume était fangeuse.

Quand l'action politique n'est pas soutenue par une grande idée, une grande passion qui transporte tout l'être, et qui lui donne la force d'accepter joyeusement toutes les méconnaissances, toutes les injustices, tous les sacrifices; quand elle se rabat sur le plan d'une âpre curée pour la conquête des hommes et des profits, il n'est pas de bassesse dont elle ne devienne capable. Ce qui était l'exercice le plus noble de l'activité désintéressée devient la poursuite la plus vile, parfois la plus implacable. Les luttes idéologiques, qui avaient eu leur beauté du temps qu'elles étaient périlleuses, gardaient encore quelque noblesse chez certains grands parlementaires, bien assurés de leur situation ou trop dédaigneux de leurs adversaires pour descendre avec eux se colleter dans l'arène; mais chez les politiciens de plus mince étoffe elles dégénéraient trop souvent en conflits de personnes, en pugilats électoraux, en coalitions de couloirs, en traquenards contre un ministère; et dans ces jeux « politiques parlementaires » l'injure, la diffamation, le chantage et l'argent tenaient lieu, à défaut d'autres raisons, d'arguments

décisifs et convaincants. C'était devenu un lieu commun de parler de la « tyrannie des politiciens »; tyrannie officielle ou officieuse, qui ne s'exerçait pas seulement d'un côté — comme de bons apôtres affectaient de le dire, — qui était exercée par toutes les puissances, différemment selon les régions, ici tyrannie du préfet, du maire ou du « délégué », là tyrannie non moindre de l'usine, de la cure ou du château. Et cela dégoûtait de la politique militante les consciences trop scrupuleuses ou les caractères trop indépendants, dont la démocratie eût eu tant besoin.

Ce discrédit même était une cause d'injustice, car on ne se rendait pas assez compte de la somme de labeur fourni, tout compte fait, par ces parlementaires, de leur application, de leur zèle, bien souvent de leur compétence et de leur désintéressement. On ne voyait pas que, lentement, ils avaient édifié une œuvre législative qui au point de vue social restait encore timide — car les puissances d'argent, ne subissant pas l'action d'un pouvoir fort, et ne retrouvant pas en prestige ce qu'elles auraient cédé en force matérielle, se cramponnaient âprement à cette seule force qui leur restait — mais d'une hardiesse politique et idéologique qui n'était pas indigne de ce qu'on attendait de la France révolutionnaire. De ce monde parlementaire, aux muscles d'acier et aux nerfs fatigués, de sourire sceptique et de bonne volonté non douteuse, on ne voyait pas le travail quotidien. On ne voyait que les scandales.

Il en était de même de l'ensemble du pays. Ces luttes entre professionnels de la politique ne représentaient pas plus toute la vie de la nation que l'écume n'est tout le flot. Derrière les tréteaux brillants il y avait le peuple français. Peuple un et divers, dont on a déjà noté l'homogénéité et les contrastes, variables suivant

les classes. La grande bourgeoisie, l'aristocratie nobiliaire, n'était pas aussi généralement ni profondément gâtée que ses détracteurs le proclamaient. Le monde des affaires travaillait, avec moins d'envergure et moins d'audace que les bourgeoisies industrielles des pays rivaux, ce qui entraînait sa dépossession lente des marchés, mais il travaillait, et le travail le tenait debout. Il y avait dans la bourgeoisie laborieuse, qu'elle fût de l'administration ou des affaires, des réserves de santé, de dignité, de respectabilité un peu distante qui lui donnaient grand air, et les étrangers qui pouvaient pénétrer dans son intimité étaient frappés de son sérieux et de la solidité de sa vie familiale. Mais cela ne se voyait pas.

Ce qu'on voyait, ce qu'on connaissait presque exclusivement par notre littérature et ce par quoi l'on jugeait le reste, ici encore c'était l'écume: la vie du « Tout Paris » cosmopolite, les mœurs d'une société oisive qui, ne pouvant centrer son existence autour d'une discipline accaparant tout l'être, se dispersait, se ruait à la recherche effrénée du plaisir et en connaissait toutes les aberrations. Ce qu'on voyait c'était, plus que les efforts organiques du travail, la puissance dissolvante de l'argent. Et les effets terribles de cette dernière menaçaient même de ronger ce qu'il y avait de sain et de généreux dans les premiers, puisque, pour augmenter toujours davantage son luxe, pour garder son rang et son prestige et maintenir ses distances, la grande bourgeoisie française se refusait chaque jour davantage à ses obligations sociales, à ses devoirs envers la nation, devoirs qui auraient dû s'imposer à elle d'autant plus fortement qu'elle était la classe privilégiée; et ainsi elle soulevait contre elle, par son égoïsme sans grandeur, des ressentiments mortels pour le pays.

Même observation enfin pour le peuple. Entendons

par là, simplement, la généralité des classes peu fortunées, diverses de conditions et de métiers : les paysans, qui constituaient encore la grande majorité de la nation, courbés sur leur dure vie, murés dans leur individualisme à peine lézardé de quelques fissures où commençait à se glisser l'esprit d'association; les classes moyennes, artisans, petits commerçants, vivant de plus en plus péniblement, broyés entre les succursales du grand commerce, qui jetait partout ses tentacules, et les ébauches d'institutions des associations ouvrières; les petits fonctionnaires et les employés à la vie la plus grise, déracinés du monde d'où ils sortaient et ne pouvant mener le train de la bourgeoisie où ils aspiraient; les ouvriers enfin, non les plus nombreux, mais les plus bruyants, généralement affinés par la vie urbaine, souffrant donc davantage du contraste entre la richesse énorme qu'ils produisaient, le luxe et la beauté qu'ils créaient, et la précarité ou la misère de leur propre existence, et chauffés par les réunions publiques, la presse révolutionnaire et la seule vertu du groupement. Tout ce peuple obscur peinait sans relâche, parce que telle est l'humaine condition; et les disciplines combinées du travail et des coutumes produisaient leurs effets apaisants, entretenaient la solidité de cette existence provinciale rude, naïve et droite, dont on ne pourra jamais dire assez qu'elle était la santé et la force de notre race. Mais cela non plus on ne le voyait pas. « La vie de celui qui ne veut pas dominer — c'est encore du Péguy qui vient sous ma plume — est généralement de la toile bise », et la toile bise ne se voit pas; elle se voit moins encore que le bleu horizon...

Ce qu'on voyait, c'était le revers de la médaille: la monotonie de cette existence provinciale, et particulièrement rurale, où l'air ne se renouvelait pas, où l'existence était assoupie et figée, où les coutumes into-

lérantes et la routine formaliste pesaient parfois d'un tel poids sur la liberté de l'esprit qu'on avait la sensation physique d'y étouffer; c'était les tares qui résultaient fatalement de la dureté et de la médiocrité même de cette vie, l'avarice paysanne ou la prodigalité ouvrière, les jalousies et parfois les haines que creusaient les luttes de partis, les luttes de religions, ou les simples différences de conditions, ces jalousies qui résultent du manque de contact, de l'impossibilité de se représenter exactement les conditions réelles d'une vie autre que la sienne: les paysans détestant et jalousant les ouvriers et les fonctionnaires, les ouvriers méprisant les paysans et enviant les fonctionnaires, les commerçants contraints, pour vivre, de tondre les uns et les autres. Ce qu'on voyait, enfin, c'était les lèpres, les diversions lamentables qui, pour rompre cette peine ou cette monotonie, dégradaient insensiblement la dignité de la famille et du travail: la propagande malthusienne, le sabotage, l'alcoolisme. C'était les distractions plus légitimes, mais à peine moins meurtrières, dont le désir venait par suite de la facilité chaque jour plus grande des déplacements: les séjours à la ville, les voyages, avec les comparaisons qu'ils provoquent et les plaisirs auxquels ils incitent, cette mobilité du monde moderne qui a détruit à jamais la paix séculaire des campagnes endormies. C'était le dépeuplement de ces campagnes, l'exode vers les villes tentaculaires qui les attiraient comme un énorme phare, sur lequel venaient se brûler les naïves curiosités paysannes et les vieilles mœurs patriarcales.

*
* *

Car voici le poison subtil qui, plus peut-être que les causes politiques et économiques — que ce rapide

essai n'a certes pas la prétention d'épuiser — dissolvait les vieilles assises de nos lois et de nos mœurs: la vie urbaine, la vie civilisée, telle que l'ont façonnée des siècles de vie policée et des années beaucoup plus intenses de progrès industriel. La civilisation, ou ce qu'on est convenu d'appeler de ce nom: luxe affiné recouvrant les aises du « confort moderne »; sociabilité aimable et souriante; douceur des mœurs qui n'est pas ennemie d'une élégante corruption; jeux de l'intelligence sceptique qui sait goûter, sans les partager et en leur faisant d'autant plus fête qu'elles paraissent plus fraîches, plus ingénues et plus barbares, les convictions fortes; inventions maniérées de l'art, du savoir-vivre et du goût... toutes ces mièvreries délicates, jolies, parfumées, fragiles, éphémères, qui n'ont ni force ni substance et sans quoi la vie râpe comme une robe de bure, sont un phénomène essentiellement urbain. Les grands réfractaires à ces charmes, les grands ennemis de la civilisation, de Rousseau à Proudhon et à Péguy, ont toujours été des paysans. Toujours ils ont vu dans cette séduction, dangereuse jusqu'à en être mortelle, le grand ennemi de notre peuple, la Bête de l'Apocalypse. Qu'ils sentaient juste, ces barbares! Cette vie trop aimable et trop facile, quand on s'y abandonne tout entier, émousse les antagonismes, arrondit les angles, dissout les contradictoires, fait apparaître comme des vieilleries démodées et un peu indigentes, sur lesquelles il ne serait pas de bon goût d'insister, les principes les plus sacrés, les mœurs les plus saines.

Pour nous en tenir à la politique, — car sur les mœurs mêmes il y aurait trop à dire, — comment expliquer autrement que par le jeu de cette vie policée cette absorption, cette dissolution des fortes convictions d'autrefois dans les fréquentations mondaines ou les habitudes parlementaires? On arrivait de sa

province, où l'on exerçait honnêtement un métier utile: avocat, médecin, professeur, ou un métier manuel; on avait des principes, on était d'un parti. Ces principes faisaient parfois paraître sectaire, d'esprit étroit, l'homme qui les professait, et ce n'était pas toujours faux; mais enfin c'étaient des principes, on les considérait comme les plus vrais ou les meilleurs, et l'on s'y tenait; on croyait que c'était arrivé. Et subitement, par la grâce d'une élection, qui n'avait pas toujours été trop frelatée — car le prestige personnel, parfois, suffisait — on se trouvait dans la fournaise, on était livré aux tentacules du monstre. Généralement, sauf pour quelques « sauvages » qui se méfiaient ou quelques âmes bien trempées, généralement çà ne traînait pas. Les croyances religieuses, les plus anciennes mais les moins à la mode, donc les plus vite désagrégées; les convictions politiques, substitut des précédentes, et qui en conservaient souvent le désintéressement et le fanatisme; les opinions sociales elles-mêmes, pourtant si profondes, parce que ce sont celles qui résultent le plus directement et le plus constamment du spectacle de la vie familière, toutes ces habitudes provinciales résistaient mal aux séductions, aux sourires, à l'ironie corrosive d'un salon; et dans les couloirs du Parlement les adversaires politiques les plus farouches, qui échangeaient dans l'hémicycle des apostrophes tonnantes et roulaient des yeux furibonds, maintenant s'adoucissaient, se complimentaient, se tutoyaient, se donnaient raison par un assaut de courtoisie, et de la buvette à la bibliothèque finissaient par sourire des convictions de leurs naïfs électeurs. Luttes de classes, luttes de partis, luttes de religions, convictions de tout l'être lentement formées et mûries dans la solitude, images longtemps hallucinantes d'intimités ou de taudis, tout cela s'estompait, s'amenuisait, s'anéantissait, refoulé par d'autres ima-

ges plus pressantes; tout cela était limé, poli, roulé comme galets sur la plage par le simple jeu de la civilisation urbaine. Et ainsi s'était établie cette « république des camarades » qui n'était pas précisément celle qu'avaient rêvée les « vieilles barbes » de 48 ou les martyrs du socialisme. Pour résister à tant d'attraits — à tant d'attraits inévitables et que seul un ascétisme *a priori* peut proscrire dogmatiquement — il fallait un caractère bien fort, et les caractères n'abondaient pas...

Seulement, on voit la conséquence. Pour tenir son rang dans cette société, où l'on aspirait à toujours plus de plaisir et de luxe, il fallait de l'argent, toujours plus d'argent, et c'était une chasse toujours plus effrénée aux revenus. La ploutocratie, maîtresse de la politique, tenait encore la vie mondaine: on n'y pouvait vraiment réussir et briller que par elle. Inversement la fièvre de jouissance qui possédait les classes dirigeantes ne pouvait que creuser plus profondément le fossé qui les séparait des classes populaires, faire sentir plus durement à celles-ci leur pauvreté, surexciter leur envie, leurs convoitises et leurs haines. Les luttes politiques se résorbaient ainsi dans une immense lutte sociale.

Sous cette urbanité donc, et ce vernis exquis de civilisation, l'homme éternel subsistait. La nature humaine se retrouvait semblable à elle-même, mue, sauf chez ses élites désintéressées, par l'égoïsme féroce et par l'âpre intérêt. Depuis que la séparation des Eglises et de l'Etat avait enlevé aux luttes politiques leur voile de grandeur idéologique, et avait définitivement ramené la politique du ciel sur la terre, rien n'atténuait plus les conflits des intérêts ennemis. La lutte acharnée pour le maintien, pour l'élargissement d'un luxe sans frein en haut, et en bas la lutte

acharnée pour la conquête d'un bien-être plus effectif, d'une aisance plus confortable, d'une liberté plus réelle, voilà ce qu'était devenue, dans son fond, la vie politique. Et cela s'appelait défendre la civilisation contre les barbares du dedans, et cela s'appelait poursuivre la justice sociale. L'attaque était menée, ici par l'immense foule misérable qui dans une démocratie ne possède d'autre moyen d'action que ses menaces, ses fureurs et ses bulletins de vote, et là par l'immense puissance de l'or, levier souverain entre les mains d'une oligarchie cosmopolite. A ces assauts et à ces contre-assauts la lutte s'était exaspérée; elle avait été poussée jusqu'à la diffamation systématique, jusqu'à la délation, jusqu'au vol de papiers intimes, jusqu'au revolver, — et les débats d'un procès célèbre, épilogue scandaleux d'une triste campagne, venaient de faire apparaître à tous ce qui restait de férocité sous le vernis séduisant des mœurs mondaines. Dans la boue et le sang la civilisation s'enlisait.

CHAPITRE IV

LES « MYSTIQUES »

Les antagonismes politiques et sociaux atteignaient donc dans notre pays une acuité qu'ils ne connaissaient peut-être pas ailleurs au même degré. Mais ce n'était pas là l'opposition fondamentale. Divisée dans sa politique, divisée dans ses mœurs, la France était plus profondément encore divisée dans ses croyances. C'est là qu'il fallait marquer la division essentielle, substantielle, dont les autres n'étaient que des modalités.

Pour le peuple français, peuple de guerres religieuses et politiques, peuple de révolutions, pour qui les questions sociales mêmes n'ont d'attrait que si à la conquête du bien-être s'ajoute surtout celle de la liberté; pour ce peuple si passionnément religieux, même dans son irréligion, sauf chez ses gens d'affaires et ses sceptiques fatigués; pour ce peuple excessif dans son catholicisme comme dans son rationalisme, qui n'a pu s'en tenir ni au protestantisme, ni au gallicanisme, ni aux contrats bâtards avec l'Eglise, et dont l'esprit de logique intransigeante frappe ou scandalise les étrangers; pour ce peuple sur ce point ennemi, lui si raisonnable, du bon sens et du juste milieu, qui a sauté sans transition des bûchers aux échafauds et de la dignité de fils chéri de l'Eglise à celle de nourricier des révolutions; pour ce peuple enfin si profondément idéologue et idéaliste, car il est

tous les deux, il n'y a rien de plus réel que les luttes de croyances, et toute son histoire en est pleine.

Et cette lutte était d'une simplicité, d'une nudité classique, qui se trouve être du même genre que la fameuse antithèse romantique. Le combat continuait entre les deux France: celle du plus ancien passé, qui avait été si grande et si forte; celle de la plus jeune tradition et du plus vaste avenir, qui était sortie d'une fulgurante révolution et cherchait encore, au milieu des tâtonnements, à préciser son génie. Ou, pour reprendre une opposition plus théologique — quoique un peu obscurcie par des controverses récentes — entre la France de l'antique *transcendance* et celle de la révolutionnaire *immanence ;* mieux encore entre celle du *théisme* et celle de l'*humanisme,* ou, comme disait Michelet, celle du *prométhéisme* (1).

Seulement, comme il arrive d'ordinaire dans les choses humaines, bien des végétations parasites recouvraient ces deux pôles de la pensée, et empêchaient d'en voir l'opposition loyale et féconde. Les croyances, comme les doctrines, s'étaient embourgeoisées. La poursuite des fins temporelles avait pris le pas sur la claire vision des intérêts spirituels; l'impitoyable atmosphère du « monde moderne », avec sa critique subtile, son indifférence et son scepticisme, avait fait son travail de dissolution. Et chez ceux qui n'avaient pas été contaminés, qui voulaient conserver l'intégrité de leur foi, cette foi s'entourait souvent de formes si hermétiques, de bizarreries si déconcertantes, qu'on se demandait si la franche révolte ne valait pas mieux qu'une orthodoxie aussi singulière. Toutes ces croyances étaient rongées de snobisme ou de littérature, émasculées par les salons ou déréglées

(1) Cette opposition a été développée dans une étude sur « les conditions de la paix religieuse », publiée par la *Grande Revue* en 1920.

par les cénacles; les plus nobles restaient imprécises et hésitaient à aller jusqu'au bout de leurs principes. Voilà ce que l'on voyait.

Ce qu'on ne voyait pas était, là comme partout, plus général et plus terne. La masse de la nation observait fidèlement les coutumes et les rites, et suivait avec non moins de docilité les hommes politiques qui visaient à les abolir. On n'avait pas d'antipathie pour la religion, pas de sympathie pour l'Eglise. On voulait de la religion pour les femmes et les enfants; il en fallait encore dans l'éducation; mais on ne pouvait souffrir l'intrusion du prêtre dans les choses politiques. On n'aimait pas le prosélytisme, quel qu'il fût. Ainsi, là comme partout, le peuple français était le peuple de tous les contrastes. Unanimement catholique, en apparence, comme unanimement républicain ; en réalité pas plus l'un que l'autre, ne sachant plus ce que c'est qu'être catholique et pas encore ce que c'est qu'être républicain, ce qui lui permettait d'admettre sans malice ces deux choses contradictoires. Un peuple passif, en religion comme en politique, catholique et ne pratiquant pas, religieux et anticlérical, respectueux et goguenard, engourdi dans la monotonie de ses pratiques ou la routine de ses affaires, et mené, ici par le prêtre, là par le politicien.

Et sur cet immense fond d'indifférence, qui semble contredire ce qui vient d'être affirmé du tempérament du peuple français, s'agitaient des oligarchies ou des clans entre qui, en effet, la lutte était vive, et qui pétrissaient cette matière. Une société ancienne, fortement organisée, qui voulait garder son prestige et sa force: l'Eglise; un Etat plus récent, qui longtemps avait marché de pair avec l'Eglise et venait à peine de rompre avec elle, qui aurait dû incarner une philosophie toute différente, mais en fait n'était conçu le plus

souvent, par ses partisans, que comme une contre-Eglise: tels étaient les adversaires. Et sur les croyances ou les philosophies, les intérêts temporels, qui tournaient en luttes politiques ce qui aurait dû n'être que combat spirituel. Voilà le cadre.

*
* *

La France du passé, celle des Pascal, des Bossuet ou des de Maistre, on cherchait en vain ses représentants authentiques. Il y avait encore, certes, et même ils avaient une tendance à devenir plus nombreux, des défenseurs du catholicisme, mais les vrais catholiques on les aurait comptés. Le mysticisme se survivait dans quelques cloîtres et la sainteté dans quelques cures; les évêques et les théologiens suivaient, avec une obéissance résignée ou heureuse, les instructions d'un pape avant tout désireux de maintenir la solidité de la doctrine traditionnelle, de la préserver des infiltrations modernistes ou démocratiques qui menaçaient de la ronger. La tentative d'Alfred Loisy venait, comme il était inévitable, d'échouer définitivement. Mais on ne voyait plus de grand génie du catholicisme. Les plus éminents de ses défenseurs étaient presque des profanes, des admirateurs du dehors, moins touchés par son dogme que par sa discipline.

Depuis que Brunetière avait cessé de mettre au service de l'autoritarisme catholique, qui d'ailleurs l'avait brisé, son verbe impérieux, d'autres écrivains exploitaient l'esprit du catholicisme plutôt qu'ils ne s'en nourrissaient. Un Bourget, jadis si fin, et dont l'œuvre, malgré tout, s'élève imposante, robuste, grave, intelligente jusque dans l'étroitesse de ses thèses, perpétuant le secret des travaux faits de main d'ouvrier dans un siècle qui semble le perdre, un Bourget louait

le catholicisme d'engourdir la pensée audacieuse, de la prémunir contre l'esprit critique et la raison claire. Il développait à sa façon l' « abêtissez-vous ». Un Barrès, artiste émouvant, employait les accents parfois pathétiques d'une sensibilité toute romantique à vitupérer contre le romantisme et ses ancêtres les plus directs. Comme le somptueux pharisien dont il procédait si directement, il pleurait sur les ruines, sur la grande pitié des églises qui s'écroulaient, sur les sourcesde divin qu'il voyait sourdre dans tous les terrains et à toutes les couches de l'histoire, et qu'il chantait pêle-mêle. Tous ces écrivains révéraient l'Eglise, mais aucun n'avait ni la force de s'installer d'un coup, comme l'eût fait un Pascal, dans la vérité ascétique de ce catholicisme qu'ils efféminaient, ni celle de rompre avec une doctrine dont ils ne pouvaient reconnaître la *vérité* pour s'élancer courageusement dans un monde inconnu. Gémissements et hymnes, refus polis et cantiques, dérobades et eau bénite : ils en étaient tous là, ces littérateurs, qui ne voyaient dans la doctrine de la Vérité éternelle qu'une machine à rendre les hommes bien sages ou l'occasion de faire valoir leurs talents alambiqués. L'idée de vérité, la seule honnête, la seule qui vaille pour un croyant, leur était étrangère; mais quelles belles variations on pouvait tirer des églises, et des prises de voile, et des thèmes traditionnels d'une foi qu'on n'épousait plus! O âpre et sublime doctrine d'un Augustin ou d'un Pascal, vivifiante source de vie, vous étiez devenue matière à littérature!

Ou bien, quand le dogme n'était pas tourné, quand on ne rusait pas avec lui et qu'on tenait à l'affirmer hautement, franchement, l'évidence de l'archaïsme apparaissait, et, malgré tout, ces professions de foi n'apparaissaient que comme des exercices d'école. Il est toujours extrêmement délicat de sonder les reins

et d'incriminer les consciences; peut-être cependant est-il permis de dire l'étrange impression que produisaient sur des esprits libres, détachés du catholicisme, mais en ayant gardé le respect, la laborieuse naïveté et l'esprit « franciscain » d'un Francis Jammes, ou le catholicisme hirsute, anarchique et hérétique d'un Péguy, encore que celui-ci fût d'une sève populaire beaucoup plus sincère et forte, et continuât directement les auteurs de mystères et les imagiers de cathédrales. Peut-être pourra-t-on dire aussi ce qu'il y avait d'irritant et de malsain dans le catholicisme d'un Claudel, sans qu'on veuille d'ailleurs ici apprécier son style. La question est plus haute: il y va de bien autre chose que de critique littéraire, il y va de l'essence et de la dignité d'une croyance. Gardons-nous, à ce point de vue, de reprocher à Claudel son intolérance. Qu'il vouât aux gémonies Voltaire, et Renan, et Michelet, et Hugo, « et tous les autres infâmes », c'était dans l'ordre, et cela pouvait passer, dans la déliquescence des mœurs littéraires, pour une marque de virilité. Un vrai catholique ne devrait pas sentir autrement, et de telles propositions ne peuvent étonner que ceux qui ne sont plus catholiques. Mais la foi de Claudel l'entraînait à des conceptions, comme celle de l'*Otage*, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles révoltent le sens moral et ne sont même pas orthodoxes. La croyance s'y relevait d'une pointe de sadisme, qui découvrait le littérateur impénitent.

A la vérité, les admirateurs les plus fanatiques de Claudel, comme ceux de Jammes ou de Péguy, n'étaient pas tous des catholiques. On assistait même à ce spectacle singulier, quoique à la réflexion assez logique, que les catholiques de croyance sincère, disciplinés par la doctrine et portant en tout le goût de l'ordre traditionnel, voyaient avec une sorte d'effare-

ment ces professions de foi tumultueuses écrites dans une langue sibylline. Ils se réservaient, ils s'inquiétaient, ils attendaient que ces terribles néophytes fussent morts pour les proclamer grands, bien assurés alors de n'avoir plus à craindre leurs ruades. Bon nombre d'esprits ou de critiques « de gauche », au contraire, n'étant pas retenus par ces scrupules de formation, saisissaient l'occasion de paraître des esprits très libres en affectant d'aimer l'artiste par delà le croyant dont ils n'épousaient pas la foi. Et ainsi ces écrivains n'étaient vraiment goûtés, en tant que tels, que par des lecteurs qui rejetaient la source essentielle de leur inspiration. L'Eglise, cependant, ne paraissait pas s'en émouvoir, et même ne laissait pas de s'enorgueillir de ces conquêtes, et pour ne pas contrister ses nouvelles ouailles elle passait condamnation sur leurs fantaisies théologiques et morales. Mais qu'était devenu dans tout cela le christianisme? Qu'était même devenu, comme le demandait à propos de Claudel un critique pourtant bienveillant, Daniel Halévy (1), le catholicisme d'un Bossuet ou celui d'un Veuillot? Hélas, une heure allait venir où la faillite du catholicisme, le triomphe de l'intérêt temporel de l'Eglise sur le principe surnaturel du christianisme, allait apparaître bien autrement irrémédiable... Toutes ces capitulations marquaient l'étiage où s'était abaissée une noble croyance, la triste déchéance d'une haute spiritualité.

La France nouvelle, la France de la Révolution, la France de l'immanence et de l'humanisme était-elle mieux partagée? Soyons juste : elle venait d'accom-

(1) *Quelques nouveaux maîtres.* — Un critique catholique, M. Pierre Lasserre, vient enfin, dans ses *Chapelles littéraires*, de porter la main sur ces idoles (*Note de 1921*).

plir un effort admirable. Quoi qu'on pense de l'exploitation politique où elle s'était dégradée, ç'avait été une belle crise de conscience, une splendide affirmation de spiritualité que cette affaire Dreyfus, telle qu'elle fut vécue non par les malins qui en profitèrent, mais par les obscurs et les justes qui en souffrirent, même qui en moururent... En aucun pays du monde on n'aurait pu trouver une telle passion pour la justice, une telle victoire de l'esprit sur la matière; le peuple qui avait osé une telle révolution restait digne, malgré ses faiblesses, de susciter l'admiration de l'univers; un Michelet l'en eût salué d'un hymne brûlant. Et de même ç'avait été une nouveauté inouïe, une rupture hardie avec un long passé, que cette loi de Séparation, si longtemps appelée par d'illustres républicains qui ne la souhaitaient, semble-t-il, que platoniquement, enfin réalisée par des républicains dont on peut dire sans injure que leur œuvre les dépassait infiniment. L'Etat, débarrassé de la protection séculaire de l'Eglise, la société civile enfin mise en face de soi, décidée à ne recevoir sa loi que de soi, à trouver dans son propre génie toutes les croyances, toutes les institutions qui devaient la faire vivre, tous les liens coupés avec la tutrice jusque-là bienfaisante et impérieuse... un tel acte était d'une incalculable portée. La société civile émancipée serait-elle à la hauteur de son destin, saurait-elle réaliser tous les engagements tacites qu'elle prenait par cet acte même? La question était posée. On pouvait n'être pas satisfait des premières réalisations, de la politique parfois misérable qui avait suivi; mais il n'y avait plus à reculer. Par un acte prodigieux, qui participait de l'inconscience et de la passion plus que la froide réflexion, la France révolutionnaire avait tout remis en question; il fallait maintenant construire sur ce terrain déblayé.

Mais où étaient les architectes? on les cherchait. Si les docteurs du catholicisme défaillaient, il n'y avait pas davantage de docteurs de la révolution. On cherchait, en dehors d'un Jaurès, les héritiers des Michelet et des Proudhon. Etait-ce, parmi les aînés, un Anatole France? On le disait volontiers. Lui-même, qui ne fréquentait plus l'Académie (1), se prodiguait depuis l'Affaire dans les réunions publiques; il était le grand patron de la politique « de gauche », il n'avait pas plus hésité à préfacer les discours d'Emile Combes qu'à présider les réunions de Jaurès. Et certes, il n'est pas douteux que les convictions rationalistes ne fussent chez Anatole France très sincères et très solides. Ce sceptique avait la haine de tous les fanatismes, ce dilettante croyait vraiment que l'humanité marchait « vers les temps meilleurs », et les temps meilleurs étaient pour cet artiste ceux où des conditions de vie moins effroyables pour le plus grand nombre engendreraient tout naturellement une humanité moins laide. En ce sens, qui n'est pas négligeable, le socialisme du père de Jérôme Coignard n'était assurément pas feint.

Mais on sent ce qui lui manquait: peu de chose, qui est tout, la flamme et la foi active, la fusion dans la vie collective. Ce merveilleux écrivain, ce mainteneur de la langue française, n'avait rien d'un apôtre ou simplement d'un croyant. Il était un génie critique, un homme du XVIIIe siècle, qui avait foi dans la science et les transformations mécaniques plus que dans l'amélioration de l'âme humaine. Quand il se trouvait en présence d'un formidable enthousiasme individuel ou collectif, d'essence religieuse, Jeanne d'Arc, le peuple révolutionnaire, il analysait, et dé-

(1) On sait qu'il y revint pendant la guerre, en témoignage d'union sacrée. Depuis... (Voir le livre III).

montait; il ne se donnait pas. Et par la façon, historiquement ou intuitivement impeccable, dont il expliquait, du même coup il se détachait et glaçait.

Là était la faiblesse de cet admirable artiste, et ce qui l'empêchait d'être un conducteur ou un guide, ou simplement un foyer de vie. Ce n'est pas en continuant *seulement* Lucrèce, Voltaire et Renan qu'on peut bâtir une société durable. Ce n'est pas en continuant *seulement* les traditions critiques du XVIII[e] siècle qu'on peut donner vie et lumière à la cité des « temps meilleurs ». Certes, il serait insensé de dénigrer le génie libérateur d'un Voltaire et de refuser de reconnaître ce qu'il y eut de positif dans sa haine vigoureuse de tous les fanatismes. Mais enfin il a manqué à Voltaire cet ardent génie constructeur, cette flamme d'enthousiasme et de passion que l'on trouvait, mêlée d'ailleurs à tant d'éléments troubles et rétrogrades, chez Rousseau. Pareillement on eût en vain cherché chez un Anatole France une parcelle du délire sacré qui faisait la force et le rayonnement d'un Jaurès; et c'est pourquoi tel écrivain réactionnaire, comme M. Charles Maurras, qui ne cessait de harceler Jaurès de sa haine, ne s'en proclamait pas moins le disciple et l'admirateur fervent du maître de la *Rôtisserie*. Opposition secrète de deux génies, bien plus, de deux sensibilités. Car Jaurès, comme Rousseau, communiait malgré sa culture par toutes ses fibres avec le peuple, tandis qu'un Anatole France, semblable à Voltaire, malgré la hardiesse de sa pensée, ne communiait qu'avec l'idée schématique et abstraite que son intelligence se faisait du progrès. Il ne pouvait vivre et produire que dans cette civilisation qui le blessait, mais lui restait indispensable. Cet artiste érudit et délicat, dont toute l'œuvre était sensualité et volupté, était, avec un Jules Lemaître, la fleur la plus exquise et la plus vénéneuse qu'eût produite à la fin du XIX[e] siècle

la civilisation urbaine. Elle ne pouvait s'épanouir que dans cette civilisation, n'être respirée qu'en s'imprégnant d'elle. Un Anatole France, comme un grand seigneur du XVIII[e] siècle, ne concevait aucune limite au luxe, aucun frein au plaisir, aucune atténuation à la délectable volupté. Or c'est un problème qui n'est pas encore résolu, de savoir comment on pourra faire vivre une société démocratique et socialiste en ne lui donnant pas d'autre loi que la recherche du plaisir.

Pareil reproche ne pouvait être fait à un maître plus jeune, qui venait d'écrire une grande œuvre. Romain Rolland n'enseignait pas le plaisir, ni le scepticisme. Jeune, il avait souffert du manque de directions. Il s'était détourné de ses aînés français, les Taine, les Renan, dont le pessimisme le glaçait, dont l'intellectualisme ne le nourrissait pas. Il avait demandé à des maîtres étrangers ce dont avait besoin son âme de musicien: à Wagner sa profondeur trouble, à Tolstoï, frère plus pur de Rousseau, son christianisme. Il s'était fait ainsi ce que Nietzsche voulait qu'on eût: une âme d'européen. Par delà cette discipline il était revenu à ce qu'il y a de plus généreux dans notre tradition française; il avait chanté tous les héroïsmes, celui de saint Louis comme celui de Danton, du peuple chrétien comme du peuple révolutionnaire, en même temps qu'il continuait à demander à ce qu'eut de meilleur la vieille Europe, un Beethoven, un Michel-Ange, des foyers d'enthousiasme et d'énergie. Ainsi préparé, il avait pu donner l'œuvre de toute sa vie, où il avait mis toutes ses fièvres, toutes ses tendresses et toutes ses cultures, le *Jean-Christophe*.

Romain Rolland donc enseignait des choses généreuses et fortifiantes; il chantait la liberté, l'héroïsme, le sacrifice; son idéalisme s'efforçait contre le matérialisme délétère où il avait trouvé l'Europe. Noble et ad-

mirable effort: pourquoi n'aboutissait-il pas? C'est qu'il lui manquait ce qu'il avait trop dédaigné chez nos maîtres à nous: la clarté, la décision, la forte systématisation intellectuelle. Il avait la chaleur du cœur, il lui manquait la discipline de l'esprit. Un Anatole France était une intelligence sans flamme, un Romain Rolland une flamme sans direction. Il est très légitime et très nécessaire de chercher partout des maîtres, ou des matériaux pour sa pensée: encore faut-il que ces matériaux ne restent pas à l'état brut, qu'on les organise en vue d'une fin. Cette fin intellectuelle déterminée, qui éclaire la route de l'activité morale, on ne la voyait pas chez Rolland. Il était au-dessus des partis, des écoles, des églises, comme il allait être plus tard au-dessus de la mêlée: bonne condition si l'on est à soi seul un univers, mais si l'on manque à cette destinée? Que pensait-il du socialisme, de la démocratie, de la monarchie? On n'en savait rien au juste. Avait-il même une idée nette du droit, du droit révolutionnaire comme du droit de l'ancienne Europe? Il n'y paraissait pas. Ni les problèmes de la politique, ni ceux de l'économie ne l'intéressaient; ce sont problèmes précis qui exigent une action positive; Rolland ne connaissait que des aspirations ou des velléités. Et tout cela se fondait dans la grande onde inspiratrice qui pour Rolland comme pour ses maîtres allemands était la seule réalité et qu'il a magnifiquement célébrée, la musique...

Mais c'est ici peut-être sa suprême faiblesse, en même temps que le secret de son emprise sur les âmes. La musique dissout les assises de la vie; les systèmes sévères, les constructions de la pensée, les concepts bien arrêtés, tout cela s'oublie à son enchantement; elle échauffe ou déprime, transporte ou ravit, insinue dans l'âme une émotion sacrée et sublime, en quoi le monde s'évanouit. Elle n'est pas ouvrière de

clarté et de droit; elle n'édifie pas. On serait ainsi tenté d'expliquer pourquoi, dans les jours qui suivirent, Romain Rolland fut si tristement inférieur à ce qu'on attendait de lui. Mais tous les musiciens ne tombaient pas d'accord que Rolland en fût vraiment un; et n'est-ce pas calomnier la musique?

*
* *

Dans cette génération encore jeune, qui s'avançait ainsi, avant la guerre, sans idées directrices précises, sans anticipations suffisantes de l'avenir, il y avait cependant deux hommes qui incarnaient — qui auraient pu incarner, car la réalisation n'était pas entière — la France du passé et celle de l'avenir. Deux hommes par conséquent aussi dissemblables que possible, opposés à peu près en tout, mais qui frémissaient de la même passion, celle de sauver. Deux hommes qui souffraient également des misères du régime, de la décomposition de la société, mais qui cherchaient le remède en des directions radicalement opposées, et sur des plans très différents. Deux forces incomplètes, qui se heurtaient au temps sans vouloir pleinement le comprendre, et par là condamnées à ne pas agir pleinement sur lui: Charles Maurras, Charles Péguy.

De Maurras, en tant que politique, il a été traité ailleurs. Ne retenons ici que la portée proprement métaphysique de son œuvre. Elle repose sur une contradiction foncière et singulière.

Par l'esprit général de sa philosophie, par la tournure de sa pensée, résolument fermée à tout surnaturel et à toute transcendance, Maurras était — eût dû être — un des champions les plus systématiques de l'humanisme. Sa politique était exclusivement temporelle, elle ne se réclamait que de la raison et de l'expérience; un « empirisme organisateur » ne saurait s'au-

toriser d'aucune lumière venue d'en haut. S'il se rencontrait avec les docteurs de l'Eglise, il s'en réjouissait, mais il ne cherchait pas en eux d'abord ses références, et il ne les considérait que comme de bons annonciateurs d'une sagesse tout humaine. Bref, son athéisme tranquille n'éprouvait aucun penchant pour le mysticisme, quel qu'il fût; et même, en bon contemporain de Phidias ou de Julien, l'auteur d'*Anthinéa* et du *Chemin de Paradis* avait horreur du christianisme, entendons du christianisme pur, évangélique, de celui qui n'est pas filtré par la discipline catholique. Son goût de la volupté s'insurgeait contre l'ascétisme des disciples du Christ; la netteté tranchante de sa pensée éprouvait comme une nausée devant le vague et la fluidité des rêveries vers l'infini. Sa haine contre Rousseau était surtout celle d'un positiviste contre le dernier doctrinaire chrétien.

Et d'autre part cet empirique, si naturellement à sa place parmi les fidèles de l'humanisme, avait comme ennemis presque tous les partisans de la nouvelle foi, et il se mettait résolument au service de l'ancienne! Comment expliquer un aussi extraordinaire renversement des rôles? On en voit bien les raisons, tout humaines. Maurras croyait que l'expérience politique conduit à la monarchie, et comme la monarchie, en France, est historiquement liée à l'Eglise catholique, il était conduit à défendre l'Eglise. La discipline de l'Etat lui paraissait résider dans une hiérarchie rigoureuse; de cette hiérarchie il ne voyait pas de réalisation plus parfaite que celle de l'Eglise: raison suffisante pour façonner l'Etat à l'image de l'Eglise. Cette concordance satisfaisait sa raison. La discipline de l'Eglise, purifiant et contenant le mysticisme chrétien, lui semblait continuer directement l'œuvre de la pensée hellénique et de la politique romaine, qui avaient discipliné et rendu impuissants les mysticismes orientaux. La rai-

son catholique continuait la raison grecque; elle était comme elle un anneau de la chaîne éternelle. Voilà pourquoi cet humaniste, comme d'autres « catholiques athées », se mettait si décidément au service du théisme.

Mais on voit le point faible du système. Quoi que puisse penser un réaliste qui ne s'intéresse qu'aux faits, et qui ne se soucie pas de la vérité dogmatique des croyances, celle-ci finit toujours par prendre sa revanche des mépris qu'on lui oppose. Entre une mystique et une politique — bien qu'il soit entendu, depuis la séparation du spirituel et du temporel, qu'elles peuvent rester indépendantes l'une de l'autre — il doit y avoir harmonie, non contradiction interne. En cas de contradiction, le spirituel finit toujours, si on le maintient au premier plan, par l'emporter. Les catholiques du *Sillon* voulaient tenir la gageure de souder une discipline politique démocratique à une discipline religieuse autoritaire et absolue. Bien qu'ils en eussent strictement le droit, l'Eglise l'emporta; ils furent condamnés et se soumirent. En sens inverse, les royalistes athées de l'*Action française* prétendaient dissocier une discipline politique monarchiste d'une métaphysique transcendante qui seule lui donnait une justification mystique: une telle tentative nourrissait en elle le ver rongeur. L'immanence, l'humanisme engendre nécessairement, dans son développement logique, une discipline démocratique, fondée sur l'existence virtuelle ou réelle de la raison chez tous les membres du corps social, qui de ce seul fait sont citoyens. Dès qu'on veut instituer une discipline d'Eglise, qui sépare les humains en brebis et pasteurs, c'est dans l'ordre du transcendant, dans la révélation surnaturelle qu'on trouvera la seule justification immuable de l'Autorité. L'inéluctable question de la *Vérité* métaphysique domine tout.

Pour avoir, en positiviste un peu court, méprisé ou ignoré cette vérité; pour n'avoir pas cherché à compléter, comme faisaient d'autres conservateurs plus logiques, la discipline de la pensée et de la cité par la discipline de la croyance; pour avoir traité, comme un bon disciple de Machiavel, le spirituel et la mystique en choses purement temporelles, un Maurras se condamnait à éloigner de lui les éléments les plus vraiment spirituels des deux ordres. D'une part, si nombre de catholiques, en reconnaissance des hommages que rendait le théoricien de l'*Action française* à l'Eglise, passaient condamnation sur son athéisme, les chrétiens les plus fervents, même parmi les catholiques, ne cachaient pas leur aversion pour une doctrine qui donnait de la vérité révélée une justification purement humaine. Et d'autre part les fidèles de l'humanisme, qui éprouvaient le même besoin d'ordre, de clarté, de discipline rationnelle que l'auteur de l'*Enquête sur la monarchie,* ne fermaient pas les yeux sur le fait historique désormais inéluctable de la démocratie, et cherchaient un ordre politique et social qui la réglât, non qui la supprimât. Entre ces deux partis extrêmes, et seuls logiques, le doctrinaire de la monarchie athée, malgré sa merveilleuse activité et le cortège d'admirateurs fanatiques que suscite toujours une vigoureuse personnalité, s'interdisait toute large action d'avenir. Sa doctrine restait celle d'une élite dégoûtée, elle ne pouvait gagner le peuple.

* * *

Pour sentir ce qui manquait à Maurras il suffisait — spectacle plus instructif que tous les raisonnements — de considérer Péguy. Celui-là était bien du peuple.

Il en était par toutes ses racines, par ses vertus et par ses excès. Il était le peuple indompté, qui ne consent à se laisser brider par aucun joug, qui ne supporte aucune tyrannie. Il était le peuple républicain, le peuple libertaire, le peuple révolutionnaire, toujours prêt à prendre la pique ou le fusil et à monter sur les barricades, pour peu qu'on fasse mine de ne pas le traiter avec la déférence qu'il a conscience qu'on lui doit. Il était le peuple français: par là il était d'une autre espèce que Maurras. Et il avait aussi une vue bien plus large et bien plus exacte des vraies difficultés. L'ennemi, pour lui, ce n'était pas seulement la démocratie, système politique qui, en tant que système, le laissait indifférent, aussi indifférent que la monarchie; ce n'était pas non plus le seul Etat, bien que, pressentant là un adversaire plus direct, et comme plus personnel, Péguy commençât déjà à s'acharner. L'ennemi, c'était ce qu'il appelait, d'une expression plus mythique et plus globale, le « monde moderne ».

Le monde moderne... Pendant plus de dix ans les abonnés clairsemés et fidèles de ces livrets blancs ou jaunes, soigneusement imprimés, fignolés jusqu'à la manie, qui s'appelaient les *Cahiers de la Quinzaine,* ont attendu périodiquement, avec une sorte de fièvre où l'irritation d'avance escomptée restait un plaisir, ces réquisitoires massifs, diffus, souvent sans justice, intolérables, passionnants, dont il n'est pas ici question d'apprécier la manière, contre cet ennemi personnel du maître de la maison. Le monde moderne, pour Péguy, c'était un monstre informe, sous le nom duquel il confondait, pour les vouer à la même exécration, bien des choses qu'unissent, en effet, de secrètes affinités logiques; qui sont, au moins en apparence, du même ordre. C'était la technique et c'était l'industrie, l'intellectualisme et la démocratie, le monde des machines, des urnes et des fiches. C'était, écrasés sous le même

anathème, les écoles, les laboratoires, la Sorbonne, les comités électoraux, les partis, les banques, tous les états-majors et toutes les églises. C'était tout ce qui, suivant la définition antique, se pèse, se compte et se mesure; ce que le maître direct de Péguy, Bergson, avait appelé le monde de l'intelligence discursive et de la matière; et ce qu'un essayiste profond, Guglielmo Ferrero, a, depuis, nommé le domaine de la *quantité,* dont il s'est demandé s'il n'étoufferait pas la divine *qualité.* Vue autrement large qu'un simple problème politique. La *qualité* réussira-t-elle à dominer les nouvelles formes de barbarie que l'industrie moderne a déchaînées? C'est le problème le plus angoissant d'aujourd'hui. La gloire d'un Péguy est de l'avoir posé.

L'a-t-il résolu? Que l'on aimerait à répondre oui! Que l'on aimerait à dresser, en face de la France du passé, la fière image, bien en pied, de la France de l'avenir! Cette joie nous sera refusée. Péguy n'était pas plus ce que la nouvelle France aurait dû être que Maurras n'était l'ancienne. Ces deux hommes si différents manquaient chacun à son destin; ni l'un ni l'autre n'incarnait pleinement son *idée.*

Péguy voyait bien le problème: sauver la qualité des étreintes toujours plus pesantes de la quantité, l'esprit de la matière; mais il n'a pas vu, — forçant en cela la pensée beaucoup plus prudente de Bergson, — que la qualité elle-même ne peut être sauvée qu'en s'insérant en quelque mesure dans la quantité; que celle-ci exprime et porte en même temps qu'elle menace. Certes, cette insertion n'est pas parfaite. Les effusions qualitatives ne peuvent passer dans l'ordre de la quantité qu'en abandonnant le plus original d'elles-mêmes, comme la pensée qui s'analyse dans le langage. L'opération est pourtant nécessaire; faute de s'y résoudre, les rêves les plus hauts ne sont même pas soupçonnés,

les espoirs les plus généreux ne prennent pas le chemin même d'une chétive réalisation.

Ainsi parle l'homme de mesure et de raison. Ainsi parlait un Maurras, qui, lui, ne concevait la qualité que dans l'art et répudiait la mystique. Ainsi parlait même un Pascal, qui savait que l'union du spirituel et du temporel est la condition misérable de notre nature mortelle, et qu'on risque de faire la bête en voulant n'être que l'ange. Mais le libertaire Péguy, ennemi de toute limite, n'était pas un homme de mesure et de raison. Dans son amour frénétique de la liberté, de la mystique, de l'esprit pur de toute entrave, il ne voulait pas voir les conditions temporelles de réalisation de l'idéal et les obligations de toute vie sociale. Il n'admettait pas que la pensée, si elle veut se plier à une discipline et se rendre communicable, doit nécessairement prendre pour guide la raison; que la liberté ne peut prendre corps que dans une organisation, la croyance dans une église, la mystique dans une politique. De ces nécessités sociales, Péguy ne voulait voir que les inévitables dégradations, et il fonçait dessus. De quelle pluie d'anathèmes n'accablait-il pas les esprits gris, ternes, moyens, les fonctionnaires, les sorbonnards, bref les suppôts du « monde moderne » qui, par probité intellectuelle, — où il découvrait les plus noirs desseins, — se refusaient à simplifier à ce point la vie de l'esprit et des sociétés! Beaux mouvements, matière à superbes développements: que pouvaient-ils créer? surtout, que pouvaient-ils faire durer?

Jugement peut-être trop absolu, on trouverait dans Péguy des indications contraires. Il accordait parfois que la politique est nécessaire et légitime, à condition qu'elle ne fasse pas oublier la mystique. Il écrivait très bien, en lettres grasses, dans *Notre Jeunesse:* « L'essentiel est que dans chaque ordre, dans chaque système, la mystique ne soit point dévorée par la poli-

tique à laquelle elle a donné naissance. » Mais cette concession toute superficielle, faite du bout des lèvres, ne l'intéressait pas; il donnait à entendre ensuite que toute politique dévore nécessairement toute mystique, et c'était un beau massacre. Ainsi, des deux devoirs qui s'imposent au croyant désireux d'être un homme d'action: d'abord avoir une foi, puis accepter les conditions d'insertion de cette foi dans la pratique, Péguy ne voyait, ne voulait voir que le premier; tout ce qui touchait au second lui paraissait une corruption.

Ou bien, quand il avait confiance en des hommes politiques, c'était précisément en ceux qui semblaient les plus étrangers à toute espèce de mystique, qui étaient des administrateurs, des praticiens purs : un Alexandre Millerand. Dès que les politiques n'avaient pas entièrement oublié la mystique, ils lui paraissaient la trahir en voulant la réaliser, et il retrouvait toutes ses colères: d'où sa haine contre Jaurès. Par là, Péguy se trouvait voisin de Maurras, de si loin qu'ils vinssent d'autre part. Maurras aussi aimait les politiques républicains dans la mesure où ils avaient cessé d'affirmer leur foi républicaine, où ils eussent fait d'excellents commis du roi, étrangers à tout idéal politique. Dès qu'ils affirmaient bien haut qu'ils ne renonçaient pas à leur idéal et qu'ils entendaient le faire passer dans les faits, la guerre au couteau recommençait. Un politique chrétien se refusait-il à oublier le christianisme? il fallait l'abattre, et Maurras dirigeait ses coups contre Sangnier. Un politique républicain représentait-il hautement le génie démocratique? Jaurès était honni par Maurras comme par Péguy. Etrange fortune des polémiques. Péguy attaquait Jaurès parce qu'il ne le trouvait pas assez républicain, et Maurras parce qu'il l'était trop. Mais Maurras ici voyait plus clair que Péguy.



Donc Péguy, pas plus que Rolland, ne se souciait de ce qu'un homme d'Etat, qui, lui, ne péchait pas par excès de mysticisme, a depuis appelé les « réalisations ». C'était la force de ces écrivains; c'était aussi leur faiblesse, car toutes les réalités ne sont pas mystiques. Ils ne se souciaient pas non plus de bien élucider les concepts, de les creuser, d'en faire sortir toutes les conséquences logiques, n'ayant que mépris pour cette besogne analytique. Et cela les amenait à d'étranges classifications, car ils devaient, quoi qu'ils en eussent, et à peine de ne pas penser, classifier. Pour Péguy, par exemple, la révolution, la république, — la république des « vieux républicains », — étaient choses d' « ancien régime »; le nouveau, le « monde moderne » ne commençait qu'avec la démocratie, les premières institutions de la troisième république, le socialisme parlementaire. « La République était un certain système de gouvernement ancien régime fondé sur l'honneur, et sur un certain honneur propre et un gouvernement ancienne France », est-il dit dans *Notre Jeunesse*.

On sursaute, on sent se brouiller les notions les plus fermes. La Révolution, la république, qui ont détruit l'ancien régime, choses d'ancien régime? Demandez à Maurras, dont on éprouve ici l'utilité : il vous dira ce qu'était l'ancien régime, et quelle aberration intellectuelle il y a à faire rentrer dans sa définition ce qui l'a détruit. Ou plutôt, sans même invoquer Maurras, qu'on s'adresse à un révolutionnaire, au révolutionnaire type, et par surcroît à un autre maître, — il le disait du moins, — de Péguy: P.-J. Proudhon. L'auteur de la *Justice* vous dira, avec netteté, rudesse et passion, que l'ancien régime est le système de la

« transcendance » et de l' « Eglise », et que le nouveau, la république, est celui de la « Révolution », de l' « immanence ». Voilà l'opposition fondamentale, qui illumine tout, et que tous les efforts de dialectique ne peuvent résoudre en synthèse. On retrouve la vérité historique et logique.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à retenir de la distinction de Péguy? Que non pas! L'honneur, mot nouveau, et si émouvant! C'était le point névralgique de Péguy. Pour lui, le monde moderne était sans honneur, il avilissait. « Le monde moderne avilit. C'est sa spécialité. » Et il avilissait, selon Péguy, précisément parce qu'il s'efforçait de traduire en quantité ce qu'il y a d'éternellement ineffable dans la qualité. Les « vitreux » et les « machinateurs », les « topographes » et les « lexicographes », et les socialistes et les démocrates sentaient alors le sifflement du fouet. Mais c'était un bel exercice, ce n'était pas une solution. Il n'y a rien d'avilissant à faire honnêtement son métier, à travailler dans un laboratoire ou un « séminaire » à l'avancement de la science, pourvu que cette science ne se mue pas en théologie. Péguy lui-même le savait bien, qui respectait la science et n'avait que le tort de travestir tous les universitaires en théologiens. Il n'y a rien d'avilissant non plus à voter, à « déposer son bulletin dans l'urne », qu'il s'agisse d'élire un député ou un secrétaire de syndicat, pourvu qu'on ne croie pas, par cette procédure, résoudre toutes les difficultés et atteindre le sacré. Péguy le savait bien aussi, qui honorait les « vieux républicains » quand ils accomplissaient cette fonction avec un profond sérieux. Là était l'honneur propre de la démocratie: « un certain honneur propre », disait très bien Péguy, quitte à bafouer ce qu'il avait commencé par honorer. Mais si voter était honorable autrefois, pourquoi ne le serait-ce plus aujourd'hui? J'entends le vote en toute sincé-

rité et pureté de conscience, exempt de compromissions et de tripotages, en tout honneur.

Car on ne peut concevoir qu'un régime, pas plus qu'un homme, puisse vivre sans honneur, pas plus qu'il ne peut vivre sans « vertu ». Seulement l'honneur change avec les ordres; il n'est pas le même dans la transcendance et dans l'immanence, dans la république et dans la monarchie. L'honneur, dans la transcendance, consiste à être un fidèle sujet, à dompter les rébellions du sens propre, à suivre exactement la parole de Dieu et les ordres des autorités légitimes. L'honneur, dans l'immanence, et plus particulièrement dans la démocratie, consiste à être exactement un citoyen, un producteur, un homme; à en accomplir toutes les obligations; à ne se refuser ni au droit ni au devoir, à maintenir sa dignité. L'avilissement, dans le premier cas, c'est la révolte; dans le second, l'indifférence ou l'abdication.

Ainsi la distinction de l'ancien et du nouveau régime, essentielle chez Péguy et essentielle en effet, doit être entendue autrement qu'il ne la concevait. Elle est philosophique et logique plus encore qu'historique; elle est celle de deux systèmes de pensée qui coexistent dans le temps, plutôt que de deux périodes qui se succèdent. Chaque système a son *idée*, son principe essentiel et les institutions qui le réalisent: bref, sa foi et ses rites, sa mystique et sa politique. Une telle opposition n'a pas commencé en 1881, ni même en 1789: elle s'est fait jour avec le premier homme qui a rejeté le premier dieu. Aujourd'hui encore les deux systèmes sont en présence, et il se peut qu'ils le soient toujours, car il est possible que des âmes aient toujours besoin de Dieu, de même que d'autres n'en pourront jamais accepter l'idée. Seulement il reste vrai que l'ancien régime politique était

exactement accordé avec l'ancien ordre théologique, et que depuis qu'on l'a rejeté, en France du moins, il faut reconstituer, pour soutenir le nouvel ordre politique, un nouveau système idéologique. C'est le sens de la révolution, mère de l'immanence et de l'humanisme.

Cet ordre nouveau, les révolutionnaires eux-mêmes ne l'ont pas toujours soupçonné ni vu tout de suite clairement, puisque, de la fantasmagorie de l'Etre suprême ou des mascarades de la Raison au catholicisme des démocrates chrétiens, ils se sont souvent ingéniés à concilier des inconciliables. Il faut arriver à l'auteur de la *Justice* pour voir le problème dans toute sa netteté. Mais enfin la logique est là, qui finira bien par l'emporter. La tâche des penseurs d'aujourd'hui devrait être de continuer Proudhon, de contribuer à poser, dans toute sa dignité et sa beauté, ce système de l'*humanisme* qui est la loi du monde nouveau. Voilà ce qu'on attendait d'un Péguy, et ce à quoi il a manqué. Et pour lui la défaillance était plus grave, elle prenait figure d'un reniement...

C'est ici le point vraiment douloureux, le péché grave contre l'esprit. Péguy avait fait naître de si magnifiques espoirs! « A tous ceux et toutes celles qui auront vécu leur vie *humaine* », avait-il dit dans la dédicace de sa première *Jeanne;* et à chaque ligne de cette dédicace déjà maniérée et puissante le mot *humain* revenait, comme un refrain. Péguy s'annonçait comme un maître non de rationalisme — puisqu'on a fait un sort à ce malheureux mot, devenu inintelligible à force d'être défiguré, — mais d'humanisme intégral. L'humanisme, c'est-à-dire l'épanouissement de toutes les puissances de l'âme, des puissances d'invention comme de celles de discipline; l'humanisme, qui crée dans la fièvre les religions, les philosophies,

toutes les formes d'art, et qui devient ensuite assez clairvoyant pour reconnaître son ouvrage et expliquer la genèse de ses propres créations; l'humanisme, modeste et fier, qui sait la faiblesse de l'homme parce qu'il connaît ses origines, mais le croit assez fort pour « porter humainement remède au mal universel humain »; l'humanisme, âme du monde moderne... Un poète s'était levé pour le chanter.

Et soudain le poète défaillait. L'humanisme se renonçait, se muait en son contraire, en un surnaturalisme dont il avait commencé par expliquer la genèse tout humaine. L'immanence passait dans le camp de la transcendance, Péguy adorait ce qu'il avait brûlé. Il était devenu chrétien et catholique. Et il était devenu, non un admirateur du christianisme et du catholicisme, ce que se refusent seuls à être historiquement quelques sectaires d'esprit borné, mais un croyant, un fervent de la transcendance. Que le héraut de l'humanisme en vînt à rejeter hors de l'humanité des forces qu'il avait d'abord enseigné à situer en elle; qu'il doutât de cette nature humaine et la déclarât incapable de se sauver par ses seules forces, après lui avoir fait si expressément confiance, cette conversion certes restait respectable — comme sont respectables tous les enfantements sincères et mystérieux de l'esprit, — mais qu'elle était amère!

Si dure qu'elle fût, il fallait l'accepter. Une conversion est une conversion, une coupure une coupure, une révolution une révolution. Le coup assomme, mais on fait front. Et on recommence dans l'ordre nouveau. On a nié la coupure dans l'œuvre de Péguy. Son biographe et son ami, Daniel Halévy, qui avait d'abord parlé de conversion, s'est repris, et a écrit *promotion*. Et il est bien vrai que le caractère de Péguy n'avait pas changé, qu'il restait d'un bloc, d'un seul tenant, que son christianisme était plus révolutionnaire qu'é-

vangélique, et que son catholicisme était tout chargé d'hérésie. Mais les oppositions, si on ne les voit pas, en sont-elles moins des oppositions? Ne nous dupons pas. Promotion implique continuité, changement de degré, non de nature, évolution *dans le même ordre.* Il y a promotion entre la raison humaine et une mystique humainement conçue comme dépassant la raison; il n'y a pas promotion, il y a coupure et déchirement entre la raison et une mystique qu'on déclare tenir d'une *autre source* que la nature humaine. Il y a promotion entre tous les degrés de l'immanence, comme entre tous les degrés de la transcendance, mais non entre l'immanence et la transcendance; un abîme les sépare. Il y a promotion entre toutes les inventions, toutes les créations du génie humain, quand on les considère comme telles, mais non entre ce que crée le génie humain et ce qui est affirmé lui venir d'ailleurs. Bref, il ne peut y avoir aucune continuité entre deux principes qui s'opposent aussi radicalement que l'humanisme ou le surnaturalisme, exactement compris. Aucun pont, aucune échelle de Jacob ne peut les relier...

Ainsi donc Péguy manquait à sa mission. Il méconnaissait l'âme du monde moderne, parce qu'il ne voulait pas reconnaître à quel prix, par quelles institutions, au besoin par quels mécanismes cette âme doit s'exprimer. Après avoir fièrement proclamé, dès ses premières lignes, que l'humanité se sauverait elle-même, il en était arrivé à chercher dans le contraire de l'humanisme le salut des hommes et de la cité. Il se renonçait... Ah! que cette conversion fût explicable humainement, qui ne l'accorderait? Il faut avoir brûlé de la même flamme que Péguy, avoir vu ce qu'étaient devenus, dans la pratique, ces hauts principes de spiritualité, le républicanisme, le socialisme, le dreyfusisme, pour comprendre son écœurement. Je ne dis pas

pour partager ses haines, pour approuver ses jugements sur les hommes qu'il a nommément frappés : il a été, presque toujours, sans justesse et sans justice. L'absolu de ses exigences l'empêchait de rien pardonner aux contingences de l'action, et il semble qu'il en ait souffert lui-même. Mais cette triste vision de l'abaissement des caractères, cette vision d'une société où triomphent trop souvent, de la solidité timide ou dédaigneuse, les plus malins ou les plus médiocres, qui osera dire qu'elle est fausse? Qu'il soit aimé pour sa pure tristesse, dit Daniel Halévy, et plaint pour l'autre! qui n'accéderait à ce vœu ? Mais quoi ! les démocrates et les « humanistes » ont-ils seuls le privilège de compter parmi eux des défaillants et des corrompus? La clairvoyance de Péguy se fût vite aperçue du contraire: il commençait déjà à ne pas ménager ses nouveaux amis. Et la petitesse ou la faiblesse des ouvriers n'empêche pas la grandeur de l'œuvre; l'imperfection de l'instrument n'est pas une raison suffisante pour le jeter, encore moins une raison de tout briser. Le manque de raison, l'infidélité à la première mystique reviennent au cœur. C'était une grande tristesse que ce renoncement, quand on avait tant espéré...

Mais qu'importent devant la mort ces réserves pourtant nécessaires? Péguy n'a pas trouvé le secret du monde moderne; sa solution est débile et sa rétractation décevante. Et ses pamphlets ne valent que par la souffrance qu'ils décèlent. Mais il est impossible de n'être pas touché par la noble passion qui frémit dans cette œuvre, le désir de *sauver*. Et il a donné sa vie pour une œuvre de salut où chacun peut le suivre et l'envier, il est mort pour sauver la dignité du patriote et du citoyen. Le patriotisme, le sacrifice, la mort pour son pays, dans une juste guerre: ici toute discussion

est dépassée. Que leurs voix vinssent de l'immensité d'en haut ou de celle de leur cœur, une Geneviève, une Jeanne, — la Jeanne du premier in-octavo comme celle des *Mystères,* — et les volontaires de l'an II, et les vieux grognards et les jeunes conscrits de Napoléon, les héros de Péguy, comme ceux de Hugo, ont sauvé leur pays ou ils ont sauvé l'honneur. Cela suffit, ils sont sanctifiés, et nous écoutons tous les hymnes. Par là Péguy demeure et vit. Ce disciple de Michelet prend place dans la grande tradition française, dans la lignée de ceux qui sont étrangement remués par le rôle spirituel de notre pays, quelque mission qu'ils lui imposent. Une agression allait venir, qu'il prévoyait, et qui réalisait, celle-là, d'une façon effroyable, l'idée qu'il se faisait du monde moderne, la préparation technique la plus poussée mise au service de la plus sombre barbarie de pensée. La vague est venue, elle l'a submergé, avec tant d'autres, et devant cette glorieuse destinée le passé s'abolit. Il ne reste qu'un grand respect, celui qu'on doit à tout adversaire qui meurt ou qui se bat pour une idée, même si cet adversaire, un Maurras, un Péguy, ne s'est pas toujours exactement plié à la discipline de la justice.

CHAPITRE V

LE DIVORCE INTELLECTUEL

Maurras, Péguy: dans une étude parue la veille même de la guerre, et aussi intelligente, fine et solide dans l'analyse concrète que parfois flottante sur les principes, Daniel Halévy a cru pouvoir rapprocher ces deux hommes (1). Par-dessus leurs différences, qu'il ne nie pas, il les voit encore plus semblables, unis par le lien supérieur à tout: l'amour du pays. Grave erreur de diagnostic. Ce qui rapproche ou sépare les hommes est bien moins le *désir* de sauver, élan de sensibilité passionnée qui brûle des cœurs très divers, que la *manière* de sauver. Et là-dessus le dialecticien et le poète s'opposent irréductiblement: ils ne sont pas de la même race. L'autoritaire, le machiavélique Maurras, l'homme des disciplines rigides, des subordinations étroites, par-dessus tout l'ennemi de la liberté politique, ne voyait pas de fléau comparable à la « mystique » du libertaire Péguy. Cette mystique sans doute était dédaigneuse des formes démocratiques, mais elle eût rué bien davantage encore dans l'organi-

(1) *Quelques nouveaux maitres*, édition des *Cahiers du Centre*. — M. Daniel Halévy a publié de nouveau ces études, remaniées, dans un récent volume: *Charles Péguy et les Cahiers de la Quinzaine*, Payot. La première partie est une biographie psychologique d'une pénétration et d'une finesse d'explication dignes, disons-le, de Sainte-Beuve. Les réserves de doctrine ici formulées subsistent.

sation monarchique, elle s'y fût débattue jusqu'au musellement ou au bâillon. Dans le libertarisme d'un Péguy, sans frein, sans mesure, inquiétant jusque dans ses admirations et ses approbations, un Maurras voyait avec horreur la source sans cesse jaillissante de la turbulence, de la rébellion, de la révolte, de ce qu'il haïssait le plus au monde: l'esprit révolutionnaire, le *désordre*. Et il lui eût rudement imposé silence. Non, n'essayons pas de les accorder.

Mais la confrontation de leur œuvre permet de préciser le problème qui se pose à notre société d'aujourd'hui, qui se posera demain comme il se posait hier: appliquer le génie d'organisation dont Maurras sentait si profondément la nécessité — et que nous avons appris depuis tragiquement à connaître — à l'insertion dans l'ordre temporel de la mystique de Péguy. Celle-là aussi, nous avons appris ce qu'elle vaut; des milliers d'hommes une fois de plus l'ont consacrée en mourant pour elle; il s'agit de mieux la faire vivre. Maurras était l'homme d'ordre, et sans ordre pas de société; mais il ne concevait l'ordre que dans l'étouffement des diversités spirituelles. Sous prétexte d'organiser la vie il ôtait le goût de vivre, il n'organisait que l'asphyxie. Péguy donnait, lui, le goût et l'exemple de respirer librement, frénétiquement, mais il ne voulait pas voir les conditions organiques de la respiration dans la vie en société. La mystique — la première mystique — de Péguy n'a pas cessé d'être la plus belle, celle que devra faire vivre la France de l'avenir, mais il faut consentir à lui donner un corps. L'œuvre de demain sera de réaccorder la politique démocratique et la mystique républicaine, afin d'empêcher la dégradation de l'une et l'impuissance de l'autre. Dur travail, et qui demandera des caractères. Il faut le voir tel qu'il sera.

Qu'on le veuille ou non, quels que soient les mépris

de mystiques ou les dédains de grands seigneurs, l'organisation de la mystique républicaine s'appelle la démocratie et le socialisme. Elle n'est pas terminée, elle n'agonisait pas en 81, elle commençait à peine; et comme tout ce qui commence elle tâtonne et trébuche. Mais c'est sur elle qu'il faut se prononcer.

On le peut de deux façons, il y a deux attitudes logiques, hautement dignes de respect. L'une consiste à condamner la démocratie et le socialisme, à les condamner radicalement, sans appel, dans leur esprit comme dans leurs œuvres, à revenir à l'ancienne France, telle qu'on la rêve. C'est, moins son couronnement théologique, celle de Maurras. Elle est nette et sans issue, mais on s'incline.

Nette aussi est l'attitude contraire, celle qui parie pour la liberté et l'égalité, et qui, sachant que toute mystique ne se réalise que par des institutions nécessairement imparfaites, travaille à les insérer dans les sociétés humaines, au moyen de mécanismes qu'il faut bien appeler, puisqu'il n'y a pas d'autres mots, démocratiques et socialistes. Ce qui ne se conçoit pas, c'est l'attitude intermédiaire, celle qui consiste à glorifier l'esprit ou le génie de la Révolution en maudissant ses œuvres, à célébrer la liberté en accablant de sarcasmes les institutions qui commençent, gauchement, à la réaliser. On peut, certes, critiquer. Dès qu'on est installé à l'intérieur d'un ordre, le transcendant ou l'humain, — et il faudrait dire seulement l'humain, parce que c'est le seul où la critique ne soit pas gênée par des interdits d'en haut —; dès qu'on a fait le choix définitif, on est à l'aise pour rabrouer tout ce qui, dans cet ordre, ne paraît pas conforme à la mystique proclamée, et pour ramener les défaillants au respect des principes. Mais il faut d'abord opter, et ne pas glorifier un esprit si l'on se propose ensuite d'en désavouer les

œuvres. Si l'on se déclare catholique et monarchiste, il ne faut pas miner le principe de l'autorité révélée et de droit divin; si l'on installe dans l'humanisme et qu'on parie pour la république et la démocratie, il ne faut pas dédaigneusement jeter bas le principe du droit humain et le suffrage universel. Cela ne veut pas dire que les réalisations en soient parfaites, ni que les institutions fonctionnent sans à-coups, mais cela veut dire qu'il faut opter. Ou la monarchie ou la démocratie, ou la Révolution ou l'Eglise. Il faut choisir.

* * *

Mais choisir, on n'y pensait guère. Il semblait que cette attitude virile fût au-dessus des forces des individualités distinguées et pleines de talents, mais mièvres et languides, qui abondaient dans cette société décomposée. La finesse, la subtilité emplissaient les revues, les théâtres, les cénacles, les salons; mais la force, la décision? On s'en passait: il était si délicieux de butiner toutes les fleurs! La pensée était ingénieuse; la philosophie, à la suite de Boutroux, Poincaré, Bergson d'une part, et de l'autre Durkheim, poussait jusqu'au paradoxe la critique de la science ou s'efforçait de constituer une sociologie de plus en plus rigoureuse. Mais de ces deux directions la dernière, celle de Durkheim, était considérée par les penseurs à la mode comme trop lourde et austère, et peu propre à procurer les succès de salon. Et si les doctrines de Poincaré ou de Bergson étaient les créations d'un génie véritable, et continuaient dignement la grande tradition philosophique française, leurs disciples en exagéraient la tendance irrationaliste jusqu'à dissoudre l'esprit dans une fantasmagorie évanescente où s'abîmait l'armature de la pensée claire et sociale.

Et l'on tirait de l' « intuition » bergsonienne des justifications aussi imprévues que déconcertantes : ici une renaissance de l'apologétique catholique qui aboutissait à faire de la transcendance révélée un simple besoin de l'immanence naturelle et humaine; là une apologétique de la grève générale qui, par haine des utopies intellectualistes, exaltait farouchement les mythes violents et moteurs (1). Témoignages sans aucun doute d'un extrême raffinement de pensée, mais qui par désir excessif d'originalité en arrivait à répudier les plus saines et les plus solides disciplines de la raison.

Dans les jeunes générations un effort sérieux commençait pourtant à se dessiner, pour réagir contre la veulerie ou le scepticisme de leurs aînés. Il n'en faudrait pas chercher l'expression dans les enquêtes sur la jeunesse, ou dans les hymnes à « l'action » et à « l'intuition » qui commençaient à foisonner. Ces exaltations superficielles n'étaient qu'une fantaisie de plus, la projection dans des cénacles ignorants et prétentieux d'un vague bergsonisme, dont le maître sans doute n'eût pas été bien fier, et qui servait à recouvrir des appétits très positifs, dénués de tout mysticisme. Les formes les plus sérieuses, les plus décidées de cet effort étaient d'ordre politique, on les constatait à droite comme à gauche. Maurras avait fait école, une école peu nombreuse, mais cohérente et intelligente, à laquelle on ne prêtait pas assez d'attention. D'un autre côté, par réaction et contre Maurras, et contre leurs chefs défaillants, de jeunes radicaux s'efforçaient soit de faire revivre la mystique du parti, soit d'en préciser ou d'en renouveler la doctrine; et bien entendu ils commençaient par se déchirer à belles dents, la

(1) Voir notre *Philosophie syndicaliste* (Bernard Grasset).

mystique et l'organisation ne pouvaient là, pas plus qu'ailleurs, se compléter. Plus loin, des démocrates chrétiens, catholiques ou protestants, fervents, purs, désintéressés, reprenaient l'œuvre impossible de concilier les deux ordres, condamnés par l'Eglise, repoussés par la démocratie, ou ignorés du pays. Et à l'écart de cette agitation, curieux, dédaigneux ou désespérés, des artistes orgueilleux, un Suarès, un André Gide, gravaient dans un style dense et singulier leurs inquiétudes, leurs inventions délicates, leurs frénésies et leurs dégoûts...

Curieuse époque, intéressante à étudier pour le psychologue ou l'anatomiste social, inquiétante pour le moraliste. Cette société souffrait de tous les excès de la vie urbaine, où l'extrême raffinement, le scepticisme, le maniérisme de la pensée et du style, toutes les inventions du plaisir et du luxe poussent sur le terreau de la misère et de l'inculture populaires. Dans la littérature, les arts, les modes, sauf quelques puissantes exceptions, ce n'était que bizarreries et débilité. Les jeunes écrivains avaient perdu tout contact avec la vraie sève populaire; ils n'étaient préoccupés que de plaire à une bourgeoisie qui avait tout oublié de ses hardiesses d'autrefois, et qui s'efforçait de cacher, sous les dehors misérables d'un renouveau spiritualiste, son profond désir de régression sociale; ils ne pouvaient donc que produire un art anémié, une littérature de serre chaude, à la pensée mièvre et à la forme tarabiscotée.

Et les maîtres qu'ils se donnaient ne pouvaient que les enfoncer dans ces aberrations. Le recul manque sans doute pour voir les choses dans leur plan; on peut pourtant se demander ce qu'on pensera dans un demi-siècle des « chefs-d'œuvre » que l'on saluait alors de ce nom, et du goût d'une société qui honorait leurs auteurs comme des maîtres. Chose plus grave, on se

demandera par quelle aberration on a pu les prendre, et peut-être ils se sont pris eux-mêmes pour des « classiques ». Car ceci est le plus admirable. On sentait, on éprouvait le besoin d'une renaissance classique ; on aspirait, comme dans toutes les époques trop faibles, au grand art, aux disciplines sévères, au génie. Les théories et les manifestes ne manquaient pas, tous d'un beau souffle, tous irréprochables. Et les réalisations que l'on donnait de cette renaissance du classicisme et de ce génie effareront plus tard par leur pauvreté et leur barbarie. Mais la société riche, blasée, polie, à qui cette naïveté ou cette barbarie donnait le frisson du nouveau, était toute disposée à lui trouver un goût d'éternité !

Ou bien on s'adressait aux vrais maîtres, aux grands artistes, mais on les cherchait presque tous à l'étranger, et c'était bien plus leur exotisme, leur imprévu, et encore leur barbarie, que la plupart aimaient en eux, que leur maîtrise. D'où une épidémie de snobisme qui gâtait les plus légitimes exaltations. Aussi c'était un beau chaos que cette admiration des maîtres étrangers. La musique de Wagner, la dure discipline de Nietzsche, bien qu'elles fussent d'inspiration et de tendances opposées, étaient goûtées comme on avait goûté ou comme on goûtait encore, pêle-mêle, dans une anarchie dont on se rendait à peine compte, le mysticisme évangélique de Tolstoï ou l'individualisme d'Ibsen, l'irrationalisme de James ou de Bergson, les doctrines les plus guerrières de Proudhon et de Sorel, toutes les formes de la réaction contre ce que l'on croyait être le rationalisme et la démocratie. On avait joué Richard Strauss, Gerhart Hauptmann ou Beyerlein comme on jouait maintenant Dostoïevsky et Bernard Shaw, Moussorgsky ou Stravinsky. Toutes ces nouveautés produisaient, toutes proportions gardées, sur les esprits trop cultivés de ce commencement du XXe siè-

cle, une impression comparable à celle qu'avait produite, plus d'un siècle auparavant, sur une autre société également malade d'un excès de raffinement, la puissante rusticité de Rousseau.

Mais celui-ci, bien entendu, on ne songeait à lui que pour le honnir. N'était-ce pas, malgré ses misères et ses contradictions, un véritable annonciateur des temps nouveaux? Annonciateur incomplet, sans doute, encore enfoncé dans l'absolu de la transcendance, d'où il avait tiré un despotisme non moins tyrannique que l'ancien. Annonciateur infidèle, en ce qu'un vagabond et un malade était peu propre à glorifier les saines disciplines du travail. Annonciateur pourtant, père authentique d'une démocratie rationalisée aussi bien que d'une perversion du sentiment, et resté du peuple dans une société qui en oubliait jusqu'à l'existence. On peut ne pas aimer Rousseau, avoir horreur de ses vices, de son parasitisme et de son charlatanisme. Mais on restera toujours étranger au sentiment démocratique si l'on est insensible à ce qu'il y eut de fierté, de dignité civique et plébéienne, de sentiment juridique chez le citoyen de Genève, et si l'on n'est pas touché par son amour véritable de la simplicité des mœurs. Or c'était ce qui répugnait le plus à cette société dédaigneuse. Sans doute on honorait officiellement un des fondateurs du régime, mais le « monde » et « l'élite » se détournaient avec un sourire méprisant de ces consécrations sans chaleur. Et les thuriféraires eux-mêmes avaient eu souvent le sentiment de n'accomplir qu'une corvée.

Car il faut bien constater, une fois de plus, un phénomène presque constant: la réaction sourde de l'élite lettrée contre l'esprit du régime, quel que soit d'ailleurs ce régime, simplement parce qu'il est en possession du pouvoir. Sous la monarchie ou l'empire il avait été de bon ton pour la bourgeoisie et le « monde »

d'être voltairien, et c'est l'Eglise qu'on frondait. En politique le mot d'ordre avait été d'être très libéral, républicain, voire socialiste ou socialisant. Maintenant que ces tendances l'avaient emporté, qu'elles s'étaient en quelque sorte figées ou cristallisées dans les institutions, qu'on les célébrait officiellement, et qu'elles s'insinuaient par l'école et la presse jusque dans l'esprit simpliste du dernier des manants, il n'était plus possible de répéter une phraséologie prostituée par les politiciens et la vile populace; les convenances et le savoir-vivre — sans parler des intérêts qu'ils recouvraient — faisaient une loi de réserver ces tendresses à l'adversaire de la veille, d'adorer ce qu'on avait brûlé. On était redevenu catholique, voire royaliste. Une partie de la « société », sans doute, restait fidèle au régime, mais on sentait trop qu'elle en vivait; elle n'en avait pas plus le véritable sentiment que la bourgeoisie conservatrice; elle n'était pas la dernière à le « blaguer », et avec quel esprit! C'est ainsi qu'on était arrivé à trouver de la profondeur, de la fraîcheur et du génie à des littérateurs dont l'histoire oubliera les noms. Une société sans assises a les écrivains qu'elle mérite.

*
* *

Triste produit, naturel et logique, d'une société désaccordée. Il était impossible de trouver un divorce plus complet que celui que l'on était obligé de constater, dans les années qui précédèrent la guerre, entre le peuple de France et la littérature qui prétendait le représenter, entre la société française au sens large et plein du terme, et ce que les mondains et les gens de lettres appelaient la « société ». La littérature avait rompu toute attache avec le vrai peuple de France, elle n'exprimait que les mœurs, les idées, les pas-

sions, les caprices de la société mondaine. Et cette société mondaine ne représentait pas, — ce qui eût dû être sa fonction — une élite véritable, une aristocratie au plein sens du mot, préoccupée d'élever le niveau de la culture populaire et d'exprimer les plus hautes tendances, les plus beaux tourments d'art et de pensée de l'époque où elle vivait; elle ne songeait qu'à son plaisir et prenait pour des créations de pensée et d'art les vagissements les plus frivoles ou les essoufflements d'un art inachevé.

Le peuple français travaillait; il peinait rudement, fermement, et la littérature n'était pleine que des inventions et des passe-temps d'oisifs. Le peuple français était de mœurs saines, honnêtes et solides, et la littérature n'exprimait que dévergondage sensuel et aberrations de l'esprit. Le peuple français, malgré ses entraînements passés, était foncièrement républicain, démocrate, pacifique, et la littérature faisait croire que le conservatisme, le royalisme, le goût des aventures recommençaient à mordre sur lui. Le peuple français, enfin, ou suivait sans y entendre malice les rites traditionnels qu'il ne cherchait pas à raffiner, ou était résolument orienté, quoique encore timidement, vers la foi humaniste, et la littérature laissait entendre qu'il avait le regret ou le repentir de ces hardiesses, et qu'il regardait de nouveau vers un catholicisme étrange et frelaté. Divorce irrémédiable, dont les conséquences étaient mortelles. Car l'étranger, car l'ennemi, qui nous jugeait par notre littérature et ignorait la vie profonde de notre peuple, montrait avec mépris cette image infidèle et se promettait de conquérir sans délai une proie facile.

En observant mieux, cependant, en jetant sur cette société un regard plus fidèle, il n'eût pas été difficile de trouver les germes d'un art nouveau, d'une littérature en plein accord avec les mœurs et l'esprit de la

race; germes seulement, encore timides et maladroits, mais gros de promesses. Le peuple travailleur, ouvrier ou paysan, trouvait en lui des écrivains qui, fidèlement et sobrement, exprimaient sa vie. Déjà les fresques romantiques d'un Zola, les tableaux fouillés, ardents et tourmentés d'un Rosny ou d'un Paul Adam, avaient éclairé d'une lumière puissante la structure, le fonctionnement, la poésie du « monde moderne ». Plus modestement, à l'écart, loin de la ville, un Eugène Le Roy, un Emile Guillaumin décrivaient avec exactitude « la vie des simples », un Pierre Hamp chantait la « peine des hommes »; et par Pierre Hamp, par Charles-Louis Philippe, qui avaient l'heur d'être entendus et goûtés des cénacles, le sens de la vie populaire venaît rafraîchir, renouveler, étonner les imaginations blasées...

Et à l'écart encore, isolé, sans maîtres et sans disciples, après les inévitables tâtonnements et les crises d'une conscience qui se cherche, un grand poète enfin comprenait, exprimait, chantait ce « monde moderne ». Dans une forme encore déconcertante et parfois barbare — du moins semble-t-il à des oreilles latines, — mais où l'on sentait un souffle, une cadence, un rythme *vrais*, Emile Verhaeren célébrait les « forces tumultueuses » de ce monde en travail, et leur « multiple splendeur ». Et en même temps qu'il sentait puissamment, sans d'ailleurs en dissimuler les horreurs, la beauté secrète de ces formidables énergies créées ou disciplinées par le génie humain, la poésie de ce labeur industriel qu'avaient systématiquement méconnue un Ruskin ou un Carlyle, Emile Verhaeren incarnait encore pleinement, sans faiblesses et sans blasphèmes, la foi humaniste de ce temps, la confiance dans l'effort humain qui se suffit à soi-même, qui s'appuie en son seul vouloir pour se sauver.

Il était un homme d'une autre génération, même d'une autre race; mais c'est lui qui, avec un jaillissement de lyrisme comme on n'en avait pas vu d'aussi puissant depuis Hugo, maintenait le flambeau et disait le sens de l'époque.

Il n'était pas le seul grand poète. D'autres renouvelaient avec une inépuisable magnificence les thèmes éternels de la passion, tout ruisselants d'un merveilleux lyrisme; d'autres encore, au milieu des perversions de la pensée et de la forme, savaient maintenir en purs artistes les plus délicates traditions de notre langue, jointes aux plus intimes, aux plus généreuses, aux plus humaines inspirations de notre génie. Mais pour trouver le poète vraiment inspiré par le siècle il fallait aller jusqu'à Verhaeren. A l'heure où un Jammes, un Claudel tournaient le dos à leur temps, où un Péguy le reniait, où un Rolland l'efféminait, c'est dans l'œuvre d'Emile Verhaeren qu'il fallait aller chercher, dans son inspiration plus que dans sa forme, le secret de la poésie de l'avenir (1).

(1) La guerre, la douleur, en avivant chez Verhaeren la flamme patriotique et en éveillant la haine, n'ont pas du tout introduit, comme certains l'ont prétendu, une contradiction dans son œuvre. Quiconque s'indigne de l'injustice sociale ne peut pas plus supporter l'écrasement des peuples que l'écrasement des classes: voilà ce qu'il ne faut pas se lasser de répondre, à la gloire du poète tragiquement disparu, à ceux qui veulent voir une régression où il y eut en réalité une continuité, une harmonie.

CHAPITRE VI

VERS LE DRAME

Pendant ce temps un pays voisin guettait, se préparait. Il observait ces divisions, divisé lui aussi, mais moins dangereusement parce que plus jeune, plus grossier, plus passif. Né de la guerre et pour la guerre, venu trop tard dans un monde trop vieux, décidé à se faire violemment une place que les conventions des Etats plus anciens ne lui avaient pas accordée, il épiait les signes de faiblesse que pouvaient manifester les rivaux à éliminer. En pouvait-il trouver de plus favorables, de plus propices à ses desseins, que ceux qu'il croyait observer dans la république française? Soyons juste d'ailleurs, il ne s'en cachait pas. Plus haut que les gauches manœuvres de ses diplomates ou que les éclatantes assurances de son empereur les faits parlaient, très clairement. C'étaient Tanger, Agadir, les dernières lois militaires. En France on n'avait pas entendu, on croyait pouvoir négliger l'avertissement ou conjurer la menace. On ne savait pas le détail de la préparation, de la menace. On ne croyait pas aux fatalités.

Il y avait cependant des hommes qui savaient, et qui savaient avec certitude et précision. C'étaient les membres du gouvernement. Arrivés aux affaires ils étaient mis en présence des documents irréfutables, de ceux qu'on a connus depuis, en partie, par la pu-

blication du *Livre jaune;* cela expliquait leurs volte-face subites, qui scandalisaient. Mais la nature même de ces documents n'en permettait pas la publication, qui eût déchaîné immédiatement le fléau contre lequel ils mettaient en garde. Il eût fallu que toute la nation pût faire confiance à ces hommes, leur faire une confiance joyeuse, entière, appuyée sur leur passé, leur probité, leur désintéressement, leur amour du peuple et du bien public. En était-il ainsi? Cette confiance dont la France avait tant besoin qu'elle fût accordée aux dirigeants, le peuple, tout le peuple, pouvait-il la leur donner?

C'est ici que la situation politique de la France d'avant la guerre apparaît tragique, effroyablement douloureuse. Toute la politique d'un pays doit être orientée vers deux grands buts: défendre ce pays contre la menace extérieure, rendre ce pays de plus en plus aimable au plus grand nombre des citoyens qui le peuplent. Un pays est grand et fort quand la politique de défense nationale n'y apparaît pas en contradiction avec la politique de justice sociale; quand ces deux grands buts, aussi nécessaires et légitimes l'un que l'autre, y sont également poursuivis. Ce n'est pas, hélas, ce qu'on voyait en France. Les partisans d'une politique avant tout nationale, ceux qui connaissaient la gravité de la situation extérieure, passaient — et ce n'était pas toujours à tort — pour les adversaires de toute réforme sociale décisive, et refusaient de s'imposer les sacrifices qu'avaient consentis, par amour de la même politique nationale, la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie anglaise. Par un inévitable contre-coup les mesures de défense nationale même les plus urgentes, les lois qui, pour le présent, pouvaient passer pour une nécessité de salut public, n'apparaissaient, aux yeux des partisans des réformes sociales, que comme des manœuvres de parti, des di-

versions grossières n'ayant pour but que de sauver des intérêts menacés. « Ah! non! pas de chantage! » avait crié à un président du Conseil, pourtant vénéré et de bon vouloir, un homme politique pourtant intelligent, et le président du Conseil n'avait pas tenu vingt-quatre heures. Triste malentendu de notre histoire intérieure: les hommes qui voulaient la justice ne croyaient pas à la guerre, et ceux qui voyaient venir la guerre, ne voulant pas tous la justice, manquaient d'autorité pour se faire écouter.

Dans l'impossibilité où l'on se trouvait de connaître avec certitude la proximité foudroyante du danger extérieur, les partis et les classes, suivant la logique d'une société démocratique, continuaient à se battre avec acharnement pour un meilleur aménagement intérieur de la cité. La grande Affaire liquidée, la grande lutte idéologique de la Séparation terminée, d'autres campagnes de moindre envergure avaient alimenté les luttes électorales. On avait d'abord tenté de corriger ces luttes, de leur restituer un peu de noblesse et de loyauté, afin d'atténuer l'écœurement des citoyens honnêtes et leur désaffection de la démocratie. C'avait été les campagnes pour le scrutin de liste et la représentation proportionnelle, la fameuse R. P. Pour l'établissement de ce *fair play* les partis extrêmes s'étaient rapprochés, poussés les uns par un évident intérêt, les autres par la fidélité aux principes. Les hommes politiques les moins habitués à travailler ensemble avaient paru sur les mêmes estrades, dans les mêmes réunions, cependant que le gros du parti radical, défiant, n'oubliant ni le péril de droite ni celui qu'il voyait à gauche, n'avait pas consenti, pour l'amour d'une vaine idéologie, à diminuer les pouvoirs de la majorité et du gouvernement, pas plus qu'à rien rabattre des pouvoirs de l'Etat.

Campagne d'ailleurs éphémère, le fond n'avait pas

tardé à l'emporter sur la forme. Les intérêts des classes possédantes, plus directement menacés par les cris de détresse et de révolte de ceux qui ne possédaient pas, s'étaient défendus plus âprement, et ç'avait été les violentes campagnes pour ou contre l'impôt sur le revenu. Pendant ce temps le gouvernement, averti, courait au plus pressé, répondait au plus vite aux armements allemands en arrachant aux Chambres le vote d'une loi qui atténuait, disait-il, pour le présent et pour un moment notre infériorité militaire, mais sans réussir à faire croire à tous qu'en effet il courait au plus pressé. L'attitude que quelques-uns de ses membres prenaient, ou avaient prise, en politique intérieure, était comme un épais écran qui masquait leur bonne volonté, empêchait leurs adversaires de croire à leur sincérité. Et le parti des réformes sociales allait travailler à démolir cette loi qu'avait imposée — on le croyait du moins — le souci élémentaire de la sécurité nationale.

* * *

Ces intérêts et ces opinions s'étaient affrontés aux élections générales de 1914. Evénement aujourd'hui bien lointain, bien vieillot, car nous avons vu d'autres luttes et il faut un effort de mémoire pour se ressouvenir de la violence des passions alors déchaînées; questions qui reparaîtront cependant, quand la continuité sera rétablie avec le passé, avec la même intensité. Les deux questions dominant, l'une la politique extérieure, l'autre la politique intérieure, s'étaient simplifiées en deux articles de programme, qui avaient bouleversé le pays: la loi de trois ans, l'impôt global et progressif sur le revenu. Sur chacun de ces deux

articles, qui en soi ne s'excluaient nullement, qu'un patriote averti et un citoyen généreux pouvaient admettre tous deux, deux blocs irréductibles s'étaient formés et heurtés. Les deux grandes idées qui les dirigeaient, l'amour de la justice et celui de la patrie, auraient dû former sur un plan supérieur une harmonie très haute, mais cette conciliation eût entraîné des sacrifices que les égoïsmes de classes se refusaient à consentir. Chaque idée s'était donc arrêtée à mi-chemin, n'avait pas osé aller jusqu'au bout de sa logique. Et d'âpres déchirements étaient résultés de ce qui aurait dû amener un accord.

La bourgeoisie française, en grande majorité et par ses organes les plus autorisés, avait fait une campagne d'alarme patriotique. Elle avait fait sonner les mots sacrés, les mots qui se répercutent dans nos cœurs guerriers à des profondeurs insondables. Elle pouvait le faire: elle *savait*. Mais elle s'en était tenue à des mots: quelle force ont des sentiments qui ne descendent pas dans la conduite? On n'avait pu constater en elle un mouvement comparable à celui qui s'était produit — sans enthousiasme certes, mais enfin qui s'était produit — dans la riche bourgeoisie allemande. La « renaissance de l'orgueil français » n'avait pas eu la vertu d'ouvrir les coffres-forts ni les porte-monnaie. Non seulement notre bourgeoisie n'avait pas voulu s'imposer, comme avait fait celle d'outre-Rhin, le paiement d'une « contribution de guerre » extraordinaire pour faire face aux frais de la nouvelle loi militaire; mais encore elle n'avait pas consenti, comme le lui avaient demandé un des chefs du centre catholique, M. Piou, et ce gentilhomme de vieille race, cet aristocrate authentique en qui survivaient les plus belles traditions et le sens des plus hauts devoirs de la noblesse d'autrefois, le comte Albert de Mun, à prendre

à son compte l'annuité de l'emprunt nécessaire. Et l'on sait l'obstruction tenace, acharnée qu'elle avait faite, au parlement et dans la presse, non seulement — ce qui eût été légitime et parfois nécessaire — aux modalités, mais au principe même de l'impôt sur le revenu. La loi votée, grâce à l'insistance d'un autre grand bourgeois, M. Alexandre Ribot, qui s'honorait de ne pas rester insensible aux leçons de l'expérience, l'obstruction avait continué contre la loi, les organes de la finance en organisaient le sabotage. On enseignait les moyens de tromper le fisc, et l'évasion des capitaux avait déjà commencé. La fraude menaçait ainsi de rendre toute loi vaine, faisant retomber, par le jeu des incidences, sur les épaules mêmes de ceux qu'accablait un poids déjà trop lourd, les conséquences du manque de conscience des possesseurs de la richesse mobilière.

Et sans doute elle se défendait, cette bourgeoisie. Elle protestait contre toute accusation d'égoïsme. Dans ses journaux, massifs ou légers, spirituels ou frivoles, elle agitait les grands principes et les grands sentiments. Elle voulait bien contribuer aux charges de l'Etat, mais, disait-elle « à la française », sans « inquisition fiscale », à condition qu'on respectât la liberté, le secret des affaires et les principes de 89. Beaux mots, principes sacrés, que ne leur faisait-on pas couvrir? O Liberté, que de sophismes on commettait en ton nom! Peut-on mettre sur le même plan, appeler du même nom l'inviolable respect des consciences et la résistance de la fortune qui se refuse aux commandements du devoir social? Dans un péril qu'on proclamait urgent, à une heure que l'on qualifiait soi-même de « décisive » ou de « tragique », était-ce vraiment une réponse suffisante de dire qu' « on n'était pas des Prussiens », même si ces Prussiens possédaient le secret de la force? Plusieurs « bourgeois »

plus tard, ne l'ont pas pensé (1). Comme, d'autre part, cette même bourgeoisie française était dans son ensemble aussi pauvre d'enfants que bien pourvue d'or, il se trouvait que la classe la plus riche et la moins prolifique de la nation, après avoir clamé en paroles magnanimes la nécessité de tout sacrifier au salut public, faisait figure de ne vouloir accorder à ce salut public ni l'or qu'elle possédait, ni les enfants qu'elle aurait pu avoir. Elle voulait bien être patriote, oui, mais à condition que le saint amour de la patrie ne l'obligeât ni à restreindre ses bénéfices ou à diminuer son rang, ni à renoncer à une toilette, à une saison de ville d'eaux, à une première représentation. De sorte que cette attitude lui donnait, comme le disait M. de Mun, « en face du peuple des villes et des campagnes, l'apparence d'un parti de négation stérile et de vaine protestation ».

*
* *

Si l'idée de patrie n'avait pas eu la force de s'épanouir en justice, l'idée de justice n'avait pas eu non plus celle d'assurer la sécurité de l'organe sans lequel nulle justice n'est possible dans les sociétés modernes: la patrie. A l'égoïsme bourgeois avait répondu l'égoïsme prolétarien et paysan, qui s'était traduit par le grand succès électoral du parti socialiste. Pour la première fois depuis ses propagandes parlementaires

(1) « Si je voulais m'appesantir sur leurs responsabilités (aux socialistes) je sens bien que les nôtres me gêneraient aussi. » « Comment! les nôtres? » — « Parfaitement. Vous figurez-vous que si nous nous étions moins jalousement cramponnés à des formules vieillies, si nous avions consenti certains sacrifices, si nous nous étions montrés un peu plus compréhensifs, un peu plus ouverts d'esprit et de cœur, certains malentendus et certaines outrances n'auraient pas été évités? »

(André Lichtenberger, *la Guerre Sociale*, 16 avril 1915.)

le parti socialiste avait réussi à prendre pied dans les campagnes, à souder les intérêts différents et les mentalités si opposées des ouvriers et des paysans. A quoi attribuer un tel résultat? A la doctrine? elle n'était guère mieux connue des ruraux qu'il y a cinquante ans, et beaucoup peut-être sentaient encore en eux les antiques répulsions contre les « partageux ». A la campagne en faveur de l'impôt sur le revenu? Les paysans le comprenaient mal, et victimes de la presse ils n'en étaient pas entichés. Ce succès tenait principalement au fait que le parti socialiste avait eu, au sujet de la loi militaire, une attitude beaucoup plus nette que le parti radical. Il l'avait combattue à fond, il s'était montré délibérément partisan du retour à la loi de deux ans et du principe de la « nation armée ». Et il avait groupé autour de lui tous les partisans du moindre effort. On s'étonne seulement qu'ils n'aient pas été plus nombreux.

Ici les socialistes, à leur tour, protesteront. Ils n'admettraient pas qu'on suspectât leur patriotisme et qu'on incriminât leurs intentions. Et l'on est tout prêt à reconnaître que les principaux chefs socialistes, qui avaient conscience de leur responsabilité, ont toujours fait des déclarations patriotiques très nettes. Mais les plus actifs militants? On a déjà noté l'antipatriotisme d'un grand nombre de syndicalistes révolutionnaires, qui malgré leur mépris du vote ne perdaient pas cette occasion d'affaiblir le militarisme. Et les paysans n'étaient pas antipatriotes; mais, grattant le morceau de terre dont ils savaient bien qu'il resterait où il était, et si peu exaltés par la vie collective, ils n'avaient parfois que trop tendance à être a-patriotes. Et l'on accorde aussi que le système de la nation armée, avec les préparations *ante* et *post* militaires qu'il comporte, est le seul adapté à l'esprit d'une démocratie, et constitue très probablement le système

de défense de l'avenir. Mais c'est à condition qu'on pare d'abord aux exigences pressantes du présent, et qu'ensuite on prenne le système au sérieux, en ne dissimulant pas ses charges après avoir fait briller ses avantages.

Or le parti socialiste et la Confédération du Travail, par un excès d'aveuglement, ne voulaient pas voir le danger immédiat ou ne le faisaient pas voir. Bien que Jaurès fût averti du péril, et supportât parfois impatiemment la tutelle allemande sur l'esprit révolutionnaire du socialisme français; bien que les militants de la Confédération du Travail eussent constaté à plusieurs reprises, dans les congrès internationaux, avec surprise et avec colère, les profondes différences qui séparaient la tactique, la politique, la manière de sentir et d'agir des « camarades » allemands des doctrines et des méthodes françaises, ils ne voulaient pas croire à la guerre prochaine. Ils croyaient à l'esprit pacifique de la finance allemande et s'autorisaient de cette belle assurance pour ne pas organiser sérieusement la résistance. Il en résultait, on l'a vu, que, dans leur propagande pour la nation armée et les milices, qu'ils devaient soutenir pour ne pas heurter de front le sentiment national, ils glissaient sur les obligations minutieuses, pénibles, ou seulement dérangeantes, que l'auteur de l'*Armée nouvelle* était à peu près seul à prendre au sérieux; et ils mettaient en pleine lumière les avantages du système, la réduction considérable du temps de caserne. Ne plus faire que deux ans, ne plus faire que six mois, ne plus rien faire du tout: y avait il programme plus alléchant? Il y avait bien la menace des périodes plus fréquentes, mais on avait déjà réduit les périodes de vingt-huit et treize jours: pourquoi s'arrêter en si beau chemin! Et si Jaurès insistait, rappelait le devoir, il ne manquait pas de militants ou de théoriciens syndicalistes pour

représenter l'orateur socialiste comme beaucoup plus dangereux pour la classe ouvrière que tout l'Etat-Major! Et ainsi les socialistes conciliaient, dans leur campagne pour les deux ans, les syndicalistes antipatriotes et les paysans patriotes, et d'une doctrine qui, bien comprise, eût surexcité les énergies humaines, ils faisaient une perpétuelle incitation à la paresse. C'est par cette belle propagande qu'ils avaient gagné la majorité. Avaient-ils lieu d'en être fiers?



Egoïsme bourgeois, égoïsme prolétarien, à la veille de la guerre, aux élections générales de mai 1914, ces deux blocs ennemis s'étaient donc affrontés, balancés, sans que l'on pût en définitive attribuer à l'un d'entre eux un avantage décisif. Les statisticiens s'accordaient à dire que, étant donnée la grande masse des députés indécis, on ne pouvait savoir avec certitude si la majorité était « à droite » ou « à gauche »; le temps allait manquer pour l'expérimenter. Les électeurs, bonne pâte, avaient fait montre en général d'une grande passivité, élisant docilement les représentants auxquels ils étaient attachés, ou choisissant de préférence, pour les raisons qui viennent d'être exposées, les candidats, de droite ou de gauche, dont le programme était le plus net et les propos les plus tranchants. Mais malgré ces affirmations hardies on ne pouvait constater ni d'un côté ni de l'autre aucune lumière, aucun principe vraiment haut. Un député socialiste l'avait dit: le pays souffrait d'une crise de l'enthousiasme. Un âpre conflit d'intérêts, la défense acharnée du coffre-fort suscitant par réaction la résistance acharnée du bas de laine et la colère du bourgeron: voilà ce que l'observateur pouvait voir. Rien qui puri-

fiât l'atmosphère et qui donnât quelque noblesse aux chocs inévitables...

Inévitables: le mot nous arrête, le conflit entre les classes ne pouvait-il donc être évité? Oui, sans doute, il le pouvait, si chacune de ces classes avait pu renoncer à son « idée », à sa conception propre du droit; si la bourgeoisie avait cessé de considérer comme intangible le régime dont elle était issue et le privilège dont elle jouissait, ou si le prolétariat s'était détaché du rêve de dignité et d'indépendance que le fonctionnement même de ce régime l'avait amené à concevoir. Mais pour obtenir un tel renoncement, qui d'ailleurs n'apparaît ni comme également juste ni comme également désirable suivant qu'on le demande à une classe ou à l'autre, il eût fallu un miracle de raison que l'on ne pouvait malheureusement espérer d'aucun des deux adversaires. Et dès lors c'était la lutte, le déchirement. Lutte pour le maintien de la puissance et du prestige en haut, et en bas lutte pour la conquête du bien-être et de la liberté. Lutte qui risquait d'amener, en s'exaspérant, le détachement ou la fraude, la révolte ou le désespoir, l'abdication des élites ou la rébellion des foules, le refus de servir des uns, le refus d'obéir des autres. Lutte qui en attendant immobilisait la France, partagée entre deux blocs hostiles, de force égale et de sens contraire. Lutte qui nous paralysait...

*
* *

Et dans ce tableau sommaire il n'a été tenu compte ni de la stagnation économique du pays, ni de la routine administrative, ni de ce qui était plus profond encore, l'alcoolisme qui détruisait la race, et la dépopulation, le refus de vivre d'un peuple qui se renonçait. Il n'a été question que des luttes politiques et des

conflits de croyances, les seuls à passionner les cœurs les plus nobles comme les esprits les plus vulgaires. Contraste à lui seul étrangement éloquent: entre une poignée d'esprits d'élite une lutte infiniment émouvante et noble, le duel de deux principes, des deux philosophies; entre des équipes de politiciens, des luttes sans noblesse pour la pauvre et nécessaire réalisation de ces principes; et là-dessous l'immense indifférence de gens qui allaient à leurs affaires, à leurs usines, à leurs bureaux, à leurs plaisirs, à leur train-train coutumier, sans se troubler la cervelle de ces questions qui n'intéressaient, disait-on, que des originaux ou des ambitieux. — Sagesse! objecteront quelques-uns, ce peuple était bien avisé de ne pas emboîter le pas à ces mauvais bergers! — Soit, mais le plus clair résultat de cette « sagesse » était de conduire sûrement, quoique insensiblement, le pays à la décadence et à la disparition. Car pour agir, pour accomplir quelque chose de grand, dans quelque ordre que ce soit, il faut être emporté par une grande idée, soulevé par une forte passion, sinon l'être retombe inerte et flasque, ou s'enlise.

Là-bas, outre-Rhin, une de ces fortes passions menait le peuple, un impérialisme puissant, aux vues gigantesques, qui enflammait les lourdes imaginations d'un délire de grandeur. Et la présence constante de cette volonté de conquête stimulait les administrations, soutenait les savants, fouettait les industries, établissait entre toutes les techniques une collaboration et une coordination continuelles, et multipliait ainsi prodigieusement les forces de l'empire. Grâce à cette volonté, et aux méthodes qu'elle inspirait, l'administration était contrôlée; l'industrie allemande, ayant supplanté ses rivales, faisait la loi sur tous les marchés. Et on ne pouvait dire que ce ne fût pas justice...

Chez nous, rien de semblable. En face d'une Alle-

magne impérialiste, rêve brutal que notre pays avait définitivement dépassé, quelle grandeur n'eût pas présentée une France qui eût été, avec la même unité, avec la même harmonie, une France républicaine ! Mais on vient de le voir: la mystique républicaine, exactement d'ailleurs comme la mystique royaliste, ne faisait battre que quelques cœurs, et encore ces cœurs se méconnaissaient et s'insultaient. La nation la plus idéaliste du monde, la mère des deux idées antagonistes les plus pures, se traînait dans l'indifférence. Le résultat était que, dans cette atonie de l'esprit public, aucun idéal ne donnait une âme aux administrations, aucun puissant mobile d'activité n'excitait les industries; c'était la mécanique et l'uniformité. La bureaucratie française, tout ce qui nous restait du legs régalien et napoléonien, soutenait le régime de sa forte ossature. Mais n'étant pas suffisamment contrôlée, ne recevant d'impulsion ni de la volonté énergique qui avait été celle de son créateur, ni de la volonté populaire ferme et unanime qui aurait dû lui succéder, ni de la suffisante conscience des fonctionnaires, elle s'immobilisait dans ses traditions surannées, opposait sa force d'inertie ou son absolutisme persistant aux timides essais de contrôle que tentaient parfois des réformateurs, et perpétuait entre le régime politique de la France et son organisme administratif ce divorce que signalaient les historiens. Ajoutons que les administrations, unanimes dans leur résistance sourde aux innovations, semblaient comme séparées par des cloisons étanches. Au lieu de la nécessaire coordination on se heurtait trop souvent à des rivalités où à des susceptibilités professionnelles, à des jalousies de mandarins qui annihilaient les efforts les plus utiles. C'était à qui signalait l'infériorité lamentable de certains de nos services publics, comparés à ceux des voisins.

Même situation pour nos industries. Possédées d'un puissant esprit d'initiative, qui ne s'alimente pas nécessairement aux seules sources impérialistes, elles eussent pu garder à la France sur les marchés le rang d'une grande nation. Mais il leur eût fallu pour cela de l'énergie, de la méthode, et un esprit national; il leur eût fallu le sentiment, qui ne manquait pas en Allemagne, des devoirs de l'industrie et de l'argent envers le pays. Cet esprit, on ne le trouvait pas. Une insuffisante application du travail scientifique aux industries, une timidité peureuse qui hésitait à courir les risques, et faisait récupérer sur les salariés les profits qu'on ne se donnait pas la peine de réaliser par de plus grandes affaires, un manque de solidarité qui faisait naître les protestations les plus aigres contre les lois sociales, qualifiées de démagogiques, une incompétence aussi, souvent trop réelle par suite de l'absence d'un enseignement technique sérieux et d'une pratique suffisante..., voilà le spectacle qu'offrait l'industrie française. Et le commerce trouvait plus simple d'imposer ses produits tels quels aux clients que de servir diligemment leurs goûts. Et la finance trouvait plus productif de réaliser facilement d'énormes bénéfices sur les emprunts d'Etats étrangers que d'alimenter, en courant des risques, les industries nationales désireuses de se développer. Le résultat était l'élimination dans le monde de notre raison sociale.

Et sur l'alcoolisme, et sur la dépopulation, que pouvait-on dire que tout le monde ne sût? Quelques esprits généreux essayaient avec désespoir de remonter le courant. On les écoutait avec bienveillance, plus souvent encore avec scepticisme; on leur répétait que le mot décadence n'a qu'un sens très relatif ou subjectif, que la dépopulation est une loi générale de la civilisation, qui affecte toutes les nations et toutes les classes dès qu'elles atteignent un certain niveau de

bien-être et d'intelligence; que l'Allemagne industrielle n'en serait pas plus exempte que la France surtout agricole, et que si chez nous le mal était plus grand, c'est que nous étions le peuple le plus anciennement et le plus délicatement civilisé... C'était vrai, c'était en partie vrai. Mais si personne ne réagissait, toute cette civilisation dont nous étions si fiers n'allait pas tarder à disparaître du monde, et il ne resterait plus à la France qu'à se coucher pour mourir...

*
* *

Etions-nous donc réellement en décadence, comme se plaisaient à le dire nos ennemis et à le répéter, en hochant la tête, quelques docteurs atrabilaires, qui ne manquèrent pas dans la suite de crier au miracle? Les pages précédentes, si on en forçait le sens, le donneraient peut-être à entendre, mais il s'agit de bien les interpréter. Rien n'est plus sain qu'une confession virile, mais avant de se prononcer sur la réalité d'un fait, il importe d'en bien voir tous les aspects. On s'aperçoit alors souvent que les mots changent de sens suivant l'ordre dans lequel on se place pour les définir.

Réservons le côté physiologique de la question, les considérations sur la vieillesse des races n'ayant sans doute pas plus de valeur scientifique que le concept même de race. Pour reprendre une distinction faite précédemment on verra les choses d'une façon très différente selon qu'on se place, pour juger, au point de vue de la *qualité* ou à celui de la *quantité.*

Qualitativement nous pouvions tenir le front haut et regarder d'un œil assuré la contribution de la France à l'œuvre générale de la civilisation. Sans reprendre en l'honneur de notre pays l'ardente louange d'un Michelet, qu'il est toujours possible de suspecter

de vanité nationale; sans reprendre non plus les lieux communs traditionnels, et d'ailleurs toujours vrais, sur les heureuses dispositions de notre pays, la variété de ses races, de ses aptitudes et de ses dons, le caractère aimable de son sol et de son peuple qui le rendait si accueillant aux étrangers — flatteur et dangereux honneur — on peut bien dire que nous gardions notre bonne part des richesses intellectuelles et spirituelles. On ne pouvait parler chez nous d'une décadence de la culture, car nous conservions une supériorité intellectuelle que l'Europe généralement reconnaissait. Malgré les réserves qu'on a pu lire plus haut sur les singularités de nos écrivains et les défaillances de notre goût; malgré aussi une déplorable littérature boulevardière, voire pornographique, qui nous disqualifiait devant l'étranger et lui donnait une étrange idée de nos mœurs, les lettres françaises n'avaient jamais autant abondé en talents subtils, ingénieux ou mordants, et les rares qualités de ces talents compensaient leur maniérisme. La pensée philosophique, bien qu'elle poussât parfois jusqu'à l'excès les enseignements de Bergson, de Poincaré, de Durkheim, et qu'elle manifestât une trop vive défiance de la raison, était ingénieuse et déliée. Sans doute les génies ne couraient pas les rues, mais ils ne naissent pas au commandement, et on n'en trouvait pas à l'étranger une plus grande profusion que chez nous. Et dans toutes les sciences et dans tous les arts, il n'était pas un pays peut-être qui pût fournir une plus grande proportion d'hommes de première valeur.

Mais c'est surtout dans la politique et dans la « mystique » que la France, la France de la Révolution, pouvait s'enorgueillir de ses plus beaux titres de gloire. On l'a déjà dit: ce n'est pas une mince grandeur que d'avoir pu réaliser ces deux révolutions que furent l'affaire Dreyfus et la séparation des Eglises et de

l'Etat. L'orientation spirituelle de la France républicaine y apparaissait à plein. Ce n'était pas non plus un médiocre mérite que d'essayer de réaliser dans tous les ordres l'idéal démocratique, si insuffisantes et si laborieuses que fussent parfois ces premières réalisations, et malgré ce qu'essayaient de faire croire les adversaires du régime. Car si les luttes étaient âpres, et souvent dégradantes, il n'est pas de plus haut idéal que celui au nom duquel se menaient ces luttes. Réaliser, dans l'ordre politique et dans l'ordre social, le plus de liberté et d'égalité compatible avec l'infirmité humaine; fonder l'ordre national et l'ordre international sur le respect du droit, de tous les droits, c'était un idéal imprudent peut-être, mais d'une incomparable noblesse. Nulle part plus qu'en France, malgré les apparences, on n'avait une plus nette conscience de ce droit et on ne travaillait plus franchement à le réaliser. Nulle part, malgré les lacunes, les institutions n'étaient plus réellement, plus efficacement démocratiques. Aussi est-ce vers la France que s'orientaient, dans tous les pays où la conscience était moins nette ou ses manifestations moins libres, les espoirs de rénovation politique ou sociale. Et les témoignages que nous rendaient les libres esprits de l'étranger nous allaient au cœur.

Nous n'avions donc pas à rougir de nous-mêmes, de ce que nous pensions et de ce que nous rêvions. Mais si l'idéal était beau, les réalisations l'étaient moins.

Si de l'ordre de la qualité on passait à celui de la quantité, on ne pouvait qu'être frappé de l'insuffisance de notre population, de la timidité de nos méthodes économiques et administratives, de la violence stérile de nos luttes politiques. Insuffisance qui était en partie la rançon de nos qualités, car il est rare qu'un peuple excellent dans les travaux de l'esprit soit également apte aux tâches industrielles; mais insuffi-

sance qui tenait aussi, pour une large part, à des raisons beaucoup moins nobles, à la routine, à la paresse, au manque d'initiative, car la quantité elle aussi exige des vertus spirituelles. D'un mot, comme le disait déjà vers 1860 l'auteur de la *Justice,* la France avait perdu ses mœurs, ou du moins les mœurs étaient loin d'être à la hauteur de l'idée. Le plus généreux altruisme inspirait les rêves des meilleurs, mais de nombreux égoïsmes se jetaient en travers des rêves. Les classes ouvrières et populaires, au lieu de se préparer au plein exercice de cette capacité politique et économique dont elles revendiquaient le droit, se laissaient ronger par l'indifférence politique ou l'alcoolisme, et les institutions qui s'annonçaient comme l'ébauche d'une civilisation nouvelle, syndicats ou coopératives, ne groupaient que de misérables effectifs. L'exemple d'ailleurs venait de haut. Plus coupables que les classes dirigées étaient les classes dirigeantes, qui se devaient à elles-mêmes et qui devaient au pays de donner l'exemple du devoir social. Mais elles donnaient trop souvent, on vient de le voir, l'exemple du refus de vivre, du manque d'initiative, et de cet âpre égoïsme qui ne voulait consentir aucune diminution de ses privilèges ou de ses aises, ce qui devait avoir immanquablement pour effet de surexciter l'égoïsme ouvrier et d'éterniser les luttes sociales. Au lieu de se hausser à l'esprit civique de la grande bourgeoisie anglaise ou de l'allemande, la bourgeoisie française préférait couvrir son égoïsme des formules périmées d'un individualisme antisocial.

Quelle était la cause de ce renoncement? Etait-ce, comme le prétendaient les esprits religieux, l'abandon des anciennes croyances et les progrès de l'esprit « révolutionnaire »? Explication simpliste, qui n'allait pas au fond des choses. Car on a pu entrevoir la grandeur et la beauté de l'idéal humaniste digne de conti-

nuer, en le remplaçant, l'idéal chrétien. Tout idéal, pourvu qu'il soit profondément senti et qu'il s'insinue au plus intime de la pensée, hausse l'être au-dessus de lui-même, enfante des héros et des martyrs. Mais ce dont nous souffrions, ce dont la France était malade, c'était l'inefficacité pratique de tout idéal, de l'ancien comme du nouveau, parce qu'aucun ne réglait avec assez de force la pensée ou la conduite. La croyance chrétienne n'était plus qu'un système de rites dont on ne connaissait plus le sens mystique, et qui ne maintenait que par la contrainte de l'habitude, du savoir-vivre ou du snobisme; ou elle s'élargissait en un symbolisme qui confinait en fait à la pensée libre. Et l'idéal proprement humain n'était pas encore conçu avec assez de netteté, de force et d'universalité pour qu'il fût déjà capable de remplacer l'idéal chrétien défaillant. Dans cette carence des hautes puissances spirituelles les esprits se traînaient et les mœurs se dégradaient. Les traditionnalistes parlaient d'un manque de foi, et les révolutionnaires d'une crise de l'enthousiasme. Propos semblables, diagnostic identique, qui révélait l'absence de vie spirituelle profonde dont secrètement nous languissions...

Or, c'était une chose grave que ce divorce entre la qualité et la quantité, par quoi l'on pourrait caractériser la situation de la France avant la guerre. Car d'une part l'idéal, nom plus simple de la qualité, s'il ne daigne pas acquérir les qualités qui lui permettent de s'incarner dans un corps, reste misérablement impuissant et ne mérite même plus d'être appelé l'idéal. Et d'autre part la quantité, si elle ne s'éclaire pas à la lumière d'une vie spirituelle venue d'elle et qui la sanctifie, risque de n'être qu'une affreuse barbarie, toute prête à étouffer les puissances spirituelles assez imprudentes pour n'avoir pas assuré leur vie matérielle. Cette qualité sans force et sans vertu d'ac-

tion, c'était nous; cette quantité brutale, mère d'une qualité complaisante à justifier tous ses appétits, elle allait se jeter sur nous. Le drame des temps modernes approchait.

O France, pays splendide et généreux, mère de tout ce qui a paru dans le monde, depuis la Judée, Athènes et Rome, de plus délicat, de plus parfait et de plus fort; héritière de la sagesse la plus mesurée, de l'art le plus harmonieux comme des élans les plus tragiques de l'âme chrétienne; inventrice et propagatrice des plus hauts systèmes de pensée, et des plus nets, qui puissent encadrer les vouloirs des hommes, la toute puissance du droit divin et la libre discipline du droit humain; génie qui n'est pas exclusif, qui sait se faire accueillant pour tout ce qui le complète, et récompense cet enrichissement par le sceau suprême de sa consécration ; France qui as brillé, comme jamais peuple n'a fait, dans les arts de la paix et dans ceux de la guerre, qui as fait effort pour réaliser, parmi les pauvres contingences humaines, l'absolu de l'obéissance et l'absolu des révolutions; France qui as donné au monde, au milieu de l'empirisme et des tâtonnements, l'idée la plus parfaite de ce qu'est une politique guidée par une idée; ô France, pays chimérique et glorieux, candide et superbe, était-il vrai que tu étais arrivée au terme de la course, et que de tout ce que tu avais représenté aux yeux des hommes il ne restait que le souvenir d'un peuple frivole, d'un peuple baladin, qui savait faire des toilettes, du vin de Champagne et des revues de fin d'année? On te jugeait ainsi; c'est ainsi qu'on te voyait, qu'on te regardait te détruire, qu'on escomptait ta facile capture, n'ayant aucune idée du sérieux de tes provinces et de tes forces insoupçonnées. O France, tu t'endormais. Une terrible secousse allait te réveiller...

LIVRE II

DEVANT LA GUERRE

(La France unie)

INTRODUCTION

Ah! ce ne fut pas long. En un clin d'œil, dès la certitude de l'agression, tout le peuple français se trouva debout, prêt à la riposte. Tout ce peuple hier si divisé, le restant encore au fond, même dans l'union, mais raidi dans la même colère et la même indignation. Tout ce peuple hier si affaibli, trop épris de ses aises ou trop envieux de bien-être, mais décidé à tout souffrir plutôt que de supporter l'insolence étrangère. Toutes les régions, tous les partis, toutes les classes soudain oublièrent le passé et firent front, ayant reçu le choc du devoir immédiat, éblouis par une vision neuve de l'histoire. Le mot du message présidentiel restera: il y eut instantanément « union sacrée ». Jamais mot employé dans un texte officiel ne fut plus adéquat à une réalité profonde.

Mais avant tout précisons bien, faisons les réserves nécessaires, gardons-nous d'une vision romantique de l'existence. Les contrastes dont ce peuple est fait subsistèrent. S'il y eut chez les uns des états privilégiés, une véritable révolution morale, beaucoup n'éprouvèrent qu'une secousse assez forte, insuffisante à briser la croûte de la vie commune, et à mettre l'âme en état de dignement accueillir un tel événement. Comment s'en étonner? Les sentiments de haute tension, dont il va être ici presque exclusivement question, les grandes crises morales ne troublent et ne bouleversent que les esprits déjà préparés, qui ne s'engourdissent pas dans le train-train de l'existence, la recherche du profit ou l'automatisme de la vie commune, qui sont tourmentés bien plus par l'amour des fins désintéressées que par le souci de leur vie propre. De tels esprits n'étaient encore que l'exception. Dans un pays où tous les citoyens de nom étaient loin de l'être de fait, où beaucoup se moquaient de la chose publique comme de leur première manille, où la démocratie, en un mot, — on le sait maintenant — était plus nominale que réelle, il eût été surprenant que le sentiment civique, jusqu'alors inexistant, réussît chez tous à se créer, à s'affirmer dans toute sa pureté et son intensité, en un jour. Dans les tranchées non plus, plus tard, il n'y eut pas que des philosophes, et le « pinard » a, parfois, mieux soutenu le plus grand nombre que les doctrines. La plupart de ceux qui ont sauvé, avec la France, la civilisation occidentale n'eurent guère le loisir ni les moyens de concevoir la sublimité de leur tâche. Il semble que le génie de la civilisation, comme celui de l'espèce, utilise pour ses fins jusqu'à l'inconscience de ses ouvriers.

Donc, au début, dans la grande majorité de la nation, rien de surhumain. Pas d'enthousiasme délirant. Rien de ce que nous disent les historiens de la

patrie en danger, ou de juillet 1870. Des sentiments moyens, d'espèce commune. Presque partout de la stupeur. On sortait d'un cauchemar, on se frottait les yeux. On ne voulait pas croire encore à la guerre. Depuis l'ultimatum autrichien on lisait les dépêches avec plus d'anxiété, mais on ne croyait pas que çà arriverait. On s'en était tiré d'autres fois, les diplomates feraient une fois de plus leur métier. Une ombre cependant barrait cette assurance: on sentait, derrière l'Autriche, l'Allemagne; mais on ne croyait pas encore que l'Allemagne cherchait l'inévitable, et l'on savait bien que la France avait tout fait pour l'éviter. On n'avait pas fait la guerre pour le Maroc, ni pour le Congo, ni même pour l'Alsace-Lorraine: la ferait-on pour la Serbie? Cependant, chez les vieilles gens, chez ceux qui avaient vu 70, et chez les gens clairvoyants, une appréhension subsistait: jusqu'où l'Allemagne pousserait-elle sa menace? Irait-elle plus loin que Tanger, plus loin qu'Agadir?

Puis quand on comprit, et à mesure que l'on comprit, un sentiment très simple encore, mais général et puissant: la colère. « Ah! cette fois, c'est sérieux? Ils estiment que nous ne nous sommes pas assez aplatis ? Ils nous cherchent ? Ils nous trouveront ! » C'était l'état d'esprit général, du paysan comme du bourgeois. Et le prolétaire, lui aussi, sentait monter en lui une autre colère que la haine de classe. Les échines se dressaient, les regards s'animaient, les poings se serraient: la mesure était comble, on en avait assez. Dans les grands centres, où la menace du danger était perçue plus vivement par une imagination plus excitée, le magnétisme des foules agissait; l'indignation était plus véhémente, l'âme de la cité y frémissait toute. Elle alla jusqu'à se manifester par des sacs et des pillages plus impulsifs que clairvoyants. Les campagnes, plus mornes, moins portées

par le flux de la vie collective, acceptaient cette fatalité comme les autres, avec plus de résignation que d'enthousiasme, mais sans révolte, avec le sentiment unanime que cette fois on était au bout. Singulière force de notre peuple, toile solide, honnête, vraie toile de ménage, que cette faculté d'acceptation presque infinie qui le fait s'ajuster sans heurt à toutes les catastrophes, de la nature comme des hommes, aux révolutions comme aux cyclones, aux guerres comme aux tremblements de terre.

Et chez les meilleurs, chez les esprits préparés, un travail de cristallisation allait se produire, un véritable état de grâce, qui allait arracher l'individu à sa vie éphémère, le mettre de plain-pied avec le formidable événement...

CHAPITRE PREMIER

FRANCE ET ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE

Est-ce à dire qu'il y eût, au cœur de la plupart des Français, la haine tenace, recuite, de « l'ennemi héréditaire » ? Quelle erreur ce serait de se représenter ainsi la France d'avant la guerre! On vient de le voir, on pensait à toute autre chose, et ceux mêmes qui croyaient au danger extérieur demandaient que l'on prît garde, mais n'attisaient pas la haine contre les Allemands. La génération de la « revanche », qui avait subi la défaite, ne pensait qu'à elle et en restait humiliée, avait en partie disparu; son dernier et plus passionné prophète, Déroulède, venait d'emporter dans la tombe, irréalisé, le rêve dont la poursuite l'avait usé et brisé. Les survivants gardaient au fond d'eux-mêmes leur meurtrissure, trop fiers pour oublier, trop prudents pour provoquer; se refusant à prescrire le droit, n'en voulant pas remettre la réparation au sort des armes. Aux nouveau-venus — et aux meilleurs d'entre eux — à ceux qui n'avaient pas vu, ailleurs que sur les histoires illustrées de la dernière guerre ou les peintures de Detaille, les casques à pointe ou les casques à chenille, la queue aux boulangeries ou aux mairies, les dernières cartouches ou la charge de Morsbronn, cette volonté toujours

tendue de revanche paraissait infiniment respectable et noble, mais un peu folle et dangereuse. C'est d'autres misères, d'autres injustices qu'ils s'emplissaient les yeux et les oreilles, que leur cœur était cerné et leur intelligence obsédée. Suivant la pente naturelle qui conduit de la démocratie politique à la démocratie sociale, ils s'absorbaient dans l'étude des problèmes économiques et rêvaient de justice entre les classes; et ils ne voulaient pas voir, les imprudents, que la justice entre les classes est la sœur cadette de la justice entre les peuples, et qu'à méconnaître les conditions de l'une on se prépare par là même à mal comprendre l'autre. Et c'est ainsi que ces affamés de justice, qui s'indignaient très sincèrement au récit des violences commises contre la Pologne, la Finlande et l'Arménie, ou les Juifs de tous les pays, en étaient arrivés à supporter difficilement qu'on leur parlât de l'Alsace. Le trop grand désir de la paix rendait la volonté fuyante et le regard moins assuré.

Ou bien, passionnés à défendre la tradition républicaine et le génie révolutionnaire de la France, soucieux de maintenir dans leur intégrité ce qui est la raison d'être et l'honneur d'une démocratie, les droits de l'individu et les règles de la justice, ils s'étaient raidis dans un long, funeste et nécessaire combat pour la défense de ces libertés, et malgré tout ils ne regrettaient pas de les avoir fait triompher de l'arbitraire d'une raison d'Etat qui en était la négation. Heureux si cette raison d'Etat n'eût pas pris, quelques années plus tard, sa revanche sur un autre terrain, avec la complicité de beaucoup de ceux qui l'avaient d'abord combattue! Mais, respecté ou méconnu, l'idéal républicain, avec ce qu'il comporte d'obligations dans l'ordre politique ou dans l'ordre social, n'en restait pas moins l'idéal. Seul un petit groupe ardent et résolu tentait de faire revivre, avec une ténacité que

rien ne lassait, la passion guerrière, absolutiste et nationaliste qui avait fait la puissance de la monarchie française; mais sa propagande, très heureuse dans quelques milieux cultivés, se heurtait à la résistance, moins intellectuelle que sentimentale, d'une jeunesse devenue instinctivement républicaine, ou se perdait dans l'indifférence d'une opinion déjà profondément façonnée par les habitudes démocratiques. L'effort qu'il tentait pour détourner les énergies des revendications politiques et sociales et les concentrer tout entières dans la lutte contre l'étranger n'avait pas touché la masse du pays. Les problèmes et les luttes de la politique intérieure, l'urgence des réformes sociales destinées à satisfaire les justes réclamations populaires, et le temps qui toujours fait son œuvre, masquaient d'un nuage la ligne bleue des Vosges.

*
* *

Intellectuellement, philosophiquement il n'y avait, dans la plus grande partie des nouvelles générations, que respect et même qu'admiration pour les doctrines ou les méthodes de l'Allemagne savante. Il restait assurément entre les deux peuples, même dans les élites cultivées, des incompatibilités d'humeur qui tenaient à des hérédités et à des disciplines par trop différentes, et qu'avaient d'ailleurs signalées les plus lucides des penseurs allemands, un Gœthe ou un Nietzsche. Un Français rationaliste et humaniste pouvait difficilement se faire au mysticisme germanique. Il n'admettait pas qu'on méprisât trop l'idée claire et distincte, l'analyse et l'abstraction; et s'il éprouvait le besoin de corriger l'étroitesse d'un certain scientisme par les poèmes de la religion ou de l'art, même dans ces enchantements de la pensée il aimait une mesure, une sobriété qui le gardait des divagations

excessives. Les métaphysiques allemandes l'étourdissaient comme un vin trouble, mais il ne refusait pas son admiration à ces imposantes constructions; il y trouvait, à défaut de clarté, une puissance et une profondeur qu'on ne rencontrait au même degré dans nulle doctrine de chez nous.

Cela était bien plus vrai encore de l'art. Pour aller tout de suite au maître du chœur, la musique de Richard Wagner n'avait rencontré nulle part plus qu'en France, malgré l'inévitable snobisme, plus d'admirateurs éclairés et recueillis. Et malgré les excès qu'allait amener pendant la guerre une réaction inintelligente, nulle admiration n'était mieux justifiée. Il n'y avait pas à rougir d'avoir aimé avec ferveur ces poèmes puissants et naïfs, cette musique ineffable et pathétique, cette déchirante beauté métaphysique où l'âme se fond, comme elle ne peut le faire au même degré dans nulle œuvre de chez nous, dans ce que les métaphysiciens appellent l'essence de l'être. On aimait dans ces poèmes le renouvellement des vieux mythes qui rafraîchissaient une civilisation fatiguée, lui donnaient le sentiment d'une nouveauté ingénue, d'une transcendance mystique dont elle était devenue incapable, et dont elle sentait le manque. Et certes, cet enchantement n'était pas sans dangers. La malfaisance, les dangers de cette magie, le douloureux Frédéric Nietzsche nous en avait avertis, avec quels accents de disciple rebelle encore tout possédé! Nous ne demandions pas au maître de Bayreuth des règles de vie; si nous consentions un instant à détendre nos disciplines, nous ne renonçions pour lui à aucune. Mais quelque prix qu'eût pour nous la lumière méditerranéenne, nous n'allions pas jusqu'à dire que *Carmen* nous faisait oublier *Tristan!* Nous écoutions les avertissements de l' « apollinien » gagné au goût français, mais sans oublier que le « dionysien » avait

d'abord écrit l'*origine de la tragédie.* Et chez Frédéric Nietzsche, si admirateur de l'esprit français, et si près, par certains côtés, de nos grands écrivains, mais par d'autres si germain, on oubliait volontiers la brutalité de la doctrine pour n'en aimer que le stoïcisme, le goût de la liberté spirituelle, et la volonté toute cornélienne de surhumanité.

Ainsi nous aimions d'une égale tendresse, chacun à sa place, et chacun dans son ordre, le maître et le disciple révolté. Comme à toutes les époques de haute culture, excédés d'un rationalisme trop sec, des joies stériles du dilettantisme et des morbidités du luxe, nous aspirions à un renouvellement, à une infusion d'inspiration pure et profonde dans un art anémié, et nous acceptions, on l'a vu, sans trop de critique, tout ce qui nous paraissait propre à provoquer cette renaissance. L'âme française, accueillante à tout ce qui pouvait la rafraîchir, lui donner de la force ou de la profondeur, la faire vibrer d'un nouveau frisson, s'était ouverte au génie germanique non moins généreusement qu'au génie slave ou scandinave. Les drames sociaux de Gehrard Hauptmann n'avaient pas remué des auditoires moins fervents que les drames individualistes d'Ibsen ou les drames mystiques de Tolstoï. Nous étions accueillants même à Richard Dehmel, même à l'art munichois. Pour tout dire, le succès d'une œuvre telle que *Jean-Christophe,* miroir où une bonne partie des dernières générations s'était reconnue, était un témoignage frappant des dispositions de l'élite lettrée.

Quant aux savants proprement dits, aux Haeckel, aux Ostwald, aux Wundt, aux grands praticiens de laboratoire, on n'acceptait sans doute pas plus leur positivisme absolu ou leur monisme intégral que le mysticisme des philosophes. Nous avions dépassé par

la critique des sciences les conclusions du fondateur du positivisme, que cependant quelques « scientistes » ou matérialistes purs maintenaient chez nous avec obstination. On éprouvait de l'irritation à voir l'orgueil du pédantisme germanique, qui dénigrait impudemment les travaux ou la valeur de nos chercheurs à nous, même de nos savants de génie. Mais on ne cachait pas son admiration pour le labeur patient, minutieux, formidable de l'érudition allemande. On savait, certes, qu'elle était lourde, souvent indigeste, qu'elle accumulait d'énormes pavés pour enfoncer une aiguille ou écraser une mouche; quelque plaisir que nous éprouvions à nous calomnier, on ne s'en laissait pas conter outre mesure sur la prétendue légèreté ou frivolité de nos maîtres à nous, coupables la plupart du temps de revêtir de grâce la force et d'illuminer de finesse la profondeur, et on aimait mieux malgré tout un texte sans notes que des notes sans texte. Mais on avait appris à distinguer entre le vrai travail scientifique et d'aimables bavardages ou une brillante rhétorique, et pour la discipline de la recherche on rendait hommage aux enseignements que recevaient les étudiants au pied des chaires allemandes, dans les laboratoires ou les « séminaires » d'Outre-Rhin, aussi bien qu'à ceux que distribuaient nos savants et nos établissements d'enseignement supérieur. Un Mommsen, un Wundt, un Willamovitz-Mœllendorf, un Harnack n'étaient pas moins honorés chez nous qu'un Gaston Paris, un Bédier, un Lavisse, un Loisy, et s'il y avait quelque exagération dans les éloges, c'était le plus souvent au détriment de nos savants. Ici encore un petit groupe nationaliste reprochait à la « Nouvelle Sorbonne » d'être trop germanisée; mais la violence de sa campagne ôtait toute portée à ses critiques, qu'était loin de justifier d'ailleurs un intérêt purement scientifique.

En politique enfin la différence s'accentuait, allait jusqu'à l'antagonisme. La prétention des Allemands de dominer l'Europe et le monde, soit parce qu'ils étaient le peuple élu, soit parce qu'ils avaient atteint le plus haut stade d'organisation industrielle, faisait hausser les épaules des libres citoyens français, pour qui la supériorité économique et la puissance quantitative ne sont pas plus des preuves du progrès politique qu'elles ne sont des témoignages de la finesse de la culture. L'individualisme démocratique n'était pas sans périls; il n'avait pas trouvé de censeurs plus sévères que des Français, et même des Français démocrates; mais il n'en représentait pas moins une supériorité qualitative certaine sur l'absolutisme monarchique, que les Français révolutionnaires avaient depuis longtemps rejeté et dont les Allemands, façonnés dans toutes leurs institutions par une pédagogie de dressage, de servilisme et de fanatisme, restaient encore, consciemment ou à leur insu, tout pénétrés. Certes il y avait en Allemagne des éléments libéraux ou révolutionnaires; on ne les méconnaissait pas, on faisait même trop fond sur eux, mais on les sentait isolés dans une atmosphère toute saturée de survivances mystiques, que fortifiait méthodiquement, implacablement, la discipline toute militaire de l'école, de l'usine, du syndicat, de la caserne. Entre la conception allemande de la liberté et du droit et les conceptions occidentales il y avait plus d'un malentendu, et cela créait des équivoques dangereuses. L'Allemagne, qui se prétendait à la tête des nations, en était encore à la phase du loyalisme dynastique, que nous avions depuis longtemps dépassée. Aussi le Français, qui avait traversé l'individualisme et s'en guérissait du dedans, qui était sur l'autre rive, de l'autre côté du courant, regardait-il avec appréhension ce peuple

massif si visiblement resté à l'état grégaire, qui prétendait lui donner des leçons...

Mais malgré cette fondamentale diversité d'humeur, que l'on s'efforçait d'ailleurs d'oublier, on était bien loin d'avoir contre l'Allemagne des dispositions hostiles. A défaut de qualités aimables et de la vraie liberté politique, qu'on lui reconnaissait de qualités fortes! un sens de la vie de famille et de la vie municipale, des vertus bourgeoises qui ne se conservaient pas toujours chez nous avec la même solidité, un souci de la discipline sociale poussé à l'excès, mais qui eût heureusement tempéré notre individualisme frondeur. On jetait un œil d'envie sur ses nombreuses familles, ses villes propres, ses associations nombreuses et riches, ses services publics irréprochables. Quelle merveille, disait-on tout bas, eût produite la fusion de la force d'organisation germanique et du sens politique et cultural gréco-latin ! Et l'on en oubliait que l'une ne s'assignait pas d'autre tâche que d'étouffer l'autre...



Ces dispositions expliquent le jugement que l'on portait sur l'Allemagne en tant que nation, et sur son développement politique et industriel. Certes nous ne nourrissions plus sur nos voisins les illusions d'avant 1870. On savait que l'Allemagne romantique de Mme de Staël, ou celle de Michelet, de Taine et de Renan, l'Allemagne idéaliste, métaphysicienne et sentimentale était bien morte. Morte aussi, avec bien peu de chances de renaître, l'Allemagne révolutionnaire du milieu du XIXe siècle, qui avait fini par sacrifier la liberté à l'unité. L'unité allemande était faite, taillée dans notre chair vive, scellée de notre sang, protégée par une armée formidable toute disposée à l'agrandir

encore. On savait que dans cette Allemagne unifiée et militarisée les aspirations libérales d'antan avaient de plus en plus fait place à l'orgueil de la force et de la victoire, d'autant plus qu'un prodigieux développement économique, juste récompense d'un travail acharné et de méthodes savantes, lui assurait dans le monde un rang de plus en plus considérable. On savait que cette expansion croissante la mettait en compétition non plus, hélas, avec nous principalement — nous commençions à nous faire à l'idée que nous n'étions plus pour l'Allemagne le concurrent le plus redoutable — mais avec la grande puissance qui se sentait le plus directement menacée, avec l'Angleterre. On savait que ce colosse se trouvait à l'étroit chez lui, qu'il étouffait entre des frontières arbitraires, qu'il avait besoin de place pour ses hommes, de mines pour ses usines, de marchés pour ses produits fabriqués; que ce dernier venu au banquet colonial, et non le moins exigeant, taillé et trapu comme il l'était, avait trouvé en naissant les meilleures places prises, et se plaignait d'être encerclé; et là nous nous sentions plus directement menacés. On savait enfin que, née de cette force militaire et de cette puissance économique, une idéologie s'était formée qui, portée par la force, justifiait toutes les prétentions de la force, et maximait la pratique bismarckienne. On savait donc, d'un savoir théorique, les menaces; on voyait à l'horizon les nuages noirs s'accumuler, immobiles et rangés comme des cuirassés d'escadre.

Certes de tous ces nuages il eût suffi, en prenant pour guide les anciennes idées directrices de la politique, qu'un seul crevât pour faire éclater la guerre. Mais on se plaisait à chercher au ciel les éclaircies et les promesses de beau fixe. Nous l'avons dit: on ne croyait pas aux fatalités. On ne voyait de fatalité ni dans l'ordre politique (on acceptait l'unité allemande,

en cherchant seulement à lui donner comme contrepoids la démocratisation de l'empire); ni dans l'ordre économique, car les économistes, qu'ils fussent « bourgeois » ou révolutionnaires, nous montraient partout les capitalistes internationaux s'entendant parfaitement pour se partager les affaires, et dénonçaient la « grande illusion » de croire encore la guerre possible alors que la guerre ne « payait » plus. On s'était même résigné, bien que Bismarck lui-même eût favorisé la reconstitution de notre empire colonial, pour nous faire oublier la plaie des Vosges, à supporter que l'Allemagne commençât de grignoter cet empire, à se faire, à nos seuls dépens, sa « place au soleil ». Il s'était trouvé des hommes d'Etat décidés à faire le sacrifice d'une colonie pour sauver les autres et maintenir la paix; et si le sentiment public s'en montrait blessé, c'était par la forme plus que par le fond: on n'aimait pas que les affaires de la France fussent traitées par des méthodes exclusivement financières. D'ailleurs, si une partie de l'opinion protestait, une autre, non moins importante et en définitive victorieuse, s'élevait contre toute politique agressive ou simplement hargneuse à l'égard de l'Allemagne; et l'homme d'Etat qu'on avait accusé de faire la politique d' « encerclement » n'avait pu rester au pouvoir.

Enfin si l'impérialisme économique, comme l'impérialisme politique, paraissait inquiétant, et si des capitalistes trop directement intéressés à la guerre voulaient malgré tout risquer la partie, il restait encore une ressource dans le prolétariat des deux pays. La lutte de classes, la revendication des droits économiques, jointe à celle des libertés politiques, se jetteraient en travers de cette folie guerrière, et le nombre imposant des social-démocrates, la richesse de leurs caisses, leurs succès électoraux toujours croissants

étaient une garantie que ce contre-poids serait efficace. Des deux côtés l'acuité des luttes intérieures pour la conquête d'une justice sociale meilleure et d'une liberté politique plus grande paralyserait les rêves mégalomanes. On savait bien que les social-démocrates n'étaient pas de farouches révolutionnaires, et qu'ils ne s'étaient jamais engagés, comme les nôtres, dans leurs congrès, à répondre à la déclaration de guerre par la grève générale et l'insurrection; mais on mettait cette abstention sur le compte d'une impuissance politique dont ils aspiraient à se délivrer, et on était persuadé qu'ils n'en feraient pas moins tout ce qui était légalement et humainement possible pour empêcher la catastrophe.

*
* *

Ainsi le peuple français n'avait pas, dans sa grande majorité, d'animosité contre le peuple allemand. Sans doute il ne l'aimait pas: peut-on aimer, si l'on a le cœur bien placé, celui qui, délibérément, vous a fait violence, a fait violence au droit, et non seulement ne s'excuse pas de cette violence, mais s'y enfonce chaque jour plus brutalement? Il ne l'aimait pas, mais il ne le méconnaissait pas; il l'admirait en ce qu'il avait d'admirable, sa discipline, sa méthode, sa fameuse organisation. N'étant pas maître de ses sentiments, qui ne sont pas à notre commandement, il pratiquait du moins la justice. Et pour l'établissement de cette justice internationale, qui fait à tous les peuples, dans la société des nations, une place proportionnée à leur mérite, comme la justice fait, au cercle de famille, une place à tous les enfants, et dans l'enceinte de la patrie une place à tous les citoyens, il était disposé à aller très loin. Il y avait quelque mérite... Il venait de se défendre, il est vrai, contre un redoublement d'arme-

ments visiblement provocateur, par une loi de sécurité militaire dont beaucoup doutaient qu'elle fût efficace, mais dont personne ne contestait le caractère défensif. Et encore à peine cette loi avait-elle été votée, et si péniblement, qu'elle était déjà âprement combattue, et que les dernières élections avaient été un succès pour les partis qui en étaient les adversaires. Il était difficile d'être moins inquiétant. Il restait que quelques hommes d'affaires et quelques politiques s'agitaient, et qu'une partie de la jeune bourgeoisie, inquiète de voir ses privilèges menacés par le développement de la politique de réformes sociales, adorait ce que ses aînés avaient brûlé et marquait un mouvement de retour vers le trône, l'autel et la haine de l'étranger; mais c'était là une agitation qui ridait à peine l'immense nappe tranquille de la volonté populaire, résolue à maintenir la paix pour l'accomplissement des œuvres de justice.

Mais la justice, l'égalité, la paix par le respect du droit, était-ce bien ce que désirait l'Allemagne? Nous avons vu depuis, surabondamment, ce qu'elle pensait des unes et comment elle entendait l'autre, et ce que valaient les digues sur quoi l'on comptait pour contenir les volontés d'invasion. Nous avons su que ce qu'elle appelait encerclement, c'était la légitime prétention des puissances occidentales à ne pas subir son hégémonie, et qu'elle qualifiait d'offensantes pour l'Allemagne les plus élémentaires mesures de protection. Nous l'avons su, et d'abord par le fait: alors on ne le savait pas. Ou plutôt on aurait dû savoir, des observateurs clairvoyants ne s'étaient pas fait faute de nous prévenir: on ne les avait pas plus écoutés qu'on n'avait écouté les hommes politiques, quoique pour d'autres raisons. On était si désireux de ne pas briser le contact entre deux grandes civilisations, qui avaient tant à gagner à leur mutuelle pénétration!

On réaliserait un si grand progrès humain par la collaboration des deux grands peuples, par la fusion des deux génies ! Et l'on rapprochait, l'on rapprochait, Dieu sait avec quelle candeur et quelle ferveur on « rapprochait » ! Les ligues, les comités, les enquêtes, les congrès, les voyages se multipliaient. Et l'on n'oubliait que de songer aux conditions du rapprochement. Les avertissements d'Edgar Quinet et des connaisseurs de l'Allemagne restaient dans la poudre des bibliothèques. On rapprochait sans se demander si entre les deux génies il y avait commune mesure, sans voir qu'on était cent d'un côté, dix de l'autre, et que ces dix, eussent-ils été cent fois plus nombreux, ne pouvaient rien. Ou si on le voyait on patientait, on espérait toujours. Les événements de juillet, en se précipitant, allaient ouvrir les yeux, anéantir les espérances, montrer comment on entendait, outre-Rhin, le « rapprochement » et la pénétration. Et quand le plus puissant des deux peuples, une fois de plus, étendit sur l'autre l'ombre de son poing, on fut fixé.

S'il en était ainsi, si à une volonté de respect, de justice et de dignité correspondait une volonté de domination et d'écrasement, il est trop évident qu'aucun rapprochement, qu'aucune entente loyale n'était possible entre les deux peuples. Ceux des socialistes et des pacifistes français qui en avaient poursuivi le rêve n'avaient pas songé un instant à renoncer aux principes qui étaient l'idéal de toute leur politique ; ils croyaient seulement qu'à plus ou moins longue échéance les Allemands eux-mêmes finiraient par s'y rallier. Guidés par cet espoir ils avaient traité sans ménagement les nationalistes français, dont les excitations, elles-mêmes dépourvues de sentiment juridique, ne pouvaient avoir pour conséquence que d'exaspérer le pangermanisme. Mais leur influence,

très grande sur l'opinion démocratique française, n'avait pas eu pour pendant en Allemagne une pression égale sur une opinion prussianisée, et d'ailleurs à cette opposition même manquait une doctrine claire. Dans ces conditions, lorsque l'orage éclata, toutes les espérances détruites, toutes les confiances désabusées, toutes les volontés frémissantes sous l'outrage s'unirent dans la même tension. Et ce fut l'unanimité.

CHAPITRE II

LA GUERRE ET LES PARTIS

Union sacrée... Tous les partis politiques, la veille si prompts à se déchirer, se trouvèrent soudain coude à coude. Et moins par une volonté commune d'entente, par une délibération concertée que ne permettent guère de telles crises, que par la pression du grand danger commun. Quand l'ennemi menace la maison, on ne se soucie guère de savoir comment il faut l'aménager: tous les habitants, cessant leurs querelles, descendent sur le seuil et attendent l'ennemi. Ainsi les troupeaux, surpris par l'orage, se serrent plus instinctivement. Mais ces comparaisons grégaires ne suffisent pas. L'esprit de parti, chez les troupeaux humains, va plus loin. Il sépare très profondément les hommes parce qu'il est, en ce qu'il a de plus pur, la forme que prend l'idéal, la conception mystique de la vie. Si l'un des habitants pense que les prétentions de ses voisins d'étage sont encore plus intolérables que celles de l'étranger, il laissera venir l'étranger. L'histoire est pleine d'enseignements de ce genre. Si donc les partis s'unirent, firent l'unanimité, ce fut moins par abdication de leur idéal, dont ils ne faisaient qu'ajourner provisoirement la réalisation, que par la poussée interne de la logique propre à chaque système. Tous firent front ensemble parce qu'ils crurent tous avoir raison. Tous virent dans

l'événement la confirmation la plus irréfutable de leur doctrine. Tous, non seulement voulaient défendre la patrie, mais avaient le sentiment de défendre encore et surtout leur idéal. Tous, dans ce superbe élan patriotique, affirmaient leur plus haute raison de vivre, qui dépassait la patrie. Remarque préliminaire, qui étonnera et peut-être affligera, et paraît, si elle est fondée, un scandale pour la logique. Mais remarque dont ne s'étonnera pas quiconque connaît la nature humaine.

*
* *

Les nationalistes triomphaient. Ils triomphaient, peut-on dire, au premier degré, de la façon la plus concrète, la plus immédiate et la plus claire. Non qu'ils fussent portés à se réjouir de la guerre elle-même. Bien qu'ils eussent volontiers chanté, en bons disciples de Joseph de Maistre, les vertus purificatrices de la guerre, ils n'étaient pas allés jusqu'à la désirer. Ayant proclamé sur tous les tons que la République était incapable de la préparer, ils ne pouvaient souhaiter un événement qui leur fût apparu comme une catastrophe. Ils s'étaient bien efforcés, dans ces dernières années, de réveiller la fibre xénophobe et d'attiser, surtout dans le cœur d'une partie de la jeunesse, la passion guerrière, mais ils ne se croyaient pas encore assez certains du résultat pour oser appeler une conflagration européenne. Aussi s'étaient-ils montrés, dans les crises graves où la guerre aurait pu être déclanchée, d'une prudence expectante qui contrastait avec le ton tranchant de leur propagande et la violence de leurs polémiques. Ils ne s'étaient pas privés de critiquer, après coup, la faiblesse de notre politique extérieure et les défauts de nos alliances, mais ils s'étaient bien gardés, tant qu'avaient duré les négo-

ciations, de préconiser une politique de matamores.

Mais ils triomphaient dans leurs prédictions. Ils n'avaient cessé de dire que la faiblesse de notre régime politique, son manque de préparation à la guerre, et la trop grande confiance de nos hommes d'Etat dans les dispositions pacifiques de nos voisins étaient une tentation trop forte pour l'avidité de ces voisins. Ceux-ci en effet n'y avaient pas résisté. Et maintenant que l'agression s'était produite, c'étaient encore les nationalistes qui donnaient du conflit l'explication la plus immédiate.

De quoi s'agissait-il en effet? Oh! de la chose la plus simple du monde, et qui n'exigeait pas de grandes idéologies. On avait tant ratiociné, tant disputé, tant ergoté sur la notion du patriotisme qu'on était arrivé à l'affaiblir et à la fausser entièrement, en subordonnant le patriotisme à des idéals prétendus plus larges, ou en le gonflant de « nuées ». Le patriotisme au service de la liberté, de la justice, de la civilisation... que de chimères débilitantes n'avait pas enfantées l'idée du patriotisme « conditionnel »! La guerre remettait toutes choses en place. Il ne s'agissait pas d'atteindre un but inaccessible et prétendu sublime, il s'agissait d'abord, tout simplement et tout prosaïquement, de défendre le territoire, de repousser l'invasion. Excellente justification du patriotisme « territorial », qui ne se perdait pas dans les nues. Mais ce n'est pas à dire qu'il manquât d'envergure, il avait au contraire des visées substantielles. Le territoire délivré, on passerait, par une riposte nécessaire et légitime, à l'offensive conquérante, destinée à l'agrandir. On reprendrait d'abord l'Alsace-Lorraine, non pour la vaine satisfaction du droit, mais pour une solide raison de force nationale et de sécurité. Puis, pour les mêmes raisons positives, et conformément à la politique traditionnelle des rois de France, on ferait la conquête

de la rive gauche du Rhin, qui ne manquerait pas d'être annexée à notre territoire. Bref le rétablissement en Europe, par la gloire des armes, de l'hégémonie française, brillante, forte et polie, au lieu et place de la barbare hégémonie allemande: voilà le rêve, trop longtemps comprimé par la démocratie, dont la guerre rendait enfin possible l'accomplissement. On n'aurait pas osé en souhaiter pour si tôt une réalisation hasardeuse, mais puisque l'événement était déclanché, il convenait d'en tirer la leçon qu'il comportait. Foin des chimères humanitaires; l'heure était aux conflits de force, de puissance, à la conquête de ces réalités matérielles qui sont la base tangible du prestige politique.

Poussant plus loin encore leur revanche, les nationalistes triomphaient dans leur doctrine. N'avaient-ils pas toujours soutenu que l'intérêt national, le salut public, la raison d'Etat sont supérieurs aux intérêts de classe ou de parti, que notamment la nation l'emporte sur la classe? Or, n'était-ce pas ce que la guerre démontrait? La classe! Les socialistes avaient cru longtemps incarner les aspirations des temps modernes, en prétendant que la patrie ne représente que des satisfactions sentimentales, et que seuls existent réellement les intérêts matériels des classes ennemies, se donnant la main par-dessus les nations. Où était-il maintenant, l'Internationalisme, dans quel cratère final s'était-il abîmé? La voyait-on dans une clarté assez aveuglante, la primauté des intérêts nationaux, et apercevait-on assez nettement la supériorité du politique sur l'économique ? Politique d'abord ! ils n'avaient jamais cessé de le dire; toujours ils avaient enseigné qu'il faut se placer exclusivement au point de vue de la nation, et lui sacrifier tout ce qui peut lui nuire, droit des individus, revendications politiques ou sociales, nuées libérales ou révolutionnaires, indivi-

dualisme anarchique. Mais si l'on voulait la fin, il fallait vouloir aussi les moyens, et de moyens de reconquérir à la France sa sécurité, sa grandeur, l'admiration de l'univers et l'orgueil de ses sujets il n'y en avait qu'un seul: le roi. Un de leurs adversaires, d'ailleurs, l'avait reconnu, avec une franchise dont ils avaient tiré un savant parti. Faites un roi, avait-il dit, sinon faites la paix. On n'avait pu faire la paix, il ne restait plus qu'à faire le roi. La lutte elle-même n'allait-elle pas y contraindre? N'allait-elle pas obliger les Alliés à réaliser la « monarchie de la guerre »? Quelle plus éclatante condamnation pouvait-on souhaiter d'un régime impuissant à fonctionner en temps de guerre?

*
* *

Mais les partis républicains, dans toutes leurs nuances, ne se sentaient pas en moins bonne posture.

Ils réfutaient, sans trop de peine, ce qu'il y avait d'excessif dans le réquisitoire des royalistes. Certes, le fonctionnement régulier du régime démocratique n'est pas pleinement adapté à l'état de guerre. Les guerres, comme les révolutions, sont des crises; aux crises ne peuvent convenir les paisibles délibérations du temps de paix. Mais d'abord la dictature, militaire ou civile, pour nécessaire qu'elle fût, dut avec la prolongation de la guerre supporter de nouveau le contrôle du Parlement, et les événements ne tardèrent pas à montrer combien ce contrôle était indispensable. Puis cette suspension provisoire de la démocratie ne se justifiait que par la nécessité de sauver les libertés démocratiques, dont on sentait, devant l'invasion qui les menaçait, plus que jamais le prix. C'était pour mieux protéger son esprit que la démocratie suspen-

dait, pour un moment, ses mécanismes. L'expérience, aux yeux des démocrates avertis, n'était pas sans péril, mais nul n'en contestait la nécessité.

Les républicains ripostaient aussi aux critiques de détail. On avait déclaré la République française incapable d'avoir une politique étrangère suivie, des alliances solides, des diplomates avertis; sans parler des réponses théoriques, qui n'étaient plus de saison, l'événement montrait ce que valaient ces craintes, et de la façon la plus irréfutable, celle de Diogène. Les nécessités politiques apparaissaient bien supérieures aux formes de gouvernement; si l'alliance d'une république avec une monarchie constitutionnelle et un empire autocratique choquait le sentiment, on ne voyait pas que cette désharmonie eût influé sur les exigences de la politique internationale. Et nos diplomates, il s'en fallait, n'avaient pas fait vilaine figure au milieu des diplomates des monarchies. La République française, c'était entendu, n'avait pas suffisamment préparé la guerre, mais la monarchie anglaise et l'empire russe n'avaient pas fait mieux, avaient même fait moins bien. Et si l'on objectait que ces monarchies s'étaient affaiblies parce qu'elles s'étaient elles-mêmes infectées de démocratie, tandis que l'empire allemand, comme autrefois la monarchie française, risquait de l'emporter parce qu'il avait tendu toutes ses forces dans la préparation de la guerre, on énonçait un fait incontestable; mais la question était de savoir si toute la politique d'un grand pays doit s'absorber dans la préparation de la guerre. Les républicains ne l'avaient pas pensé; ils avaient cru qu'un grand pays a mieux à faire que de guetter le moment favorable pour se jeter sur le voisin. L'expérience leur montrait qu'ils avaient péché par excès de confiance, non qu'ils eussent eu tort d'assigner à la politique une autre fin que la guerre. D'ailleurs l'expé-

rience prouvait que cette politique guerrière s'était finalement retournée contre elle-même, puisqu'elle avait provoqué la coalition de tous les Etats pacifiques contre l'agresseur. Une France impérialiste n'eût pas rencontré si unanimement d'alliés aussi résolus. Les républicains profiteraient de la leçon, sans pour cela renier leur idéal de liberté et de justice.

Car voilà, quelles que fussent leurs divergences, ce qui les différenciait des « nationalistes ». Ils combattaient d'abord pour tout ce que ceux-ci combattaient: la sécurité, la force et l'honneur de la nation; mais ils ne bornaient pas à cela leur effort ni l'idée qu'ils se faisaient de la France, et ils n'entendaient pas de la même façon que les nationalistes la gloire et le prestige. Aux grandeurs de chair ils ajoutaient les grandeurs de l'esprit, ce qu'ils appelaient un idéal et que leurs adversaires qualifiaient de « nuées »: la liberté, le droit, la civilisation. Ils ne les séparaient pas du patriotisme, pas plus que le croyant ne sépare l'amour de son pays de l'amour de son Dieu, et l'on verra que cette « mystique » les remplissait même d'une force singulière. Et ainsi, le patriotisme « conditionnel », que les nationalistes croyaient terrassé, était plus vivant que jamais. Il contaminait jusqu'à ses adversaires, qui ne furent pas les moins ardents, les premiers temps, à parler de la guerre du droit, de la guerre pour la liberté et la civilisation, au moins autant que de la guerre pour la patrie. Un Barrès lui-même allait écrire un beau livre sur « les diverses familles spirituelles de la France ». C'est qu'en effet seul un patriotisme largement et pleinement humain pouvait s'opposer au monstrueux particularisme venu d'Outre-Rhin; lui seul pouvait maintenir dans l'ordre de la pensée et du sentiment la saine hiérarchie rationnelle.

Seulement, si tous les républicains s'accordaient sur

les principes, tous ne comprenaient pas de même l'application de ces principes. Quand on en venait aux précisions, l'antagonisme des amours-propres et des intérêts réapparaissait; chaque parti ne voyait l'idéal démocratique qu'à travers son propre programme, et c'était ce programme qui lui paraissait particulièrement justifié par les circonstances. Tout en reconnaissant très volontiers, avec une certaine bonne grâce protectrice, la bonne foi de l'adversaire, chaque parti ne résistait pas au plaisir de montrer à cet adversaire son erreur, et de mettre l'accent sur sa propre prudence. Même au sein de la très réelle union sacrée, c'est contre d'autres partis que les hommes de parti interprétaient les événements.

Les libéraux, les démocrates modérés triomphaient. N'avaient-ils pas eu la clairvoyance suprême, n'était-ce pas à eux que s'attachait l'honneur d'avoir doté la France de sa « loi de salut », sans laquelle nous eussions encore été plus pris au dépourvu que nous n'étions? On les avait raillés: où étaient maintenant les rieurs?

Puis ils trouvaient dans les faits la justification de leur doctrine: Héritiers et continuateurs, nous l'avons vu, des deux grandes révolutions, la politique et l'industrielle, ils en interprétaient strictement les principes. Liberté politique et liberté économique, régime parlementaire et concurrence, l'individu contre toutes les tyrannies collectives et surtout contre celle de l'Etat, tel était leur idéal. Or cet idéal était menacé doublement. Des castes absolutistes tentaient d'écraser, avec les libertés occidentales, le régime parlementaire qui en était l'expression; à cette perspective toute l'âme des grands doctrinaires, des grands libéraux d'autrefois, frémissait chez leurs descendants. D'autre part un étatisme inquisiteur et spoliateur, aussi éloi-

gné que possible de nos méthodes françaises de liberté et de concurrence, s'efforçait de ruiner les industries rivales et de faire peser sur les contribuables une lourde tyrannie. Contre ce double danger il fallait se défendre, en laissant de côté toutes les utopies politiques ou économiques qui, sous prétexte d'améliorer le régime moderne, tendaient en réalité à substituer plus ou moins insidieusement les brutales méthodes prussiennes aux souples méthodes françaises. Trêve donc à ces dangereuses rêveries qui voulaient, sous prétexte de justice économique, briser le mode de production ou le système d'impôts sur quoi reposait la société française, et inquiétaient en attendant la richesse acquise; trêve à ces théories audacieuses qui, sous prétexte de démocratie intégrale et de contrôle direct du peuple, tendaient à miner le régime parlementaire. Ce qui importait, c'était de maintenir l'acquis, de conserver aux nations les conquêtes garanties par les traités, aux citoyens et aux peuples les libertés définitivement incorporées à la civilisation occidentale. Ainsi la bourgeoisie française, en toute bonne foi, savait somptueusement identifier son intérêt avec l'intérêt général de la civilisation. Pour défendre et pour chanter ces libertés menacées, les écrivains, les organes, les porte-parole les plus éloquents de la bourgeoisie libérale, encore que la presse française n'atteignît pas dans son ensemble à la tenue de la presse anglaise, trouvèrent parfois, surtout dans les premiers mois de la guerre, des accents dignes de leurs ancêtres.

Les radicaux triomphaient. Eux non plus, en grande majorité, n'avaient rien à se reprocher. Comme les libéraux et les modérés ils avaient pour la plupart voté la loi de trois ans; c'était même leur attitude au sujet de la loi militaire qui les avait fait battre, dans

un grand nombre de circonscriptions, par les candidats socialistes, plus enclins aux mesures vraiment radicales et à la surenchère. Eux s'étaient montrés sagement opportunistes. D'ailleurs le parti radical n'était-il pas, depuis ses origines, un parti sinon chauvin, au moins très fortement cocardier? La plupart de ses chefs avaient vu la dernière guerre; il leur en était resté, même après leur renoncement résigné à l'idée d'une revanche par les armes, une hostilité invincible à l'égard de tout projet de rapprochement franco-allemand; ils n'avaient même pu s'empêcher de considérer, du fond de leur cœur toujours obsédé d'images tragiques, de tels projets comme sacrilèges. Tout en se déchirant les uns les autres, par une sorte de passion qui semblait propre à ce parti, les Gambetta, les Ferry autrefois, les Clemenceau, les Pelletan, les Delcassé aujourd'hui, n'avaient cessé d'écouter la plainte des provinces perdues. N'était-ce pas une des raisons de la difficulté qu'avait éprouvée le parti radical — la fraction du moins de ce programme qui était le plus attachée à ses traditions strictes — à sympathiser entièrement avec le parti socialiste? Ce dernier avait choqué doublement les radicaux, et par sa menace de despotisme étatiste qui étoufferait, disait-on, les énergies individuelles, et surtout par son trop grand manque de sensibilité à l'endroit du patriotisme. L'internationalisme rouge n'avait guère paru, au fond, à ces nationalistes révolutionnaires, moins redoutable que l'internationalisme noir. Or, l'événement ne justifiait-il pas leur défiance et pouvait-on, après cette débâcle, parler encore d'internationalisme ? N'était-ce pas, plutôt encore que 89, 92 qui recommençait, l'épopée de la levée en masse et de la patrie en danger, accordée avec les progrès du recrutement et de l'armement? L'âme des grands ancêtres, des jacobins farouches, revivait chez les jacobins d'aujour-

d'hui, quoique ceux-ci fussent de moindre envergure, et moins fouettés par les circonstances. De temps en temps une parole, un acte, un article, un discours fusait, digne des vieux conventionnels. Leur fièvre de patriotisme et leur fureur de critique, leur haine contre l'Allemand longtemps contenue et leurs habitudes invétérées de démolition, le meilleur et le pire, ils allaient « sortir » ou continuer tout cela, pêle-mêle. On comprend les hymnes magnifiques qu'a pu écrire, à la gloire du patriotisme et du soldat français, entre deux morsures de son génie furieusement batailleur, un Georges Clemenceau.

*
* *

Et les socialistes n'étaient pas humiliés... Si le temps eût permis les pures investigations intellectuelles, avec quelle curiosité n'eût-on pas guetté leur attitude, car ils représentaient le système d'idées le plus en opposition, semblait-il, avec celui qui triomphait. Ils étaient en apparence, au double point de vue de l'idée et du fait, les vaincus. Tout se retournait contre eux, rien de ce qu'ils avaient espéré ou voulu ne se réalisait. Ils avaient voulu la paix, la paix entre les peuples, nécessaire pour mener la lutte entre les classes, et soudain la guerre des peuples amenait instantanément la réconciliation des classes. Cette guerre, tout en la sachant théoriquement possible, et en ayant préparé un système de défense qui, même voulu fortement, eût demandé de longues années de mise au point, ils avaient si peu cru qu'elle fût proche qu'ils s'étaient montrés hostiles au renforcement des mesures immédiates de défense; et voici que l'ouragan survenait, justifiant ceux qui, voyant moins loin peut-être dans l'avenir, ne s'étaient pas laissés choir dans le puits comme l'astrologue. Ils avaient compté, de la

part des socialistes allemands, sur une volonté pacifique égale à la leur; ils avaient même rudement refusé d'écouter un des leurs qui, mieux informé, les avait mis en garde; et il se trouvait que c'était ce prophète de malheur qui avait raison, que les bons camarades d'Outre-Rhin, non seulement avaient été impuissants à empêcher la catastrophe, mais encore, sauf quelques exceptions, qui ne sauvaient que l'honneur d'une poignée d'hommes, y avaient consenti ou y avaient poussé. Ils venaient encore, quelques jours à peine avant le terrible choc, de tenir un congrès où des motions en soi fort acceptables, mais singulièrement imprudentes parce qu'elles postulaient, de la part de l'étranger, une réciprocité de sentiment et d'action qu'il était par trop prématuré d'espérer, avaient été soutenues et avaient triomphé. Ils s'occupaient d'en préparer un autre, sur une plus vaste échelle... La désillusion était profonde, et l'échec leur était amer, de cette seconde Internationale qui n'avait pas mieux réussi que la première à tisser assez solidement sur l'Europe le réseau de ses sections...

Amères aussi la déception et la colère des éléments plus spécialement prolétariens du socialisme, de cette Confédération générale du Travail que les syndicats allemands avaient toujours secrètement méprisée à cause de la maigreur de ses effectifs, et ouvertement tenue en suspicion à cause de ses motions trop révolutionnaires. Combien significatif, combien éloquent s'affirmait le silence opposé par le secrétaire allemand aux questions précises du secrétaire français! Et les chefs des organisations ouvrières françaises, les adversaires du socialisme politique, les syndicalistes purs constataient maintenant, avec une sombre clairvoyance, que la cassure de l'Internationale serait probablement irrémédiable, car c'étaient les organisations ouvrières elles-mêmes, les effectifs compacts des

syndicats professionnels, plus encore que les comités politiques, qui en Allemagne semblaient infectés de cet impérialisme dont le flot se répandait sur le monde.

Ils s'étaient trompés, et dans toutes leurs tendances. Combien vaines et superficielles apparaissaient à cette heure les divergences qui les avaient autrefois désunis! Où était la fameuse scission entre jauressistes et guesdistes, les grandes controverses sur le plus ou moins d'importance qu'il convenait d'attribuer aux réformes, ou sur le plus ou moins de valeur qu'il fallait attribuer au régime lui-même, à la démocratie bourgeoise? Jaurès, le socialiste démocrate, avait été vaincu à Amsterdam, en partie grâce au marxiste Guesde qui avait âprement soutenu la thèse de Bebel; mais c'était Guesde lui-même qui allait affirmer, en acceptant le pouvoir, sa foi dans la valeur au moins relative du régime qu'il accusait auparavant de « berner le prolétariat ». Et entre socialistes et syndicalistes, entre syndicalistes de tendances différentes, combien il apparaissait que ces classifications n'allaient pas au fond des choses! Le parti socialiste et la Confédération du Travail, auparavant si défiants l'un de l'autre, si jaloux de leur autonomie, parfois si hostiles, allaient unir leur action; les syndicalistes les plus opposés à l'action politique sentaient que, cette fois, la politique était prédominante, qu'on ne pouvait pas mettre dans le même sac la démocratie, même bourgeoise, qui avait de toutes ses forces voulu maintenir la paix, et la monarchie impérialiste qui venait de déchaîner la guerre; et le révolutionnaire Jouhaux faisait ce qu'eût fait son prédécesseur, le réformiste Niel.

Les socialistes semblaient donc bien, et doublement, des vaincus. Pourtant ils ne l'avouaient pas; et plus profondément que l'aveu tout formel ils ne se sen-

taient pas des vaincus. Ils avaient, certes, commis des erreurs de fait, des erreurs d'appréciation graves, que les plus loyaux d'entre eux reconnaissaient. Mais ce serait s'exprimer très inexactement, ce serait commettre une grosse erreur de langage, que de parler à leur égard de *conversion*. Une conversion eût consisté dans la répudiation de leur idéal: rien de tel ne se produisit. Le fait et l'idéal ne sont pas du même ordre. Celui-ci peut subir, dans l'ordre de l'expérience, des échecs qui n'altèrent en rien le jugement de valeur que l'on porte sur lui. Le catholicisme fût-il presque complètement chassé du globe, son dernier fidèle n'en pourrait pas moins croire qu'il est la vérité suprême; même si le socialisme était en fait partout vaincu, cette mauvaise fortune ne prouverait rien quant au point de savoir si l'idéal socialiste est une magnifique exaltation de l'âme humaine, ou une aberration. L'idéal socialiste n'eût été atteint que s'il se fût résorbé dans son contraire, par exemple dans l'idéal nationaliste. Or rien de pareil ne fut observé. Même à cette heure de pathétique désarroi les socialistes ne renonçaient pas à ce qui leur paraissait constituer la haute noblesse de leur doctrine; ils allaient même jusqu'à garder la même foi dans l'excellence de leur politique antérieure, qu'on avait eu, suivant eux, le tort de ne pas suivre.

On proclamait la faillite de l'internationalisme ? Sans doute l'internationalisme était brisé de fait, par la faute de la social-démocratie allemande; c'était une étrange défense de dire, comme l'essayaient quelques doctrinaires, plus germanophiles que quelques Allemands de bonne foi, que les socialistes allemands n'avaient fait en somme que ce qu'avaient fait les français: comme si la victime qui prend les armes pour se défendre pouvait être assimilée à l'agresseur qui tire son couteau pour attaquer! L'internationa-

lisme était vaincu de fait, et l'on ne voyait pas, après une guerre pareille, ni quand ni comment il pourrait être rétabli. Mais si la faiblesse ou la férocité des hommes en ajournait, pour une période qu'on ne pouvait déterminer, la reprise ou la réalisation, il n'en restait pas moins que l'internationalisme, pourvu qu'il reposât sur des bases vraiment universelles, était très supérieur aux nationalismes égoïstes, qui niaient précisément la nécessité d'un régime de droit entre les nations. De ce nationalisme le pangermanisme était l'expression de beaucoup la plus brutale; c'était contre lui qu'il fallait lutter. On ne savait si les socialistes allemands en viendraient à reconnaître, comme les socialistes français, les postulats démocratiques sur lesquels repose tout régime de droit, mais les socialistes français avaient tous le sentiment, en entrant dans le combat, de servir à la fois et le patriotisme véritable, et le véritable internationalisme (1).

On proclamait la supériorité de la nation sur la classe? — Certes, si l'on voulait s'en tenir à un point de vue sentimental, il était facile de soutenir cette thèse. Les circonstances s'y prêtaient tout particulièrement. De quelle tendre auréole ce mot, patrie, n'était-il pas entouré; dans quel impressionnant relief apparaissait, d'autant plus obsédant qu'il était plus menacé, le visage auguste de la terre des ancêtres! Il n'était personne, même parmi les socialistes, qui fût insensible à ce qu'avait de violemment émouvant la vision concrète de ces bois, de ces prairies, de ces villes aux vieilles pierres dentelées, de ces paysages mesurés, de toute cette beauté sobre et gracieuse menacée par

(1) Pendant la guerre, un ministre belge, le président du Bureau socialiste international, M. Emile Vandervelde, commença, devant un public « bourgeois », une conférence sur la Belgique dévastée en affirmant sa triple foi « socialiste, pacifique, internationale ».

l'envahisseur; il n'était personne qui ne fût heureux de se battre pour un si beau pays, et au besoin de mourir pour lui. Le mot classe en revanche n'évoquait que de grossiers intérêts matériels, dont la poursuite était sans grâce; comment eût-il pu soutenir la comparaison? Cependant, si on se laissait guider par des images, les socialistes ne repoussaient pas celles qui leur étaient familières. Dans le visage de la patrie ils avaient coutume d'apercevoir, non seulement la riche parure de paysages et de monuments qu'ils admiraient autant que personne, mais aussi la condition, les mœurs, les manières de vivre des habitants de la terre française. Et il leur paraissait, même à ce moment, qu'ils n'avaient pas eu tort de travailler à ce qu'il y eût, à côté de moins de luxe insolent, moins de misère et moins de taudis; il leur paraissait toujours qu'il y avait quelque pharisaïsme à qualifier de grossière, pour les autres, la poursuite d'un peu plus de bien-être, quand on avait soi-même le nécessaire et le superflu. Bref il leur paraissait qu'ils n'avaient pas eu tort de souhaiter, au moment où le péril commun unissait tous les Français, que tous ces Français fussent effectivement, malgré les inégalités qu'on ne peut supprimer entièrement entre les individus, le plus possible attachés à la terre de France.

D'ailleurs, la question était plus haute. Pour apprécier exactement le vouloir socialiste, il fallait s'élever au-dessus de ces images trop pressantes qui troublent le jugement et masquent l'idéal sous la vision du moment; il fallait atteindre les idées éternelles. On n'a pas tout dit quand on a clamé, dans un élan d'adoration, qu'on aime sa patrie et qu'on est prêt à la défendre; il faut encore justifier cet amour, en ce qu'il a de raisonnable. Et on ne le peut que par la justice. C'était bien mal parler, en vérité, que d'opposer l'une à l'autre la nation et la classe, comme des étrangers

hostiles ou des ennemis irréconciliables. La nation et la classe restaient deux réalités, l'une plus restreinte et synthétique, l'autre plus étroite et plus vaste; l'une resserrant et concentrant les affections sur les concitoyens de toute condition, l'autre les dispersant partout où, sur la vaste terre, se trouve un être humain de même condition et de même labeur, avec qui par conséquent l'on se sent aussitôt certaines affinités; l'une plus antique, plus vénérable, plus sacrée, ayant de profondes racines dans la sensibilité des hommes; l'autre révélée plus tardivement à la conscience, au point de n'apparaître pas encore à tous avec évidence, mais aussi réelle pour ceux qui la voient; toutes deux enfin sujets de droits et de devoirs, relevant de la même justice. C'était la justice, en effet, qui ordonnait au citoyen de faire respecter sa patrie, mais elle ordonnait aussi que dans la patrie tous les citoyens fussent également respectés. Et si la guerre des peuples était un moyen parfois nécessaire d'obtenir justice pour la patrie, la lutte des classes n'était pas, hélas, étant donné l'égoïsme humain, un moyen moins nécessaire d'obtenir justice pour le producteur. Elle serait vraisemblablement nécessaire dans l'avenir comme elle l'avait été dans le passé.

Et puis, opposer la nation à la classe, une réalité à une autre réalité, ce n'était pas sous cet aspect étroit que la question, dans son fond, se posait. Le socialisme, envisagé non dans ses expressions politiques contingentes, mais dans son humanité éternelle, ne défend pas les droits d'une classe, il défend les droits du *travail*. Il s'efforce d'obtenir, à l'intérieur de chaque société, une juste considération pour ce travail, source de toute noblesse, jusqu'à présent honni, et une équitable rémunération pour tous les travailleurs. Et le travail ne mourra qu'avec l'espèce humaine. Le succès du socialisme était venu, avant la guerre, de ce

qu'il avait cherché à réhabiliter, philosophiquement et matériellement, la condition des producteurs, à la mettre en harmonie avec l'idée que les sociétés démocratiques modernes se font de la justice. C'était là un problème qui ne mourrait pas, qui ne pouvait mourir. L'immense destruction de la guerre n'en était pas une solution; il faudrait songer demain à ceux qui resteraient, et dont la condition n'aurait pas changé. Ainsi les mêmes préoccupations continuaient à dominer la conscience, dictant ici la justice vis-à-vis des citoyens et des peuples, là la justice vis-à-vis des producteurs. Les circonstances voulaient que ce fût la première de ces réalités qui se trouvât menacée, et pour défendre la patrie les socialistes se levaient comme un seul homme. Ils allaient montrer en Belgique et en France, sur tous les champs de bataille, qu'ils savaient faire leur devoir. Mais qu'on ne vînt pas leur demander de renoncer à défendre, l'honneur national une fois satisfait, l'honneur du producteur; ils étaient tout prêts à recommencer. Guéris tardivement de leurs illusions ils n'en avaient pas moins conscience d'accomplir le devoir total.

Il n'était pas jusqu'aux fautes politiques qu'on leur reprochait qui ne leur parussent comporter, en même temps que l'aveu de ce qu'il y avait de réel dans ces fautes, une part plus grande encore de justification. Ils avaient été — c'était entendu — les dupes de la social-démocratie; mais avaient-ils eu tort d'admirer ce qui faisait la force de cette social-démocratie, cet esprit d'organisation et de discipline que nulle fatalité n'obligeait à mettre exclusivement au service de l'impérialisme? Même en subissant les effets de cette discipline dévoyée, ils n'étaient pas disposés à reconnaître qu'elle fût fausse dans son principe. Leur haine du prussianisme politique ne les amenait pas non plus à faire chorus avec les « libéraux » qui avaient flétri

l' « inquisition fiscale », sous prétexte qu'elle était d'origine allemande... ou anglaise; et ils continuaient à penser qu'ils pouvaient jalousement réserver leur liberté de citoyens vis-à-vis de l'Etat, tout en acceptant l'étatisme partout où l'intervention de l'Etat était économiquement nécessaire pour briser les égoïsmes trop puissants. La guerre même allait montrer la nécessité d'appliquer, dans le danger, pour l'administration de salut public, ces méthodes socialistes dont on proclamait l'impossibilité. Et s'ils avaient été mieux éclairés ils n'auraient peut-être pas — reconnaissaient quelques-uns — mené une campagne aussi furieuse contre la loi de trois ans; mais il y avait au fond, disaient-ils, plus de vérité dans leur théorie de la nation armée, de l'utilisation des réservistes et des territoriaux, que dans la thèse des partisans de la défense du territoire par la seule armée active ; la suite de la guerre allait bien le montrer. Ils étaient donc prêts à reconnaître qu'ils s'étaient en partie trompés, mais pas plus gravement, ni plus profondément que d'autres, — et peut-être moins.

En fait même il ne serait nullement paradoxal de prétendre que c'étaient les formules les plus outrancières du socialisme, celles qui avaient le plus blessé la sensibilité nationale, qui devenaient en l'occurence les plus puissants mobiles d'action. Fait étrange, et pourtant logique: une formule ardemment motrice, si on en détourne l'objet, n'en conserve pas moins toute sa force; les violentes critiques qu'on dirigeait contre un pays ou un régime, si l'on s'aperçoit qu'un autre pays et un autre régime y prêtent flanc bien davantage, vont se retourner contre ceux-ci. Que reprochait-on aux socialistes les plus extrêmes? Leur antimilitarisme, leur antiétatisme, quelques-uns disaient même leur antipatriotisme. Et cette dernière

accusation n'était pas entièrement fausse: il y avait eu des anarchistes qui s'étaient appelés délibérément des antipatriotes. Pour ceux-ci, si leurs yeux s'étaient dessillés, on pouvait avec vérité parler de conversion; mais ils n'étaient qu'une poignée, et les socialistes, tout en faisant, par une faiblesse coupable, campagne à leurs côtés, avaient toujours tenu à se distinguer d'eux. La plupart des « sans-patrie » de naguère se révélaient au contraire des patriotes exaspérés, de pure souche révolutionnaire, montrant bien que leurs anathèmes antérieurs et leurs injures violentes contre la patrie ne signifiaient pas qu'ils la niaient, mais seulement qu'ils la voulaient plus belle. Or, qu'elle paraissait belle, cette patrie, malgré ses injustices, quand on la comparaît à celle de l'ennemi! Il n'y eut pas, dès l'ouverture des hostilités, de journal plus patriote, plus antiprussien, plus français, que l'organe de l' « hervéisme », qui s'appelait crûment la *Guerre Sociale,* et dont le directeur avait passé des années dans les prisons de la République.

Quant à l'antimilitarisme, à l'antiétatisme, à l'anticapitalisme, à la lutte contre toutes les oppressions politiques et économiques que syndicalistes et socialistes extrêmes menaient avant la guerre, ne trouvaient-ils pas dans la guerre la plus sanglante des justifications? Qu'était-ce que ce fléau subitement déchaîné, le prussianisme, sinon la forme la plus aiguë et la plus effroyable du militarisme? Les socialistes et les syndicalistes n'avaient pas combattu en France un militarisme pourtant bien mitigé, — et mitigé par la force même de leur opposition, que rendait possible la démocratie — pour s'incliner sans mot dire devant la plus monstrueuse machine de servitude que le monde eût encore connue. Que notre militarisme paraissait grêle et humain à côté du rouleau de fer et d'acier qui allait broyer le pays! Et que notre étatisme,

contre lequel s'étaient dressés les syndicalistes français, semblait inoffensif à côté de la volonté tyrannique qui allait, au nom de la raison d'Etat, déchirer tous les traités, nier tous les droits, courber toutes les échines, briser toutes les résistances! Que notre capitalisme, enfin, qu'on ne s'était pas fait faute de stigmatiser, semblait impuissant et puéril à côté de la poussée impérialiste la plus caractérisée qui fut jamais! De ces constatations et de ces comparaisons socialistes et syndicalistes tiraient deux conclusions. D'abord qu'ils n'avaient pas eu tort de combattre en France ces méthodes d'asservissement, puisqu'ils en pouvaient voir les effets comme à travers un verre grossissant. Puisqu'ils devaient avant tout les combattre là où elles apparaissaient incontestablement les plus terribles et les plus dangereuses, c'est-à-dire chez l'ennemi. « Abattre le militarisme prussien » : cela allait devenir la formule des hommes d'Etat comme des militants révolutionnaires, on pouvait se demander lesquels s'étaient « convertis ». Et par une suite logique de leur pensée, nullement par une contradiction, c'étaient les militants syndicalistes les plus ardents, frappés pour leur rébellion contre l'Etat français, qui allaient mourir en luttant contre la tyrannie singulièrement plus redoutable de l'Etat prussien.

Il est vrai qu'il restait quelques mécontents. Il y eut des doctrinaires, chez les neutres, les alliés et en France même, pour faire passer les principes du parti, érigés en scolastique soustraite à toutes les contingences, avant le sentiment des périls qu'il fallait d'abord écarter pour sauver ces principes mêmes. Il y eut des intransigeants farouches, naïvement illuminés ou secrètement germanophiles, qui se drapèrent superbement dans leur tout ou rien, ne faisant aucune distinction entre les patriotismes, les militarismes, les capitalismes. Il y eut même des bourgeois, dont on

n'eût pas attendu un si beau zèle pour les principes socialistes, qui se montrèrent plus violemment émus par les erreurs de nos gouvernants ou les pratiques antidémocratiques de quelques-uns de nos hommes d'Etat, que révoltés par la négation constante, formidable et de fond qui venait de l'Allemagne. Il y eut des esprits faux, comme il y en a toujours: ils n'eurent aucune prise sur l'opinion. La masse du parti, suivant sa profonde logique, resta, au moins au début, saine admirablement.

Sans doute, en réponse à ces doctrinaires, les socialistes accordaient bien, théoriquement, comme ils le firent plus tard à Londres, que tous les gouvernements avaient une part de responsabilité plus ou moins lointaine dans le conflit, parce que tous avaient plus ou moins pratiqué la politique impérialiste. Ils ne reniaient pas leur opposition à une politique coloniale trop avide. Ils sentaient même vivement combien elle avait été utile. Mais quelle que fût cette satisfaction de principe, tous sentaient avec la même force, et sentirent dès le premier jour, qu'en fait cette pratique de l'impérialisme était très inégale selon les nations, et qu'on ne pouvait mettre sur le même pied des Etats où cette mégalomanie économique était combattue par la double force d'une opinion publique réfractaire et d'une opposition parlementaire efficace, et ceux où, centuplée par une surproduction avide de se répandre sur tous les marchés, elle rencontrait au surplus la complicité d'une opinion intoxiquée et la convergence des institutions. Tous sentirent d'ailleurs, dès le premier jour, que les causes profondes de la guerre n'étaient pas surtout économiques, mais politiques; que notre gouvernement avait fait l'impossible pour maintenir la paix et ne pouvait aller plus loin sans déshonneur, et qu'il s'agissait, en définitive, de savoir si le monde devait se courber sous l'hégémonie germa-

nique ou s'il pourrait continuer à respirer librement. Quels que fussent les torts de l'Etat « bourgeois », sa partialité, ses injustices à l'égard des travailleurs, ceux-ci se trouvaient menacés par un régime où, en échange d'un bien-être matériel dans beaucoup de cas plus réel, leurs droits auraient été beaucoup plus gravement encore annihilés. Devant la perspective de la « liberté » allemande, les prolétaires sentaient le prix de la liberté française: c'était un pain qui leur semblait, malgré tout, avoir une autre saveur... Et comme ils avaient marché, dans une grande crise intérieure, sans autre intérêt direct que l'amour de la liberté, ils ne pouvaient pas déserter, dans ce suprême conflit des nations, cet amour dont il s'agissait de savoir s'il allait subsister dans le monde.

* * *

Ainsi les partis n'abdiquaient pas, ne se renonçaient pas. Chacun d'eux continuait à penser qu'il avait eu la vision la plus claire du présent, l'anticipation la plus exacte de l'avenir. Affirmations qui, lorsqu'on les rapprochait, ne pouvaient manquer de faire sourire, car sur ces questions de fait aussi déterminées, aussi « objectives », comme on eût dit en Allemagne, que celles qui étaient en litige, il était inévitable que les uns eussent tort, les autres raison. Individuellement, dans chaque parti, certains hommes moins empoignés par la passion politique le reconnaissaient volontiers, ajoutant que tout n'avait pas été pour le mieux dans la meilleure des républiques; mais ces aveux, qu'on pouvait recueillir de la bouche de simples citoyens parlant dans le privé, on ne pouvait les attendre des partis eux-mêmes, qui comme tous les organismes, individuels ou collectifs, n'avaient aucun goût pour le suicide. Qu'importait d'ailleurs! sauf la

minorité antiparlementaire, qui ne voulait pas convenir qu'elle formait elle-même un parti, on ne leur demandait pas de suicide. On savait fort bien qu'ils subsisteraient, on leur demandait seulement de s'effacer provisoirement, d'oublier pour un temps ce qui les séparait. A cette invitation de la conscience publique ils obéissaient spontanément. La séance du 4 août, si émouvante dans son unanimité, fut la consécration solennelle d'une union qui s'était formée dans les entrailles mêmes du pays.

Puis, à la réflexion, le scandale logique paraissait moins choquant. Les erreurs de fait, certaines, rejaillissaient sur tous les partis, les uns ayant vu trop loin, d'autres trop près, les techniciens s'étant trompés comme les politiques. Ce n'était pas le moment de dresser la table des responsabilités. Mais la raison d'être des partis est moins le choix des moyens que la détermination des fins politiques. Quand on se croyait en paix, les partis s'étaient disputés âprement sur ces fins, en les proposant à la conscience et au vouloir de la nation. Les uns avaient voulu la gloire de la France, d'autres sa justice, les luttes électorales n'avaient été que le reflet dégradé de ces luttes d'idéal. Mais maintenant la question ne se posait plus, elle était tranchée, et tranchée par l'ennemi même, qui s'était arrangé de la manière la plus propre à faire contre lui l'unanimité. Il n'y avait plus de conflits d'opinions, il ne restait qu'à passer à l'action. La parole n'était plus, provisoirement du moins, aux politiques. Elle était aux hommes de guerre.

CHAPITRE III

LA GUERRE ET LES MYSTIQUES

Les grands événements qui bouleversent le monde ne sont pas seulement des événements politiques ; par delà les transformations matérielles qu'ils imposent aux Etats ils laissent sur la pensée une empreinte indélébile. Proudhon disait qu'il y a de la théologie au fond de tout: rien de plus vrai pour cette guerre. N'entendons pas d'ailleurs par là qu'elle fut faite pour des raisons théologiques. S'il y eut chez l'agresseur un mysticisme certain, couronnement idéologique de visées brutales, ces visées furent bien la cause directe et immédiate de la guerre; la justification théologique n'en était que la fleur monstrueuse. Mais les hommes sont ainsi faits qu'ils cherchent à comprendre et à interpréter les événements: ce sont des animaux raisonnables. Et par delà les causes secondes ils remontent invinciblement à des raisons plus hautes, ou ils cherchent aux événements un sens supra-sensible : ce sont des êtres religieux.

Les deux directions où peut s'engager la pensée métaphysique, ce que nous avons appelé le *théisme* et l'*humanisme,* la *transcendance* et *l'immanence,* ne pouvaient manquer d'inspirer les justifications de cette guerre. Pour les esprits pénétrés par la conception religieuse des choses, l'explication théologique dominait tout. Un aussi formidable événement devait être voulu par la Providence, pour des fins d'ailleurs inaccessibles aux mortels et conçues par eux contra-

dictoirement. Dieu n'avait pu rester indifférent à de telles calamités; sous peine d'une offense à sa toute-puissance, il devait les avoir expressément voulues ou au moins permises. Aussi, dans chacun des pays belligérants, les adorateurs de ce Dieu, persuadés qu'ils avaient le bon droit pour eux et que Dieu, par conséquent, ne pouvait être qu'avec eux, l'invoquaient-ils dans leurs prières. Et si l'on ne croyait pas à la Providence, ou si l'on se refusait à résoudre par l'intervention d'un Dieu de bonté ce nouvel aspect du problème du mal, il fallait encore trouver un sens à ce déchaînement de fureurs. Il pouvait être, ou le simple débordement bestial des instincts carnassiers, ou la dure réalisation, par des moyens dont l'horreur même restait un mystère, d'un idéal expressément conçu par l'intelligence humaine. Idéal qui d'ailleurs variait avec les peuples ou qui, le même en apparence pour les différents peuples, était différemment compris suivant leur culture et leurs instincts nationaux.

*
* *

Ces interprétations supra-sensibles se retrouvaient dans les messages des chefs d'Etat, expressions solennelles des vouloirs de leurs peuples. Le ton seul de ces documents révélait le génie des races. Tous, avec des accents inégalement intenses, affirmaient la plus vieille tradition religieuse de l'humanité civilisée, l'appel au Dieu tout-puissant; un seul rendit un son singulier et nouveau, le message du président de la République française.

Tout autour de nous, contre nous, avec nous, le Très-Haut était pris comme arbitre suprême; partout les vœux des souverains montaient publiquement vers le grand Justicier. Un seul pays faisait exception, affirmant ainsi, par un silence plus impressionnant

que toutes les professions de foi, qu'il entendait « faire par soi ». L'appel à Dieu se colorait des traditions et des aspirations diverses des races; tour à tour on invoquait le vieux Dieu germanique, ou le Dieu nébuleux du slavisme, ou le Dieu puritain des races anglo-saxonnes; dans un seul pays l'appel personnel au Très-Haut était remplacé par l'appel direct et nu à toutes les puissances idéales sur qui l'on comptait pour échauffer les âmes: le Droit, la Justice, la Civilisation. Elles apparaissaient dans toute leur majesté d'Idées platoniciennes, ou plutôt d'idées-forces promouvant directement l'action, sans l'intermédiaire des créations mythiques où la faiblesse de l'humanité cherchait encore à s'appuyer. Cela était nouveau, hardi et magnifique. Sans provocation, sans blasphème, sans arrière-pensée persécutrice, la France révolutionnaire, la France des temps nouveaux, affirmait en face de l'Europe, devant ses amis comme devant ses ennemis, son originalité propre et la continuité de sa nouvelle tradition.

De cette répudiation et de ces affirmations hardies, il était inévitable que souffrissent les âmes attachées à l'ancienne foi. Ce n'est pas ainsi qu'elles voyaient la guerre, ni le rôle de la France. Il leur paraissait, au contraire, que notre pays devait profiter de cette occasion prodigieuse pour se conformer à son vrai génie et rentrer dans la voie royale de son histoire. La France avait été la grande nation catholique, la fille chérie de l'Eglise; depuis elle avait poussé l'ingratitude jusqu'à rompre avec sa mère nourricière. Indépendamment de l'utilité politique qu'il y aurait à renouer avec le Saint-Siège des relations diplomatiques auxquelles des incroyants eux-mêmes n'étaient pas opposés, l'heure, disaient ces âmes ferventes, était unique pour la grande nation catholique de reprendre sa place à la tête des nations et d'affirmer avec éclat sa vraie desti-

née spirituelle. La guerre était, de toute nécessité, même si la raison débile ne le comprenait pas nettement, providentielle. Elle allait, par la présence constante de la souffrance et de la mort, remuer le cœur humain jusqu'en ses ultimes profondeurs, donner une vie nouvelle à ces croyances mystiques que l'indifférence ou l'impiété du siècle avait desséchées. Elle allait refaire des âmes entièrement neuves, régénérées par un nouveau baptême, un baptême de feu et de sang; et ainsi l'effroyable catastrophe nous ramènerait à la Vérité. Les plus hardis, les plus logiques, rêvaient de compléter ce retour à la foi traditionnelle par le retour à la politique traditionnelle, et à l'institution qui l'avait assurée, la monarchie. Mais même chez ceux des catholiques qui ne liaient pas les deux ordres et qui, voyant moins l'Eglise que l'Evangile, trouvaient le moyen d'unir la foi démocratique à la foi catholique; même chez ces démocrates chrétiens si durement traités par l'Eglise, une espérance immense naissait: le renouveau de vie civique allait, suivant eux, se couronner par un magnifique renouveau de vie religieuse. Et ils auraient voulu que les pouvoirs publics, au lieu de s'obstiner dans leur abstention sacrilège, affirmassent publiquement, par leurs proclamations, leurs discours et leurs actes, la reprise par la France de l'antique tradition.

*
* *

Il est trop tôt encore pour discuter à fond et vain de polémiquer. Les événements allaient montrer ce qu'était dans la réalité ce renouveau de catholicisme ou de vie proprement religieuse que l'on attendait avec tant de ferveur. Ils allaient montrer que même chez les meilleurs, les plus remués dans leurs fibres profondes par le tragique et le sublime des événe-

ments, la vie religieuse qui s'éveillait n'avait pas toujours des rapports bien étroits avec la croyance étroitement dogmatique (1). Ils allaient montrer que ni la bonne camaraderie, ni la soumission à des pressions pour le moins indiscrètes ne sont des éléments constitutifs d'une orthodoxie très sûre. Sans entrer maintenant dans ces détails, on voit bien cependant qu'il n'était pas possible de demander à des démocrates, à des croyants de l'immanence, si respectueux qu'ils fussent d'ailleurs de la foi transcendante et si fraternels à leurs frères chrétiens, de renier cette politique de modeste et fier humanisme dans laquelle la République française, par le jeu régulier de ses lois, s'était délibérément engagée. La France chrétienne, en ce qu'elle avait eu de noble, de généreux, de chevaleresque, d'épanouissement splendide de la plus belle charité humaine, se continuait dans la France révolutionnaire. Sur ce terrain l'union était parfaite, la continuité absolue. Rien de ce que contenait de précieux l'héritage du passé ne risquait de se perdre dans le présent. Mais sur les principes mêmes il y avait eu scission; la rupture était devenue un fait irrévocable, la raison d'être de la nouvelle France. Ce n'est pas en des instants aussi tragiques qu'elle pouvait y renoncer; ce n'était surtout pas à l'heure où les puissances officiellement chrétiennes, la catholique Autriche et l'Allemagne protestante, où les adorateurs fanatiques du vieux Dieu et du Dieu tout court se jetaient sur la France pour l'étrangler, que la France allait renier ce génie de libération qu'elle était seule à représenter.

Car, de quelque côté qu'on l'envisageât, la faillite de l'ancienne foi semblait bien irrémédiable. On parlait de la faillite de l'internationale socialiste, et cette faillite, en fait, était réelle; mais la faillite de l'inter-

(1) Voir la brochure d'Alfred Loisy: *Guerre et Religion.*

nationale catholique était plus réelle encore, et bien plus grave. Il ne s'agissait plus ici d'un mouvement purement humain, qui n'en était qu'à ses débuts, et qui, brisé deux fois, reprendrait son cours en s'inspirant des leçons de l'expérience. L'Internationale catholique était une très vieille institution, aux dogmes arrêtés et définis, qui avait été une réalité historique aux beaux temps de la papauté, et qui avait son garant, disait-elle, non dans la fragile et contradictoire conscience humaine, mais dans la parole de Dieu. C'était sur une révélation surnaturelle, sur l'unité de la morale et de la foi, que le catholicisme fondait son universalisme, supérieur dans son essence à tous les particularismes nationaux. Or le monde allait constater le silence de Dieu. Il allait constater que le Vicaire du Christ n'avait rien à dire ni sur les questions de fait, ni sur l'appréciation des monstruosités dont cette guerre allait être faite. Il allait constater que le Chef de l'Eglise, dans sa paternelle tendresse, serrerait d'un même cœur sur sa poitrine accueillante les victimes et leurs bourreaux. Il allait constater que les clergés nationaux, pour prévenir la révolte de leurs fidèles, ne recevraient qu'à correction et à résipiscence la parole du Saint-Père, et interpréteraient contradictoirement ses prières pour la paix... La preuve était faite: que devenaient en tout cela la belle ordonnance du catholicisme et sa morale intangible? Il ne s'agissait pas, il est vrai, de questions de dogmes; mais qui s'intéressait encore au dogme? et comment constater l'efficacité pratique d'une grande religion si, non sur de mesquines questions de politique intérieure, mais sur les plus graves problèmes moraux de l'humanité, cette religion n'apportait pas de lumières? Et qu'eût pensé Bossuet, non seulement du silence du Docteur suprême, mais des variations des Eglises catholiques, des déclarations des clergés nationaux dont chacun

prétendait être le seul à interpréter exactement la parole du Saint-Père? Le catholicisme abdiquait, et l'Eglise se protestantisait: double constatation que les fidèles, par peur d'être désemparés, se refusaient à faire, mais qui ne pouvait manquer de frapper l'observateur impartial.

Le pape le sentit d'ailleurs, il parla. Il parla à plusieurs reprises, mais pour dire qu'il ne parlerait pas, ou qu'il n'élèverait la voix que lorsqu'il ne serait plus temps. Ou il parla avec une telle prudence que les clergés de tous les Etats en guerre pouvaient également s'autoriser de sa parole. Mais si le Saint-Père restait silencieux, son entourage ne gardait pas la même réserve, et les ecclésiastiques prenaient position. Dans les divers pays, neutres ou belligérants, les membres des Eglises ne cachaient pas leur opinion. Et, sauf en France où le loyalisme du clergé fut complet, montrant par là que son patriotisme et son sens de la justice étaient plus impérieux que les hésitations de son Chef spirituel, cette opinion formait un bloc. Avec une quasi-unanimité, dans presque tous les pays, les membres des Eglises, négligeant la seule question moralement grave et pressante, la détermination des plus grands coupables et des principales responsabilités, penchaient vers les pays dont l'organisation politique était en harmonie avec celle de l'Eglise catholique. Qu'importait que la France fût ou non la victime, elle était la France révolutionnaire, la France athée, la France qui s'était soustraite à la tutelle de l'Eglise et avait donné l'exemple de la révolte: elle devait expier! Et qu'importait que les empereurs du Centre, le souverain apostolique ou le familier du vieux Dieu eussent, pour satisfaire leur mégalomanie, mis l'Europe à feu et à sang: ils représentaient les principes d'ordre, les fondements éternels des sociétés, on devait souhaiter leur triom-

phe! Et ainsi c'était toute la transcendance, dans l'ordre politique et dans l'ordre mystique, qui se liguait contre la France humaniste.

Il faut le dire à l'honneur du clergé français, et aussi du clergé belge: quelques évêques s'élevèrent énergiquement contre cette façon de comprendre les responsabilités de la guerre, et n'hésitèrent pas à en condamner le déchaînement et les pratiques au nom de la doctrine chrétienne. On connaît les mandements admirables du cardinal Mercier; chez nous d'éminents ecclésiastiques se montrèrent dignes de l'exemple que leur donnait l'archevêque de Malines. Et l'on voudrait pouvoir dire que ces exceptions réconfortantes ont sauvé l'honneur de l'Eglise. On le voudrait, on le dira sans doute: il faut bien répondre que tout au fond la justification ne vaut pas. L'imposante construction de l'Eglise catholique, si forte dans son unité et sa discipline, trouve ici son défaut et la rançon de sa grandeur. Dans un corps si rigoureusement hiérarchisé, et hiérarchisé mystiquement, les erreurs du Pontife suprême, du représentant direct de Dieu, ne peuvent être réparées par les mérites des dignitaires inférieurs, et moins encore par ceux des fidèles. Cela serait profondément anarchique, contraire à l'esprit de l'institution. Un tel rachat eût été possible, peut-être, aux temps où il restait aux fidèles quelque indépendance spirituelle et quelques libertés: on ne peut plus le concevoir après le triomphe achevé de l'ultramontanisme. Un cardinal Mercier, un Henri Chapon, un Alfred Baudrillart ont sauvé l'honneur du clergé français ou belge; ils n'ont pas sauvé l'honneur de l'Eglise. Ajoutons qu'en sens inverse ils eussent été pareillement impuissants à déshonorer l'institution dont ils ne sont pas les chefs: un cardinal von Hartmann n'a déshonoré que l'épiscopat allemand qui s'est solidarisé avec lui: il n'a pas déshonoré l'Eglise. Re-

doutable revers de la Toute-Puissance et de l'Omniscience: le Souverain Pontife, parvenu à la suprême autorité spirituelle, portera devant l'histoire la suprême responsabilité de la faillite de son Eglise.

*
* *

Faillite proprement spirituelle, car si l'on reste dans l'ordre temporel, si l'on se place à un point de vue étroitement politique, on ne saurait trouver étrange que le Saint-Siège, qui avait charge des intérêts de l'Eglise dans toutes les nations belligérantes, ait tenu à se déclarer « neutre ». Il ne suivait par là, comme tous les Etats neutres, d'autre loi que celle de son « égoïsme sacré »; il confirmait, par son abstention, l'existence de cette amoralité absolue qui semble bien être à la base du droit international moderne. Mais précisément la question est de savoir si l'on ne devait pas attendre de la Puissance qui fut, en des temps bien lointains, le premier Pouvoir spirituel du monde, une autre attitude que celle d'un de ces petits Etats neutres par nécessité et qui, au surplus, ne prétendaient pas diriger l'univers. Le successeur de saint Pierre ravalé au rang d'un roi temporel: c'était dur pour la sensibilité catholique. La mission charitable accomplie pendant la guerre par le Saint-Siège mérite qu'on lui rende hommage, mais ne saurait non plus faire oublier la carence du Magistère moral. L'abdication du rôle spirituel de l'Eglise devant les intérêts temporels du Saint-Siège, tel était en somme le résultat de la politique pontificale.

Ceci dit, et dit à regret, — car, indépendamment des catholiques dont beaucoup souffrirent sans le dire, quel esprit soucieux des valeurs intérieures, qu'il soit croyant ou incroyant, ne déplorera l'abdication d'une puissance morale qui fut si grande? — on n'en sera

que plus à l'aise pour rendre justice aux représentants de notre clergé (1). Sans blâmer ouvertement le Saint-Père — comment eussent-ils pu le faire sans détruire l'Institution à laquelle ils voulaient rester attachés? — ils ne se laissèrent pas enliser dans le marais glissant de la neutralité pontificale. Tout en déplorant ce qu'ils étaient bien obligés d'appeler les « défaillances » ou les « erreurs » de notre pays, c'est-à-dire son « laïcisme », ils montraient que cette appréciation laissait intacte la question de savoir qui avait voulu et déchaîné le conflit, et ce redressement logique était indispensable. Allant plus loin encore, et s'adressant directement aux neutres, ils n'hésitaient pas à dire que, même au milieu de ses erreurs, la France représentait en somme un idéal beaucoup plus fidèle aux leçons de l'Evangile que la doctrine allemande toute matérialiste, ou seulement animée par le grossier mysticisme de la force. La doctrine du droit qui était la nôtre, ils en trouvaient l'origine et la justification dans l'Evangile, seul livre capable selon eux de fournir un frein aux appétits nationalistes. Et qu'importait que cette dernière assertion fût ou non exacte? Ce qui avait du prix, pour le moment, c'était la rencontre de la doctrine chrétienne et de la doctrine révolutionnaire, abstraction faite des débats alors inopportuns sur leur origine. Que le sentiment du droit fût purement humain, ou qu'il fût d'inspiration surnaturelle, il n'en était pas moins émouvant de constater que le sentiment chrétien et le sentiment révolutionnaire s'accordaient dans la même condamnation des nationalismes exclusifs, dans la même affirmation de l'universalité de la raison.

(1) Voir surtout la brochure de Mgr Chapon, évêque de Nice: *la France et l'Allemagne devant la conception chrétienne de la guerre.*

Que cette universalité fût derrière nous, toute formée dans l'espèce humaine par un décret de Dieu et une divine ressemblance, ou qu'elle fût une lente conquête plus riche encore d'espérances que de réalisations, elle n'en marquait pas moins la participation de tous les Français à un même idéal.

*
* *

D'ailleurs, si la France révolutionnaire était attaquée, elle relevait le défi. Contre les puissances ennemies qui représentaient pleinement l'ancien régime, à côté de puissances alliées qui le représentaient aussi, ou n'en étaient pas entièrement dégagées, elle avait l'orgueil d'incarner pleinement, intégralement, l'esprit et la logique du régime nouveau. Politiquement elle était une république démocratique, non pas toujours dans les faits, mais au moins dans ses principes et dans ses virtualités. Et philosophiquement elle était une république laïque, le porte-drapeau de la nouvelle philosophie, de l'immanence ou de l'humanisme. Double titre de gloire dont elle se montrait fière, et qu'elle ne paraissait pas disposée à renier.

A vrai dire des esprits confus essayaient de brouiller ces oppositions claires, ces notions saines et fortes. — L'Allemagne, disaient les uns, n'est pas le pays de la transcendance; la religion, le catholicisme en particulier, y sont contaminés par un esprit critique qui ronge les dogmes et l'autorité hiérarchique de l'Eglise; on y donne du besoin religieux, des rites ou des dogmes, des explications psychologiques ou historiques qui éliminent tout surnaturel et rabattent en réalité la transcendance sur le plan de l'immanence. — C'est ainsi qu'on espérait désolidariser la cause de la transcendance de celle de l'Allemagne et de l'Autriche, en essayant du même coup de compromettre ceux des

catholiques français qui avaient osé montrer quelque liberté d'esprit.

Mais ceux-ci n'avaient pas de peine à riposter que si l'Allemagne était la terre d'élection du modernisme, elle était aussi celle de l'expression la plus rigoureuse de l'autoritarisme romain, l' « intégrisme ». Et au surplus l'expérience allait montrer que catholiques et protestants, catholiques soumis ou catholiques rebelles, étaient également intoxiqués de la même folie pangermaniste, au point de ne pas même oser risquer de timides protestations comme on en entendit chez les socialistes. D'ailleurs, même suspecte d'hérésie, toute religion qui admet le surnaturel et un Dieu personnel est une expression de la transcendance. La France, par son silence, était seule à rejeter clairement cette transcendance.

— Mais, reprenaient les autres, des négateurs de la trancendance, il y en a en Allemagne aussi! Non dans les « sphères officielles », nous l'accordons, mais chez quelques-uns des plus célèbres parmi les penseurs. — Et en effet le transcendantalisme platonicien ou chrétien n'a été critiqué par aucun philosophe avec plus de violence que par Frédéric Nietzsche, et le plus bel hymne qu'ait inspiré la philosophie naturaliste se trouve dans *Zarathoustra* : « Mes frères, restez fidèles à la terre, de toute la force de votre amour ! » On aurait pu ajouter que ces fameux savants dont s'enorgueillissait l'Allemagne, un Haeckel, un Ostwald, étaient des positivistes, qui faisaient des gorges chaudes du vieux Dieu de leur empereur. Plus exactement ils s'efforçaient de donner une teinte religieuse à leur philosophie, laquelle consistait en un monisme ou un énergétisme qui étaient bien d'essence immanentiste.

Mais on saisissait immédiatement la différence entre cet immanentisme et celui des philosophes fran-

çais. Outre-Rhin l'immanence restait un *naturalisme* ou un *matérialisme*; c'est en France seulement qu'elle devenait un *humanisme,* parce que c'est seulement chez nous qu'elle tendait à dépasser ce qui dans l'homme est purement animal et ce qui dans le monde est purement quantitatif, pour se hausser aux régions de la vie spirituelle et de la qualité. Un Ostwald, un Haeckel dissolvaient l'originalité de l'homme dans les forces brutes élémentaires, ou ne voyaient rien de plus dans le règne humain que les instincts et les appétits du monde animal. D'après le philosophe de l'énergétisme, la civilisation se réduirait aux moyens de plus en plus perfectionnés inventés par l'ingéniosité humaine pour transformer l'énergie brute en énergie utile. Un Nietzsche lui-même, bien qu'il eût tiré de son naturalisme une discipline ascétique qui restait admirable, quelques déformations monstrueuses qu'on lui eût fait subir; bien qu'il restât, comme on l'avait justement montré, un des maîtres de la liberté de l'esprit, n'avait pas su pénétrer jusqu'au cœur même de l'humanisme. Comme envoûté par Darwin il n'avait pas conçu pour élever l'homme d'autres lois que celles du monde animal, la sélection aristocratique, la lutte, la guerre, la destruction. Il avait dédaigné l'âme du monde nouveau: le travail et sa philosophie; il avait méprisé la faculté qui fait les hommes semblables malgré toutes leurs différences, la raison; il avait honni le régime où essaie de s'incarner cette raison, la démocratie. Il n'avait vu que la puissance, et il avait négligé de tempérer cette puissance. Les débordements de ses prétendus disciples allaient montrer les conséquences de cet aristocratisme anarchique.

En face de ces insuffisances ou de ces déviations, l'originalité de la France apparaissait entière. Elle était le pays qui avait rejeté nettement la transcen-

dance, et il était logique que tout ce qui restait attaché à cette transcendance la considérât comme l'ennemie, ou gémît de son erreur. Mais elle était le pays où l'immanence avait pris sa forme la plus hardie, la plus philosophique, la plus humaine. Elle n'était pas restée empêtrée dans le culte de la force brute, dans les lois sommaires de l'animalité ou de la pure quantité; elle s'était élevée jusqu'à ce qui fait l'originalité de l'homme, jusqu'à ce qui règle et dicte le respect du droit, la raison; et par delà le rationalisme elle retrouvait une autre mystique, une mystique proprement humaine, qui pouvait sans faiblir supporter la comparaison avec le trancendantalisme, qu'elle ne pouvait d'ailleurs envisager que comme une de ses premières créations.

Voilà tout ce dont était gros, en l'interprétant à la lumière de notre nouvelle tradition, le silence du message présidentiel. Voilà ce que signifiait l'affirmation tranquille de ces principes purement humains. On pouvait bien les flétrir comme des « nuées », ils n'en étaient pas moins les fins idéales de la France révolutionnaire, de la France qui, ayant dissipé le mirage de la transcendance, ne voulait pas chercher ses disciplines dans les seules lois du monde animal et les seules transformations quantitatives.

*
* *

Comment se formulait cette mystique tout humaine? Ainsi que toutes les mystiques, elle s'exprimait en termes très simples; et ces termes — ne cherchons pas à raffiner, ni à faire le bel esprit — c'étaient tout simplement ceux de la devise républicaine. La formule inscrite au fronton des monuments publics, cette vieille formule tant profanée et tant raillée, prenai

tout son sens aux yeux de tous, malgré les sages qui s'étaient ingéniés jadis à y relever des contradictions. Elle vivait de nouveau dans les cœurs, comme y revivait le vieil hymne révolutionnaire qu'on était arrivé, tant on avait oublié son sens primitif, à considérer comme presque « réactionnaire ». La *Marseillaise*, clamée dans ces heures solennelles, retrouvait son éternelle jeunesse et gonflait de nouveau les poitrines. La flamme des ancêtres de Quatre-vingt-treize et de Quarante-huit, qui s'était assoupie sous une triste cendre, se réveillait magnifiquement.

La liberté : voilà ce qui était d'abord et plus que tout senti. C'était bien l'essentiel du caractère français qui émergeait dans cette soudaine explosion, soulevé par une vague de fond. Non la liberté à la prussienne, cette passivité disciplinée qui réalise de grandes choses dans l'ordre matériel et supporte sans broncher les coups de poing en pleine figure; non cette docilité grégaire qui se venge des avanies de celui qui est en haut par un redoublement d'insolences contre celui qui est en bas; mais ce goût de l'indépendance, ce sentiment de propreté et de dignité qui est déjà — tant ces notions sont dans leur fond intimement mêlées — un sentiment d'égalité, et qui exige que l'homme respecte l'homme. Sentiment qui est au fond du génie démocratique, qui en est l'âme, la substance, et se manifeste dans tous les domaines, l'économique comme le politique, l'international comme le national. On peut l'appeler — on ne s'en prive pas — vanité, amour-propre, insupportable fatuité d'un peuple grisé de phrases et susceptible à l'excès. Il est très exactement le contraire de tout cela; il est la volonté froide, lucide, rationnelle, d'exiger le respect d'autrui en échange du respect qu'on accorde à autrui. C'est la règle même de la justice. Qu'on nous manquât de

respect en tant que peuple, qu'on voulût faire pression sur nous, nous vassaliser, voilà ce qui plus que tout nous était intolérable. Nous ne naissons pas l'échine courbée, nous sommes impropres à l'office de laquais. Qu'on se proposât de nous y réduire, c'est ce à quoi il était impossible que se pliât notre sensibilité nationale.

Donc, liberté. C'est par là d'abord que nous étions atteints, et que nous réagissions le plus énergiquement. C'est là qu'apparaissait nette, éblouissante, la ligne de partage des sensibilités et des volontés. D'un côté une formidable puissance de proie, qui dans son orgueil positivo-mystique se croyait seule supérieure et voulait broyer les peuples rebelles sous le char monstrueux de son « organisation »; de l'autre une volonté d'indépendance calme et digne qui, accordant à chacun son dû, l'exigeait pour elle. Ivresse de la force et respect du droit, génie de domination et d'organisation matérielle et génie politique de liberté et de justice: tout le sens de la guerre était dans ce contraste.

Liberté pour soi, liberté aussi pour les autres: cette volonté d'indépendance n'avait rien d'égoïste, ce qu'elle voulait pour soi elle le voulait pour autrui. On en eut le sentiment tout de suite, dès que commença, succédant à l'humiliation de la Serbie, l'invasion et le martyre de la Belgique. Le sens de la guerre apparut évident: il fallait sauver les petits peuples. Il fallait les sauver des outrages de la force, si l'on voulait que subsistât une société des nations. Cela fut senti avec une intensité auguste. Cette guerre de 1914, cette guerre des Nations, on eut le sentiment que, par la victoire des alliés, elle serait une guerre de libération. Le *Times*, dans son article justement célèbre, ne dit pas l'exacte vérité quand il affirme que plus rien ne restait en France des espoirs passionnés de l'enthousiasme révolutionnaire; en réalité cet état revivait. Ce

que 1870 avait aboli, c'était la confiance outrecuidante et folle, la volonté de domination d'un peuple sur un autre peuple, l'héritage du premier empire; la flamme de 1792 était intacte et se réveillait. On croyait qu'une ère nouvelle commencerait pour l'Europe, plus de cent ans après celle que Gœthe avait entrevue sur le champ de bataille de Valmy, et dont celle-ci serait la suite. Après la déclaration des Droits de l'homme viendrait la déclaration des Droits des peuples. Les petits Etats, auxquels l'insolente puissance des Etats monstres refusait jusqu'à l'existence, verraient cette existence consacrée et fortifiée; d'autres peuples, encore opprimés, s'élèveraient enfin à la dignité de nations indépendantes ou de provinces autonomes, sous le contrôle et la garantie de grandes puissances respectueuses de leur parole. La société des nations, fondée sur le droit, commencerait d'exister, laissant le champ libre pour la reprise du rêve si brutalement interrompu, la réalisation de la justice sociale. Telle était l'immense espérance qui gonflait le cœur de bon nombre de combattants, et leur donnait le sentiment qu'ils menaient un combat sacré, l'héroïque lutte pour le droit et la liberté. Quelle que fût la part d'illusion qu'une pareille foi forcément impliquait, elle n'en soulevait pas moins d'une magnifique ardeur des êtres frémissants, qui ne se croyaient pas auparavant si fortement attachés à la patrie et volontiers blasphémaient contre elle, et qui apprenaient à la connaître et à l'aimer dans l'épreuve, contre l'oppression et la barbarie.

En même temps que de liberté, et indestructiblement liée à elle, c'était d'égalité que la France frémissait toute.

Egalité dans ses rapports avec l'étranger : on vient de voir que c'était l'âme du sentiment d'indépendance.

Mais aussi égalité dans les rapports des citoyens entre eux, égalité dans les sacrifices qui s'imposaient pour le salut du pays, égalité devant le risque, égalité devant la mort.

L'égalité... voici longtemps qu'on l'attendait, que des observateurs pénétrants la voyaient venir du fond des siècles, avec une sorte de terreur sacrée. On avait fait des révolutions pour l'obtenir, elle était inscrite dans la loi, elle n'était pas encore effective. Toujours la misère de la condition humaine, les privilèges de la fortune, du rang, des situations s'étaient opposées à son plein effet. Malgré les textes, par la seule force des mœurs et des choses, le pauvre ne se sentait pas l'égal du riche, le simple artisan du fonctionnaire, l'électeur du haut personnage politique qui avait pour fonction de le représenter. De ces inégalités souvent meurtrières la lutte des classes s'alimentait, substructure de la lutte des partis. Et voici que, dans les circonstances les plus tragiques que pût soutenir la vie d'une nation, cette égalité jusqu'alors trop souvent fictive s'affirmait. Elle s'affirmait avec une véhémence, une sincérité, une franchise qui désarmaient le soupçon et provoquaient l'admiration. Il n'était plus question d'acheter des hommes, ni d'invoquer des cas de dispenses. Toutes les échappatoires étaient bouchées, plus moyen de renâcler devant le devoir. D'ailleurs nul n'y songeait, c'était comme une course à l'héroïsme. Le patron, le financier allaient voisiner dans les tranchées avec le prolétaire; l'Université, le Clergé, tous les corps de métiers, allaient couvrir de noms glorieux les pages de leurs Livres d'or, les officiers tomber en entraînant leurs hommes, et les fils de ministres se faire tuer ou « disparaître » comme les plus obscurs paysans. Devant l'absolu de la mort, l'égalité était ce que ne sont jamais qu'à des instants inouïs les choses humaines, absolue.

Du moins on le croyait, on l'espérait; c'était la grande force qui soulevait ce peuple en armes, qui allait lui donner une physionomie qu'il n'avait jamais eue. Pour la première fois dans notre histoire tout un peuple était aux armées. Et il l'était effectivement, en vertu de ses institutions et de ses lois, non dans une seule de ses classes ou par l'effet de son bon vouloir. On n'en était plus aux armées de métier, pour qui la guerre était une industrie et l'armée une carrière; on n'en était même plus aux armées de volontaires, à la levée en masse d'admirable mémoire. Ces temps étaient passés, ils avaient eu leur grandeur; les circonstances étaient si transformées qu'on ne pouvait plus songer à y revenir. Le temps n'était plus aux privilèges, ni aux bonnes volontés toujours incertaines, toujours arbitraires, ni à la passivité des sujets; l'accession à une dignité politique nouvelle entraînait de nouveaux et graves devoirs; à un peuple de citoyens ne pouvait convenir qu'une armée de citoyens. Pour la première fois le peuple de France était élevé à une dignité qu'il n'avait jamais connue: il était tout entier *sa noblesse*, puisque seuls autrefois les gentilshommes étaient jugés dignes de porter les armes, et que les mercenaires ne faisaient qu'un métier. Et ce peuple était devenu sa noblesse beaucoup plus réellement qu'en Allemagne, où tout un peuple aussi se battait. Car si la nation déchaînée sur nous était bien une nation armée, et formidablement exercée à la guerre, la masse n'en était pas moins un instrument servile entre les mains d'une caste qui lui restait étrangère, et la méprisait en la dirigeant. En France au contraire aucun préjugé de caste ou de classe ne venait faire obstacle à l'égalité vraie. Il y avait inégalité de grades, différenciation technique, suivant la division du travail nécessaire à tout organisme; il n'y avait pas inégalité d'homme à homme.

On dira peut-être que c'est trop voir les choses en beau. N'en disconvenons pas. Il y eut, même au début, des tièdes, des hésitants, des trop malins, que la pression collective et la peur des sanctions firent seuls marcher. Il y eut des « embusqués », beaucoup moins sans doute que ne l'imaginait une opinion publique qui, en raison même de l'immensité de son sacrifice, ne consentait pas à être dupe, et comme au temps des révolutions voyait partout des suspects, mais il eût été extraordinaire qu'il n'y en eût pas. Encore une fois ce serait folie d'attendre de tout un peuple un sacrifice délibéré. Il y eut même, également au début, des erreurs. Dans la volonté d'appliquer la loi, de réaliser l'idéal, on ne distingua pas suffisamment que l'idéal demande l'égalité des services, l'égalité de dévouement à la chose publique, non l'identité de ces services, et l'on priva la défense nationale de bon nombre de compétences, qui ne furent pas toutes retrouvées. Quand on s'aperçut de l'erreur, et qu'on se mit en mesure de la réparer autant qu'il était possible, les adversaires de la démocratie proclamèrent à tous les échos la faillite de l'égalité. C'était triompher à bon compte, car le principe essentiel de la démocratie, l'égalité politique et morale des citoyens, n'est nullement incompatible avec la diversité technique des tâches et la hiérarchie des grades, pas plus que les associations de toutes sortes qui se reconstituent sous la pression des circonstances ne sont incompatibles avec ce qu'il y a de légitime et de sain dans l'individualisme démocratique, qui n'est pas rivé à la loi Chapelier. Mais il faut bien nourrir les polémiques....

D'ailleurs, à y bien réfléchir, que de respect et d'admiration ne doivent pas inspirer de telles erreurs! A la base même de ces erreurs il y avait un instinct profondément moral, le sentiment que les différenciations

techniques, pour nécessaires qu'elles soient, sont d'un moindre prix que le don de la vie, et que rien ne peut être comparé au geste de celui qui prend un fusil et offre sa poitrine pour défendre une idée. L'idéal démocratique plus fort que la sage division du travail, quelle imprudence mortelle, si elle poussait à trop oublier les conditions de la vie, mais quelle sublime imprudence, et que les sages semblaient petits devant les fous! Tel était le sentiment qui animait, non les médiocres, mais les meilleurs; telle était la force avec laquelle ils sentaient l'idée d'égalité. Ils ne l'avaient jamais éprouvée d'un façon plus intense, plus concrète, plus vraie. Ce n'était pas une notion abstraite, un concept de dialecticiens, c'était une force d'une extraordinaire grandeur. Elle allait se retrouver dans les tranchées, où l'homme du peuple ne voulut en rien le céder au bourgeois, ni le territorial à l'officier de carrière. L'égalité devant la mort, acceptée par tous ceux qui répondaient présent, était dans son risque tragique, et en raison même de ce risque, mille fois plus réelle que n'avait jamais été, dans sa froide sagesse si souvent violée, l'égalité devant la loi.

Et c'est de ce double génie, libertaire et égalitaire, qu'était faite la fraternité républicaine. Fraternité des combattants dans les armées, fraternité des citoyens dans la nation. Fraternité qui n'était qu'un autre nom, plus intime et plus familial, de l'union, mais qui n'était possible que par le respect de la liberté et de l'égalité. Car on ne saurait imaginer une fraternité vraie qui ne soit pas nourrie de ces deux aspirations conjuguées. La fraternité est égalité, qu'elle soit l'égalité chrétienne, devant Dieu, de tous les enfants de Dieu, ou l'égalité révolutionnaire, devant la conscience et devant la loi, de tous les êtres humains qui ont en commun un minimum de raison et la volonté de le

développer. Et la fraternité est liberté, car une contrainte brutale, des privations de droits imposées à des êtres de même essence blessent au vif ceux qui ont pris conscience de cette communauté idéale d'origine ou de fins. L'arbitraire, l'inégalité, l'injustice détruisent tout amour; la fraternité dans la patrie n'est possible que par l'égale contribution, exactement proportionnée aux forces de chacun et limitée seulement par le salut commun, de tous les citoyens aux grandeurs et aux sacrifices de la patrie. Or chacun sentait, croyait sentir, que cette égale contribution, nécessaire au salut de la patrie et au maintien de son idéal, tous les citoyens étaient prêts à la consentir sans réticence. C'est pourquoi tous les citoyens, fils d'une même patrie, se sentaient des frères et couraient aux armes.

*
* *

Cet élan, cette beauté de la nation armée s'affirmaient par un autre symbole. Des chefs d'Etat qui témoignèrent leur sollicitude aux armées, en faisant de fréquentes visites au front, un seul ne portait pas l'uniforme, et c'était le président de la République française. Des ministres qui les accompagnaient, ou qui inspectaient séparément les troupes, un seul était un ministre « civil » de la guerre, et c'était le ministre français. Détails négligeables, dira-t-on, et même un peu puérils: ils sont cependant chargés de sens.

Certes, ce président en casquette et en veston, ce ministre en chapeau mou, sans autres armes qu'une canne bourgeoise, n'avaient rien de foudres de guerre. On pouvait estimer qu'ils faisaient piteuse mine à côté des souverains sanglés dans leurs uniformes et étincelants de décorations, image vivante de la guerre.

On pouvait déplorer qu'ils fussent incapables de prendre eux-mêmes la direction effective des opérations militaires, à l'exemple des souverains qui faisaient figure de chefs d'armée, même quand ils se bornaient, au grand soulagement de leur état-major, à cette figuration. Il ne manquait pas de Français, gardant encore l'image du panache blanc ou du petit chapeau, pour regretter cette représentation magnifique et cette action efficace. Que n'avait-on un Napoléon pour conduire à la victoire la nouvelle grande armée!

Ce saisissant contraste était pourtant d'une haute signification. Il était le signe visible d'une exacte répartition des tâches. Ni président ni ministre n'essayaient de se hausser au rôle de guerriers; ils faisaient simplement, honnêtement, leur fonction de civils. Ils n'avaient ni cheval noir, ni badine d'équitation, ils ne jouaient pas au général en chef. Ils n'avaient même pas l'habit à grands revers des représentants aux armées, car on était en guerre, non en révolution. Et ni le général en chef ni aucun des chefs d'armée ne jouaient au président ou au ministre. Ils donnaient l'impression de faire simplement, exclusivement leur métier, qui était de conduire la guerre, et rien de plus. Ainsi les attributions étaient nettes, la confiance intacte, et de cette confiance une grande sécurité naissait. Il apparaissait à tous les yeux, par un symbolisme impressionnant, que la République française n'était pas une machine de proie, un organisme taillé pour la guerre. Elle la faisait quand il fallait, et elle prouvait qu'elle savait la faire, mais elle n'était pas instituée pour faire de la guerre son industrie. Ses représentants poursuivaient d'autres fins. Et ceux qui menaient la guerre acceptaient ces fins, ne les discutaient pas. L'armée s'affirmait ainsi nettement au service de la nation, de cette nation d'ailleurs en armes dans les cantonnements et les dépôts, et dont

ces deux civils, le président et le ministre, personnifiaient la volonté démocratique. Et les officiers de carrière ne se sentaient nullement humiliés d'obéir à cette volonté, de voir sur leur front ces civils. Car ils étaient à l'honneur suprême, à celui que personne ne pouvait leur disputer, et qu'ils avaient pour la plupart, dans le secret de leur silence discipliné, si longtemps attendu. Chacun était à sa place, dans sa fonction, et personne ne se heurtait. Admirable symbolisme d'un chapeau noir en temps de guerre !

Il faut y insister, car on se trouve amené à l'un des aspects les plus paradoxaux, et cependant les plus profondément réels de cette guerre. Dirigée contre l'étranger, consentie et faite par l'unanimité des Français, elle était dans l'ordre de l'esprit de même nature qu'une autre guerre qui, peu d'années auparavant, avait déchiré les Français; elle était du même ordre que la fameuse Affaire.

On supplie ici le lecteur de prendre ces paroles dans le sens même où les entend celui qui les écrit. Il ne peut entrer à aucun degré dans son esprit, dans les heures que nous vivons (1), l'intention d'écrire une ligne susceptible de diviser. Il s'agit au contraire de constater un accord, et de rendre si possible cet accord durable. Mais un accord ne peut s'établir et durer que par des explications loyales et nettes. Considérer la grande guerre de 1914, la guerre nationale par excellence, comme étant au fond de même nature que la plus triste de nos dernières guerres civiles, cela sonne au premier abord comme une impiété ou un blasphème. Qu'on y réfléchisse cependant, que l'on médite avant de s'indigner. On se rendra compte alors des affinités profondes qui rapprochent ces deux

(1) Ces lignes étaient écrites pendant la guerre.

crises, et l'on comprendra mieux pourquoi les « dreyfusiens », tout en entrant du meilleur de leurs forces et sans arrière-pensée dans l' « union sacrée », ne se croyaient pas tenus, comme on les en sommait parfois, d'y pénétrer la hart au col et le cierge à la main. Eux aussi, eux surtout, avaient le sentiment de rester fidèles à eux-mêmes.

Cette toujours vivante Affaire, comment apparaissait-elle, comment apparaît-elle toujours à ceux des Français pour qui la clé de voûte du patriotisme est le culte de l'armée ? Elle apparaissait comme une immense et monstrueuse tentative destinée à détruire ou tout au moins à affaiblir cette armée. Discréditer ou diminuer l'autorité de nos grands chefs, de notre Etat-Major, semblait à ces Français un crime contre la patrie. Aux exigences d'une justice qu'ils qualifiaient d'abstraite — comme si elle n'était pas la garantie même de la vie sociale — ils répondaient par l'affirmation des exigences souveraines et préalables de la raison d'Etat. Or ces patriotes paraissaient bien vengés. L'armée, dont ils avaient pleuré l'humiliation, était maintenant à l'honneur, et ces généraux à qui l'on n'avait pas, disaient-ils, ménagé les avanies étaient acclamés comme des sauveurs. « Cet admirable Etat-Major », écrivait Maurice Barrès, en se retenant à grand'peine de s'étendre trop longuement, par respect pour l'union sacrée, sur le rappel des « temps abjects ». D'autres lui emboîtaient le pas, qui n'imitaient pas sa discrétion.

Mais on ne peut commettre de plus grande injustice historique, ni de plus complète erreur de méthode (injustice, bien entendu, à l'égard des « dreyfusiens » sincères, car les destructeurs systématiques — et il y en eut — il n'est pas ici question de les défendre). Ces officiers, ces instructeurs, ces juges, en ces tristes années pourquoi les avait-on incriminés ? On leur

avait reproché de ne pas remplir correctement leur fonction de juges, de ne pas accomplir strictement leur métier. Ces officiers avaient voulu transformer la justice militaire, dont les gens sensés ne contestaient pas qu'elle dût rester à certains égards, de par la nature des choses, une justice spéciale, en une institution par trop contraire à l'idée commune de la justice. Et leurs défenseurs, en appuyant, jusqu'à la fausser, sur l'idée en un certain sens légitime de la raison d'Etat, avaient fait par trop violence aux idées morales d'une démocratie, qui ne se peut accommoder d'une idéologie de tyrannie. En insistant, en creusant d'une façon toujours plus irritante le fossé entre l'intérêt particulier de quelques officiers, identifié arbitrairement à celui de l'institution militaire, puis de la nation tout entière, et l'esprit, la volonté politique de la démocratie, on ne pouvait qu'aggraver le conflit. Le problème ainsi posé, la solution en était fatale aux yeux des consciences scrupuleuses. Elles ne pouvaient admettre que l'Etat-Major ou l'Armée, corps techniques au service de la volonté nationale, exerçassent une pression *politique* sur les institutions du pays, ou refusassent de s'y conformer. C'était ce qu'elles avaient appelé très exactement le *militarisme*, analogue à cet autre abus qui, lui aussi, à certaines périodes, n'a rien eu de mythique, bien qu'il soit devenu presque grossier d'oser même y faire allusion, le *cléricalisme*. Entre le risque d'affaiblir l'instrument chargé d'assurer la sécurité du pays et celui d'affaiblir la volonté politique, l'idéal même de ce pays, elles avaient trouvé au premier une moindre gravité spirituelle. Suivant le mot de Péguy, elles n'avaient pas voulu que la France, le pays de l'idéal, fût constituée « en état de péché mortel ». Elles avaient appliqué, en prenant le mot dans son sens le plus haut, le « politique d'abord ! »



Que les temps étaient autres, en 1914, et comme l'atmosphère était débarrassée de ces nuages de plomb! Aucune trace n'existait de cet antagonisme dont nous avions tant souffert. Parmi nos grands bonheurs de ces jours prodigieux, un des plus grands sans doute que nous reconnaîtra l'avenir sera d'avoir possédé, au moment du danger, un généralissime qui n'avait pas de « passé », dont personne ne connaissait les idées politiques et ne pouvait par conséquent les suspecter, qui était, entièrement et exclusivement, un *technicien*. Autant que les qualités de l'homme, cette circonstance explique sans doute la popularité immédiate de « notre Joffre ». Et des grands chefs qui l'entouraient, on était certain aussi qu'ils ne faisaient, qu'ils ne voulaient faire que leur métier. Sans doute plusieurs avaient leurs opinions; elles étaient nettes et opposées; on le savait. Et cependant on sentait qu'elles ne comptaient pas, qu'elles n'empêcheraient ni les justes disgrâces, ni les honneurs mérités: on était sur un autre plan. Il ne venait à l'idée de personne que les militaires, pas plus que tout autre corps ou tout autre membre de la nation, eussent *voulu* la guerre, l'eussent désirée et imposée à la nation, comme on sentait qu'elle avait été voulue et provoquée Outre-Rhin par la caste militaire prussienne. Dans ces toutes dernières années, lors des âpres discussions pour ou contre la loi de trois ans, l'Etat-Major certes avait eu une doctrine. Il l'avait soutenue, il l'avait fait triompher. Cette doctrine, il se pouvait qu'elle ne fût pas toute la vérité, qu'elle fût virtuellement insuffisante, et c'est pour cette raison qu'elle avait été combattue, non seulement par des politiques, mais par d'autres spécialistes. Mais ces discussions

étaient restées — auraient dû rester tout au moins, car dans la pratique la passion politique avait souvent troublé la distinction des deux ordres — des discussions *techniques*. Elles n'avaient à aucun degré le caractère d'une mainmise de l'institution militaire sur la volonté politique de la nation, elles ne menaçaient pas la démocratie.

Ainsi la situation était profondément différente. Aux temps de l'Affaire, en pleine paix, on s'était méfié d'hommes qui abusaient de leurs fonctions, qui faisaient autre chose que leur métier. Aux temps de la grande guerre on acclamait des hommes qui ne faisaient que leur métier, et qui le faisaient bien; et parce qu'ils le faisaient bien on se reposait sur eux avec confiance. Il n'y avait aucune contradiction dans une telle attitude. On pouvait saluer l'héroïsme du colonel du Paty de Clam, réintégré dans ses fonctions, et garder son sentiment sur l'instructeur du procès Dreyfus. On pouvait même acclamer le général Mercier, un des introducteurs du 75, sans rien rabattre de la sévérité du jugement qu'on avait jadis porté contre le ministre de la guerre du procès Dreyfus. Il suffisait de voir les deux plans. Or, dans l'ordre politique, avec quelle violence les « dreyfusiens » d'autrefois sentaient revivre leurs anciennes ardeurs, qu'ils croyaient éteintes! Ce militarisme qu'ils avaient combattu, cette mainmise de l'institution militaire sur la direction politique d'une nation, où pouvaient-ils en voir une expression plus effroyable que dans l'Allemagne prussianisée, à l'heure même où la France en était délivrée? Et cette raison d'Etat négatrice du droit, contre laquelle s'était élevé leur *non possumus*, quelles formules plus écrasantes aurait-on pu en donner que le *Deutschland über alles* et que la théorie du chiffon de papier? Si la société des individus n'est possible que par le respect des droits de chacun, la société des

nations l'est-elle autrement que par le respect des droits des nations, même des plus petites? Sans incriminer aucunement — le moment n'était pas à la critique — le patriotisme des autres Français, leurs adversaires de la veille, les anciens dreyfusiens se sentaient bien tranquilles. Ce qu'ils éprouvaient, ils le reconnaissaient, et ils trouvaient naturel d'éprouver les mêmes réactions dans des circonstances analogues.

*
* *

Une chose, cependant, était de nature à les faire réfléchir et à leur inspirer des regrets. N'avaient-ils pas, ces « intellectuels », aux temps où l'on ne croyait pas à la guerre, un peu trop méprisé la fonction militaire, et les officiers de carrière qui l'accomplissaient? De cette fonction n'avaient-ils pas aperçu exclusivement la servitude, presque le parasitisme, sans en soupçonner la grandeur? Elle apparaissait maintenant, cette grandeur, à la lueur sinistre de la catastrophe qui renversait l'échelle des valeurs. Ils comprenaient — et ils le sentaient plus encore qu'ils ne le comprenaient, surtout ceux d'entre eux que l'âge ou la faiblesse rendait impropres à des tâches plus viriles — ils comprenaient que si toutes les fonctions sont utiles et nécessaires au corps social, celle-là seules peuvent être déclarées nobles qui entraînent pour ceux qui les exercent le dévouement et le sacrifice, le risque constant de la mort. Ah! que la supériorité apparaissait de l'action sur la pensée; combien la « carrière » militaire, jusque-là dédaignée, paraissait quelque chose d'autre et de mieux qu'une carrière, et combien ces officiers, qui tous les jours prodiguaient leur sang, laissaient loin derrière eux ces « intellectuels » ratiocineurs qui ne couraient aucun

risque! Comme il allait falloir réparer les injustices du passé!

Ainsi pouvaient-ils battre leur coulpe, et on les y exhortait vivement. Ils ne s'y dérobaient pas, sachant bien que l'action prouve en effet, non la vérité intellectuelle, qui est chose différente, mais l'efficacité pratique. Et que le temps fût à l'action ceux qui ne pouvaient agir le sentaient comme une constante brûlure. Mais cet hommage rendu à la grandeur militaire ne comportait nullement, ainsi qu'il vient d'être dit, une rétractation et une adhésion à la servitude du militarisme; le rôle de l'officier, s'il s'illuminait d'une incomparable beauté, ne devait pas empêcher de voir l'utilité persistante, quoique plongée dans l'ombre, des autres fonctions sociales. Surtout il ne devait pas faire méconnaître que l'officier, si noble que soit son acceptation du sacrifice, n'est qu'un gardien, le gardien de l'idéal et des fins poursuivies par son pays, par la volonté des citoyens. Si nécessaire que soit le gardien, il faut qu'il ait quelque chose à garder: on ne se bat pas autour d'une châsse vide. Ce que défendait le glaive, c'était la volonté de liberté et de justice de la France éternelle.

Et puis, il fallait voir le problème dans toute son étendue, tel qu'il se pose dans une démocratie. S'il y avait dans la société un corps, un corps unique, dont la fonction fût de protéger et de mourir, ce corps pourrait certes faire courir de grands dangers à la liberté de la nation dont il aurait la garde, et le pouvoir civil serait fondé à s'en préserver, mais il ne faudrait pas lui ménager les honneurs et l'admiration qu'on doit aux héros. Ainsi en fut-il des armées d'ancien régime, aux temps où combattre et mourir sur le champ de bataille était la fonction de la seule noblesse. Ainsi en serait-il des armées de métier. Mais les officiers de carrière n'avaient plus seuls ce privilège de s'exposer

et de mourir. Une démocratie — on l'a vu déjà — est une société où tout un peuple est devenu sa noblesse, où la nation armée élimine les mercenaires. De par la loi d'égalité c'est tout un peuple qui se lève, qui risque et qui tombe, dans la personne des meilleurs de ses enfants. Les soldats-citoyens sont fauchés aussi bien que les officiers, et les territoriaux comme ceux de l'active. Dès lors l'immense admiration pour le sacrifice s'étend, non à une catégorie exclusive de combattants, mais à toute la nation. Toutes les confessions, tous les partis, toutes les conditions allaient réclamer l'honneur de mourir.

Ceci dit, la justice oblige à reconnaître que les officiers de carrière conservaient sur un point leur supériorité. Cet effort discipliné de la nation armée ne serait pas possible si, en temps de paix, des cadres permanents ne le préparaient pas, ne le soutenaient pas. Telle est la fonction propre de la vie militaire. Et au moment de l'action les hommes ne sauraient déclancher leurs mouvements et prendre leur élan si l'officier n'était pas là pour les entraîner, les électriser, marcher à leur tête et tomber le premier. Que d'hécatombes la guerre montrait, que de jeunes forces ainsi disparues! Ici la raison s'incline et l'analyse se tait: quel hommage vaut celui-là?

*
* *

Par ses idées directrices, par les dévouements qu'elle inspirait, la démocratie pouvait donc regarder la tête haute le danger. Elle avait commis des fautes. inhérentes à sa constitution même, et dans ces fautes tous les partis, tous les Français avaient leur part de responsabilité. Mais quel régime peut se flatter d'en être exempt? Et les républicains pouvaient toujours dire que ces fautes de la République étaient la rançon

de son excellence même, des raisons pour lesquelles on l'aimait chèrement. Ces raisons, à la lueur tragique de la guerre, dans les oppositions violentes qui se creusaient, apparaissaient plus graves et plus sacrées, et le régime qui se proposait de les faire vivre en était lui-même idéalisé. Ce régime que l'on accusait de n'avoir pas d'âme, d'être sans pensée et sans mémoire, de ne pouvoir s'élever au-dessus d'un rationalisme sec, de compétitions stériles d'individualités et de clans, voici qu'il dévoilait d'un coup ses idées-mères, tout ce qui dans sa raison dépassait sa raison, et en constituait la partie vivante et motrice. Sans nier la puissance des mystiques transcendantes, il affirmait la splendeur de son humanisme.

CHAPITRE IV

AU-DESSUS DES DIVISIONS

Ainsi, malgré l'« union sacrée », les différences irréductibles des individus subsistaient. Les partis n'abdiquaient pas, ne se convertissaient pas; chacun croyait même trouver dans les événements une confirmation de sa propre politique ou de sa propre mystique. La guerre ne créait rien, n'abolissait rien, elle ne faisait pas de miracles. Elle ne pouvait pas substituer une unité absolue à des divergences qui plongaient leurs racines au plus profond de la nature humaine. Mais à défaut d'une chimérique unité il y avait union, et cette union concrète, vivante, seule importait. Les partis, les classes, les confessions, sans se renoncer, abdiquaient provisoirement ce qui les séparait. Par delà leurs diversités ils retrouvaient ce qui leur était commun: d'abord la volonté de maintenir les conditions élémentaires de la grandeur nationale, c'est-à-dire le sol de la patrie ; puis ce qu'il y avait de commun jusque dans leurs divergences idéologiques les plus graves, l'amour d'un idéal différemment justifié, mais qui restait dans ses plus hautes aspirations le même pour toutes les grandes âmes. A l'heure du danger cette volonté commune passait seule au premier plan. Elle unissait.

D'ailleurs, si belle que fût l'union des partis, elle n'était qu'un des aspects, et non le premier, de

l'« union sacrée ». Cette volonté d'union était bien plus profonde, elle surgissait du cœur même du pays. Au-dessous des divisions de parti, qui sont une des premières réactions de l'homme qui commence à penser, il y a les effusions simples du cœur, les instincts élémentaires qui transportent tous les braves gens. Il y a les élans de sympathie spontanée, aussi réels que le froid égoïsme, et qui ne trouvent jamais mieux à se manifester que dans les moments de grand péril ou de grand enthousiasme, où la vie collective exprime tout son fluide. Ce spontané désir d'union renversait des obstacles autrement résistants que les poteaux indicateurs des opinions politiques, elle mêlait les classes et les confessions. A Paris comme dans les villages, dans les œuvres qui commençaient à surgir, les petites gens coudoyaient les bourgeois, les révolutionnaires des Bourses du travail s'asseyaient à côté des représentants du Pouvoir qui, la veille, requéraient contre eux, les évêques ou les pasteurs montaient sur les mêmes estrades que les préfets. Même les haines de clocher, si tenaces, si indestructibles, se fondaient parfois à ce feu; on voyait un instituteur serrer la main du curé, tandis que M. Homais restait dans son capharnaüm. On voyait même, chose encore plus prodigieuse, les membres des sociétés d'archéologie rivales se saluer et s'aborder; on pouvait espérer qu'on ne verrait plus d'ammonites républicaines ni de belemnites réactionnaires. Bien des rivalités anciennes apparaissaient ridicules, même quand on n'avait pas la force d'y renoncer, dans les larmes du départ, quand les familles ennemies accompagnaient à la gare les fils ou les maris qui partaient défendre la même cause. Le bourgeois pondéré découvrait avec étonnement que l'ouvrier de l'usine, qu'il avait toujours considéré comme un énergumène, marchait résolument contre d'autres que les patrons, et le prolétaire

était réconforté de voir que le fils à papa n'était pas nécessairement un tire-au-flanc. Il y avait surprise et parfois stupeur réciproques: on se regardait en se frottant les yeux, on ne se reconnaissait pas.

Qui dira les merveilles de sympathie spontanée, d'entr'aide fraternelle, accomplies par les Français de toutes classes, dans ces premiers temps de la guerre de 1914? C'était à qui offrait ses services, si humbles fussent-ils, heureux quand ils étaient acceptés, désemparé quand aucune réponse ne venait. Services qui visaient à rétablir la bonne marche de toutes les fonctions, les publiques comme les privées, également mises mal en point par la mobilisation. On s'inscrivait dans les préfectures, dans les mairies, on se disputait les places dans les hôpitaux, comme ailleurs on faisait avec le même zèle les foins, les moissons, les vendanges, comme ailleurs encore on assurait spontanément l'ordre et la bonne administration, transformé en garde civil, en maire, en adjoint. Il y avait foison d'auxiliaires bénévoles et, en l'absence des fonctionnaires de droit, suffisance de fonctionnaires de fait. Et sans doute la spontanéité ne fut pas partout absolue, ni suffisante. Il fallut, en certaines régions, procéder aux réquisitions des services civils permises par le Code pénal, notamment pour les semailles. Mais partout ces réquisitions furent acceptées avec bonne grâce, comme l'avait été la mobilisation. Et ainsi, malgré la contrainte des lois et des sanctions, base solide, nécessaire, plus réelle que le romantique enthousiasme ou la chimérique levée en masse, c'était bien un sens démocratique très profond que manifestait ce peuple de France, par son empressement à combler les lacunes des administrations, comme à obéir à la loi qu'il avait faite ou consentie. Saine, précieuse démocratie de l'instinct populaire: c'est de sa substance que se forme la démocratie raisonnée.

Et c'était une sympathie, une solidarité *concrètes,* un puissant courant qui circulait entre toutes les classes de la nation. A la générosité d'en haut, qui renonçait à ses aises sans murmure, souvent avec joie, répondait la cordialité d'en bas, la rondeur joviale du peuple accoutumé à la gêne, et qui acceptait de la voir se transformer en pauvreté. On était, non seulement au-dessus de la loi écrite, mais au-dessus des contraintes de l'habitude, de la vie monotone. On éprouvait que par delà cette routine, par delà ces aises, par delà même la vie de famille dont on commençait à sentir les mutilations, il y avait une réalité plus grande, plus auguste, qui s'appelait la patrie, et une plus grande encore qui s'appelait l'idéal. Et dans la fusion des égoïsmes quotidiens on commençait à les sentir et à les vivre, ces réalités, comme jamais on ne l'avait fait.

Chez ceux qui réfléchissaient, qui vivaient profondément de la vie de l'esprit, et que séparaient par conséquent les divergences les plus graves, la volonté d'union n'était pas moins entière; seulement elle s'entourait de la lumineuse auréole de l'adhésion réfléchie. Qu'importaient à cette heure les épuisantes disputes sur les racines ou les mobiles de l'activité morale, sur l'origine surnaturelle ou purement humaine de nos plus belles aspirations ou de nos conceptions les plus idéales! Le temps n'était pas à l'analyse: il n'y avait qu'à constater l'effet sans ratiociner sur la cause. France révolutionnaire ou France d'ancien régime, vertus de transcendance ou vertus d'immanence, il n'y avait qu'à les accueillir toutes, à les fondre dans une rivalité d'héroïsme et de sacrifice. Le fond restait intact. L'esprit religieux pouvait toujours se dire qu'un tel jaillissement de courage sublime, une telle offre de soi à la mort restait inexplicable si l'on n'admettait pas que la force divine vînt constamment ins-

pirer et soutenir la faiblesse misérable de l'homme. Et l'esprit détaché des disciplines surnaturelles restait libre d'admirer la prodigieuse souplesse et la faculté de renouvellement de l'âme humaine, capable des élans les plus désintéressés comme des calculs les plus abjects. Diversité d'explications, unité d'action, allait-on dire; en ce moment l'union seule importait. Les œuvres d'abord, l'explication viendrait ensuite. Et les fils de saint Louis et les fils de Danton, les fidèles des vieilles croyances et les disciples des nouvelles, se sentant unis à la fois par ce qu'il y a de plus élémentaire dans les instincts et de plus haut dans les mystiques, sentaient à une profondeur émouvante, dans un état d'exaltation où ils avaient conscience de ne s'être jamais trouvés, la continuïté de la France révolutionnaire et de la France chrétienne, du passé et de l'avenir.

Ah! oui, continuité, unité, harmonie! En d'autres temps, qui reviendraient, il eût été nécessaire d'affirmer l'insolidarité, la diversité, la scission. La conduite de l'être humain n'est pas uniforme, ou plutôt la volonté de réaliser le même idéal exige parfois des décisions qui paraissent contradictoires. Mais en ces heures d'union et d'action, c'était tout ce qu'il y avait de *positif* dans la raison et dans la tradition humaine qui s'affirmait. Le patrimoine qui constituait ce qu'on pouvait appeler la civilisation occidentale, héritage commun de la culture antique, de la tendresse chrétienne et de la dignité révolutionnaire, apparaissait comme d'autant plus net et plus cher qu'il était plus menacé par un retour de la barbarie. En particulier on sentait, avec une intensité sacrée, tout ce que signifiaient, depuis des siècles de christianisme, ces notions de respect de la personne humaine et d'amour de l'humanité dont notre être était pétri. Et tout ce qui était grand dans la tradition révolutionnaire, loin de saper

ces notions, leur communiquait une nouvelle force et une nouvelle lumière. Qu'importait aux uns que ce « royaume de Dieu et sa justice », qu'il s'agissait en somme d'instaurer partiellement sur la terre, fût déjà dans l'Evangile, et que la plupart des chrétiens n'en crussent la réalisation progressivement possible que par la confiance en un Dieu personnel? Qu'importait à d'autres que la France révolutionnaire, la France humaniste et laïque, eût paru tourner le dos aux préceptes de la vraie foi, si elle appliquait, malgré ses erreurs et son apostasie, au rebours d'autres nations plus religieuses ou catholiques, l'enseignement le plus authentique de l'Evangile? Le fait capital, et qui unissait, c'était que pour les uns et les autres, pour la presque unanimité des Français, l'idéal était le même. Et cet idéal était une vue haute et généreuse de la nature humaine, une constante invitation à réfréner les instincts animaux, et à orienter le vouloir-vivre naturellement égoïste vers les perspectives proprement humaines d'amour et de justice. La rédemption chrétienne se retrouvait dans le sacrifice laïque. Voilà ce que disaient également, en des langues différentes, le christianisme et l'humanisme: c'était bien la même tradition. La continuité s'affirmait donc, plus réelle que la cassure. Au delà des divergences d'explication, il restait l'unité de la raison et de la nature humaine, divinement préformée ou en voie d'humain devenir.

Et tout cela parce que, sur la monotonie de la vie quotidienne, un grand courant avait passé, qui avait gonflé les poitrines et entraîné tous les miasmes; tout cela parce que dans les villages les gars partaient, grisés par le clairon et le tambour, et suivis par les gamins; parce que, dans les villes, les régiments passaient, couronnés de fleurs, salués d'acclamations, ou que retentissait sur le pavé sonore le roulement des

caissons ou des camions, également fleuris; tout cela parce que c'était la guerre. C'était un événement inouï, imprévu, qui élevait d'autant plus les cœurs qu'il était moins attendu, et qui tout de suite mettait les existences les plus grises de plain-pied avec l'héroïsme. Même ceux qui repoussaient la doctrine de la guerre providentielle se sentaient soulevés par un mystérieux émoi ou un délire sacré, qui dépassait la froide raison. Sans doute il y eut, surtout dans les villages, partout où le flux de la vie collective n'était pas assez fort pour briser chez l'individu sa carapace d'habitudes prudentes, quelques instants d'appréhension, des ressouvenirs du passé, des craintes obscures; mais chez presque tous l'état de grâce surmontait vite les faiblesses de la carcasse. La vie, si médiocre, était transfigurée; elle offrait, en ces heures privilégiées, un magnifique spectacle de résolution et d'énergie. Quelque fois, dans la douceur d'un soir d'été, on s'arrête longuement à contempler les lignes des collines ou les flèches des édifices qui se profilent sur l'horizon ensanglanté, incendié des rougeurs du soleil couchant, et jamais la nature n'est plus splendide et émouvante. Ainsi, à la veille de la guerre, au moment même où elle commençait, la France, jusque-là obstinément pacifique, prenait un aspect nouveau, s'unissait en un bloc compact qui découpait son geste résolu sur les rougeurs de l'horizon soudain devenu pourpre. Et jamais la République ne fut plus belle qu'en ces jours de crise...

Cette guerre était sentie comme une guerre d'indépendance, une guerre de liberté. Chacun éprouvait avec intensité que la France n'avait pas voulu la catastrophe, que c'était une folie de lui en prêter même la pensée; mais aussi chacun sentait qu'il n'y avait pas moyen de reculer, que c'était se déshonorer, en tant que peuple, à tout jamais. Là, et non ailleurs, se

trouvait la véritable renaissance du pays, expression dont au surplus on allait tant abuser. Chacun voyait naître en soi, avec étonnement, s'il avait le loisir et le goût de s'observer, une autre nature qui lui paraissait presque étrangère, qui lui semblait venir de loin, de très loin, et qui était lui. L'honnête citoyen français ne se reconnaissait plus. Pacifique, épris de ses aises, libre et aimant la liberté, il était transporté d'une sainte indignation à la vue de cette guerre qu'il n'avait pas voulue, qui le surprenait en plein travail, et qui venait comme un ouragan détruire les fruits de son labeur séculaire. Plus encore que par la perspective des ruines matérielles, on était exaspéré par l'affront, par la réalisation brusque de cette menace à laquelle on commençait à ne plus croire. On en avait assez. On ne voulait plus sentir sur la terre française l'ombre du casque et du poing allemands, l'haleine étouffante du géant teuton. On ne menaçait pas le voisin, on songeait bien moins encore à le provoquer, mais on voulait rester maître chez soi. Tanger, Agadir, les proclamations apocalyptiques, les homélies ou les menaces d'un Lohengrin finaud, on avait supporté çà; on en avait ri, comme on sait rire au pays de Molière et de Rabelais; on en avait souri, comme savent sourire les honnêtes gens formés par la civilisation la plus vieille, la plus indulgente, la plus discrète qui soit au monde; même on avait consenti à « causer », comme on sait faire dans un pays qui n'est pas inaccessible à l'idée de justice, même quand son intérêt est en jeu. On s'était résigné, dans cette politique coloniale où avait contribué à nous engager Bismarck, à d'humiliants sacrifices, durs à la fameuse vanité française. On n'avait pas voulu la guerre, on ne s'était même pas préparé à la faire. Mais on ne supportait pas d'être tenus en tutelle; prêts ou non, forts ou non, on était aux dernières limites de la patience. Et ce que

n'avaient pu obtenir ni l'intérêt le mieux excité, ni les souvenirs les plus poignants, ni les exhortations les plus véhémentes, l'indignation, fondue dans le sentiment de l'honneur, le provoquait spontanément.

On n'avait pas encore l'expérience de la guerre, mais on la pressentait. On devinait qu'elle allait être prodigieusement féconde en grandeurs, en atrocités et en douleurs; qu'elle allait être, non un corps-à-corps d'individus débiles, mais une lutte de géants. Comment un tel bouleversement n'aurait-il pas tué chez beaucoup le vieil homme, et fait naître des hommes nouveaux? Tout l'individuel disparaissait, soudainement aboli. On confondait son souffle avec celui de la collectivité dont on se sentait un atome, on ne vivait plus que dans l'intemporel, dans l'universel, dans l'éternel. Les vanités de l'existence, les raffinements byzantins, les plaisirs artificiels de sens blasés et d'une curiosité fatiguée, les préjugés de classe ou de rang, toutes les misérables petites choses auxquelles on attache du prix dans une vie trop facile étaient emportées comme fétus par l'immense souffle tragique du sacrifice et de la mort. Plus que cela, les affections les plus légitimes, les tendresses les plus douces, les amours les plus passionnées, toutes les joies et les inquiétudes les plus nobles de l'individu étaient refoulées par un sentiment plus large et plus poignant. En face du cataclysme qui soudain menaçait la vie et les destinées du pays, comment eût-on encore osé se plaindre, se regarder? Même la sainte douleur, mère de l'ennoblissement, ne comptait plus. Tout l'éphémère était balayé, l'intérieur des consciences était purifié. Devant ces épreuves et devant ces souffrances, le départ se faisait de soi. On sentait avec profondeur, d'une intuition émouvante, ce qui seul a du prix et ce qui est destiné à périr.

Minutes incomparables. On ne connaissait pas

encore par le détail les conversations diplomatiques, que malgré la diffusion du *Livre Jaune* la plupart des Français ne connaîtront sans doute jamais. On ignorait les manœuvres par lesquelles le Chancelier de l'Empire avait désarmé au Reichstag les dernières résistances qu'il pouvait craindre. On ne connaissait pas la merveilleuse histoire des bombes sur Nuremberg. On ne savait qu'une chose: que malgré la volonté pacifique du peuple et du gouvernement français, volonté affirmée jusqu'au seuil de la guerre, la volonté d'une caste et la passivité d'un peuple avaient, par une humiliation méthodique et tenace, imposé à la France la seule attitude digne d'un peuple libre. On sentait aussi — point qui ne peut être ici qu'effleuré, mais qu'il faut noter — que malgré de graves défaillances la Russie chaotique n'avait pas plus voulu la guerre que nous, et qu'il fallait faire honneur à l'alliance si nous ne voulions pas être un jour irrémédiablement abandonnés et écrasés. On sentait enfin que si l'Europe devait décidément vivre sous la botte germanique, sous la menace permanente des obusiers et des zeppelins, c'en serait fait de toutes les raisons de vivre qu'avait inventées la noblesse affinée de notre civilisation occidentale. Mieux valait briser le joug ou mourir de suite. Il fallait secouer cet abject chantage, qui n'avait que trop duré. On sentait que le temps était venu de marcher, qu'il fallait « y aller ». Et de la même résolution froide, aussi exempte de fanfaronnade que de crainte, qui animait le paysan comme le bourgeois, on y allait...

LIVRE III

LE LENDEMAIN

(Les ombres sur la victoire)

INTRODUCTION

Tout est fini, ou semble fini, en Occident. Les armées ont marché sous l'Arc triomphal. Le traité de paix, après bien des lenteurs, a été ratifié, au moins en Europe. Malgré l'évidente mauvaise foi de l'Allemagne à l'exécuter, il est entré en vigueur. Et bien que l'Orient soit toujours en feu, bien que l'Amérique reste énigmatique, bien que des soubresauts agitent toujours l'Europe centrale et balkanique, à l'ouest de cette ligne dont a parlé à la Chambre M. Charles Benoist on peut dire que c'est la paix. Les combattants démobilisés sont redevenus des citoyens, la vie semble avoir repris son cours normal, les élections de 1919 ont fait oublier celles de 1914. La retraite forcée de l'homme d'Etat qui avait « fait la guerre », la retraite volontaire du Président qui l'avait appelé au

pouvoir semblent avoir clos la période martiale. Et en même temps que commence le travail de vérification et de rectification qui établira dans les détails la vérité historique, la grande guerre tend pour les imaginations à n'être plus qu'une légende, qui va rejoindre dans les esprits la légende napoléonienne.

Revoyons, confrontons ces deux visages de notre pays, dont les traits accusés persistent dans notre souvenir. Celui de la France d'avant-guerre, de la France divisée, dont il était tonique peut-être de mettre en lumière les points faibles, car ceux qui savent aimer sont sévères à ce qu'ils aiment; et celui de la France de 1914, de cette France unie et raidie dans un grand élan de révolte et d'espoir. Et demandons-nous ce qu'ils sont devenus aujourd'hui, après plus de quatre ans de guerre et plus d'un an de paix provisoire, au moment où commencent des jours nouveaux bien plus salués par l'attente des peuples que par la froide réalité.

Surtout ne prétendons pas, dès maintenant, porter un jugement complet et définitif sur ces années formidables. Nous en sommes trop près encore, le recul manque pour la totale impartialité historique. Nous brûlons encore de passions mal éteintes, dont quelques-unes d'ailleurs sont vitales, et toute angoisse ne nous a pas quittés. Pourtant nous pouvons nous croire délivrés de l'hypnose guerrière; la vie a rudement réveillé quelques-uns d'entre nous, elle en a plongé d'autres dans une hypnose inverse. Donc soyons modestes, mais sous ces réserves essayons, regardons. Tâchons d'unir, en comprimant les battements du cœur, et sans forcer la voix, la préoccupation du citoyen à la lucidité de l'observateur.

CHAPITRE PREMIER

LES ILLUSIONS PERDUES

Pourquoi le nier? L'impression dominante, depuis de longs mois déjà, est une impression de déception et de désenchantement. Impression qui paraît être ressentie jusque dans les « sphères gouvernementales »: un ministre a pu confesser nos illusions perdues (1). Et ce n'est sans doute pas sans intention que l'anniversaire de l'armistice n'a donné lieu, au moins en France, à aucune pompe officielle. On sentait trop que les cœurs n'étaient plus emportés, le 11 novembre 1919, par l'élan tumultueux qui les soulevait un an auparavant. La signature du traité de paix, vers la fin de juin, n'avait déjà plus provoqué de manifestations aussi enthousiastes, et les débats sur la ratification, dans la presse et dans les Chambres, ont clairement montré que l'esprit public n'était plus unanime. Phénomène en partie naturel: on ne peut s'attendre à voir se prolonger des émotions qui tendent jusqu'à l'excès les ressorts de la machine humaine. Réaction plus forte cependant qu'on ne s'y fût attendu, et qui se double d'une inquiétude réfléchie.

Cette inquiétude, les bons citoyens l'ont moins con-

---

(1) M. Isaac, ministre du commerce, dans un discours prononcé à la foire de Lyon, le 6 mars 1920.

nue durant la guerre. Ils avaient confiance dans le succès, et même s'il avait fallu prévoir le pire leur esprit s'y trouvait préparé. Maintenant encore, il ne convient pas de ne voir que les ombres. Ces bons citoyens n'ont pas oublié la joie des premiers jours de l'armistice, grave et forte. Ils ont communié, car ils sont hommes, avec la première ivresse de la foule traînant les canons dans les avenues splendides, aux jours déjà lointains de novembre. Ils ont aussi vibré, de tout leur cœur, dans un élan où n'entrait rien de bestial, avec la reconnaissance de tout un peuple acclamant les survivants sous l'Arc, après avoir veillé les morts aux Champs-Elysées, dans l'apothéose de juillet. Mais parce qu'ils sont hommes aussi ils veulent que cette joie se justifie en raison, et ils repoussent les fades adoucissements qui pourraient leur dissimuler la réalité de la situation. Or, si une inquiétude les effleure depuis la victoire, c'est qu'ils mesurent avec probité, sans sévérité ni complaisance excessives, le chemin des promesses aux réalisations.

Sans excès de sévérité. La passion politique ne les pousse point à méconnaître, comme le font des adversaires qui oublient toute justice, ce qu'il y a malgré tout de réconfortant et de nouveau dans ce traité de paix, qu'il est devenu de mode de vilipender sans nuances, en laissant dans l'ombre les parties justes qu'on avait d'abord reconnues. Ce n'est pas un gain médiocre que la réparation des grandes injustices historiques, que le retour ou la restauration de l'Alsace et de la Lorraine, de la Pologne, des nationalités d'Autriche et des Balkans conformément à leurs vœux historiques persistants. Ce n'est pas non plus un phénomène historique négligeable que l'introduction, dans un instrument diplomatique, de cette idée de la Société des Nations, aujourd'hui effondrée sous l'impopularité de l'homme d'Etat qui l'a imposée aux préoc-

cupations des politiques, mais qui n'en est pas moins à l'horizon de la voie où il faut s'engager pour faire sortir de l'anarchie les rapports entre les peuples, et qui est une idée française avant d'être une idée wilsonienne. Et pour tout dire, malgré la certitude où nous sommes maintenant du manque de sanctions, ce n'est pas un mince progrès moral que cette condamnation solennelle de la guerre, que cette mise en accusation de criminels qui se trouvaient jusqu'à présent couverts par la raison d'Etat. Germes sans doute encore incertains et menacés; progrès contrecarrés par les résistances de l'ancien droit et de l'ancien esprit persistant; applications difficiles par suite de la complication parfois inextricable des situations territoriales et des exigences des jeunes nationalités déchaînées; défaillances enfin et contradictions qui ne sont pas niables, et dont on accable les auteurs responsables, mais qui tiennent moins peut-être à l'insuffisance des négociateurs qu'à la difficulté d'une tâche qui dépassait vraisemblablement toutes les forces humaines. Pour liquider une aussi formidable situation il eût fallu des surhommes. Les faibles humains qui ont réglé le sort de l'Europe ne pouvaient prétendre à ce titre, mais c'est une question de savoir si les plus âpres de leurs censeurs eussent fait mieux. (1)

Ne méconnaissons pas ces progrès; ils empêchent d'être entièrement du nombre de ceux qu'on a nommés les « désenchantés de la paix ». L'enjeu valait les sacrifices, réserve faite de ceux qu'eût épargnés une meilleure économie des hommes et des choses. Et d'ailleurs on ne pouvait pas faire autrement. Pourquoi

(1) Il semble, à mesure que s'accumulent les difficultés d'application, que les « parties fragiles » du traité l'emportent sur ses parties excellentes. Est-ce à cause de la résistance des choses ou de la veulerie des hommes? On ne peut encore que poser la question. (*Note de 1921*).

cependant la paix, même après admission de ces heureux résultats, et interprétée comme cette « paix de vigilance » que tous ses défenseurs au Parlement ou dans la presse ont entendu qu'elle fût, pourquoi la paix laisse-t-elle, au cœur de ces bons citoyens qui l'acceptent d'un cœur vaillant, et qui sont très étrangers à toute manœuvre politique, une tristesse qu'ils ne peuvent chasser? Pourquoi cette tristesse affecte-t-elle surtout, non les politiques qui sont assez fermés à toute réaction « sentimentale », mais les « idéalistes », ceux qui ont vu dans la guerre une croisade et se sont dévoués à des fins morales qui étaient pour eux toute la raison d'être de la vie? Hélas, c'est qu'aux injustices corrigées en ont succédé d'autres, que l'ancien esprit politique persiste, que les impérialismes se sont déplacés plus qu'abolis, que les scandales ont obstrué les sacrifices. Il était fatal que les simples citoyens subissent quelques désillusions; il ne l'était peut-être pas que ces désillusions fussent si fortes, ni surtout qu'elles vinssent de côtés d'où on ne les attendait pas.

*
* *

L'impérialisme politique n'est pas mort. Les mouvements nationalistes n'ont pas fini de travailler les nations en plein développement ou les jeunes Etats appelés à la vie. La guerre est finie en Occident, mais elle ensanglante toujours l'Europe orientale, où le messianisme panslaviste, après avoir fait du tsarisme son instrument d'expansion, semble maintenant vouloir se répandre par l'autocratisme bolcheviste qui a pris la place du tsarisme, et qui veut mener la guerre sainte contre l'Occident « réactionnaire » et vieilli. Et

quelles menaces de conflits s'annoncent pour demain en Extrême-Orient, et en Afrique, et dans le Nouveau-Monde, si une organisation internationale puissante et pourvue de sanctions effectives ne prévient pas les conflits des impérialismes aux aguets! L'Europe même reste un mystère. L'Allemagne, de toute évidence, ne se sent pas définitivement vaincue. A mesure que les jours s'écoulent elle oublie sa chute profonde d'il y a plus d'un an. Ou plutôt elle la déguise, elle en transforme les causes, de nouvelles légendes se créent qui auréolent d'un jour nouveau tout le passé. On en est à se demander si les alliés n'ont pas eu tort de ne pas faire sentir à l'Allemagne qu'elle touchait des deux épaules. Il n'est pas jusqu'aux graves embarras où elle se débat qui ne soient propices à la propagation de la fièvre de haine et de revanche que ne manque pas de déchaîner la fureur pangermaniste. La contre-révolution avortée de mars 1920 est un symptôme de ce travail.

Sans doute des changements sont survenus, qui ne sont pas négligeables. L'Allemagne, quoique restant un *Reich* unifié, est officiellement une démocratie. Elle a désormais, de par sa constitution, les *moyens* de changer son âme et de devenir pacifique, comme a fait la démocratie française jadis si belliqueuse. L'intérêt comme le devoir des alliés est de l'y aider. Mais c'est une tâche de longue haleine, une possibilité à cultiver: on ne change pas en un tournemain l'âme d'un peuple fanatisé par cinquante années de prussianisme, et qui reste un bloc compact au milieu de nations affaiblies ou disloquées. Le succès de la grève générale qui a brisé le coup d'Etat militariste est un événement plus significatif, un grand fait en ce sens que pour la première fois les hobereaux et les militaires ont trouvé devant eux une force qui les a maîtrisés; mais ce que l'on sait des socialistes allemands et de leur mépris pour les « idéologies bourgeoises »

démocratiques ne permet pas de croire à une radicale transformation des sensibilités (1). Une politique habile et ferme serait nécessaire, à la fois pour imposer à l'Allemagne vaincue les justes réparations et les garanties qu'elle nous doit, et pour y développer les germes de libéralisme vrai dont l'épanouissement constituerait notre plus sûre sauvegarde. Cette politique, saurons-nous, pourrons-nous la faire?

Pour la pratiquer en toute sécurité il faudrait que les nations victorieuses, qui ont combattu pour le droit, fussent entièrement guéries de cet impérialisme contre quoi le monde s'est dressé quand il a voulu lui imposer sa loi en 1914. En est-il ainsi? Des Français sont à l'aise pour poser la question, car ce n'est pas de leur côté, malgré des accusations passionnées, qui ont influencé jusqu'au président Wilson, qu'on peut faire tomber principalement l'accusation de militarisme ou d'impérialisme. Quoi qu'on puisse penser des intentions, réelles ou supposées, de nos négociateurs, ils ont en définitive tout sacrifié à l'entente avec les alliés. Les garanties et les réparations envisagées, même si elles sont parfois contestables ou d'une application difficile, ne peuvent pas en bonne justice passer pour l'expression d'un appétit immodéré de puissance. Cela est évident pour tout homme équitable, qui connaît bien nos mœurs et nos conditions de vie; le paradoxe de telles accusations qui tendent à transformer — toujours — la victime en coupable, ne fait que souligner les progrès de l'oubli, et paraît d'autant plus étonnant que ces accusations pourraient plus justement se retourner contre ceux qui les profèrent.

(1) On sait d'ailleurs que le militarisme allemand, vaincu à Berlin par la grève générale, a cherché sa revanche dans le bassin de la Ruhr. On connaît aussi les difficultés diplomatiques qui en sont résultées.

Car il faut bien se demander, puisque des hommes d'Etat très pondérés l'ont fait à la tribune ou dans la presse, si tous nos alliés ont observé une modération semblable à celle de la France, et l'on peut n'être pas très satisfait de la réponse. L'empire britannique est démesurément accru; le nationalisme italien s'irrite de rencontrer les Yougo-Slaves (1) ; le principe du droit des peuples, drapeau flamboyant quand on peut l'arborer sur les expansions légitimes, est rejeté comme une défroque quand il gêne les appétits. Et les nationalités d'Autriche et des Balkans, anciennes ou nouvelles, jouent sans pudeur ce jeu lamentable et dangereux. La conséquence en est l'affaiblissement des garanties de paix et des bénéfices de la victoire. Les alliances, indispensables pour tenir l'Allemagne en respect en attendant un organisme plus large, menacent de se désagréger, sous les yeux de l'ennemi d'hier qui s'en réjouit et y travaille. Et la grande lumière de la paix est menacée de s'éteindre avant même d'avoir brillé. L'impérialisme d'outre-Atlantique, qui arme une flotte formidable, ne veut pas plus sauver l'Europe que celle-ci ne consent à se sauver elle-même; la grande idée de la Société des Nations qui pouvait seule, — répétons-le — munie de sanctions effectives, imposer un frein aux appétits déchaînés, est condamnée en Amérique comme elle est bafouée en Europe. La possibilité recule d'une discipline internationale.

L'impression est amère pour ceux qui désiraient la victoire de l'esprit. Sans doute ils savaient bien que même la guerre du Droit ne pouvait instaurer d'un coup, et définitivement, le droit dans les institutions

(1) Le traité de Rapallo a heureusement réglé les litiges entre les deux Etats. L'Italie ne manque d'ailleurs pas non plus de justes griefs, dont l'opinion germanophile essaie, là-bas comme chez nous, de charger la France, au bénéfice des vrais responsables (*Note de 1921*).

et dans les consciences. Il y faut plus de préparation, d'étapes et de travail. Une guerre si longue, même une guerre défensive, devait fatalement débrider les appétits collectifs en même temps que les passions individuelles. Et ce n'est pas une raison pour désespérer. Mais sans méconnaître le progrès accompli, ne pouvait-on attendre une réalisation plus grande, dans le traité, par des gouvernements soucieux du moral des peuples, des principes pour lesquels des milliers d'hommes ont donné leur vie ? On saisit ici l'action de ces impondérables avec lesquels les hommes d'Etat affectent de ne pas compter, tout en leur rendant hommage dans leurs discours. Vous mobilisez des hommes. Pendant près de cinq années vous leur répétez, ce qui d'ailleurs est vrai, qu'ils se battent pour le droit. Les meilleurs, ceux que ne satisfait ni l'appât des bénéfices ni le coup de fouet du « pinard », vous font confiance et vous suivent. Et la victoire obtenue on se trouve en présence de tout autre chose que l'application la plus large possible du droit. Que voulez-vous que pensent les survivants et ceux qui songent aux morts, ceux qui sont obligés de se défendre contre l'affreuse arrière-pensée d'avoir été dupes? — Il ne fallait rien promettre, disent quelques-uns. — Mais sans idéal vous n'auriez pas déclenché ni soutenu un pareil élan. — Il fallait, reprend-on, une victoire qui « paie » (car parmi les mécontents les uns trouvent la paix trop douce, tandis que les autres l'estiment inique). — Mais cette victoire de vengeance eût été la certitude d'une nouvelle guerre de revanche, que certaines dispositions du traité, — ce ne sont pas en premier lieu celles qui concernent la France, — ne permettent malheureusement pas de croire entièrement sans prétexte. Paix de force trop débile, ce qui ne rassure pas les amis des anciennes méthodes; mais aussi paix d'insuffisante justice, car on eût pu faire

davantage. Voilà une des grandes causes du malaise qui trouble les consciences scrupuleuses.

*
* *

Il s'en ajoute d'autres non moins pressantes. Les forces politiques ou les croyances mystiques ne se sont pas seules heurtées dans la guerre et ne sont pas seules à peser sur la paix. Il y faut ajouter, pardessus tout, l'influence de la grande puissance occulte qui n'a pas déterminé la catastrophe, mais qui s'en accommode et qui en vit: le monde des affaires, la finance. Le souci des profits n'a pas quitté les hommes même pendant le combat; il paraît depuis la paix être devenu leur seul dieu.

On le constate à tous les degrés de la fameuse « échelle sociale ». Est-il besoin de rappeler, tout au bas, les gains énormes amassés par des intermédiaires d'occasion ou des négociants sans vergogne, justement flétris du nom de mercantis? Faut-il mentionner les gains des ruraux, heureux enfin de faire sentir leur importance dans la nation en vendant à des prix inespérés les indispensables produits de la terre, travaillant durement, largement saignés, non moins âpres au profit? Faut-il enfin redire que, tandis que les jeunes hommes et même les territoriaux grisonnants tombaient par milliers, d'autres à l'abri négociaient les « bonnes affaires »? Faits assurément scandaleux, qui ont porté un coup rude à la ferveur patriotique des gens simples, mais qui ne surprennent pas l'observateur de la nature humaine familiarisé avec ses scories; ils devraient être simplement portés au passif du grand conflit si la démoralisation qu'ils ont produite ne persistait pas. Mais chacun sait qu'elle survit, et qu'elle s'aggrave. Comme après toutes les grandes secousses, mais plus fortement encore parce

que celle-ci fut la plus ample, le besoin de détente transforme les grandes villes en d'éclatants lieux de plaisir. Gardons-nous de sermons moroses et d'un puritanisme déplaisant; reconnaissons que, là aussi, certains de nos censeurs pourraient balayer devant leur porte avant de se signer devant celle du voisin. Il reste qu'on serait plus enclin à l'indulgence si l'on était certain qu'ils sont les mêmes, ceux qui ont pâti ou qui travaillent, et ceux qui s'amusent...

Mais ces gaspillages voyants, ces scandales de la rue sont moins graves au fond que ceux qu'on ne distingue pas au premier coup d'œil: les spéculations financières qui ont pesé sur le traité et qui pèsent sur notre relèvement. Le pouvoir de la finance est plus grand que jamais. Il résiste aux assauts convergents des uns et des autres, immuable et inébranlable dans son mépris silencieux. Se croyant assuré dans sa solidité, il se rit des assauts impuissants. Elles viennent, ces attaques, des pôles extrêmes de l'opinion, et cette concordance sur ce point de partis que tout divise est bien symptomatique et bien frappante — aussi frappante que son impuissance. Les hommes d'extrême-gauche s'en prennent aux « profiteurs » « capitalistes »; ils se font une plate-forme des profits prodigieux, et ils montrent derrière le paravent de la « guerre du Droit » l'avide ruée des appétits. Mais les patriotes et les hommes de justice, ceux qui ont cru à cette guerre du Droit, ne sont pas les derniers à dénoncer les pressions financières qui nous ont frustrés, disent-ils, des réparations et des garanties légitimes (1). La guerre aussitôt terminée — parfois

(1) Un des auteurs qui ont le mieux dégagé la signification morale de la guerre, M. George-D. Herron, a nettement dénoncé « l'influence de la haute finance » internationale dans les travaux de la Conférence (*Semaine littéraire* de Genève, 7 juin 1919). Depuis, cet auteur a lui-même méconnu le vrai rôle de la France.

même avant — les ressentiments et les crimes ont été oubliés ou se sont effacés dans le désir de recommencer la conquête des profits; les nations qui n'ont pas su faire taire assez tôt et assez complètement leurs répugnances « sentimentales » ont été « handicapées » par les nations moins scrupuleuses et plus habiles. L'impérialisme politique n'est de plus en plus qu'une forme de l'impérialisme économique. On se préoccupe moins de faire de nouvelles conquêtes territoriales, forme ancienne de l'ambition, que d'accumuler les affaires fructueuses; le diplomate n'est bien souvent que l'agent de l'industriel ou du banquier. Le désir d'exploiter les richesses allemandes ou russes, plus prometteuses de dividendes que la reconstitution de nos régions ruinées, a fait passer l'éponge sur les trahisons et porte à trouver le traité trop dur. Evolution caractéristique du « monde moderne », qu'il faut prendre comme elle est, sans s'étonner ni se scandaliser, mais à quoi ne se sont pas encore résignés les partisans attardés des anciennes valeurs morales... (1).

Il y a mieux, ou pis. Les considérations mercantiles ont réussi à transformer complètement les rapports des compagnons d'armes d'hier, comme on peut s'en apercevoir en consultant le baromètre qui enregistre fidèlement les fluctuations d'une société industrielle. Tout l'héroïsme de nos soldats, tous les sacrifices que nous avons prodigués pour la liberté commune n'ont pu empêcher chez nos alliés ce fait simple et brutal: la hausse de plus en plus inquiétante du change. Et la solidarité financière des frères d'armes d'hier apparaît encore plus menacée que leur solidarité politique. L'un après l'autre les Etats avec qui nous avons en commun versé notre sang pour la même cause refu-

(1) Ce trait n'a fait que s'accentuer. Voir le post-scriptum de 1921.

sent de nous continuer leur aide économique. Ce n'est plus la guerre, disent-ils, reprenons nos méthodes de paix. Et ils nous conseillent de nous restreindre, de produire davantage et d'exporter, comme si l'on pouvait du jour au lendemain revenir à l'état « normal », comme si l'on pouvait mettre sur le même pied des nations restées intactes et florissantes et des nations dont les meilleures régions ont été dévastées ou épuisées! Ou ils posent à la continuation de leur assistance des conditions qui nous transformeraient en vassaux, nous réduiraient au rang d'une Turquie. Là encore évitons les indignations superflues ; comprenons que nous sommes en présence d'économistes et de financiers, qui ne sont pas des philanthropes. Mais quelle perspective sur les conditions d'existence du « monde moderne », non sur les sentiments des peuples qui restent profonds et sincères, pourvu qu'on sache les émouvoir, mais sur ceux des hommes d'affaires qui sont les maîtres de l'armature!

Certes, parmi les griefs qu'ils nous adressent, il en est de justifiés; on va le reconnaître plus expressément. Il ne s'agit pas de faire de la France le mendiant qui tendrait à la porte de la Société des Nations le casque de Bélisaire. La ruine des victimes n'empêche nullement les possesseurs de la fortune d'accomplir leur devoir civique, et les deuils ne sont pas une raison pour se refuser à l'impôt. Il y a des gaspillages que nous devrions éviter; on aimerait seulement voir ceux qui nous les reprochent pratiquer le puritanisme autrement qu'en paroles. Nous n'avons enfin à nous en prendre qu'à nous-mêmes de notre faible natalité et de notre manque d'initiative industrielle. Tout cela est vrai, nous pouvons battre notre coulpe; mais ce n'est peut-être pas une raison pour jouer le rôle du baudet de la fable. Ces faiblesses reconnues, « tout de même », comme répétait M. Viviani en mar-

telant la tribune de la Chambre, tout de même! Il reste qu'un pays ruiné, frappé dans une proportion inconnue aux plus décimés de ses grands co-belligérants, ne peut pas se relever sans assistance, et que l'assistance ici s'appelle stricte justice. La justice ne peut accepter sans révolte l'idée qu'après avoir fait de son sol, des corps et du sang de ses plus nobles enfants un rempart pour la liberté, il faille encore payer de son vasselage économique la gloire immatérielle d'avoir sauvé le monde. Pendant la guerre, suivant le mot que l'on attribue à l'un de nos maréchaux, « le sang était au pair »: le sang, oui, mais non les richesses, constatation qui va loin. Si les sacrifices comptaient dans la balance du change, comment compenserait-on notre créance? Hélas! le sacrifice n'est pas du même ordre que l'or. L'ère est close des généreux élans d'idéalisme et elle est revenue, celle des intérêts sans âme. On n'a jamais senti de façon plus poignante la différence de la *qualité* à la *quantité* (1).

Ce n'est pas à dire, répétons-le sans nous lasser, qu'il faille négliger la quantité. On ne saura jamais trop pousser notre pays dans la voie du progrès économique; qu'il « s'américanise », s'il ne veut pas se laisser définitivement distancer! Mais c'est à condition de ne pas perdre le sens des valeurs éternelles. La lutte contre les excès du « monde moderne », contre le pouvoir occulte de la finance, contre les abus de l'industrialisme et du mercantilisme, c'était, on l'a vu, le grand souci de ceux qui se préoccupaient de faire de l'être humain un animal inventant de belles pensées et de belles formes, non une machine à ra-

(1) Le monde assiste en ce moment à la lutte formidable de deux grands trusts pour la conquête du pétrole. Et la France court le risque d'être mise en demeure d'opter entre les deux adversaires (*Note de 1921*).

masser des profits. C'était le point d'accord d'un Maurras, d'un Péguy, d'un Ferrero, d'un Jaurès, de tous ceux qui ont souci de ne pas humilier l'intelligence devant la matière. C'est parce qu'on sentait que les raisons profondes de la guerre n'étaient pas mercantiles, mais politiques et morales, qu'on acceptait de se sacrifier. Qu'en conclusion d'une telle lutte le patriotisme d'un Clemenceau ou l'idéalisme d'un Wilson (1), la dignité nationale et le plus haut rêve de l'esprit humain aient été bridés par le veto des rois de la finance, voilà qui jette un jour cru sur la structure de nos sociétés, et qui peut faire présager l'asservissement de la pensée. Quel déchet — et quel danger pour l'avenir des valeurs morales — s'il apparaissait que tant de désintéressement et d'héroïsme aient surtout abouti à faire prospérer les affaires de quelques banquiers !

Telles sont, sans excès comme sans complaisance, les raisons qui nourrissent l'inquiétude de quelques bons citoyens. Ils se demandent si les résultats qu'on aperçoit sont bien ceux qu'on pouvait espérer, sans vaine utopie, d'un si grand sacrifice. Ils reconnaissent tout le positif et les gains moraux de la victoire, mais ils sont obligés de se demander, à mesure que les jours s'écoulent, si un coup trop sensible n'a pas été porté à l'idéal qu'ils chérissaient, et par ceux mêmes qui affectaient de le chérir. Ils gardent leur équilibre, non

(1) Bien qu'il soit aujourd'hui de mode de bafouer sans mesure le président Wilson, après l'avoir d'abord exalté sans mesure, on permettra à l'auteur de ces pages de ne pas donner dans cet exercice. Le président des Etats-Unis s'est gravement trompé sur la France et nous a mis dans une situation extrêmement pénible ; ce n'est pas une raison pour oublier que sans son action personnelle l'Amérique ne serait peut-être pas entrée dans la guerre. Et jusqu'à preuve du contraire il semble que le président Wilson ait *subi*, comme d'autres chefs d'Etat, les conditions des financiers. Rien ne permet de croire qu'il ait été leur complice.

sans effort. Mais autour d'eux on ne pratique pas la même sagesse un peu triste. Le désarroi économique se traduit par la cherté croissante de la vie et la fureur de jouissances qui gagne toutes les classes, d'autant plus sûrement que l'exemple vient d'en haut. Et le désarroi politique se marque par l'absence d'esprit public, par la renaissance — aggravée — des luttes de classes et des luttes de partis, qu'avive la lutte de mystiques antagonistes. Ces luttes ne nous sont pas particulières; les autres pays les connaissent comme le nôtre, avec une gravité peut-être encore plus grande, car tous n'ont pas une classe paysanne aussi forte que la nôtre, et devenue conservatrice par son enrichissement. Elles ne datent pas non plus d'aujourd'hui; elles nous paralysaient avant la guerre et ne se sont jamais complètement atténuées, sauf au début, même pendant le conflit. Mais elles réapparaissent plus aiguës que jamais. Il faut, pour bien comprendre le présent, suivre la courbe de cette désagrégation.

CHAPITRE II

LA DÉSAGRÉGATION DE L'UNION SACRÉE

Ne revenons pas sur l' « union sacrée ». Bien qu'il soit aujourd'hui de mode de la railler, elle fut — on l'a vu — une réalité. Il y eut communion nationale, communion dans l'indignation, la résistance et l'espérance. On formait un peuple, parce qu'on était coude à coude, conditions, classes et orgueils mêlés, dans une fraternité qui n'était pas mensongère. Et l'on voulait de magnifiques choses, au fond les mêmes sous leur diversité: être les soldats de Dieu ou les serviteurs de la Justice, sanctifier la guerre ou la briser définitivement.

Ces temps sont loin. Avant même la fin de la guerre la communion nationale était lézardée. Le temps avait fait son œuvre, et la fatigue, et les désillusions, et les manœuvres de l'ennemi. On s'accoutume à tout, même au pire. Si les combattants se faisaient à la boue, au froid, à la mitraille, à l'enfer, « l'arrière » prenait avec une étrange facilité l'habitude de leur héroïsme. Pourtant la lassitude venait, bien excusable. Et quand on est las et brisé, l'idéal s'obscurcit aux yeux du plus vaillant. Ajoutons que ce que le poilu pouvait voir, dans ses permissions de « détente », et ce qu'il voyait parfois dans les hôpitaux ou sur le front, n'était pas de

nature à fortifier en lui la mystique de la guerre du Droit. Dans les villes bien protégées la guerre était si loin et les mutilés parfois si encombrants! Et les enrichissements scandaleux, les spéculations, les gabegies, les embusquages, les fautes des gouvernements et des chefs, l'exploitation de la détresse nationale pendant que d'autres mouraient... tout cela n'était pas propre à renforcer l'idée qu'on se battait pour une patrie meilleure et plus heureuse. L'union sacrée était parfois singulièrement pratiquée entre Français, tandis que d'autre part, par le simple effet de la «guerre d'usure», le combattant français en arrivait à ne plus voir, dans le « Boche » qui lui faisait des signaux de l'autre côté de la tranchée, qu'un soldat comme lui et non un agresseur. On oubliait. L'homme — surtout le Français — semble essentiellement un animal qui oublie, par une fatalité qui serait sans dangers si tous oubliaient en même temps et au même degré, ce qui n'est pas l'humaine condition. Et non seulement on oubliait, mais on transposait. Insensiblement on en arrivait à déplacer les responsabilités, à justifier par des sophismes une abdication de la volonté qu'il était trop dur de s'avouer (1). L'échec de quelques offensives, la quasi-impossibilité d'obtenir une « décision » ébranlaient chez quelques-uns la foi en la victoire finale. Il y eut des heures de dépression inquiétante, dont le mois de juin 1917 a vraisemblablement marqué le point le plus bas.

Dans cet affaissement de l'esprit public les partis et les ligues, éducateurs-nés de la démocratie, remplirent-ils convenablement leur fonction ? Quelques-uns

---

(1) Ces sophismes ont été discutés dans une petite brochure *Après quatre ans* (Union pour la vérité) partiellement rééditée sous le titre *Sophismes de paix* (Bernard Grasset).

s'y efforcèrent. Les associations se multiplièrent, inégalement fortes, plus ou moins heureusement inspirées, mais toutes unies dans la volonté nécessaire d'engager le peuple français à « tenir ». De fait on *tint,* par ce miracle de vitalité qui une fois de plus trompa les calculs de l'ennemi, comme il les avait déjà déçus au début de la guerre. Mais tous les partis ne contribuèrent pas également à la cohésion nationale. La politique est un vin capiteux; quiconque a juré de s'abstenir d'en boire, s'il en a d'abord goûté jusqu'à l'ivresse, n'est pas assuré de tenir longtemps son serment. Plus s'affaiblissait le sentiment de la guerre étrangère, plus renaissait le goût des discordes civiles. Les passions de doctrines ou de partis n'étaient que trop tentées de trouver dans la durée des hostilités, l'impréparation du début, les fausses manœuvres militaires ou diplomatiques, l'intervention ou l'abstention du Parlement, des arguments susceptibles, au jugement des leaders, d'étayer leurs thèses. Si le gros des troupes républicaines, nominalement radicales, se contentait de la possession du pouvoir, qu'elles partageaient d'ailleurs avec des ministres pris dans tous les partis, aux deux extrêmes, comme on eût pu s'y attendre, des manœuvres s'esquissaient pour briser l'union nationale. Les vieilles luttes religieuses renaissaient. Tandis que certains anticléricaux répandaient dans quelques villages la « rumeur infâme » que la guerre était voulue par les « curés » et les « jésuites », dans les hôpitaux, les dépôts ou sur le front, des ministres du culte ou des infirmières bénévoles abusaient parfois des services qu'ils rendaient pour exercer sur les blessés ou les combattants des pressions confessionnelles amèrement et durablement ressenties. Fait triste à reconnaître, mais vrai: on était parfois plus tenté d'oublier l'ennemi que ces blessures.

*
* *

C'est surtout à l'extrême-gauche que la désagrégation s'accéléra. Le parti socialiste, d'abord uni dans la tradition démocratique de la défense nationale, sentit se réveiller, à la longue, ses divisions doctrinales. Les dogmes politiques ne sont pas moins susceptibles d'exciter les passions que les dogmes religieux, et on ne se déprend pas d'une religion même dans un cataclysme social, on s'y enfonce plutôt. Il y a un fanatisme des principes indifférent à toute réalité qui n'entre pas dans le cadre de leur idéologie. L'internationalisme, la lutte de classes, les dogmes révolutionnaires professés avant la guerre par les socialistes antidémocrates avaient conservé des partisans. D'abord silencieux ou noyés dans l'élan national ils se retrouvèrent vite, et ne furent pas embarrassés pour puiser dans les événements la justification de leurs thèses. Le « capitalisme » et l' « impérialisme », également prédominants chez tous les belligérants, et même plus puissants, en arrivèrent à dire quelques-uns, chez les Alliés que dans les empires centraux, devinrent les thèmes habilement exploités pour prêcher de nouveau, insidieusement, au grand espoir de l'ennemi aux aguets, l'insolidarité totale. Les faits suivirent la doctrine. Des tentatives progressivement plus larges, Zimmerwald, Kienthal, Stockholm s'efforcèrent de renouer en pleine guerre, par dessus les combattants encore face à face, des relations avec l'adversaire. Qui aurait pu les arrêter ? Le patriotisme? il était l'ennemi. La justice? ce n'était qu'une « grue métaphysique ». L'honneur ? une « idéologie bourgeoise ». Tout le vocabulaire marxiste refluait aux cerveaux.

Contre ce réveil du socialisme purement doctrinaire le gros du parti essaya longtemps de résister. Les disciples démocrates de Jaurès (mais les autres aussi se réclamaient de lui), les partisans de la défense contre un ennemi agresseur, les défenseurs du socialisme idéaliste luttèrent pied à pied. Vains efforts! Les doctrines extrêmes exercent toujours dans les circonstances critiques une attraction puissante, les époques de crise ne sont pas propices à l'équilibre et à la raison. Celle-ci l'était d'autant moins que les « militants » partis aux armées étaient remplacés par de jeunes hommes à qui l'ardeur intransigeante et le révolutionnarisme verbal tenait lieu d'expérience. Dans l'atmosphère aigrie des groupes on en était arrivé, soit à ne plus croire à la victoire, soit même à ne plus la désirer. Chaque congrès marquait une victoire des « ex-minoritaires », une nouvelle capitulation des « ex-majoritaires » et des « centristes » devant les « extrémistes », lesquels ne tardaient pas à voir se dresser devant eux d'autres révolutionnaires encore plus farouches, attendant eux-mêmes d'être épurés.

La tactique des socialistes partisans de la défense nationale contribuait d'ailleurs à provoquer leur défaite. Car s'ils s'en déclaraient les tenants résolus ils n'en consentaient pas toujours les moyens. Leur désir de ne pas rompre l'unité du parti les trouvait résignés à toutes les soumissions, dont la patrie et la justice faisaient les frais. Et les passions politiques n'abdiquaient pas. Ils fermaient les yeux sur les agissements d'hommes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient une singulière idée des devoirs de leur charge ou de leur rôle politique en temps de guerre. Et ils faisaient une opposition acharnée au vieillard implacable et tenace à qui l'opinion fit appel enfin pour pousser la lutte à fond. Ce sera sans doute

un des étonnements de l'histoire que cette résistance avouée ou sournoise de Français, en pleine bataille, à un homme d'Etat qui continuait d'être ce qu'il avait été toute sa vie, un homme de guerre, qui l'était sans ménagements et sans scrupules, qui cumulait ce qu'il y a de meilleur et de pire dans la dictature, bref qui faisait son éternelle besogne de démolisseur, mais qui se trouvait cette fois, au soir de sa carrière, animé d'une flamme de patriotisme comme on en trouve bien peu d'exemples chez des politiques généralement sceptiques, mener une guerre nécessaire à la libération du genre humain, et qui démolissait pour que fût enfin possible ce travail de reconstruction où il ne se retrouva plus lui-même, et à quoi il était peut-être impropre. Quoi qu'on pense de l'œuvre de paix de M. Georges Clemenceau — les fautes ou les lacunes en apparaissent chaque jour plus grandes — il semble qu'aucun Français, aucun citoyen épris de justice ne devrait méconnaître le bienfait de son action durant la guerre. Il s'en trouve cependant, comme il s'en trouve pour persister à diminuer, voire à nier les responsabilités des agresseurs, et à enfler celles des victimes. Quelle misère, mais significative, quel coup de sonde dans la nature humaine, cette persistance des haines intérieures, même chez des hommes d'un sens politique qu'on pouvait croire éprouvé, quand la France était piétinée!

Les révolutions russes firent le reste. Si toute la France républicaine accueillit avec allégresse la chute du tsarisme, qui donnait enfin tout son sens à la croisade de la liberté, si les premiers essais du gouvernement provisoire et du ministère Kerensky suscitèrent un enthousiasme peut-être disproportionné à la valeur de l'homme, les choses changèrent avec l'avènement de Lénine et Trotsky. C'était, disait-on, le socialisme pur, avec la répudiation complète de la

défense nationale et l'absolu de la lutte de classes, qui s'installait en Russie. Un marxisme vidé de tout démocratisme, ayant totalement rompu avec les méthodes occidentales, prenait possession de l'orient de l'Europe, et commençait la formidable expérience dont on peut voir aujourd'hui les premiers résultats. Dans le socialisme d'Occident les esprits se trouvèrent partagés. Les uns, réformistes, qui ne séparaient pas l'avènement du socialisme du développement intégral de la démocratie, même bourgeoise, firent front contre ce nouveau mysticisme de la force, qui formait le plus singulier amalgame avec le mysticisme de la non résistance, et qui d'abord, par sa trahison, avait coûté aux alliés la mort de quelques centaines de milliers d'hommes. Mais de telles considérations n'étaient pas pour émouvoir les « extrémistes », chaque jour plus forts dans le parti. On oublia, ou on excusa, Brest-Litovsk; on ferma les yeux sur la collusion du bolchevisme et du germanisme, puisque cette collusion était déjà dans l'esprit de beaucoup de révolutionnaires de ce côté-ci de l'Europe; on ne voulut voir dans le régime des soviets qu'une nouvelle révélation, l'instauration de la pure dictature du prolétariat, enfin apportée à l'Europe et au monde par le messianisme oriental sur les débris de l'infâme société occidentale, crevant de l'explosion de son impérialisme et de son capitalisme. La nouvelle religion trouvait chez les révolutionnaires excités par la guerre un terrain préparé. Elle emporta peu à peu toutes les résistances de la raison critique et du sens politique. Elle triomphe chaque jour un peu plus dans un parti qui ne manque d'ailleurs pas de profiter habilement des erreurs commises par les gouvernements, aussi obstinés parfois que leurs adversaires à méconnaître les nécessités politiques ou économiques. Les derniers défenseurs du socialisme démocratique, de l'idée de justice, bref

de la tradition française du socialisme, ont quitté le parti, viennent d'en être expulsés comme « dissidents » (1), ou se résignent à leur impuissance, dans l'espérance de jours meilleurs.

Telle est la courbe du socialisme. Celle du syndicalisme ne se confond pas absolument avec elle, présente même des divergences marquées. C'est un des faits saillants de ce temps que cette opposition latente entre le socialisme politique, trop souvent victime du verbalisme, et le syndicalisme ouvrier, le véritable socialisme des institutions, lesté par le maniement du réel et le sens des responsabilités. Si le premier a fléchi assez rapidement, l'autre a opposé une digue plus résistante au dogmatisme idéologique. Il a sans doute, lui aussi, ses « extrémistes ». Les théoriciens du pur syndicalisme révolutionnaire, un moment submergés par le flot populaire, ont repris la doctrine de l'insolidarité complète à l'égard de la vie nationale, et ils sont allés, eux aussi, à l'Internationale communiste. Mais ils n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à entraîner dans une action politique violente la masse des syndicats, surtout des puissantes organisations. Des secrétaires de grands syndicats, qui étaient d'abord allés à Zimmerwald, se sont ensuite dressés contre le courant qu'ils avaient contribué à déchaîner. Et s'ils sont obligés de faire à l'idéologie révolutionnaire, pour maintenir le contact avec toutes les forces ouvrières, des concessions parfois dangereuses, car certaines tendent à ruiner leur thèse, intérieurement ils ne sont pas

(1) Au Congrès de Strasbourg (février 1920). Les « dissidents » expulsés ont reconstitué un parti nouveau, admettant tout le programme socialiste, mais ne reniant pas la défense nationale.

Le Congrès de Tours (décembre 1920) a consacré la scission définitive des socialistes bolchevistes et des socialistes démocrates, et la rupture de l'unité socialiste, œuvre de Jaurès (*Note de 1921*).

dupes. Les affinités intellectuelles et morales ne sont pas les mêmes. Tandis que le socialisme politique retourne au marxisme, le syndicalisme est plutôt proudhonien ; les dirigeants de la Confédération du Travail ne cachent pas leur admiration pour l'auteur de la *Justice* et reprennent ses formules, — ce qui vaut moins d'ailleurs que de s'inspirer de son idéal. Sans vouloir forcer l'opposition entre Marx et Proudhon, il faut noter cette divergence d'orientation; elle est significative de la résistance du bon sens et des forces laborieuses de la race aux effluves mystiques ou aux appétits de puissance démesurés. Mais elle signifie aussi que, sans vouloir délibérément précipiter les catastrophes, le peuple laborieux a conscience de son rôle prochain et n'entend pas y renoncer (1).

*
* *

Si l'illuminisme slave, le mysticisme épris d'absolu s'est heurté au réalisme ouvrier, il a rencontré un obstacle plus résistant encore dans le peuple paysan. Façonné par le lent travail de la terre et le rythme des saisons, celui-ci n'a jamais donné dans les innovations révolutionnaires. Mais les forces de conservation, chez les petits propriétaires de campagne comme chez les grands possédants, n'ont pas été plus sages que les forces de révolution. La guerre a creusé le fossé existant déjà entre ruraux et citadins, et surtout entre paysans et ouvriers. Des deux côtés on a vu seulement les mœurs ou les actes qui permettaient

(1) Le syndicalisme, travaillé par les mêmes divisions intérieures que le socialisme politique, vient à son tour d'accomplir la même scission, mais en sens inverse. Malgré l'expulsion des « noyauteurs » communistes la lutte continue. (Voir le post-scriptum. *Note de 1921.*)

d'accuser l'autre, jamais l'existence urbaine et les modes de la vie rurale ne se sont plus âprement désaccordés. Les ouvriers, consommateurs, prodigues, ayant l'impression de vivre des heures exceptionnelles, se jetaient sur la bonne chère et le plaisir, avec d'autant moins de retenue qu'ils réduisaient leurs autres dépenses et ne payaient pas tous leurs loyers; la vie devenant toujours plus chère, ils incriminaient l'avarice et la rapacité des ruraux. Et les hommes des champs, qui certes payaient à la guerre le plus lourd tribut, d'autre part prenaient leur revanche à l'égard de ces citadins qui les avaient si longtemps méprisés et ne pouvaient maintenant se passer d'eux. « C'est notre tour, maintenant! on est obligé de compter avec nous et de nous saluer! », combien de fois cette naïve exclamation n'a-t-elle pas été entendue! Et debout de l'aube à la nuit, privés de divertissements, de lumières, de bruit, de mouvement, n'ayant d'autre joie que de racheter la terre et d'entasser les billets, ne tenant pas compte de leurs propres gains, ils regardaient avec amertume les hauts salaires et la sécurité des usines de guerre, les gaspillages de l'intendance, les bénéfices des grands industriels et des gros commerçants, l'exploitation des « mercantis » tout proches; ils s'indignèrent quand les « privilégiés » de la ville demandèrent et obtinrent la journée de huit heures. Redoutable incompréhension, presque fatalement engendrée par les images de deux genres d'existence dont les modes ne concordent pas; elle ne pourra vraisemblablement être dissipée que par une pénétration plus complète de ces modes.

Les classes possédantes, la bourgeoisie riche ou aisée firent-elles au moins le nécessaire pour prévenir cette désaffection d'une partie du peuple ? Hélas ! il faut convenir que, malgré d'admirables exceptions

individuelles, elles n'ont pas toujours fait preuve de la générosité, du vif sentiment du devoir social qui eussent été la meilleure réponse aux accusations des « extrémistes ». Elles ne paraissent compter que sur la force: faible rempart à opposer aux révolutions de conscience. Aux promesses d'assistance totale spontanément consenties dans le danger, à l'élan fraternel qui vraiment a fondu un temps les cœurs dans la tranchée ou au chevet des agonisants, partout où la mort unissait, a de nouveau succédé, avec l'accoutumance et la sécurité, le souci des profits égoïstes. Les sacrifices de la fortune n'ont pas répondu aux sacrifices du sang, qui pourtant les appelaient. Une fois de plus l'esprit civique de la bourgeoisie française s'est trouvé inférieur à ce qu'il se montrait chez quelques-uns de nos alliés et chez l'ennemi même. Non seulement il n'a pas été possible de réaliser pendant la guerre la totale mobilisation ou réquisition des choses comme avait été obtenue celle des hommes — on obtient gratuitement de la nature humaine sa chair et sa vie même, mais non sa peine ou son argent — mais l'impôt sur les bénéfices dits de guerre — la sinistre expression! — est loin d'avoir donné en France un chiffre qui approche, même de très loin, de celui où il s'est élevé en Angleterre; et les explications fournies par les économistes sur la différence de situation des deux pays ne suffisent pas à justifier un aussi formidable écart. Alors que nos alliés d'outre-Manche acceptaient d'énormes « tours de vis » à l'impôt sur le revenu — si énormes qu'on pouvait les assimiler à la quasi-confiscation de quelques grandes fortunes — nous vivions d'emprunts et nous gardions toutes nos préventions contre l' « inquisition fiscale »; nous considérions comme un honneur de frauder le fisc, et l'impôt sur le revenu ne donnait pas de résultats plus satisfaisants que l'impôt sur les

bénéfices de guerre. Et quand les journaux, conscients du danger, se sont mis, à la suite de nos hommes politiques, à prêcher la « justice fiscale », ou le « patriotisme fiscal », d'autres leur ont répondu que ce n'étaient là que des mots, qu'il ne fallait pas introduire le désir de justice dans les questions d'impôts, mais se préoccuper de leur seul rendement; et l'on s'est rejeté, par peur d'une réforme profonde, sur les impôts de consommation, qui « rendent » en effet davantage, mais qui aigrissent le cœur en allégeant la bourse des moins favorisés. Admirable « réalisme », qui méconnaît les réactions de l'injustice sur les esprits et les cœurs ulcérés, sans voir que cette méconnaissance prépare peut-être des désastres ! (1)...

Entre ces blocs extrêmes, le bloc des « profiteurs » et des « nouveaux riches », arrondis de notre détresse, et le bloc des paysans enrichis et des ouvriers de la grande industrie, ayant pris l'habitude des hauts salaires et décidés à les faire respecter, une classe a disparu ou est en voie de disparition, celle qui renfermait peut-être la plus grande part des réserves morales de la nation, la classe moyenne, celle des fonctionnaires, des employés, des « intellectuels ». Devenus les vrais prolétaires, méprisés des nouveaux possédants incapables de sentir la valeur de l'esprit, dédaignés des organisations ouvrières dont ils n'ont pas la force combative et l'esprit révolutionnaire, mal soutenus par l'Etat dont les augmentations de traitement ne peuvent pas correspondre, au moins dans les villes, à l'élévation du coût de la vie, raillés par les commerçants ou les paysans qui déjà ne les aimaient pas, ils ne peuvent

(1) On constate aujourd'hui un déchet considérable sur les prévisions de l'impôt sur le chiffre d'affaires (*Note de 1921*).

résister avec une force assez grande aux courants qui les entraînent et s'enferment dans un désespoir silencieux et mortel. Les plus hardis cherchent à s'associer, à rompre leur individualisme tenace; des voix se font entendre qui proclament les droits de l'intelligence et la nécessité de soustraire la pensée libre à la double dictature d'une bourgeoisie d'affaires ou d'un prolétariat encore insuffisamment éclairé (1). La haute culture apparaît menacée, quelques-uns de ses organes réduisent leur périodicité ou disparaissent. Grave perspective pour « l'avenir de l'intelligence », si une guerre soutenue pour la libération des peuples devait avoir pour conséquence l'asservissement de l'esprit. De quelle substance serait faite alors l'éducation morale des prochaines générations?

* * *

Ainsi l'union nationale, d'abord intacte dans sa première ferveur, s'est peu à peu effritée aux deux ailes, et lézardée dans sa masse même. Les luttes religieuses, les luttes politiques, les luttes sociales ont réapparu. On a vu se reproduire, comme pour prouver la vanité des « leçons de l'histoire », les divisions qui paralysaient la France avant la guerre. De même que, par l'artifice cinématographique, aux scènes projetées sur l'écran se substituent parfois brusquement d'autres scènes évoquées par les personnages et qui reproduisent le passé, de même, sur le beau visage de la France unie, ont réapparu, plus profondes, les rides de la France divisée. Il n'y aurait pas à s'en trop scanda-

(1) On sait que cette œuvre de défense a été entreprise par la *Confédération des Travailleurs intellectuels* et les *Compagnons de l'Intelligence.*

liser ni même à s'en affliger — car les luttes de partis sont les mœurs d'un peuple libre, la monarchique Angleterre n'échappe pas plus à la loi des régimes d'opinion que la France républicaine — si ces divisions ne menaçaient, par leur excès, de détruire jusqu'au sentiment de ce qui doit rester commun à tout un peuple et ne dissolvait jusqu'aux notions morales fondamentales. Le déséquilibre produit par la guerre est tel que dans tous les pays les conflits sociaux prennent une ampleur jusqu'à présent inconnue, et que les impérialismes de classes s'opposent ou s'ajoutent aux impérialismes nationaux. Socialismes et nationalismes n'ont jamais été plus excités, n'ont jamais menacé avec plus de violence de se heurter; la disparition ou l'effacement des classes intermédiaires met directement face à face les revendications du travail qui se prétend majeur et les résistances de l'argent qui ne veut pas abdiquer. En France même, où par suite d'une industrialisation moindre ces classes intermédiaires forment un tampon plus consistant, le conflit, surtout dans les grandes villes, reste une possibilité permanente. Le socialisme est retourné à l'insolidarité. D'autre part les partis qui, aux élections de 1919, ont prétendu défendre et symboliser la nécessaire solidarité nationale, n'ont su trop souvent lui donner que la figure de la peur et du profit.

C'est pourquoi les élections de 1919 n'ont eu qu'une signification politique douteuse. La victoire du Bloc dit National, qui eût pu être une belle manifestation de vitalité française, en fait a été gâtée par le pouvoir de l'argent. Elle n'a été, aux yeux de la grande majorité de la nation, qu'un témoignage de reconnaissance pour les vainqueurs, de méfiance à l'égard des vieux partis (surtout des partis de gauche, qu'on a rendus responsables de l'insuffisante préparation de la guerre), et plus généralement de méfiance envers les précédents

élus quels qu'ils fussent, contre qui l'hostilité était grande dans tous les partis. Mais on n'y saurait voir des symptômes plus précis. Et l' « Union des gauches », qui cherche à reconstituer le bloc des anciens partis démocratiques, n'y est pas encore parvenue.

Entre ces deux extrêmes, le communisme et le nationalisme, les esprits sincères et logiques, fidèles à leur double devoir et qui tentent d'en faire la synthèse, restent incompris des esprits absolus, isolés, sans appui et sans audience. Pour cette désagrégation et cette exaspération que les partis aient au moins le courage de confesser leurs responsabilités parallèles! Les socialistes, en se désintéressant activement, pendant la guerre, du droit des nations et en répudiant l'idéal démocratique, ont déserté la cause sacrée de la justice dont ils se réclament. Et les étranges « patriotes », qui s'enrichissent du malheur commun et refusent de consentir les sacrifices indispensables, ont tué chez d'autres le patriotisme. Les scandales font plus pour détruire les croyances dans les consciences que toute la dialectique de leurs adversaires.

CHAPITRE III

L'ABDICATION DES MYSTIQUES

Le désarroi qu'engendre le bouleversement universel, les tendances extrêmes que nous venons de voir s'affirmer dans les partis politiques se retrouvent dans les mystiques. Fait naturel et dans l'ordre, puisque les mystiques inspirent en définitive l'action des partis. Les écrivains, sauf ceux qui prétendent rester en dehors de toute action et qui veulent se confiner dans leur rôle d'artistes désintéressés, sont attirés par deux pôles. Les uns, encore tout frémissants des convulsions du conflit, ont senti renaître ou s'affermir en eux l'horreur de la guerre, et des institutions ou des régimes qui selon eux la provoquent; ils rêvent d'un monde nouveau où rien ne subsistera de ces horribles ferments des vieilles sociétés. Les autres, plus rassis, plus positifs, mais non plus sages, percent froidement ces illusions pour en nourrir d'autres peut-être encore plus utopiques. Et, comme tout à l'heure en politique, les esprits qui tentent la critique impartiale et la synthèse de ces courants restent isolés. Cela encore est dans l'ordre. Les périodes de fermentation où s'exaspèrent les sensibilités, où se détraquent les imaginations, ne sont pas celles où l'on écoute la raison (1).

---

(1) La première de ces tendances est représentée par le groupe *Clarté*; l'autre par le *Parti de l'Intelligence.*



Un monde nouveau! Que de fois n'avons-nous pas entendu, n'entendons-nous pas encore cet appel! Au sortir du cataclysme qui a bouleversé l'ancien monde, c'est une puissante clameur unanime qui s'élève de ces ruines fumantes et de ces charniers. « Une immense espérance a traversé la terre », l'espoir que ce sera tout, que l'humanité en a bien fini de ces horreurs et de ces convulsions de la haine. « Guerre à la guerre! » criaient les guerriers en partant et en mourant, et d'ici la révolte des âmes tendres répondait guerre à la guerre! et puisque le vieux monde agonisant, ses politiques, ses arguments, ses compétitions nationales ont abouti à une aussi sanglante faillite, qu'on fasse table rase de ces méthodes et que de leurs débris surgisse l'image rayonnante d'un ordre moins meurtrier! Un monde nouveau, de nouvelles mœurs, une nouvelle humanité! telle est l'aspiration formidable de milliers de cœurs blessés, d'esprits révoltés. Comment n'en être pas soulevé?

L'aspiration va loin. Sous sa forme extrême elle nie ou emporte toutes les constructions qu'avait édifiées l'expérience des sociétés. Les armements sont cause de guerre: on réclame le désarmement universel. La patrie a coûté de sanglants sacrifices: on s'en prend à la patrie même, idole, dit-on, qui ne vaut pas tant d'hécatombes, « idée courte » destinée à être submergée dans le flot montant de l'internationalisme, qui engloutira toutes les haines nationales. On oublie, ce que Jaurès a pourtant rappelé, qu'aucune Internationale n'est possible sans nations, que les conflits politiques et nationaux subsisteront jusque dans l'ère du travail, et que le producteur ne fera pas plus oublier le citoyen que la science n'a résolu les problèmes méta-

physiques. « Brûlez, brûlez tous les livres qui enseignent la haine! » s'écrie Anatole France; et il n'a pas tort, à condition que la leçon s'adresse à ceux qui la méritent vraiment, aux instituteurs et aux docteurs qui intoxiquaient tout un peuple du culte de la grande Allemagne (1), car on ne sache pas que les universitaires français eussent en général péché par excès de chauvinisme; on leur faisait plutôt le reproche contraire. S'ils sont les seuls à entendre le conseil, il risque, une fois de plus, de coûter cher.

En attendant, voici l'auteur du *Lys rouge* devenu, avec Romain Rolland et Henri Barbusse, après avoir chanté les combattants « sur la voie glorieuse », le prophète définitif du messianisme nouveau. Curieux phénomène, et significatif, que cette rencontre des deux maîtres qui représentaient avant la guerre, avec des génies si différents, les deux tendances de la France « de gauche ». Moins étrange peut-être au fond qu'il ne paraît au premier abord. Car si l'on est d'abord surpris de voir l'adorateur des lignes pures et nettes du « génie latin » marcher la main dans la main avec l'écrivain dont l'esprit diffère le plus du sien, avec le représentant le plus authentique dans les lettres françaises — je l'écris sans arrière-pensée péjorative — des génies slave et germanique, on peut penser en premier lieu que cette rencontre est délibérément voulue, comme un symbole. Et en réfléchissant encore on trouve qu'Anatole France est resté, au fond, semblable à lui-même. Cet esprit du XVIIIe siècle retrouve assez naturellement le cosmopolitisme du siècle des « lumières ». Et s'il préconise aujourd'hui, avec les politiques socialistes, la reconstitution de l'Internationale ouvrière, c'est sans doute qu'il n'a confiance que dans

---

(1) Ils continuent, comme le révèlent les enquêtes faites en Allemagne depuis l'armistice.

les institutions et dans les mécanismes pour changer la face de la planète. Pas plus après le grand conflit qu'avant il ne se fait vraisemblablement d'illusions sur la nature humaine — la lecture de ses romans n'est pas propre à en donner une fameuse idée — mais on peut croire qu'à son jugement l'Internationale des travailleurs, une fois réalisée, fera naître par sa seule vertu de nouvelles mœurs. Un de ses personnages, comme l'a rappelé M. Julien Benda (1), paraît bien avoir exprimé le dernier mot de sa philosophie: « La paix universelle se réalisera un jour, non pas parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer), mais parce qu'un nouvel ordre de choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique, comme autrefois les conditions mêmes de leur existence les plaçaient et les maintenaient dans l'état de guerre ». — Mais la preuve vient d'être faite que ni la science la plus poussée, ni les nécessités économiques les plus pressantes ne suffisent à empêcher la guerre et à imposer l'état pacifique; il y faut un adoucissement de la nature humaine. Et comment des mœurs plus justes naîtraient-elles, si on n'en a pas le désir, si on a perdu jusqu'au sentiment de la justice? Car — on vient de le dire — cette nouvelle Internationale, dans sa hâte à se reconstituer, rejette comme importunes les questions de justice qui étaient l'âme du conflit, quand elle ne laisse pas entendre qu'elles ne sont que duperie. Ou peut-être, sans tant chercher, ne faut-il voir dans les discours du nouvel annonciateur socialiste qu'un jeu de dilettante fatigué, qui estime que l'humanité est incurable et qui prend un plaisir néronien à souhaiter la révolution sociale, car elle n'amènerait pas pis que ce qu'on voit maintenant...

(1) *Figaro*, 9 mars 1920.

Avec Romain Rolland, avec Henri Barbusse ou Georges Duhamel, c'est bien la mystique qui triomphe. Mais c'est une mystique éperdue, oublieuse des attaches solides que la pensée d'un Claude Bernard, d'un Taine ou d'un Renan a incorporées à notre esprit, et qui croit supprimer les fruits de l'expérience parce qu'elle affecte de les dédaigner. Etrange juxtaposition d'un art puissant (le *Feu* est d'un inoubliable réalisme), d'un art au besoin très corporel, voire gaulois (ce fut une surprise, réserve faite de certaines pages qui sentent l'huile et de cette insupportable prose rythmée, que ce *Colas Breugnon* parfois savoureux) ou d'un art indiciblement pathétique (on peut tenir la *Vie des martyrs* pour le plus beau livre de la guerre) et d'une mystique candide et raide, ingénue et absolue, que les faits et gestes des personnages créés par les romanciers, sur l'observation de l'humaine vérité, démentent constamment. Aventure qui renouvelle le paradoxe de l'œuvre de Zola, où l'on vit avec étonnement une humanité impeccable surgir toute lumineuse de l'épopée la plus effroyablement pessimiste que jamais artiste ait enfantée. Mais c'était à des utopistes de chez nous, au génial et fantasque Fourier, si raisonnable au fond jusque dans ses extravagances, que se reférait l'auteur de *Travail*; au sortir du bain de sang dont nous sommes encore tout dégouttants, c'est à un retour offensif du tolstoïsme, de l'évangélisme slave que nous assistons, mêlé d'ailleurs, — par un assemblage qui dépasserait même les bornes de l'incohérence si l'on n'en retrouvait la commune inspiration dans la négation de la patrie, — à un retour offensif du mysticisme de la force qui légitime les excès de toutes les guerres, pourvu qu'elles soient des guerres de classes. Mais dans ce mysticisme encore la justice est sacrifiée; on lui préfère un Amour éthéré, embrassant indistinctement tous les hommes,

les bourreaux encore arrogants et les victimes encore saignantes; or qu'est-ce qu'un amour qui n'est pas d'abord discipliné par la justice? Et en même temps qu'on proclame la faillite du patriotisme et du « mythe » bourgeois de l'« union sacrée » des citoyens, on célèbre la renaissance du « mythe » révolutionnaire, de l'union sacrée des prolétaires de tous les pays contre les capitalistes internationaux. Ce dernier trait éclaire tout. Bien qu'on se réclame ostensiblement de la « clarté de la raison », c'est de l'exaltation de toutes les puissances irrationnelles que nous sommes témoins. La raison à la fois positive et constructive, le socialisme démocratique tout ensemble prudent et généreux, l'idéal français de la justice clairvoyante et tendre, mais sévère sur le droit: tels seraient, si ces tendances triomphaient, les grands vaincus de la guerre. Et le philosophe qui pourrait se frotter les mains et saluer — comme il l'a fait — dans le bolchevisme l'avènement d'une ère nouvelle, c'est l'adversaire sarcastique de tout rationalisme et de tout démocratisme, de Jaurès et des encyclopédistes, le mystique auteur des *Réflexions sur la Violence,* M. Georges Sorel.

Mais ce dernier exemple doit nous instruire. Si les critiques de l'auteur des *Illusions du Progrès* — qui depuis a suivi des fortunes changeantes... — valaient avant la guerre contre un optimisme excessif et un intellectualisme absolu qui n'ont jamais été professés par un humanisme compréhensif, elles ne prouvaient pas que la révolution sociale pût aboutir à un résultat durable, et par conséquent consacrer un réel progrès de la civilisation, sans une suffisante « capacité » des classes prolétariennes. Le problème reste le même à l'époque actuelle. On voit bien les ruines que peuvent ajouter aux ruines de la guerre des mouvements convulsifs comme ceux de Russie s'étendant à tout

l'Occident. On voit bien la perte irréparable pour le patrimoine humain que constituerait la mort des idées de patrie, de démocratie et de justice que l'on déclare périmées. On aperçoit moins bien comment vivrait une société nouvelle qui se refuserait à tenir compte des enseignements les plus constants de l'histoire et des règles de la raison. Cela ne veut pas dire que de tels mouvements ne puissent se produire dans nos vieilles sociétés: une atmosphère lourde de déceptions, de souffrance et de révolte est propice — on vient de le montrer — à la diffusion des idées les plus simplistes, et il n'est pas impossible que l'égoïsme persistant des classes possédantes pousse à bout l'exaspération des classes victimes de la guerre. Mais qu'il faille attendre le salut de nos sociétés de ces destructions opérées sous l'action des « mythes », c'est ce que tout ami sincère de la raison et du peuple se refusera à contresigner. De l'enthousiasme, de l'héroïsme, du sacrifice avant toutes choses, certes; mais qu'ils soient éclairés, et qu'eux-mêmes échauffent les plans de la raison constructive! S'en remettre les yeux bandés à l'imprévisible, quand on ne croit pas au miracle, est une attitude à quoi ne se résoudra pas volontiers le penseur accoutumé aux saines méthodes rationnelles.

*
* *

Qu'il n'est pas possible de faire table rase du passé, et de mépriser l'intelligence dans la conduite de la vie humaine, c'est ce que savent d'autres penseurs qui ne sont pas dupes — du moins à ce point de vue — de leur imagination. Mais ceux-ci tombent dans l'erreur inverse, qui est de croire que la discipline sociale est immuable, et qu'aucune transformation profonde

ne peut s'accomplir dans l'évolution des sociétés. Erreur qui se double d'une défaillance morale, car, demandant à l'Eglise la direction des mœurs, ils oublient — ce dont ils convenaient avec tristesse pendant la guerre — que le chef de l'Eglise, pas plus que les chefs socialistes étrangers, n'a dit à l'heure opportune la parole lumineuse et sans équivoque qu'attendaient les consciences angoissées. Ah! cette carence, dans la mêlée, de tous les « pouvoirs spirituels », comme elle a lourdement pesé et comme elle pèse encore sur les esprits et sur les cœurs! Pour ne s'en tenir qu'à l'ordre intellectuel, il semble que les défenseurs de l'« Intelligence » méconnaissent pareillement les enseignements les plus certains de la catastrophe. A ceux qui voient dans l'ordre humain le reflet d'un ordre transcendant, expressément voulu par la divinité et traduit dans les canons d'une Eglise infaillible, aucune objection ne peut être apportée : elle est d'avance repoussée. Mais à ceux qui prétendent ne s'appuyer que sur les lois d'une sagesse toute humaine, sur les constatations toutes positives de l' « empirisme organisateur », il faut opposer une fois de plus — car cela non plus n'est pas nouveau — les leçons d'une expérience plus complète et les commandements de la raison. L'ordre qu'ils conçoivent est essentiellement d'Eglise; il implique une distinction absolue du pasteur et du troupeau, des dirigeants et des dirigés, et une subordination complète de ceux-ci à ceux-là. Or s'imaginer qu'après une pareille secousse les peuples, déjà portés dans tout l'Occident à intervenir dans l'élaboration des lois au nom desquelles on les envoie parfois à la mort, vont se déprendre de cette habitude, c'est un aveuglement auprès duquel l'« infirmité » des doctrines démocratiques apparaît rayonnante. Il était déjà vrai d'opposer au conservatisme que l'individu, cellule sociale ou partie de la cellule

sociale est en puissance, et devient de plus en plus en acte un être pensant, dépositaire d'une partie de la raison collective. Il est plus urgent encore de le répéter, maintenant que cette cellule pensante apparaît animée d'une âpre aspiration à faire prévaloir sa volonté.

Sans doute, on ne soutiendra pas que tout soit pensée dans ces aspirations populaires. On l'a dit tout à l'heure: la fermentation sociale qui trouble l'Europe au lendemain de la guerre est, dans ce qu'elle a d'excessif, la voix de la misère, de la révolte ou de l'instinct; il faut espérer que nos sociétés ne succomberont pas à ces assauts. Mais elles sont des symptômes dont il convient de tenir compte, et qu'il faut exactement interpréter. Sous le bouillonnement de surface on aperçoit la volonté de plus en plus étendue, et de plus en plus réfléchie chez les plus « conscients » des « militants », de participer, suivant des modes encore mal définis, à la gestion de la chose publique et de la production. Cette ère nouvelle dont tout le monde, un peu au hasard, proclame la naissance, ils la voient, après Proudhon dont ils se proclament les disciples, sous les traits de l'ère du travail, qui doit succéder selon eux à l'ère purement politique. Et cette volonté est encore, dans la masse, obscure. Elle s'accompagne de contradictions, de fausses manœuvres et de maladresses. Elle reprend la vieille idée proudhonienne de la fin de la politique au moment même où la Confédération du Travail sort de son cadre exclusivement professionnel pour inaugurer au grand jour une action politique. Elle sous-estime la virulence toujours virtuelle des questions nationales. Elle n'est pas toujours réglée, fait parfois aux éléments extrêmes des concessions fâcheuses et transporte dans les congrès corporatifs toute la « cuisine » des congrès politiques. Mais enfin cette volonté est un fait, aussi réel que les

mouvements nationaux qui ne sont d'ailleurs, eux aussi, qu'une conséquence des principes révolutionnaires, et que par conséquent des politiques « expérimentaux » n'ont pas le droit de négliger. Ce mouvement ne nie pas l'autorité; il reconstitue des aristocraties parfois aussi tyranniques que les anciennes, mais il soumet l'autorité à un contrôle de plus en plus effectif et ne veut obéir qu'à une discipline de plus en plus consentie. Aveugle serait l'autorité qui se raidirait brutalement contre cette inéluctable transformation.

Le mouvement ouvrier en arrive donc à se transformer dans ses parties saines, en dehors de ses excès extrémistes, aux justes exigences de l'idéal démocratique. Car il faut bien en arriver à le prononcer, ce mot plein d'horreur, qui excite le dédain superbe des beaux esprits! Toutes les « infirmités » et les contrefaçons n'empêchent pas qu'elle ne se réalise, cette démocratie abhorrée, qu'il ne faut confondre ni avec la dictature de la bourgeoisie, ni avec la dictature du prolétariat, ni avec aucune forme historique nécessairement transitoire; qui exprime simplement la participation, de plus en plus effective et inéluctable, des gouvernés au gouvernement, des producteurs à la production. Au lieu de l'anathématiser et de la couvrir de sarcasmes faciles, les défenseurs de l' « intelligence » seraient plus sages de reconnaître ce fait, d'en accepter la légitimité, et de travailler, avec les meilleurs des « démocrates », à ce que l'accession des classes populaires au pouvoir soit réglée, progressive, conforme au droit, de façon à ne rien laisser perdre des trésors de la vieille civilisation en même temps qu'elle lui infuserait un sang nouveau. Car si cette irrésistible poussée de démocratie ne s'éclaire pas d'une compétence technique et d'une valeur morale toujours croissantes, elle peut engendrer des désastres.



Ainsi, plus grave encore que les défaillances des partis politiques, apparaît l'altération, la prostitution des mystiques. Il y a des nécessités politiques et économiques contre quoi il est vain de récriminer; on se donnerait figure d'un prisonnier se précipitant les mains nues contre les barreaux de sa prison. L'armature du monde moderne est inflexible. Qu'il faille traiter avec l'adversaire, lui tendre la main, le ravitailler, lui envoyer des diplomates, des commis-voyageurs, des banquiers, oublier pour les tractations commerciales les atrocités et les trahisons, c'est la règle du jeu temporel; il est puéril de s'en indigner. « Gémir, pleurer, prier est également lâche. » Il faut bien qu'il vive, ce pauvre monde, et que les hommes d'affaires s'enrichissent! Mais que les pouvoirs spirituels, ceux qui ont la charge de ne pas laisser s'éteindre la flamme de la conscience, la laissent vaciller et parfois succomber, cela est infiniment plus triste et plus douloureux. Or il faut avoir le courage de le dire, c'est de cette défaillance que nous sommes témoins, il n'est pas de plus fort symptôme du désarroi des consciences. Ces puissances qui représentaient, malgré leur antagonisme métaphysique, les plus hautes conceptions et les plus hauts espoirs de l'humanité, christianisme, démocratie, socialisme, qui toutes déclaraient vouloir l'amour par la justice, on les a vues et on les voit encore hésiter devant leur idéal, et l'on assiste aux efforts de leurs fidèles pour excuser ou glorifier leur carence, par exclusif souci de leur établissement temporel.

Les internationales de la pensée n'ont pas plus le sens de la justice que les internationales financières: quel étrange spectacle que la collusion de ces deux forces! L'une n'a de raison d'être que de maintenir en face de l'autre la dignité des valeurs de l'esprit; au

lieu de cette noblesse on assiste à l'alliance du puritain et du marchand s'élançant à la conquête de nouveaux territoires, sur le cadavre encore chaud de la justice méconnue. Les nationalismes surexcités ne veulent pas accepter les disciplines du droit; les internationalismes ne s'y soumettent pas non plus, et les dédaignent pareillement. L'internationale ouvrière ou socialiste veut se reconstituer à tout prix, et va jusqu'à exclure ou à forcer de partir les militants qui n'ont pas oublié les responsabilités primordiales des agresseurs et ne rougissent pas d'avoir collaboré à la défense de la patrie et de la justice. L'internationale financière ne se préoccupe également que de partager les dividendes, et sous prétexte que les affaires sont les affaires imposerait, si on n'y prenait garde, des conditions draconiennes de relèvement aux pauvres nations assez folles pour avoir cru qu'il y a dans le monde autre chose que des affaires. L'internationale de la pensée ne veut se préoccuper que des intérêts de la science, sans voir que la science n'a de noblesse qu'au service de la civilisation. Et l'internationale catholique, après avoir, par l'organe du Souverain Pontife, refusé de dire le juste quand cette parole eût été expédiente, se croit de nouveau autorisée à donner des directions morales aux sociétés et trouve des fidèles pour excuser sa carence d'hier. De toutes parts les « politiques » se remettent à l'œuvre en trépignant sur les « mystiques » de la guerre; et dans les mystiques qui réapparaissent, comme dans les formes politiques que prônent leurs partisans, rien ne paraît subsister de ce qui était jusqu'à hier le plus haut effort de la raison occidentale: la justice claire et forte, la démocratie respectueuse du droit. Ces idées s'affirment encore, par survivance, dans quelques discours (non chez les plus francs); elles ont disparu des cœurs, ce ne sont plus que des cosses vides. Serait-il vrai que

nous sommes arrivés à la fin d'une période historique, que le cataclysme a définitivement balayé dans le vieux monde, sans espoir de retour, les hautes idées qui affermissaient la conscience des justes, de même que le christianisme berçait la souffrance des faibles; et que nous allons vivre, après la révolution libératrice, une époque inouïe, mais sans consistance morale, que nous annoncent les nouveaux prophètes d'Orient?

L'esprit des pages qui précèdent laisse entrevoir la réponse à cette question. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de monde entièrement nouveau. Tous les espoirs qui cristallisent sur ce mot magique renferment nécessairement une part d'illusion. Et cela est vrai de tous les grands mouvements historiques. Le Christianisme a opéré dans le monde une révolution vraie, en apportant l'idée de l'égalité morale des fils de Dieu et les commandements évangéliques inconnus du monde antique. La Révolution a ouvert une autre ère dans l'histoire de l'humanité, en fondant les sociétés sur les idées de contrat et de droit, qui obligent à justifier ou à transformer dans un sens rationnel les bases naturelles de ces sociétés. La Société des Nations inaugurerait une troisième époque, en mettant fin aux guerres entre peuples comme la Société policée a mis fin aux guerres entre individus. Et l'Internationale ouvrière, ou plus exactement la Démocratie industrielle, apporterait bien encore à l'humanité des principes nouveaux, puisque la production économique serait réorganisée sur des bases propres à faire cesser les guerres de classes. Mais à creuser assez profond aucun de ces grands mouvements d'idées ne constitue ce que Renouvier appelait des « commencements absolus ». La démocratie industrielle n'est autre chose que l'extension à l'économie des principes de la démo-

cratie politique; la « dictature du prolétariat » ne serait pas plus une nouveauté absolue dans l'histoire que les précédentes dictatures de classes ou de despotes. La Société des Nations ne sera que l'extension logique, appliquée aux rapports entre nations, des principes d'ordre contractuel posés par la Révolution française pour les rapports entre citoyens. Et la Révolution n'a fait au fond que transposer dans l'ordre humain, en leur donnant un fondement « immanent » et en appuyant sur l'idée de droit — c'est là sa signification métaphysique — l'idée d'égalité que le Christianisme réservait exclusivement au royaume des cieux. Et le Christianisme lui-même — sauf aux yeux de ceux qui lui attribuent une origine divine — n'a pas apporté aux hommes, comme une découverte sans précédents, son baume de Judée: il est le trait d'union de l'Occident rationalisé au mystique Orient. Rien donc, dans ces amples mouvements de l'histoire humaine, n'est absolument nouveau. Les révolutions les plus profondes sont celles qu'opèrent les techniques, qui peuvent renouveler brusquement toutes les conditions de la vie sociale; encore ne sont-elles pas sans liens avec les techniques qui la précèdent. Et les techniques mêmes ne changent pas la nature humaine, elles ne font que donner un nouveau cours aux sentiments. Pour faire surgir du néant une société toute neuve, sans antécédents ni survivances historiques, il faudrait proprement un miracle. Même après le plus grand bouleversement que le monde ait connu on n'a pas vu ce miracle.

Mais si l'on peut sourire des illusions naïves des illuminés, si l'on doit concevoir comme aussi impossible un retour aux disciplines ecclésiastiques, les sceptiques auraient tort de triompher. Car les esprits assez forts pour se contenter du vrai et les cœurs assez modestes pour ne pas s'enivrer d'absolu consta-

tent *malgré tout* un mouvement. Le bouleversement de la guerre n'a rien enfanté d'inouï, mais il a élargi des voies encore encombrées d'ornières ou hérissées d'obstacles, et il a parfois percé de nouvelles avenues. Il ne sera plus possible de construire le monde politique sur les seules combinaisons des diplomates et les seules volontés des gouvernements. L'ancien principe des nationalités, devenu le principe plus clair du droit des peuples, agite encore l'Europe et d'autres continents et peut déchaîner, on l'a reconnu, de nouvelles catastrophes: qu'est-ce à dire cependant, sinon que les peuples cessent de plus en plus d'être passifs et exigent chaque jour davantage que l'on tienne compte de leurs aspirations? L'organe qui pouvait prévenir ces catastrophes, la Société des Nations, a passagèrement succombé aux assauts des impérialismes: qu'on soit assuré cependant qu'elle revivra; l'idée, qui s'affirme à peine, n'a pas fini d'épuiser sa force active. L'industrie, l'administration connaîtront des transformations analogues à celles des institutions politiques. Un grand industriel n'a pas hésité à déclarer que les temps étaient révolus du « patronat de droit divin », comme sont révolus dans toute l'Europe ceux de la monarchie d'essence divine; toutes les administrations publiques ou privées s'ouvrent à la collaboration du personnel, sous des modes encore incertains mais par l'effet d'une irrésistible poussée. Cette démocratisation de la production, succédant à celle de la cité, apparaît comme la caractéristique de l'ère qui s'ouvre; elle subsistera quand se seront apaisées les agitations cahotiques dont on a montré la genèse, mais qui ne peuvent qu'en compromettre l'enfantement régulier. Les institutions restent indispensables, mais ne sont pas figées dans des formes rigides; les facteurs sociaux les assouplissent sans cesse. Les mœurs elles-mêmes, par suite du déséquilibre des conditions et des

sexes, subiront vraisemblablement des transformations profondes, dont il faudra comprendre la nécessité tout en sauvegardant les principes essentiels de la vie des sociétés. Et dans les œuvres de la pensée, dans les lettres, dans les arts, il faut s'attendre aussi à des renouvellements, qui ne sont pas fatals parce qu'aucune cause sociale ne commande, pas plus d'ailleurs qu'elle n'empêche, l'éclosion des génies, mais qui sont probables si de grands artistes, comme c'est la fonction propre de l'art, puisent leurs thèmes d'inspiration dans les nouveaux problèmes d'une société transformée. L'industrialisme, actuellement, est une menace de barbarie. Il n'est pas interdit d'espérer, si les « pouvoirs spirituels » se ressaisissent et se montrent de nouveau dignes de leur mission, une renaissance de l'art, de la pensée, de la dignité humaine, qui fera refleurir le sourire d'Athénê sur l'obéissance d'Héphaistos.

Dans ces espérances, disons plus: dans ces probabilités, il n'y a pas trace — on croit l'avoir suffisamment établi — de cet optimisme éperdu que l'on reproche si souvent aux partisans du progrès, et qui ne peut exactement s'appliquer qu'aux croyants convaincus qu'un Dieu de bonté veille sur le monde. Les sages qui voient l'homme sortir de ses origines animales et poursuivre, encore tout alourdi de ses survivances ancestrales, sa marche à l'esprit, n'ont pas de ces assurances. Mais ils n'ont pas non plus de désespérance. Ils voient le mouvement, lent et coupé de traverses ou de retours, fécondé par la mystique et clarifié par la raison, mais réel. Et ce mouvement, ils peuvent, sans illusions ni fatalisme historique, l'appeler progrès. Il ne sera l'œuvre que des hommes, mais il peut être leur œuvre. Si toutes les intelligences et toutes les volontés s'appliquaient à le promouvoir en même temps qu'à le régler, la marche de l'humanité serait sans doute plus paisible.

CHAPITRE IV

LES DESTINÉES FRANÇAISES

Ce sont là, dira-t-on, des vœux téméraires. Le monde semble bien ne pouvoir marcher que par l'impulsion des violents, et les hommes de foi n'écoutent pas la critique. La raison, dont la flamme est tout intérieure, paraît importune et grise. Nous paraissons voués aux secousses sociales et politiques. De ce coup d'œil sur l'avenir revenons à l'état présent de la France.

Les luttes politiques, les conflits de classes battent leur plein; ils menacent même de se doubler de luttes confessionnelles que l'on croyait éteintes et qui, si l'on en juge d'après certaines manifestations récentes, pourraient bien réapparaître. Les élections de 1919 ont été aussi passionnées que celles de 1914, et les débats qui ont marqué les derniers jours de la dernière session législative, comme certains de ceux qui ont marqué les débuts de la nouvelle Chambre, pleine de bonne volonté et d'inexpérience, et sans programme précis, ne sont pas faits pour relever aux yeux des foules le prestige du Parlement. (1)

La fièvre politique de nouveau allume les convoi-

(1) Reconnaissons cependant que, dans des circonstances graves, l'attitude de la nouvelle Chambre a été d'une belle tenue, et qu'elle n'a pas hésité à braver l'impopularité en votant de lourds impôts (*Note de 1921*).

tises, soulève les compétitions, les compromissions, les tripotages, cependant que des milliers de Français ont encore faim et froid dans un désert de ruines toujours aussi horribles, et que les plus ardents de nos ennemis d'hier se reprennent à se demander si des Français ne vont pas faire ce que la brutalité teutonne n'a pas été capable d'obtenir. Même dans ce domaine pourtant bien restreint on n'est pas arrivé à opérer une réelle modification dans les mœurs politiques, car si l'on entend beaucoup parler de partis nouveaux, de ligues nouvelles, et si l'on est parvenu à dresser des programmes de réformes politiques ou constitutionnelles qui ne sont pas négligeables, disons même dont le vote s'impose, rien dans ces réformes utiles ou urgentes ne donne l'impression de sortir directement de l'expérience de la guerre; tout est du déjà dit, du déjà rêvé sans avoir encore été réalisé, rien ne donne l'impression de ce quelque chose de « sensationnel » qu'annoncent quelques prophètes d'une nouvelle démocratie. Et c'est de nouvelles mœurs, surtout, que nous avons besoin. Il est vrai que les institutions les préparent.

De cette passion de la politique ne nous hâtons pas de médire. Elle est l'honneur de notre peuple, elle est ce qui l'empêche d'être un peuple serf, et ce qui l'a jusqu'à présent distingué de l'actuel peuple germanique, avide de bien-être et de profits plus que de liberté. Se battre pour des idées, s'entre-déchirer jusqu'à en être pantelant, jusqu'à en mourir et à faire mourir le pays sous ses disputes, c'est un vieux trait de notre histoire, et constant, depuis les Latins et les Gaulois. Nos querelles politiques, nos âpres luttes de partis et de classes, sans atténuations ni ménagements, ne sont qu'une autre face des querelles religieuses qui ont non seulement troublé, mais ensanglanté notre France. « Atroces, ces guerres civiles, dit

M. Lanson dans une de ses leçons sur l'idéal national au XVIe siècle, et salies de tous les bas motifs... Mais, tout de même, la religion est cause » (1). Et il montre « la France mise en péril par son propre idéal de *vérité*, de *sincérité*, d'obéissance aux commandements intérieurs de la conscience ». C'est un fanatisme semblable, pareillement mêlé à la lie du ruisseau, qui a jeté les Français les uns contre les autres et les a jetés sur l'Europe, dans les luttes pour la *liberté*. Et c'est ce culte passionné de la *justice* et de l'*honneur* qui est la cause morale de cette révolution en profondeur que fut l'affaire Dreyfus. Et si le peuple français avait pensé, comme le social-démocrate Noske, ou son acolyte, que l'honneur, la liberté, le droit des peuples et des citoyens ne sont que des «idéologies bourgeoises », est-ce qu'il eût jamais accepté la grande guerre? Nos luttes de partis et de classes, si affreuses parfois qu'elles apparaissent, et quelques bas intérêts qu'elles servent, n'en traduisent pas moins chez les plus sincères les commandements de la conscience, dont l'ardeur fanatique peut rallumer les guerres civiles. C'est la justice qu'elles poursuivent, et c'est ce qui les distingue de la dictature de la force pure qui caractérise le nouvel internationalisme, à base de marxisme aggravé. Si la tradition révolutionnaire française de justice et de liberté, de socialisme idéaliste dont Jaurès fut le dernier représentant, venait à succomber sous sa victoire et à disparaître du monde, ce serait une perte irréparable pour la conscience de l'humanité.

Mais l'étude du passé ne devrait pas être vaine, encore qu'on en médite si peu les enseignements. Et le juste souci de l'idéal ne va pas sans la compréhension

---

(1) *La Civilisation française*, n° 3.

préalable des tâches qui pourraient être accomplies en commun. Avant d'aborder le point où les conceptions politiques divergent et où commencent les luttes d'idées, que de tâches positives s'imposent à tous les bons citoyens, qui n'exigent aucune abdication d'idéal et tendent au contraire à réaliser les conditions favorables où ces luttes pourraient s'exercer! Pour ces œuvres de restauration et de rénovation tous les bons citoyens pourraient s'unir, sauf ceux qui n'attendent leur salut, comme dans les théories catastrophiques, que de l'excès de la misère et du désespoir. C'est ce sentiment, heureusement très répandu, qui explique le cri des *braves gens* de France devant tant de travaux à accomplir: « Surtout pas de politique ! Nous en avons assez, de la politicaillerie! » Dispositions dont les journaux parlent peu et que masquent à l'observateur superficiel les agitations des « militants », mais qui sont le fond de la race, avec son bon sens, son ardeur au travail, sa prudence parfois archaïque et qui aura besoin d'être renouvelée par de larges communications avec les modes de la vie moderne, toutes choses qui sont le terroir d'où partent les hautes envolées et qui font que ce peuple dure.

Indépendamment de ces raisons pratiques, des raisons proprement spirituelles appellent la concorde nationale. C'est devenu un lieu commun de la philosophie de répéter qu'il y a une âme de vérité même dans toute erreur. La démocratie, qui confronte les opinions extrêmes, respecte en toutes, au moins nominalement, leur sincérité. Au sein des partis politiques il y a une « droite » et une « gauche », et le fin du fin des congrès et des tacticiens consiste, pour maintenir l'unité du parti, à réaliser sans trêve des conciliations toujours fluctuantes. Ce laborieux travail de synthèse, ne faut-il le concevoir qu'à l'intérieur des partis? Ne peut-on réaliser d'abord entre les membres de la com-

munauté nationale ces rapports de bienveillance mutuelle que l'on rêve d'élargir ensuite à la communauté des nations? Certes il est des mystiques morales ou politiques irréductibles, dont il ne faut demander à personne le sacrifice. Ce sont celles précisément qui fondent les oppositions de religions ou de partis. Mais dans ces oppositions mêmes est-il bien sûr qu'il n'y ait rien de semblable? Des croyances ne peuvent radicalement et totalement diverger, qui prétendent se réclamer de la raison. Et les diversités dernières, dont il est bon qu'elles s'opposent, est-il nécessaire qu'elles visent à se détruire totalement, à se faire une guerre « absolue »? Cet état d'esprit se comprenait des anciens fanatismes religieux, qui poursuivaient par le fer et par le feu la destruction de l'erreur ; il était récemment celui du fanatisme pangermaniste, et l'on a vu les procédés qu'il a mis en œuvre pour exterminer les peuples « inférieurs ». On voit bien qu'il est encore celui du fanatisme révolutionnaire, qui veut créer un monde nouveau sur la destruction de la bourgeoisie abhorrée. Mais ceux qui conçoivent d'une façon moins simpliste le mouvement de l'histoire croient à la possibilité de discipliner même les oppositions, dont ils savent bien qu'elles sont aussi éternelles que les ententes; c'est pourquoi on peut avoir de fortes croyances et triompher de l'adversaire sans pour cela l'exterminer. Aller aussi loin que possible dans l'accord, pratiquer les règles les plus loyales et les plus courtoises dans les formes humanisées de la guerre, telle est la ligne de conduite d'une philosophie sociale qui ne s'arrête ni aux illusions du pacifisme « béat » ni aux monstruosités du « bellicisme » absolu, et qui cherche à tenter la synthèse constamment mouvante de l'expérience et de la raison.

Ces réflexions sous-entendent la solution qu'il convient d'apporter au conflit capital, à celui qui est apparu dans toutes les pages de cet ouvrage comme dominant les autres: le conflit métaphysique, l'opposition du surnaturel et de l'humanisme. Métaphysiquement, on y a suffisamment insisté, ce conflit est insoluble, il est le seul qui ne supporte aucune synthèse, aucune conciliation. C'est aux croyants de chacune de ces mystiques à faire la preuve de son excellence, par la pensée et plus encore par les œuvres. Qu'il y ait entre elles émulation et rivalité vers la perfection.

Mais que cette rivalité ne dégénère pas de nouveau, comme dans le passé, en lutte politique. Et cela ne se peut qu'en maintenant en pleine lumière ce qui unit, en laissant dans le secret des consciences ce qui divise. La guerre a montré que pour l'appréciation des valeurs morales supérieures, du devoir, de la dignité, de la justice, il y avait accord entre fidèles de l'immanence ou croyants de la transcendance. Maintenons cet accord, quelque opinion qu'on garde sur la justification dernière de ces valeurs. Veillons aussi à ce que dans l'Etat libre, la conscience des fidèles de toute croyance reste intacte, à l'abri de toute persécution comme de tout privilège. Mais si l'Eglise catholique, comme le feraient craindre les manifestes de quelques évêques, voulait de nouveau mener l'offensive contre les lois laïques qui, si elles ont provoqué des abus, ne sont nullement dans leur principe des lois de persécution; si l'on ramenait au premier plan la lutte pour la justification métaphysique au lieu de l'accord sur la vérité morale, il est trop certain que la riposte anticléricale se produirait, et la paix religieuse serait aussi menacée que la paix sociale.



En tout cas nous en sommes là, telle est l'alternative qui s'offre à la France victorieuse, comme d'ailleurs à la plupart des peuples. Ou, sans étouffer les oppositions légitimes d'intérêts et de croyances, un certain sentiment de la solidarité nationale comme de la justice sociale retiendra ces intérêts de se heurter irréductiblement, ces croyances de repousser tout travail commun, et dans un réveil fécond des initiatives et des énergies notre pays, enfin délivré de l'obsession de la défaite, pourra repartir avec confiance vers de nouvelles destinées. Ou au contraire, dans la méconnaissance de ces conditions vitales, dans une fièvre de passion politique analogue au vertige de la phalène qui se jette sur la flamme pour s'y brûler, les antagonismes s'exaspéreront, les conflits d'intérêts seront poussés jusqu'à l'insolidarité totale, ceux de croyances jusqu'à la scission, et la France se dissoudra.

L'histoire d'ailleurs nous apprend quels sont les lendemains de ces vertiges de passions où les peuples s'abandonnent. Les enragés des guerres de religion, quand ils sont saoûls de massacres, honteux de leurs violences et qu'ils aspirent à la paix, ne s'arrêtent pas aux demi-mesures. « Il n'est plus question de l'équilibre et des restrictions que cherchait la pensée libérale de Lhôpital, de Du Vair, et même de Bodin, dit encore M. Lanson. Le roi est tout, on lui donne tout... On veut un roi fort, pour avoir la vie sûre, être gardé contre la guerre civile et la guerre étrangère ». Par delà le bon roi Henri les bandes de Montluc et de d'Aubigné ont fait le lit de Richelieu et de Louis XIV. Après l'anarchie révolutionnaire et l'orgie du Direc-

toire, c'est Napoléon. La violence tsariste a porté Lénine au pavois, et quand le tsar rouge disparaîtra ce ne sera sans doute pas une paisible Assemblée constituante, dans cette malheureuse Russie vouée — pour combien de temps encore? — aux catastrophes, qui lui succédera. Les doctrines royalistes, malgré le talent de leurs promoteurs, n'ont pas mordu chez nous sur la masse; le bonapartisme même n'y a plus de racines, et l'on cherche en vain, actuellement, le « dictateur » dont nous menacent des partisans moins naïfs que leurs auditeurs, qui nous ramènerait le « régime du sabre ». Prenons garde cependant que le dégoût et la révolte ne finissent par faire surgir ce que n'aurait pu obtenir l'activité doctrinaire la plus remarquable, pour peu que les guerres sociales se précipitent et que réapparaisse la menace des guerres étrangères.

Si de telles éventualités se produisaient — il n'est pas sage, répétons-le, de détourner les yeux de cette hypothèse — soyons assurés que nous reverrions de beaux spectacles. De nouveau les révolutionnaires sentiraient la nécessité de la défense nationale; de nouveau les conservateurs comprendraient la nécessité d'accorder au peuple plus de justice. Et l' « union sacrée » refleurirait de nouveau, pour un temps. Mais il n'est pas sûr que ces retournements *in extremis* suffiraient toujours à nous sauver. Et en sommes-nous là fatalement, que nous ne puissions consentir à la défense de la patrie que sous l'étreinte de la guerre, et accorder la justice que sous la menace de la révolution? Est-il fatal que nous ne puissions nous unir que contre le danger, et que nous n'attendions même pas d'avoir passé le pont pour faire la nique au saint ?

On se contente, à la fin de ces pages, de poser la question, en laissant entrevoir pourquoi l'on se refuse à la désespérance. Non, les jours ne sont pas révolus de la sagesse occidentale. L'idée de justice, si blessée qu'elle sorte de la mêlée universelle, ne peut pas mourir ; on ne peut faire table rase d'une aspiration désormais invincible dans la conscience humaine. La Société des Nations, malgré les assauts qu'elle subit des égoïsmes combinés de classes et de peuples, finira bien par régir juridiquement les rapports des Etats, de même que la loi nationale régit aujourd'hui les rapports des citoyens. Et la démocratie, c'est-à-dire la détermination de la loi par la libre collaboration de tous les citoyens éclairés, dépassera le stade de la dictature prolétarienne comme elle a franchi celui de la dictature bourgeoise, et disciplinera l'atelier comme la cité. Ce qui est plus large, plus universel, plus humain triomphera progressivement de ce qui est particularisme d'individu, de groupe, de peuple, et les conflits politiques et économiques se soumettront, d'un commun accord, à des arbitrages qui les régleront pour un temps, sans prétendre arrêter la vie qui en fera toujours surgir de nouveaux. Sans faire profession d'un optimisme niais, sans dissimuler aucune des tares que l'espèce humaine garde de ses origines animales on peut, même après d'aussi atroces convulsions, croire à un progrès d'ailleurs toujours plus lent qu'on ne l'imagine. Et la France non plus n'est pas au bout de sa course; après avoir une fois de plus étonné le monde par sa résistance elle va repartir pour une période nouvelle, elle porte en son sein des puissances de renouvellement généralement mieux observées par ses adversaires ou les étrangers que par elle-même. Dans une des « Lettres à tous les Français » dont il dirigeait la publication pendant la

guerre (1), M. Ernest Lavisse rappelait qu'au sortir des convulsions les plus affreuses de son histoire, la guerre de Cent Ans, les guerres de religion, les guerres des deux empires, notre pays a toujours stupéfié ses voisins par la rapidité de son relèvement. Il cite ces paroles d'un ambassadeur vénitien, après la mort d'Henri IV : « La France, quand elle n'affaiblit pas ses propres forces, peut toujours faire contrepoids à une puissance quelconque. » Et aussi celles-ci, du prince de Bülow: « La France possède une foi inaltérable en l'indestructibilité des forces vitales de la nation. » Elle ne laissera pas plus obscurcir son idéal par le matérialisme de la richesse qu'elle ne s'est laissé griser par l'impérialisme de la puissance.

Oui, mais qu'on n'oublie pas le mot du Vénitien : *quand elle n'affaiblit pas ses propres forces*, et qu'on ne fasse pas trop de fond, non plus, sur une possibilité indéfinie de renouvellement qui deviendrait vite un prétexte commode; qu'on y puise une confiance raisonnée appuyée sur les faits, non une béatitude paresseuse encline à penser que les relèvements s'opèrent tout seuls. Et qu'on songe aux dangers immédiats. Avant de reprendre le cours régulier de ses destinées l'humanité peut traverser encore d'autres crises, nationales ou sociales, si chez les individus et les collectivités ne se rétablit pas la volonté de les prévenir ou de les discipliner. La France en particulier, bien qu'elle soit, comme on l'a souvent remarqué, la moins atteinte des nations d'Occident par l'illuminisme oriental, la gardienne la plus éprouvée de la raison et de la sagesse du monde civilisé, la France peut n'être pas à l'abri de crises partielles qui, pour être éphémères, n'en causeraient pas moins des désastres. Il

(1) M. Lavisse a repris le même sujet dans un article de la *Revue de Paris* du 15 octobre 1919.

appartient aux Français de l'en préserver. Il faut pour cela, d'abord qu'ils veuillent continuer à être un grand peuple, qu'ils n'abdiquent pas cette *volonté de vivre* faute de laquelle les collectivités, comme les individus, finissent par être impitoyablement éliminés de la lutte pour l'existence. Mais il faut aussi, pour que cette volonté de vivre soit allègre et unanime, qu'elle s'auréole d'un idéal susceptible d'émouvoir l'enthousiasme; il faut que la générosité, éclairée par la *volonté de justice,* s'installe dans les esprits et dans les cœurs à la place de la pure volonté de puissance, de la volonté de lucre, ou de la volonté de renoncement qui ne fait qu'appeler les appétits. Cette volonté de justice, elle doit être celle de tout le peuple; mais c'est aux gouvernants et aux élites surtout, aux « pouvoirs spirituels » et aussi aux pouvoirs temporels, à la proclamer et à la *pratiquer,* s'ils veulent enrayer la démoralisation actuelle des masses et constituer un esprit public qui est la seule barrière possible à la corruption de la richesse et du pouvoir.

La tâche est urgente, elle exige de l'intelligence et des sacrifices, il n'y a plus à tergiverser devant elle. On l'a dit pendant la guerre, la phase des peuples est ouverte. Que les consuls responsables veillent à ce qu'elle ne marque pas de régressions ni de catastrophes, mais de nouveaux épanouissements de l'être humain.

POST-SCRIPTUM

Quelques mois encore ont passé. Les symptômes ici notés s'accusent chaque jour davantage. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur le malaise s'accroît, dont nous ne pourrons sortir que par des mesures énergiques.

Les conséquences de la guerre, la mauvaise volonté de l'Allemagne à exécuter le traité (si différente de notre attitude après 1871), l'insuffisante solidarité des alliés, marquée par une succession de conférences où chaque fois nous devions faire des concessions nouvelles, le manque de conscience de quelques possédants, la lessive publique de scandales retentissants (1), la peur de regarder en face la situation financière et d'y apporter des mesures adéquates, toute cette accumulation de fautes a produit ses effets sur l'âme de la nation. De récentes élections en sont le signe. La politique nécessaire de l'union limitée entre Français, qui avait aux élections de 1919 assuré le succès du « Bloc National », a pris rapidement l'apparence d'une politique ploutocratique. Insuffisamment sévère aux « profiteurs », elle a cru racheter sa mollesse par la mutilation des libertés ouvrières; cette sévérité unilatérale ne pouvait que donner des armes à ses adversaires. D'autre part l'aggravation des charges tournait contre cette politique ceux qui en souffraient le plus directement. Et l'inexpérience des nouveaux législateurs a

(1) Affaire des mistelles, de la liquidation des stocks, des rhums, des blés... Il n'est pas sûr que ce soit tout.

ramené au pouvoir les anciens hommes d'Etat, l'ancienne politique.

De ce mécontentement et de ce désarroi les partis extrêmes, comme c'était dans l'ordre, ont seuls profité. Tandis que se désagrège le Bloc National, l' « Union des gauches », qui cherche à se reconstituer et qui correspond mieux que les extrêmes aux sentiments réels du pays, n'y parvient que difficilement. Elle n'a pas d'ailleurs toujours, soit la doctrine nette, soit surtout la fermeté morale nécessaires pour guider l'esprit public.

Les faits soulignent ce malaise. L'élection d'un communiste dans une circonscription rurale (1), l'abstention des électeurs au premier tour et l'imposante minorité obtenue au second par les candidats communistes (2) dans le second secteur de Paris ne prouvent pas que le peuple de France, paysan ou même ouvrier, soit gagné à la cause de Moscou, mais témoignent qu'il est mécontent. A ce mécontentement les partis nationalistes offrent comme remède le redoublement d'une politique de force, les partis révolutionnaires une complète subversion sociale. L'exemple de la Russie montre assez que cette dernière solution ne ferait qu'augmenter le gâchis. Il se peut que la politique allemande rende la première nécessaire; mais sans entente avec les alliés et surtout sans politique constructive ultérieure, elle isolerait la France et n'aboutirait à aucun résultat positif. Ce n'est que par la solidarité internationale que l'Europe malade peut se guérir.

Mais cette solidarité même apparaît compromise. Le départ du président Wilson de la scène politique, le

(1) M. Renaud Jean en Lot-et-Garonne.

(2) MM. Loriot et Souvarine. Ils étaient peu de jours après acquittés par le jury devant lequel ils étaient poursuivis pour « complot ».

silence gardé par le message du président Harding sur les affaires d'Europe semblent souligner l'isolement de l'Amérique et l'éclipse de la Société des Nations. Sur la politique économique à l'égard de la Russie les puissances alliées ne sont pas d'accord, et agissent contradictoirement. L'Allemagne profite de ces divisions pour les exploiter le plus possible. Il lui arrive, comme elle vient de le faire à Londres, d'aller trop tôt et trop fort: l'union des alliés se resserre alors devant le danger. Mais ce phénomène passager, prévu dans les pages qui précèdent, n'est pas une solution. Ce n'est pas en soubresauts et en saccades que doit se manifester la solidarité des alliés, c'est par une politique cohérente et suivie. Comme l'a dit M. le président Millerand, d'accord sur ce point avec les organisations patronales et ouvrières, la collaboration économique de toutes les nations est à la base de la reconstruction de l'Europe. Il faut reconstituer les forces de travail. Il faut aussi, dans les nations hier encore dénuées d'esprit politique, favoriser l'évolution démocratique, qui peut seule détacher les peuples désireux de paix des castes qui trop souvent les fanatisent.

Mais c'est à condition que cette collaboration et cette évolution soient éclairées par des principes. Il faut de nouveau signaler, depuis la publication du livre fameux de M. Maynard Keynes et les campagnes qui l'ont suivi, la redoutable tendance qui voudrait faire payer la reprise des relations d'affaires de la renonciation à toute équité et à toute dignité nationale. Le conflit entre les intérêts économiques et la qualité morale se poursuit plus pathétique que jamais. Parce qu'elle ne veut pas oublier la justice; parce qu'elle rappelle — sans ostentation mais avec une fermeté digne — la plaie toujours béante de ses provinces dévastées; parce qu'elle demande, non pas même le montant in-

tégral de sa créance, mais le minimum qui lui est indispensable pour se reconstituer, une tenace et perfide campagne l'accuse d' « impérialisme », et cherche à la perdre dans l'esprit de ses alliés. Le chef de notre gouvernement est obligé de s'en défendre auprès du chef d'un gouvernement allié. On voudrait faire passer pour l'expression du sentiment national, aujourd'hui comme hier profondément pacifique, les excès de langage de quelques publicistes, qui n'ont pas plus aujourd'hui qu'hier d'influence profonde sur l'opinion. Chose encore plus extraordinaire : une campagne s'amorce en Angleterre, au nom de la « démocratie » et de la « justice », pour faire de l'Allemagne la victime d'une nouvelle affaire Dreyfus. La principale responsable du sac de l'Europe en 1914 est présentée, à l'heure où elle doit réparer, comme une victime. Il y a là une si monstrueuse interversion des rôles qu'on en reste confondu. Ce qui est non moins stupéfiant, et ce qui appelle une protestation énergique, c'est qu'une telle campagne voudrait se faire passer pour « démocratique ». M. Vilfredo Pareto, qui a fermement signalé cette *Campagne antifrançaise,* semble croire qu'elle est alimentée par des sentiments démocratiques. Il est impossible d'accepter cette manière de voir. Le fond de l'esprit démocratique c'est l'amour du droit, le sens de la justice. La justice doit régler les rapports entre individus, entre classes, entre peuples; au delà d'elle est l'amour, mais il faut d'abord passer par elle. Tout abâtardissement, toute abdication de la justice porte atteinte à la sérénité des rapports sociaux et des institutions qui les régissent. Prostituer la justice, ce ne serait fortifier ni la démocratie ni la Société des Nations, ce serait les détruire. Pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne saurait être question de vengeance, de représailles, de destruction de l'Allemagne; mais ce

serait enlever toute substance à l'esprit démocratique et à l'esprit public européen que de laisser croire que réparation signifie représailles et qu'abdication signifie justice. Faudra-t-il constater, une fois de plus, que le monde est trop avide ou trop las pour s'élever à la justice?

Le symptôme le plus triste est que cette campagne, qui ne mord pas sur le robuste bon sens de la nation, paraît agir sur quelques milieux syndicalistes. Chez les révolutionnaires, qui se dénomment aujourd'hui communistes, c'est le dédain absolu de toute idéologie, l'antipatriotisme le plus cru. Le gros des effectifs syndicalistes — fort diminués par les dernières grèves révolutionnaires, et c'est un grand malheur pour l'effort organique de création des institutions ouvrières — a mieux résisté; mais là aussi le manque de doctrine et de fermeté morale paralyse les efforts des meilleurs. Faire campagne contre le bolchevisme et en même temps se glorifier de n'avoir pas sacrifié pendant la guerre à la défense nationale et au « socialisme de guerre », comme le fait un Merrheim, n'est pas d'une politique bien cohérente; c'est donner à ses adversaires des armes pour se faire battre. L'amour de la justice oblige à la vouloir pour les nations aussi bien que pour les classes. Il ne faut pas exagérer ces symptômes, comme y sont volontiers portés les étrangers toujours victimes des mêmes mirages. Il serait mieux cependant de ne pas contribuer à faire naître chez les hobereaux et les capitaines d'industrie d'outre-Rhin de nouveaux espoirs fallacieux.

Remise au travail intense facilitée par la solidarité financière des Etats et l'exemple des élites possédantes; refonte des institutions politiques de façon à mieux assurer à la fois la compétence et la stabilité des services et le contrôle populaire; par-dessus tout

éducation du sentiment civique, qu'il faut pénétrer de justice et d'héroïsme, pour que ce contrôle s'améliore et s'ouvre à toutes les nécessités nationales et internationales: voilà les voies où doit s'engager la France si elle veut rester grande et forte et rayonner sur le monde (1). Il n'est pas encore trop tard, mais il est temps. Elles exigent de l'intelligence et un dur effort. A ce prix seulement ceux qui dorment sous la terre et dont la substance fait épanouir les fleurs printanières ne seront pas morts en vain.

21 Mars 1921.

(1) Quelques-unes de ces questions seront approfondies dans un ouvrage en préparation: *la Démocratie et l'après-guerre.*

TABLE DES MATIÈRES

IMPRIMERIE L'UNION TYPOGRAPHIQUE
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (S.-ET-O.)

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET



HF
G9887c
Guy-Grand, Georges
Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui
474637
DATE.